NOTE TO USERS

This reproduction is the best copy available.

UMI[®]

Pour une description linguistique du fait français en Ontario :
Analyse du français parlé en situation minoritaire et sa représentation
dans les œuvres littéraires
par
Ryan Duncan

Thèse soumise à la « Faculty of Graduate Studies and Research »
comme exigence partielle en vue de l'obtention
de la maîtrise en français
(Master of Arts)

Department of French
Carleton University
Ottawa, Ontario
August 23 2005

© 2005

Library and
Archives Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Published Heritage
Branch

Direction du
Patrimoine de l'édition

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

ISBN: 0-494-10041-9

Our file Notre référence

ISBN: 0-494-10041-9

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.

Canada

Abstract

This study examines the variety of French spoken in Ontario. For well over 200 years, Franco-Ontarians have assumed the role of a minority group. Numerous societal and historical factors have influenced the ways in which the French language has evolved in Ontario. The first part of this study is devoted to an analysis of what makes up the Franco-Ontarian identity. We will discuss such subjects as the multitude of terms that have been proposed in order to provide both a name and an identity to this minority group, bilingualism and the attitudes of the Franco-Ontarian youth. The bulk of this study is made up of a summary of prior discussions pertaining to the variation in Ontarian French. This section seeks primarily to determine which linguistic traits commonly associated with popular varieties of Canadian French are present in the speech of Franco-Ontarians. We will be able to understand to what extent social factors have influenced this variety of French. Finally, we will examine some plays by three major Franco-Ontarian playwrights and one Franco-Ontarian folk tale in order to determine the ways in which the authors have attempted to present in written form the variety of French spoken in Ontario.

Résumé

Cette étude cherche à présenter comment la langue française se manifeste en Ontario. Étant donné sa situation minoritaire, il y a de nombreux facteurs sociaux et historiques qui ont influencé le parler franco-ontarien. La première partie de cette étude est consacrée à l'analyse de la question identitaire. On traite de sujets tels que les marqueurs identitaires, le bilinguisme et les attitudes des jeunes franco-ontariens. Une part importante de l'étude consiste à faire un survol des principales études effectuées sur le français ontarien. On cherche à voir quels traits populaires sont présents dans le français ontarien. Il sera possible de voir comment les préoccupations sociales ont affecté la variété de français que l'on parle en Ontario. Finalement, on utilise les pièces de trois dramaturges franco-ontariens et un conte folklorique comme corpus dans le but de voir comment on a représenté la langue franco-ontarienne à l'écrit.

Table des matières

	<u>Page</u>
Abstract	iii
Résumé	iv
Table des matières	v
Liste des tableaux	x
Introduction	1
Chapitre 1 : Les Franco-Ontariens : historique	6
1.1 - Peuplement et migrations	6
1.2 - Le Règlement 17	9
1.3 - L'Église catholique et les Franco-Ontariens	14
1.4 - L'Ontario français après 1969	17
Chapitre 2 : Étude démo-géographique des Franco-Ontariens	19
2.1 - Répartition géographique des Franco-Ontariens	19
2.2 - Statistiques sur le groupe franco-ontarien	23
Chapitre 3 : L'identité franco-ontarienne : une question complexe	33
3.1 - Titres employés pour représenter la francophonie ontarienne	36

Table des matières

3.2 - Le bilinguisme au sein de la communauté franco-ontarienne	49
3.3 - Attitudes et insécurité linguistique	55
Chapitre 4 : La langue française en Ontario	66
4.1 - Grammaire	70
4.1.1 - Alternance entre les auxiliaires <i>avoir</i> et <i>être</i>	71
4.1.2 - Nivellement de la 3 ^e personne du pluriel	81
4.1.3 - Le cas de <i>sontaient</i>	90
4.1.4 - Le subjonctif dans le français ontarien	95
4.1.5 - Marques du <i>futur</i>	100
4.1.6 - Pronoms démonstratifs	105
4.1.7 - Prépositions	110
4.2 - Phonétique	121
4.2.1 - Affrication	124
4.2.2 - Ouverture des voyelles fermées	128
4.2.3 - Fermeture du /a/	132
4.3 - Emprunts et alternance de code	138
4.3.1 - Emprunts	138
4.3.2 - Alternance de code	148

Table des matières

4.4 - L'immersion française	159
4.5 - Discussion	167
Chapitre 5 : Langue et littérature	175
5.1 - Diverses facettes du joual canadien-français	179
5.2 - Théâtre franco-ontarien	188
5.3 - Analyse linguistique de l'œuvre de Jean-Marc Dalpé	195
5.3.1 - Pronoms sujets (formes)	196
5.3.2 - Redoublement (renforcement) des pronoms sujets	202
5.3.3 - Morphologie verbale	204
5.3.4 - Pronoms démonstratifs	205
5.3.5 - Chute du /l/ dans les articles	206
5.3.6 - Palatalisation	209
5.3.7 - Anglicismes	211
5.4 - Analyse linguistique de l'œuvre de André Paiement	215
5.4.1 - Neutralisation des voyelles /ɑ/ et /a/	215
5.4.2 - Désonorisation	216
5.4.3 - Liaison	217

Table des matières

5.4.4 - Morphologie avec le verbe « être » à l'indicatif présent	219
5.4.5 - Particule <i>-ti</i>	221
5.4.6 - Alternance entre /e/ et /ɛ/	222
5.5 - Analyse linguistique de l'œuvre de Michel Ouellette	223
5.5.1 - Mots grammaticaux propres au canadien français	223
5.5.2 - Formes périphrastiques des verbes	227
5.5.3 - Élosion du pronom sujet	227
5.5.4 - Prothèse	229
5.5.5 - Ouverture de la voyelle /ɛ/ devant /r/	230
5.5.6 - Diphtongaison	230
5.5.7 - Élosion du /l/ avec les articles devant la préposition « dans »	232
5.6 - Étude linguistique d'un conte franco-ontarien	233
5.6.1 - Distinction entre les voyelles /a/ et /ɔ/ pour représenter la graphie <i>-oi</i>	235
5.6.2 - Palatalisation	239
5.6.3 - Morphologie verbale	240
5.6.4 - Neutralisation des articles <i>un</i> et <i>une</i>	241
Conclusion	243

Table des matières

Bibliographie	248
Annexe	260

Liste des tableaux

	<u>Page</u>
Lieu de naissance, francophones, 2001, Ontario	24
Population selon la langue maternelle, 2001, Ontario	24
Le français parlé à la maison, 1971-2001, Ontario	25
Conservation du français, langue d'usage à la maison chez les Francophones – Ontario	26
Langue maternelle des enfants de parent(s) francophone(s) – Ontario	27
Taux de bilinguisme des personnes de langue maternelle française (FMT) dans les provinces de l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick (1981)	29
Niveau de scolarité atteint – Ontario	31
Titulaire d'un baccalauréat ou plus – Ontario	32
Emploi du français et de l'anglais par les répondants et leurs parents dans neuf situations de communication	57
Emploi du français et de l'anglais par le répondant dans cinq situations faisant intervenir les médias	60
Langue utilisée selon diverses situations de vie	62
Répartition des données en fonction des traits verbaux pour les verbes qui devraient prendre l'auxiliaire <i>être</i>	73
Emploi non-standard de l'auxiliaire <i>avoir</i> dans le parler des élèves en 2 ^e , 5 ^e et 9/10/12 ^e années	75
Fréquence de l'auxiliaire <i>avoir</i> avec les verbes qui prennent l'auxiliaire <i>être</i>	80
Analyse des taux de nivellement des verbes à la 3 ^e personne du pluriel	84
Nivellement de la 3 ^e personne du pluriel selon la dominance linguistique et la classe sociale	88

Liste des tableaux

Distribution sociale de la variante <i>sontaient</i>	93
Distribution sociale de <i>sontaient</i> à Cornwall	94
Taux de réalisations des subjonctifs obligatoires et marqués	98
Distribution de <i>vais</i> , <i>vas</i> et <i>m'as</i> comme auxiliaire	104
Pronoms déterminatifs employés par les francophones de Welland	107
Fréquence d'occurrence des différentes variantes déterminatives en fonction de l'âge et de l'appartenance socio-professionnelle des locuteurs	108
Distribution des prépositions <i>sur</i> et <i>à</i>	116
Fréquences des variantes standard/non standard pour neuf types de structures (Les résultats des trois localités ontariennes combinés)	117
Répartition sociophonétique de l'affrication chez les élèves du secondaire en lecture et en parole spontanée	126
Distribution sociophonétique du relâchement des voyelles hautes chez les élèves du secondaire en lecture et en parole spontanée	130
Distribution sociophonétique de (a-1) chez les élèves du secondaire, en lecture et en parole spontanée	136
Répartition des variantes <i>so</i> , <i>ça fait que</i> et <i>alors</i>	145
Distribution des alternances de code les plus fréquents par type et par quartier	156
Fréquence de l'auxiliaire <i>avoir</i> selon le verbe	162

Introduction

Étant donné la dominance de la population anglophone en Ontario et le manque d'intérêt de la part des Québécois envers les concentrations francophones hors Québec, la communauté franco-ontarienne a sans doute subi une évolution qui mérite d'être étudiée. Les Canadiens-Français¹ sont un peuple fondateur. Le fait français existe depuis plus de 400 ans au Canada. Les Canadiens-Français avaient réussi à créer une histoire, une culture, des coutumes, des croyances, une identité et des institutions qui leur étaient propres. Cependant, le territoire du Québec n'était pas assez grand pour permettre à tous les Canadiens-Français de gagner une vie prospère. Or, il y a environ 200 ans, les Canadiens-Français ont commencé à s'étendre à travers le pays à la recherche de nouvelles terres fertiles. Les principales concentrations francophones hors Québec se trouvent en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Actuellement, on retrouve des communautés francophones dans toutes les provinces canadiennes. En Ontario, les Franco-Ontariens se sont vite retrouvés en situation minoritaire. De nombreux facteurs socio-économiques ont forcé les Franco-Ontariens à abandonner leur mode de vie rural pour enfin s'installer dans les grands centres urbains. Ces migrations ainsi que les difficultés résultant de la cohabitation linguistique ont vite réussi à effacer la perception que l'on a des Franco-Ontariens en tant que bâtisseurs de l'Ontario.

¹ Il existe de nombreuses graphies pour le terme « Canadien-Français ». On peut le retrouver avec des graphies plus courantes sans ou avec trait d'union et écrit avec un « f » minuscule. Tout au long de cette étude, on retrouvera la graphie « Canadien-Français ». Cette graphie semble être la plus appropriée car elle souligne davantage le caractère français des communautés francophones hors Québec. La référence au caractère français nous rappelle que ces communautés existent sans l'appui du Québec. Depuis les années 60, le Québec semble être trop préoccupé par ses luttes et ses enjeux pour se soucier du bien-être des autres communautés francophones. Cela s'avère une grande source de frustration pour ces groupes ignorés.

Lorsqu'on entend parler d'un « groupe minoritaire », on a souvent tendance à associer une connotation négative à ce groupe. Le groupe est souvent perçu comme étant inférieur sur le plan socio-économique et ceux qui forment la majorité s'attendent souvent à ce que ce groupe soit prêt à s'assimiler au groupe majoritaire sur le plan socio-culturel. Or, au cours des dernières décennies on a vu un certain nombre de mini-révolutions qui avaient pour but de réfuter le statut quo qui s'est imposé chez les Franco-Ontariens. Pour la plupart, ces tentatives n'ont pas été couronnées de succès. Toute tentative d'affirmer son existence demande que chaque individu fasse une introspection sérieuse quant à l'identité qui lui est propre ainsi que la ligne directrice que prendra cette existence. Cependant, les Franco-Ontariens, dû en grande partie au fait qu'ils se trouvent immergés dans un océan anglophone, démontrent souvent une certaine confusion quant à leur identité.

Lorsqu'on entreprend le genre d'étude qui porte sur le fait français en Ontario on se rend vite compte qu'il faut répondre à la question suivante : qu'est-ce que c'est un « Franco-Ontarien »? Ce n'est certes pas une question simple. La question identitaire des Franco-Ontariens est souvent dite être en crise à cause de sa complexité. On verra au chapitre 3 que les Franco-Ontariens ont énormément de difficulté à s'entendre sur un marqueur identitaire qui leur convient. Étant une société qui fabrique sa culture, son histoire et sa réalité (Bernard 1988:25), ce marqueur doit tenir compte d'un bon nombre de facteurs. Finalement, la crise identitaire des Franco-Ontariens se complique davantage car beaucoup de Franco-Ontariens ont choisi d'adopter le bilinguisme comme identité. Cette notion d'« identité bilingue » sera discutée en profondeur au chapitre 3 aussi car

elle est essentielle lorsqu'on dit que les Franco-Ontariens sont en train de connaître une assimilation irréversible ou font preuve d'une insécurité linguistique qui menace la survie de la langue française en Ontario.

Une large part de cette étude sera consacrée à présenter un portrait linguistique des Franco-Ontariens. La première partie de cette étude a pour but d'éclairer le lecteur quant aux principaux enjeux qui influencent la vie quotidienne des Franco-Ontariens. Au chapitre 4, on passera à une étude de la langue française en Ontario. Cette étude qualitative fait un survol des principaux travaux linguistiques effectués au cours des années. On cherche à documenter la variété de français parlé en Ontario. Le français canadien a évolué au cours des siècles pour enfin donner une variété de français qui diffère de la variété que l'on a dénommée le « français standard ». Cependant, le français canadien n'est pas accepté par certaines couches de la société francophone. Or, on enseigne toujours le français standard dans les écoles. Les variantes populaires s'acquièrent donc seulement avec un contact régulier avec ces formes. Il sera intéressant de voir jusqu'à quel point les Franco-Ontariens ont réussi à intégrer les traits du vernaculaire dans leur parler. On pourrait s'attendre à ce que les Franco-Ontariens soient un peu ignorants des traits qui marquent le français canadien pour deux raisons. Premièrement, à cause de leur statut minoritaire, les Franco-Ontariens savent qu'ils doivent posséder une connaissance active de l'anglais afin de survivre en Ontario. Dans certains cas, cette connaissance de l'anglais a supplanté le français. On constate que le taux de conservation du français au foyer est vraiment bas en Ontario. Le foyer représente un des seuls endroits où le français peut fleurir en Ontario. Deuxièmement, si

les Franco-Ontariens ne parlent pas le français à la maison ou avec leurs amis, cela veut dire que la salle de classe demeure l'endroit où les jeunes Franco-Ontariens ont un contact régulier avec le français. Cependant, on apprend à parler le français en suivant les règles traditionnelles. Or, pour ces jeunes, le français canadien reste assez difficile à acquérir. C'est pour cette raison que le chapitre 4 n'utilise pas le français standard comme norme. Le but du chapitre n'est pas de dire si les Franco-Ontariens « parlent correctement » le français. Par contre, on cherche à voir s'ils sont victimes d'une standardisation causée par un manque de contact régulier avec le français populaire. Les facteurs sociaux discutés au cours des trois premiers chapitres seront beaucoup plus évidents lorsqu'on les abordera dans leur contexte linguistique. N'oublions pas que la langue s'avère une composante clé de l'identité.

Après avoir examiné en profondeur les grands traits linguistiques démontrés par les Franco-Ontariens, on terminera notre portrait linguistique avec une analyse du rôle que la langue joue au sein de la culture franco-ontarienne. Au Québec, au cours des années 1960, on a connu la Révolution tranquille qui cherchait à prévenir la majorité anglophone, et les Québécois eux-mêmes, que la culture québécoise ne serait pas sujette à la domination de la part de la majorité anglophone. Les Québécois ont réussi lors de cette Révolution à mettre à l'honneur la langue et la culture qui leur étaient propres. Les acteurs de cette révolution étaient des auteurs tels que Michel Tremblay. Son style, souvent controversé, tentait de bien représenter comment on parlait au Québec. Le joual n'était donc pas quelque chose dont il fallait avoir honte.

Le dernier chapitre s'inspire en bonne partie du mouvement culturel présent au Québec. On fera une analyse linguistique du code écrit employé par trois dramaturges franco-ontariens bien connus. Cela nous donne l'occasion de voir quels sont les grands traits du français ontarien dont les auteurs sont conscients et qu'ils croient bien représentatifs de la société franco-ontarienne. Il ne faut pas oublier que le joual est beaucoup plus qu'un langage. C'est aussi un symbole identitaire. Ceux qui parlent le joual en sont fiers, même si on dit souvent qu'ils « parlent mal ». Or, les trois dramaturges que l'on étudiera ont accepté la responsabilité de véhiculer le « joual franco-ontarien » à la communauté pour qu'elle en soit consciente et y soit exposée. Finalement, on fera une analyse semblable d'un conte folklorique. Dans ce cas, il s'agit d'une sorte de transcription phonétique d'un conte. La langue contenue dans le conte sera plus représentative de la variété de français parlée en Ontario. Cependant, vu qu'il s'agit d'une œuvre écrite, l'auteur est toujours libre de choisir les traits qu'il veut promouvoir et il doit également choisir une graphie appropriée. Ce dernier chapitre complète le quatrième puisqu'on peut voir quels éléments du français canadien caractérisent le parler franco-ontarien.

Chapitre 1 – Les Franco-Ontariens : historique

1.1 Peuplement et migrations

Afin de mieux connaître la communauté franco-ontarienne il faut examiner un peu son histoire. C'est là qu'on pourra voir ce qui a composé cette société et on pourra aussi relever les événements et les problèmes importants qui l'ont marquée. L'histoire de la communauté franco-ontarienne commence comme l'histoire de la majorité des autres groupes français au Canada. Il s'agit donc de l'arrivée des premiers colons en Nouvelle-France au XVII^e siècle. Peu après la migration française a commencé et c'est là qu'est né le groupe linguistique que l'on a dénommé les Franco-Ontariens.

Un facteur historique qu'il faut évidemment regarder tout d'abord c'est le peuplement francophone de la province. Il faut savoir quand les francophones ont commencé à envahir la province et d'où ils sont principalement venus. Comme c'est le cas avec la majorité des peuplements, on retrouve le fait qu'en Ontario le peuplement français s'est fait par vagues. Les origines de cette communauté datent du début du XVIII^e siècle avec l'arrivée des colons et explorateurs qui ont descendu le fleuve Saint-Laurent pour enfin arriver aux Grands Lacs. La première colonie franco-ontarienne a été établie en 1701 avec l'établissement du fort Pontchartrain, près de Détroit. En 1760, sa population était d'environ 2 500 habitants. Peu après la migration des francophones a aidé à établir des colonies franco-ontariennes à travers le Sud-Ouest de l'Ontario près de la frontière américaine (Bernard 1988:41). À l'époque de l'arrivée des Anglais de

l'Angleterre en 1760, on retrouvait la plus grande concentration de francophones dans la région de Détroit. Les francophones du sud-ouest de l'Ontario sont largement des descendants de ce groupe. Une autre expansion des colonies francophones s'est produite quelques décennies plus tard lorsque la guerre de 1812 entre le Canada et les États-Unis a changé les frontières qui divisaient les deux pays. Plusieurs communautés francophones ont dû se déplacer plus au nord pour enfin s'établir dans des villes comme Penetanguishine (Mougeon et Beniak 1991:18). Cela marque la fin de ce qu'on considère la première vague. Cette vague étant composée en grande partie de colons venus de l'Europe.

La deuxième vague a résulté de la surpopulation au Québec et a duré de 1830 à 1840. Cette vague était principalement censée se rendre en Nouvelle-Angleterre à la recherche de vies plus prospères sur le plan économique, mais l'Église catholique a réussi à diriger un peu de cette migration vers l'Ontario. Ces immigrants ont fini par adopter des vies agricoles dans l'Est de l'Ontario et sur le fleuve Saint-Laurent (ibid 18). Ces francophones ont vite réussi à former une majorité dans ces régions, et on en retrouve des traces encore de nos jours. À titre d'exemple, on peut nommer les communautés de Hawkesbury et Alexandria.

La troisième vague a commencé vers 1880 et a duré jusqu'aux années 1930. Elle a résulté de la colonisation des régions centrales et les régions du Nord de l'Ontario. Des immigrants sont venus de l'Acadie et de l'Est de l'Ontario mais principalement du Québec grâce au développement des secteurs forestiers et des secteurs agricoles. Les

mines et l'industrie forestière ont contribué principalement au développement des villes dans le nord de l'Ontario à l'époque (ibid 19).

La quatrième vague a consisté en un peuplement des régions urbaines. Il s'agissait d'une migration à l'intérieur de la province combinée avec une arrivée de francophones venus de l'extérieur. Ce processus a commencé vers la fin des années 1800 mais a été le plus actif après la Deuxième Guerre mondiale. Les postes dans le gouvernement ont été une motivation principale pour cette vague d'immigration. Les industries minières et forestières ont également attiré un bon nombre d'agriculteurs qui étaient à la recherche d'une vie plus prospère (ibid 20).

La cinquième, et dernière vague d'immigration a commencé dans les années 1960 et consistait encore en une concentration dans les grands centres urbains comme Ottawa et Toronto. À cette époque le gouvernement avait pris contrôle de beaucoup de services comme l'éducation et cela avait permis aux francophones d'avoir une meilleure éducation et par conséquent de connaître une vie plus prospère. Cela a marqué le début d'une nouvelle classe moyenne de francophones en Ontario. Également à l'époque, on considérait ces grandes villes comme des secteurs économiques très importants. Cette vague d'immigrants a aussi été marquée par la présence d'un nombre assez important d'immigrants venus des autres pays francophones à travers le monde (ibid 20).

1.2 Le Règlement 17

Sans aucun doute, l'événement qui marque le point culminant de l'histoire de la communauté franco-ontarienne demeure le Règlement 17. Ce règlement provincial, mis en vigueur en 1912, avait pour but de limiter sévèrement la quantité de français qui serait enseignée dans les écoles en Ontario. Ce genre de règlement n'était pas inconnu au Canada à l'époque. Le Nouveau-Brunswick interdisait l'enseignement de la religion dans les écoles publiques depuis 1871. En 1901, les Territoires du Nord-Ouest ont limité l'enseignement du français et l'enseignement religieux (Bock et Gervais 2004:139). Même en Ontario, on a modifié le rôle que la langue française jouerait dans l'enseignement bien avant l'instauration du Règlement 17 en 1912. En 1890, à la suite d'un rapport d'une commission d'enquête sur les écoles bilingues de l'Ontario, le gouvernement provincial a annoncé que « toute école ontarienne doit fonctionner en anglais à moins que l'élève ne comprenne pas cette langue » (Choquette 1987:111). Ce règlement n'était pas très efficace car les anglophones croyaient qu'il voulait dire que les élèves franco-ontariens commenceraient leurs études en anglais pour avoir le temps de l'apprendre. De l'autre côté, les Franco-Ontariens ne considéraient pas ce règlement comme interdisant l'instruction en français à tous les niveaux (ibid 111).

En dépit de la discussion chargée portant sur le Règlement 17, on finira par l'instaurer quelques années plus tard. Cette nouvelle politique scolaire, annoncée par le gouvernement conservateur de Whitney le 13 avril 1912, stipulait que :

L'enseignement en anglais devra commencer dès l'entrée d'un enfant à l'école, l'usage du français langue d'instruction et de communication variant selon les circonstances locales au reçu du rapport de l'inspecteur surveillant, mais ne devant en aucun cas se poursuivre au-delà de la première classe (Choquette 1980:183).

Le Règlement 17 s'est avéré une grande menace à la survie de la communauté franco-ontarienne de l'époque car l'instruction allait dès lors se faire principalement en anglais. Les seules exceptions étaient un cours spécial d'anglais qui a été élaboré pour les élèves qui ne comprenaient pas l'anglais du tout et le fait que dans les écoles dites « anglo-françaises » où le français servait de langue de communication ou d'instruction, une heure d'instruction par jour pouvait se faire en français si les parents le demandaient (ibid 183). Comme la société franco-ontarienne était menacée par une crise linguistique, le Règlement 17 a servi de raison pour motiver ce groupe à communiquer et à se regrouper étroitement pour lutter pour ses droits et pour sa survie.

Ceux qui appuyaient le Règlement 17 disaient qu'il avait pour but de répondre aux lacunes du système scolaire. Un problème concernait la qualité des enseignants. À l'époque, les écoles normales avaient un système de certificats qui reflétaient le niveau de qualifications de l'enseignant. Un certificat de troisième classe était accordé aux enseignants les moins qualifiés. Vu que l'établissement des écoles normales de langue française en Ontario ne se ferait pas avant 1923, lorsqu'on faisait des études sur la qualité de l'enseignement dans les écoles de langue française les résultats n'étaient pas surprenants. En 1881, on ne comptait que dix enseignants canadiens-français en Ontario détenant des certificats de première classe (Bock et Gervais 2004:118). Or, il n'est pas

étonnant que de tels commentaires aient commencé à dominer les rapports des enquêteurs :

Les écoles d'Essex sont les plus faibles parmi les neuf comtés qui forment le diocèse de London... Les paroisses canadiennes-françaises... comptent dix-huit écoles séparées et plus de deux mille enfants inscrits aux registres scolaires, mais seuls dix élèves ont réussi à passer les récents examens d'admission... Dans les écoles que l'on inflige à ces enfants, l'anglais ou le français n'est ni bien enseigné, ni parlé décemment... (Choquette 1977; tiré de Begley 1979:30).

Voilà un bref résumé de la justification que le gouvernement conservateur de Whitney avait proposé pour réduire la présence du français dans les écoles ontariennes. Les Franco-Ontariens ont évidemment perçu le Règlement 17 comme étant une façon de les désavantager encore plus. Il ne faut pas oublier non plus que les Franco-Ontariens n'étaient pas très forts sur le plan socio-économique à l'époque.

Après de fortes pressions de la part des activistes, y inclus l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (l'ACFÉO), le Règlement 17 a été légèrement modifié à l'été de 1913 pour que la règle d'une heure de français par jour puisse être annulée dans les écoles où le français a toujours été une matière enseignée et si les parents le demandaient. La lutte a commencé à prendre force peu après car on observe l'appui de certains groupes non-francophones comme l'Église catholique irlandaise et quelques anglophones. Bien que c'était quelques années avant que les Catholiques irlandais finissent par se mettre du côté des Franco-Ontariens dans cette crise sociale qui faisait rage dans la province, on peut voir que les groupes minoritaires commençaient à comprendre qu'il fallait établir des coalitions pour lutter contre les politiques parfois discriminatoires et offensives proposées par la majorité anglophone.

Les Catholiques irlandais éprouvaient également un fort sentiment de résistance contre les anglophones à cause du fait qu'ils considéraient l'empire britannique comme étant en train d'éliminer les Catholiques en Irlande. Tout comme les Franco-Ontariens catholiques, les Catholiques irlandais n'étaient pas prêts à abandonner leur foi catholique au profit du protestantisme anglais. De plus, les Catholiques canadiens-français avaient de la difficulté à séparer le nationalisme de la religion. On dit qu'à l'époque les Catholiques canadiens-français « considéraient qu'un Catholique qui ne parlait pas français était presque devenu Protestant » (Begley 1979:27).

Finalement, après des années de discussions, l'Assemblée législative de l'Ontario a modifié le Règlement 17 le 22 septembre 1927. Ceci a effectivement marqué la fin du Règlement 17 :

Le français acquiert un statut valide et juridique dans les écoles primaires; on accepte des écoles secondaires bilingues. Ce seront désormais des inspecteurs d'écoles canadiens français [sic] qui surveilleront les instituteurs canadiens français [sic], et on autorise la création d'une école normale à l'Université d'Ottawa. Le comité recommande de ne pas reconnaître d'écoles anglo-françaises ou d'écoles bilingues en Ontario, mais seulement des écoles publiques et des écoles séparées, les deux secteurs pouvant enseigner en français ou en anglais, à condition que l'enseignement de l'anglais soit à la hauteur. On nomme des directeurs d'études français et anglais qui seront chargés de surveiller les écoles et à qui il faut s'adresser pour commencer l'enseignement du français ou de l'anglais, en même temps qu'à l'inspecteur responsable de l'école en cause; ces fonctionnaires doivent ensuite conseiller le ministre de l'Éducation (Choquette 1980:195).

C'est alors que les francophones ont finalement gagné leur plus grande lutte, même si le Règlement n'a pas officiellement disparu avant 1944, et ses effets seront encore ressentis jusqu'aux années 1960. Cette grande victoire pour les Franco-Ontariens

a également marqué le point où plusieurs croient que les Franco-Ontariens ont finalement réussi à créer une identité qui leur était propre. En plus, les Franco-Ontariens avaient enfin mis sur pied des organismes qui leur étaient propres et qui allaient lutter pour leurs causes. Une réalité qui ressortait de la situation à l'époque c'est que « l'établissement d'un centre nerveux où arrive l'information et d'où partent les messages devient de plus en plus une nécessité impérieuse » (Boudreault et Tremblay 1981; tiré de Tremblay et Boudreault 1990:17). Parmi les tentatives de répondre à ce besoin on compte la création de l'ACFÉO.¹ Cet organisme, qui jouera un rôle indispensable lors de la crise du Règlement 17 avait comme but : « d'unir tous les éléments dispersés de la francophonie, afin qu'ils puissent plus facilement prendre contact entre eux, avoir conscience de leur nombre, mettre plus d'ensemble, partant plus de force dans la revendication de leurs droits » (Tremblay et Boudreault 1990:17).

L'importance historique du Règlement 17 a été de montrer jusqu'à quel point les Franco-Ontariens demeuraient une minorité menacée de disparition avec un genre d'assimilation forcée. Cependant, on a vu que cette communauté a pu se regrouper et faire preuve de forts liens communautaires pour enfin gagner une sécurité qui a effectivement permis à la langue française d'exister dans la province de l'Ontario jusqu'à nos jours.

¹ L'ACFÉO fut créée en 1910 dans le but de servir de défenseur des intérêts franco-ontariens au niveau de l'éducation. En 1969, l'organisme a changé son nom à l'ACFO (l'Association canadienne-française de l'Ontario) et s'est donné le mandat d'aider avec « le développement et l'épanouissement de la communauté franco-ontarienne ». (Ce mandat se trouve sur le site web de l'ACFO à l'adresse http://www.acfo.ca/acfo/www/Sections/B2b_mission.htm.) L'organisme a laissé tomber le mot « éducation » de son nom pour refléter le fait que depuis sa fondation ses intérêts n'étaient pas limités au secteur de l'éducation.

1.3 L'Église catholique et les Franco-Ontariens

Lorsqu'on résume les éléments historiques qui ont servi à définir la communauté franco-ontarienne, on ne peut pas ignorer l'apport de l'Église catholique en Ontario. Pour les Franco-Ontariens, l'Église catholique représentait une entité commune qui servait non seulement de porte-parole, mais elle servait également de moyen de lier les individus et les groupes ensemble pour former un groupe encore plus grand et plus uni qui pouvait lutter contre le gouvernement et la menace anglaise. L'influence de l'Église catholique a été responsable, en grande partie, de la victoire dans la lutte contre le Règlement 17.

Cette victoire contre le gouvernement conservateur de James Whitney était extrêmement importante pour la communauté franco-ontarienne car ce gouvernement était assez hostile envers elle. Une des raisons que l'Église des Franco-Ontariens s'est avérée un si bon outil est qu'elle croyait qu'elle devait avoir une certaine influence sur le gouvernement. Entre 1871 et 1905, c'était le gouvernement libéral qui était au pouvoir en Ontario. Oliver Mowat a été premier ministre pendant vingt-quatre de ces années. Il essayait d'éviter les politiques discriminatoires, ce qui minimisait la tension entre les anglophones et les francophones en Ontario. Cependant, lorsque le parti conservateur, dont le chef était Whitney, a commencé à s'allier à des groupes comme le *Protestant Protective Association* au début des années 1880, les relations entre les Franco-Ontariens et leurs concitoyens anglophones a rapidement changé. Les anglophones ont commencé à craindre de plus en plus l'existence d'une communauté franco-ontarienne distincte. Les

conservateurs proposaient, entre autres, de réformer le système scolaire pour s'assurer que tous les élèves aient la chance de bien se développer sur le plan professionnel. Cela voulait évidemment dire qu'il faudrait que les élèves francophones apprennent l'anglais. Bref, ce sera une guerre de résistance et de survie qui dominera la vie franco-ontarienne pendant les cinquante premières années du XX^e siècle (Choquette 1987:21). L'Église catholique franco-ontarienne commencera donc à assumer le rôle de défenseur des intérêts franco-ontariens.

De plus, l'Église catholique était très semblable à celle du Québec car elle favorisait l'agriculture et les grandes familles. Cela a permis à l'expansion franco-ontarienne d'avoir lieu et aussi à assurer une certaine prospérité économique. Il est intéressant de noter que le principal adversaire de l'Église catholique franco-ontarienne était le clergé catholique irlandais (Choquette 1980:133). Cependant, en 1918 ces deux adversaires minoritaires se sont joints pour lutter contre le Règlement 17. L'Église représentait donc des symboles pour de tels groupes minoritaires car les Catholiques irlandais se sentaient, eux aussi, comme des victimes de la domination anglaise et avaient également entrepris des efforts de résistance.

En tant que défenseur des droits des Franco-Ontariens, l'Église catholique s'est même vue représentée entre les années 1926 et 1965 par une société secrète connue sous le nom de l'Ordre de Jacques-Cartier. Ce groupe se disait défenseur des intérêts canadiens-français et était appuyé par le clergé francophone national. Le but de ce groupe était le suivant : « L'O[rdre] est une association à caractère national qui vise à

former et grouper une élite militante, en vue d'atteindre dans la discrétion, le bien commun spirituel et temporel des catholiques de langue française » (Choquette 1987:234). Malheureusement, l'Ordre de Jacques-Cartier, à cause de sa dépendance à l'égard de l'unité canadienne-française, a disparu au cours de la Révolution tranquille au Québec car cette révolution a creusé une sorte de fossé entre les Québécois et les autres communautés canadiennes-françaises (Bock et Gervais 2004:159).

Un des symboles d'appartenance les plus forts à l'époque était l'Église. Les minorités dépendaient énormément de leur Église non seulement pour la protection contre le gouvernement et les autres menaces internes et externes, mais aussi comme source d'inspiration et de motivation. L'Église catholique avait très souvent recours à la peur de Dieu pour s'assurer que la communauté agisse selon sa volonté. Un bon exemple en est le fait que l'Église catholique exigeait que les Franco-Ontariens aient de grandes familles avec un grand nombre d'enfants. On pourrait dire que la survie de cette communauté était due en grande partie à ce peuplement interne puisqu'on sait quel genre d'effet la loi des nombres peut avoir sur l'existence d'une société.

Bref, lorsqu'on examine l'histoire des Franco-Ontariens, on constate qu'il est très difficile de séparer l'École de l'Église car ces deux institutions ont représenté des composantes inséparables permettant à la communauté de se forger une identité distincte tout en formant une minorité très faible. Cependant, il faut se demander ce qui s'est passé au cours des dernières décennies pour faire en sorte que les Franco-Ontariens ont

été victimes de l'assimilation contre laquelle ces institutions avaient mené une lutte si ardente.

1.4 L'Ontario français après 1969

Lors de cette étude des Franco-Ontariens on va voir qu'il existe un bon nombre de questions quant à la survie de la communauté franco-ontarienne. Il paraît que les Franco-Ontariens sont en train de perdre leur distinction et ont besoin de s'en rendre compte pour survivre (Duncan 2003). Ce chapitre sur l'histoire franco-ontarienne a tenté de résumer brièvement les luttes et éléments sociaux qui ont contribué à l'établissement de la communauté franco-ontarienne. Jusqu'à présent les Franco-Ontariens ont réussi à survivre mais leur avenir n'est pas très certain. Le Rapport Saint-Denis de 1969 est un bon exemple de ce doute. Ce rapport s'avère un document important car il témoigne du besoin de voir les Franco-Ontariens comme un groupe distinct qui a besoin de ses propres organismes et conseils. Après avoir présenté son rapport initial, Saint-Denis a résumé les perspectives d'avenir pour la communauté franco-ontarienne comme ceci :

La vie culturelle des Franco-Ontariens [...] est tellement anémiée, elle accuse tant de retard qu'on serait presque excusé d'abandonner la partie avant le début du match. Et cependant, si l'on procède avec sagesse, prudence et force, d'ici quinze ans l'Ontario français pourrait prouver au monde qu'il se trouve sur ce coin de pays des gens qui ont réussi à se définir eux-mêmes et qui pourront dire avec élégance qui ils sont (Choquette 1980:206).

Le rapport suggère aux Franco-Ontariens de reconnaître encore une fois les avantages associés avec l'établissement d'une société distincte. Saint-Denis mentionne dans son rapport que le Québec pourrait jouer un rôle dans cette lutte. À la même

époque, le Québec était en train de connaître lui-même une renaissance identitaire grâce à la Révolution tranquille. Cependant, le Québec était tellement préoccupé par sa propre lutte que les autres communautés francophones, y compris les Franco-Ontariens, n'ont pas pu en bénéficier. En fait, ces communautés étaient ignorées par le Québec. Malgré le manque d'initiative qui est souvent observé chez les Franco-Ontariens, cet aperçu historique nous révèle deux réalités importantes : 1) il est possible pour la communauté de surmonter les obstacles associés avec une société minoritaire, et 2) il faut que les Franco-Ontariens soient unis et reconnaissent l'importance de se forger une identité qui leur est propre pour que toute initiative de se faire respecter par la majorité anglophone en Ontario puisse être couronnée de succès.

Chapitre 2 – Étude démo-géographique des Franco-Ontariens

Il n'y a personne qui considère l'Ontario comme une province majoritairement française et, de manière générale, on ne retrouve pas beaucoup d'anglophones qui se sentent menacés par les francophones en Ontario. S'il y en a, c'est qu'ils considèrent le bilinguisme comme étant un atout destiné uniquement aux francophones. Les anglophones unilingues se sentent désavantagés sur le plan professionnel car ils ne parlent pas le français mais ils sont de l'avis que les Franco-Ontariens doivent apprendre l'anglais par nécessité. Cependant, les francophones existent en Ontario dans de petites communautés et forment de petites minorités dans tous les grands centres urbains en Ontario. En réalité, les Franco-Ontariens sont si peu nombreux qu'ils ne peuvent pas représenter une véritable menace aux anglophones sur le plan socio-économique. Puisqu'on tente de voir si les francophones en Ontario représentent un groupe distinct, il faut donc faire une petite étude pour voir ce qui constitue la population franco-ontarienne et certains traits qui pourraient nous intéresser. Voilà pourquoi il est important de donner un bref aperçu démo-géographique afin de comprendre où les Franco-Ontariens se trouvent dans la province et exactement qui ils sont en tant que groupe.

2.1 Répartition géographique des Franco-Ontariens

On peut diviser la province de l'Ontario en cinq régions, soit les régions du Nord-Ouest, le Nord-Est, le Sud-Ouest, le Centre et l'Est. Le lecteur pourra consulter l'Annexe pour voir une carte des divisions régionales. Étant donné que les Franco-Ontariens

forment une très faible minorité en Ontario, le fait que les communautés franco-ontariennes sont réparties à travers la province ajoute à la difficulté d'établir une collectivité franco-ontarienne distincte et unie. Gilbert (1999:27) tente de résumer la question géographique comme ceci :

Cette francophonie est géographiquement fragmentée, « constituée d'une majorité francophone dite "de souche" dans le Nord, sujette à une forte influence québécoise dans l'Est, réinventée par l'arrivée récente d'une population aux origines ethniques diverses dans le Sud ». Elle se déplace en forts contingents chaque année vers les grandes métropoles de la province, faisant émerger de nouveaux lieux de vie française, fort différents des régions traditionnelles quant aux possibilités qu'ils offrent à la vie d'échanges en français. De l'un à l'autre, la communauté franco-ontarienne ne présente pas le même visage.

La majorité des habitants de l'Ontario habite la région du Centre où l'on retrouve une grande concentration de grands centres urbains comme la ville de Toronto. Cependant, on retrouve les plus grandes concentrations de francophones dans les régions de l'Est et du Nord-Est. La région qui semble être la plus stable au niveau de la population franco-ontarienne est la région de l'Est. On attribue cela au fait qu'on y retrouve un grand nombre de postes gouvernementaux de même qu'un grand nombre de jeunes francophones. De plus, la grande industrie du tourisme de la région joue un rôle également important à la survie du fait français dans cette région. On note que la région de l'Est demeure la seule région qui ne soit pas victime de la tendance de décroissance que les autres quatre régions sont en train de connaître (Gilbert 1999:47). Certains attribuent également la forte concentration francophone de la région de l'Est à sa proximité au Québec. Pour ce qui est de la région du Nord-Est, elle demeure toujours un noyau important mais les ressources autrefois prospères comme l'industrie minière, qui souffrent un peu actuellement, ont abouti à l'émigration francophone à partir de cette

région. Elle est également une région vulnérable puisqu'on n'y retrouve pas un grand nombre de jeunes (ibid 46). La région du Nord-Ouest est une région qui n'a pas une population de francophones importante. Cependant, selon le recensement de 1996, on y retrouve un grand nombre de francophones originaires du Québec, soit 30,8%. Cette région occupe une place moins importante dans la francophonie ontarienne vu son manque de grands centres urbains. La région du Sud-Ouest consiste en une population très petite également. De plus, selon le recensement de 1996, un francophone sur quatre dans la région est âgé de plus de 65 ans comparé à 13% de la population générale. Cette région connaît donc un grand nombre de francophones qui ne travaillent pas et qui ne sont pas très scolarisés. Il semble qu'une nouvelle génération de jeunes francophones est en train de s'installer progressivement dans la région mais actuellement la région est en danger (ibid 48). Considérons finalement la région du Centre. C'est dans cette région qu'on retrouve la plus grande population dans la province, mais il s'agit plutôt d'anglophones. Cependant, les francophones qui habitent la région semblent être menacés par la présence des anglophones. Or, sa population est en train de diminuer graduellement, elle aussi. Bref, la croissance de la population franco-ontarienne à l'intérieur de la province a ralenti depuis quelques années. Cependant, ce n'est pas une crise extrême puisqu'on observe une population croissante dans l'Est et la population du Centre vient tout juste de commencer à diminuer récemment. Selon le recensement de 1991, la population francophone du Centre avait augmenté de 4 012 personnes.

Les grands centres urbains attirent de plus en plus les familles rurales à la recherche d'une nouvelle vie plus prospère. Cela pose un problème pour les communautés minoritaires car il est presque impossible pour ces groupes de maintenir des liens stables avec leurs origines lorsqu'ils se déplacent dans un océan anglophone. Gilbert (1999:36) prétend que les Franco-Ontariens du Centre et du Sud avaient réussi à mieux conserver leurs caractéristiques francophones grâce au fait que jusqu'en 1941 ceux-ci étaient majoritairement ruraux et agricoles. Au chapitre 3, on verra jusqu'à quel point les Franco-Ontariens se sont vus assimilés à la culture anglophone. Malgré le fait que la migration à l'intérieur de la province représente un problème assez important pour la survie de la communauté franco-ontarienne, il ne faut pas oublier que les frontières géographiques ne servent plus d'excuse pour perdre tout contact avec le monde francophone. Selon Gilbert (1999:75), « les communications à distance semblent d'autant plus prometteuses sur le plan du développement de l'Ontario français qu'elles lui permettent de se brancher sur l'extérieur et de profiter ainsi de ressources beaucoup plus larges que celles dont il dispose localement. Elles ouvrent la porte sur le Québec, sur la francophonie internationale ». Malgré le fait que la technologie offre aux Franco-Ontariens la chance de maintenir un contact quelconque avec la francophonie internationale, on verra que, comme le prétendent Larose et Nielsen (Gilbert 1999:75), cette même technologie pourrait aussi être un cheval de Troie qui fera avancer davantage la pénétration de l'anglais à l'intérieur des communautés francophones minoritaires.

2.2 Statistiques sur le groupe franco-ontarien

Selon le recensement de 2001, la population de l'Ontario est de 11 285 550 et le nombre de francophones¹ qui se trouvent en Ontario est de 485 630². Si on compare ces données avec celles du recensement de 1996, on constate que la population de la province est en train d'augmenter tandis qu'il n'y a pas beaucoup de variation au niveau de la population franco-ontarienne. En 1996, on comptait 10 642 790 habitants en Ontario. Parmi ce nombre, seulement 479 285 se sont déclarés comme étant de langue maternelle française. Une chose à noter c'est que le nombre de francophones en Ontario est moins élevé qu'au passé. En 1971, on comptait 482 025 francophones en Ontario, mais en 1981, ce chiffre a considérablement baissé pour atteindre seulement 467 885 (Gilbert 1999:39).

Lorsqu'on examine la composition du groupe franco-ontarien on voit que l'immigration a un effet important sur ce groupe. Comme le tableau 2.1 le présente, en 2001 seulement 65,4% des francophones en Ontario étaient nés en Ontario.

¹ On entend par « francophone » tous ceux qui ont déclaré leur langue maternelle comme étant le français lors des recensements nationaux. Ce chiffre ne tient pas compte de ceux qui ont déclaré leur langue maternelle comme étant à la fois l'anglais et le français.

² Les données concernant les recensements de 2001 et 1996 proviennent directement du site web de Statistique Canada.

TABLEAU 2.1 – Lieu de naissance, francophones, 2001, Ontario

(Source : Bock et Gervais 2004:12)

On savait déjà que les francophones forment une faible minorité en Ontario mais le tableau 2.2 montre jusqu'à quel point les Franco-Ontariens sont dominés sur le plan linguistique. Selon le recensement de 2001, il y a environ 3 millions de personnes en Ontario qui ont comme langue maternelle une langue autre que l'anglais (Bock et Gervais 2004:10). Cependant, les Franco-Ontariens ne représentent même pas un sixième de ce total.

TABLEAU 2.2 – Population selon la langue maternelle, 2001, Ontario

(Source : Bock et Gervais 2004:10)

Une autre statistique importante est le niveau de la conservation de la langue maternelle chez les Franco-Ontariens. Selon le recensement de 2001, environ trois francophones sur cinq utilisent le français à la maison. Lorsqu'on dit que les Franco-Ontariens sont en train d'être assimilés à la société anglaise en Ontario, une des principales statistiques à laquelle on aime faire référence pour démontrer cela est la présence du français au foyer. Le tableau 2.3 montre que depuis les années 1970 il y a beaucoup de familles franco-ontariennes qui ne parlent pas français à la maison. En trente ans, on a vu le nombre de Franco-Ontariens qui parlaient régulièrement le français à la maison passer de 352 465 en 1971 à seulement 326 030 en 2001 (Bock et Gervais 2004:11).

TABLEAU 2.3 – Le français parlé à la maison, 1971-2001, Ontario

(Source : Bock et Gervais 2004:11)

Le tableau 2.4 nous montre qu'en 1996 la conservation de la langue française au foyer ne se faisait pas de manière uniforme à travers les différentes régions de la province. On note que le français est employé au foyer le plus régulièrement dans les régions de l'Est et du Nord-Est, où la concentration des francophones est la plus importante. Un deuxième facteur qui pourrait contribuer à ce phénomène est la proximité de ces deux régions au Québec. Étant sur la frontière québécoise, les Franco-Ontariens de ces deux régions ont plus de chance d'entrer en contact avec la culture québécoise.

TABLEAU 2.4 – Conservation du français, langue d'usage à la maison chez les Francophones – Ontario

(Source : Office des affaires francophones 1999:10)

En plus de ces deux facteurs, les recherches démontrent que la langue maternelle des parents joue un rôle important dans la conservation du français des jeunes Franco-Ontariens. Le tableau 2.5 nous montre que lorsque les deux parents sont francophones, 93,3% des jeunes Franco-Ontariens finiront par conserver le français comme langue d'usage. Cependant, la mère de l'enfant peut exercer une grande influence sur la langue

de l'enfant puisque lorsqu'un enfant vient d'une famille où seulement la mère est francophone, il a environ une chance sur trois de conserver le français. L'exogamie est donc un élément important lorsqu'on fait l'analyse des habitudes de cette communauté. Étant donné la population basse des Franco-Ontariens, l'exogamie est un processus qui a lieu très souvent. Ce tableau nous montre que les hommes franco-ontariens ne réussissent que très rarement à conserver leurs traits franco-ontariens lorsqu'ils se marient à une femme qui n'est pas francophone.

TABLEAU 2.5 – Langue maternelle des enfants de parent(s) francophone(s) – Ontario

(Source : Office des affaires francophones 1999:10)

Lorsqu'on compare les Franco-Ontariens aux Québécois, une grande différence qui ressort c'est que les Franco-Ontariens ont beaucoup plus tendance à être bilingues. La migration des Franco-Ontariens vers les grands centres urbains a fait du bilinguisme une nécessité pour ces derniers. Au Québec la situation est différente puisque les Québécois, pour la plupart, se trouvent en situation majoritaire. Cependant, le tableau 2.6

nous montre que le taux de bilinguisme chez les Franco-Ontariens est très élevé lorsqu'on le compare avec le Québec et le Nouveau-Brunswick, où les Acadiens se trouvent dans une situation minoritaire. En Acadie, les francophones forment environ 40% de la population totale. En Ontario, l'apprentissage de l'anglais commence souvent dès la naissance de l'enfant. Or, à l'âge de cinq ans 76% des Franco-Ontariens sont déjà considérés comme étant bilingues. Comme le tableau 2.6 le démontre, le bilinguisme est presque un fait assuré pour les adultes franco-ontariens. Au Nouveau-Brunswick, on voit que le processus est semblable mais un peu plus lent et légèrement plus de francophones au Nouveau-Brunswick ne considèrent pas le bilinguisme comme étant une nécessité. Cette réalité n'est pas présente en Ontario où le choc des nombres a fait en sorte qu'il est impossible pour les Franco-Ontariens de vivre sans être en contact avec l'anglais. Au Nouveau-Brunswick la géographie joue un rôle important car le Nouveau-Brunswick est une province plus rurale, ce qui limite le contact que les citoyens ont avec les communautés anglophones.

TABLEAU 2.6 – Taux de bilinguisme des personnes de langue maternelle française (FMT) dans les provinces de l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick (1981)

Age group	FMT Ontarians (% bilingual)	FMT Quebeckers (% bilingual)	FMT New Brunswickers (% bilingual)
0-4	36	2	12
5-14†	76	7	40
15-19	90	26	63
20-4	92	34	72
25-9	93	37	76
30-4	92	41	78
35-9	91	41	76
40-4	90	38	76
45-9	88	38	74
50-4	87	37	70
55-9	86	36	69
60-4	83	34	65
65+	78	28	59
All ages	84	29	61

† Statistics Canada did not break this age group down into two five-year cohorts (5-9 and 10-14).

Source: Statistics Canada, 1981 census (based on 20% sample data)

(Source : Mugeon et Beniak 1991:25)

Une autre raison pour expliquer pourquoi les Franco-Ontariens veulent devenir bilingues est que le bilinguisme est souvent perçu comme ayant beaucoup de prestige. Les Franco-Ontariens se sont presque toujours retrouvés dans une position désavantagée sur le plan socio-économique. Beaucoup de Franco-Ontariens ne voient pas le français comme offrant beaucoup de possibilités d'avancement et ont recours à l'anglais, surtout au travail. Au chapitre 1, on a vu que l'enseignement que ce groupe recevait n'était pas de la meilleure qualité, ce qui limitait le potentiel des Franco-Ontariens. De plus, vu que

le Règlement 17 était en vigueur pendant une assez longue période de temps, un bon nombre de Franco-Ontariens ont dû s'inscrire à des écoles de langue anglaise. Par conséquent, la qualité de leur éducation était censée être augmentée dans une école de langue anglaise. Aussi, ayant passé plusieurs années d'instruction en anglais, ces Franco-Ontariens ont pris l'habitude de fonctionner en anglais.

Selon les données du recensement de 1996, les francophones en Ontario ont un niveau de scolarité généralement plus bas que la population générale. Les données exactes sont présentées dans le tableau 2.7. En général, on constate que 15,2% des Franco-Ontariens n'ont pas terminé la neuvième année. On peut contraster cela avec la population générale et on retrouve que seulement 10% quittent l'école avant la fin de la neuvième année. Vu que les Franco-Ontariens n'ont pas un contact très régulier avec le français, on pourrait dire que le bilinguisme, ou même le refus du français en général, rend les études scolaires plus difficiles pour les Franco-Ontariens car ils n'ont pas maîtrisé le français aussi bien que les Québécois ou d'autres groupes francophones qui font preuve d'un lien plus fort avec le français.

TABLEAU 2.7 – Niveau de scolarité atteint – Ontario

(Source : Office des affaires francophones 1999:11)

Au niveau secondaire, il y a aussi une différence assez prononcée entre les taux de décrochage des Franco-Ontariens et celui de la population générale. 62,3% des Franco-Ontariens possèdent un diplôme d'études secondaires tandis que 66,9% de la population générale en possède un (Office des affaires francophones 1999:11). Il est important de considérer ce fait car on a déjà vu que les Franco-Ontariens sont assez conscients de leur situation socio-économique. On voit dans le tableau 2.8 que le pourcentage des Franco-Ontariens qui détiennent un diplôme universitaire est très bas comparativement à la population générale. La seule région où ce pourcentage est plus élevé chez les Franco-Ontariens est dans la région du Centre. Cette région comprend beaucoup des grands centres urbains comme Toronto alors les habitants de cette région sont probablement plus conscients de l'importance d'être titulaire d'un diplôme universitaire. Les Franco-Ontariens qui habitent dans les régions plus rurales comme le Nord-Ouest ne seront pas aussi motivés à entreprendre des études post secondaires.

TABLEAU 2.8 – Titulaire d'un baccalauréat ou plus – Ontario

(Source : Office des affaires francophones 1999:12)

Ce deuxième chapitre visait à fournir un portrait de la communauté franco-ontarienne. Au cours des prochains chapitres, on examinera certaines questions qui marquent la communauté franco-ontariennes comme la recherche d'une identité et comment la langue française se manifeste chez ce groupe minoritaire. La réalité présentée dans ce chapitre est que les Franco-Ontariens se trouvent dans une position désavantagée à plusieurs niveaux. Ils sont non seulement très peu en nombre comparativement aux autres groupes linguistiques dans la province mais aussi ont de la difficulté à maintenir le français, choisissant de plutôt devenir bilingues ou abandonner le français complètement. De plus, leur situation socio-économique, lorsqu'ils maintiennent le français comme langue d'usage quotidien, est limitée car les Franco-Ontariens ne profitent pas d'une scolarisation avancée.

Chapitre 3 – L'identité franco-ontarienne : une question complexe

Nous passons beaucoup de temps à compter, à recompter, à comptabiliser pour dire que nous sommes en train de disparaître, de réapparaître, d'apparaître, d'être ou de ne pas être. Pire encore, chacun compte à sa façon, car la francophonie souffre d'une maladie chronique : l'incapacité de comparer son matériel statistique. Chacun y va de ses catégories, en s'ignorant mutuellement (Cardinal 1995:54).

Les deux premiers chapitres ont servi à tracer l'évolution de la communauté franco-ontarienne. Étant donné l'état actuel du fait français en Ontario, on est vite mené à croire que la survie d'une communauté purement française en Ontario n'est qu'un rêve qui n'a presque aucune chance de se réaliser. Pourtant, un bref retour sur l'histoire canadienne nous rappelle que le choc des nombres n'est pas assez pour complètement exterminer une société. Il existe de nombreux cas où un groupe minoritaire a décidé d'entreprendre une tentative de réaffirmer leur existence et de lutter contre la domination du groupe majoritaire. À titre d'exemple, on peut penser à la Révolution tranquille au Québec qui a eu lieu au cours des années 60 ou, pour présenter un exemple local, la façon dont les groupes minoritaires ontariens ont réussi à mettre leurs différences de côté, même temporairement, pour surmonter la menace qu'était le Règlement 17. Comme le souligne Plourde, une analyse quantitative n'est certes pas assez pour arriver à des conclusions définitives quant à la force (ou la faiblesse) d'une communauté linguistique :

Bien sûr, la langue française sera toujours menacée en Amérique du Nord. Les lois du nombre et l'encerclement imposeront toujours aux quelques millions de francophones d'ici, entourés de 250 millions d'anglophones, l'obligation constante d'être tenaces et vigilants. Mais qu'à cela ne tienne! Une preuve qui s'étale sur 375 ans, c'est beaucoup plus qu'une garantie dès lors qu'on entretient la volonté d'être soi-même! (Plourde 1985; tiré de Leclerc 1986:521).

Le problème qui rend l'analyse des Franco-Ontariens assez difficile c'est qu'il s'agit d'un groupe tellement diversifié et fractionné. Par conséquent, on a énormément de difficulté à même s'entendre sur ce qui constitue un « véritable Franco-Ontarien ».

Afin de comprendre le débat centré autour du manque de précision à l'égard de l'identité franco-ontarienne il suffit de pondérer la question suivante : dans n'importe quel ville ou village en Ontario, qu'il soit urbain ou rural, peut-on facilement aller dans la rue et trouver un individu qui fait preuve des traits que l'on associe aux francophones qui habitent la province? La réponse est assurément non vu que les traits dont il est question sont tellement variés, voire imprécis. Par exemple, dans certains centres plus ou moins ruraux, on réussira peut-être à trouver quelqu'un qui parle français non seulement parce que c'est sa langue maternelle, cette réalité semble demeurer une des motivations principales derrière le fait que certains Franco-Ontariens ont décidé d'employer le français dans le plus de situations possible, mais parce que c'est la seule langue qu'il a réussi à maîtriser. De l'autre côté, un « Franco-Ontarien » pourrait très facilement être celui qui est sorti avec son épouse et ses jeunes enfants. La conversation se déroule presque uniquement en anglais, un accent français n'est néanmoins pas nécessairement requis, et lorsqu'il entre dans un magasin pour se procurer le quotidien de la région, il rejette les choix français car il préfère lire ses nouvelles en anglais, sa langue adoptée. Ce que ces scénarios, tout à fait plausibles, nous révèlent c'est que l'identité franco-ontarienne, au lieu d'être un atout qui appartient au groupe linguistique au complet, demeure une question individuelle qui sert principalement à situer l'individu au sein du groupe formé par tous les résidents de l'Ontario, peu importe leur langue maternelle.

La citation qui figure au tout début de ce chapitre est vraiment appropriée en tant que point de départ car l'identité franco-ontarienne demeure la pierre angulaire qui ne sert actuellement ni à définir le peuple ou la culture franco-ontarienne ni à promouvoir un sentiment assez fort pour rassembler les Franco-Ontariens dans une tentative collective pour reprendre le pouvoir et le prestige qui leur ont été enlevés au début du XX^e siècle. Bref, le manque de clarté qui existe quant à l'identité franco-ontarienne fait en sorte que certains chercheurs et analystes sont très tentés de simplement conclure, possiblement avec raison, que les Franco-Ontariens ne constituent qu'un mythe¹ vécu par ceux qui ont réussi à maintenir, à divers degrés, les traces du fait français apporté en Ontario il y a environ 200 ans.

Le présent chapitre termine notre introduction aux locuteurs que l'on a dénommé « Franco-Ontariens ». Il sera divisé en trois parties : dans un premier temps, on discutera des diverses facettes identitaires qui servent à caractériser les Franco-Ontariens. On fera un survol des différents titres qui tentent de donner un nom à ce peuple. On examinera aussi le rôle que les attitudes ont joué à l'intérieur des tentatives de se forger une identité ou, dans plusieurs cas, les attitudes qui font que certains Franco-Ontariens ne veulent plus se définir et former un groupe distinct défini principalement à partir de la langue française. On abordera, par la suite, la question du bilinguisme. Celle-ci est vraiment importante car il semble que le bilinguisme s'avère une qualité linguistique qui aide les Franco-Ontariens à satisfaire à leurs besoins économiques et, peut-être infiniment plus

¹ Cette idée de « mythe » renvoie à un travail de recherche (Duncan 2003) élaboré dans le cadre d'un séminaire qui cherchait à répondre à la question « Existe-t-il une réalité, ou un objet d'étude observable dénommé « Franco-Ontarien », tributaire d'un objet plus large telles « communauté, culture, identité franco-ontarienne » ? ». Une réponse négative à cette question signifierait que la question des Franco-Ontariens demeure une mythologie. Les conclusions présentées dans Duncan (2003) se penchent plutôt vers le côté « mythe » et accordent une grande importance à l'assimilation volontaire et à la confusion qui existe au niveau de l'identité franco-ontarienne.

important, au besoin qu'ils ressentent d'appartenir à la société ontarienne en général. Pour conclure le chapitre, il y aura un court examen des habitudes des jeunes Franco-Ontariens dans le but de comprendre la direction que prend ce groupe. De plus, on espère avoir une meilleure idée de comment le rêve de bien se définir par rapport à la majorité anglophone dans la province est compliqué par ces habitudes qui démontrent généralement un niveau d'assimilation assez inquiétant.

3.1 Titres employés pour représenter la francophonie ontarienne

Tout le long de cette étude on voit le terme « Franco-Ontarien » employé de manière plutôt générale pour regrouper tous ceux qui habitent en Ontario et qui ont le français comme langue maternelle. Si on veut, cela se réfère aussi à ceux qui ont conservé leur français pour enfin posséder une capacité de s'exprimer dans un français assez acceptable. Cependant, la tâche de mettre le doigt sur un seul vocable approprié pour servir comme point de départ pour décrire ce groupe linguistique dont il est question est drôlement embrouillée. La section suivante donnera au lecteur une appréciation de la vaste multitude de différentes dénominations qui sont à notre disposition. En voici les exemples les plus fréquents : Canadien-Français, Canadien, Franco-Ontarien, Ontarois, Français² et francophone.

² On considère les termes « Français » et « francophones » comme étant synonymes car ils font référence uniquement à la langue parlée par l'individu et ignorent les composantes identitaires et culturelles que les autres marqueurs essaient d'adresser. De plus, le terme « Français » est aussi employé pour désigner ceux qui habitent en France. Bien que beaucoup des Canadiens-Français emploient le terme « Français Français » lorsqu'ils parlent de ces derniers, il reste que le terme « Français » comprend souvent des références à la France. Les Franco-Ontariens affirment souvent qu'ils sont ignorés par les autres communautés francophones et rejettent de tels termes qui semblent indiquer qu'il existe un lien entre l'Ontario français et les régions francophones comme le Québec ou la France.

Lorsqu'on traite du fait français dans une région donnée le premier titre qui nous vient à l'esprit pour classer les locuteurs est « francophone ». *Le Petit Robert* définit le terme comme ceci : « qui parle habituellement le français, au moins dans certaines circonstances de la communication, comme langue première ou seconde » (p. 1085). Lorsqu'on parle d'une région ou d'un groupe linguistique on retrouve la définition suivante : « dans lequel le français est pratiqué en tant que langue maternelle, officielle ou véhiculaire (même si les individus ne parlent pas tous le français) » (p. 1085).

On ne peut nier que cette définition est belle si on cherche à représenter les communautés qui se servent du français comme langue de communication en tenant compte uniquement du critère de base : un emploi, plus ou moins régulier, du français. Le problème avec le terme « francophone » pour dénommer les individus de langue française en Ontario c'est que le terme francophone a une connotation purement linguistique. Si on considère l'apport du terme « francophone » pour définir une communauté, on se rend vite compte qu'il ignore les éléments sociologiques qui donnent à une communauté une voie par laquelle elle peut fleurir et dans le cas des Franco-Ontariens, rappeler à la majorité anglophone ainsi qu'aux francophones du Québec que le fait français est quelque chose de distinct qui est en évolution constante. Boissonneault (2004) nous montre qu'une telle dénomination ne peut guère servir de véhicule identitaire grâce à son ignorance des facteurs clés qui servent à donner une identité à un peuple :

[Ç]a veut dire quoi, être francophone ? Ça veut dire qu'on parle français, c'est tout, rien de plus. Il y a des francophones en Angleterre, en Polynésie, au Texas. Francophone, ce n'est pas un mot qui nomme une communauté spécifique avec son passé, sa culture, ses intérêts communs. Être francophone, c'est comme être blond ou bougon ou fumeur : c'est une caractéristique isolée. Ce n'est pas une

identité, non plus une appartenance (Renaud 2002; tiré de Boissonneault 2004:166).

En fin de compte, le vocable « francophone » n'est pas assez fort pour résister à la menace qui est la majorité anglophone en Ontario. Pour survivre en Ontario, la grande majorité des Franco-Ontariens ont dû adopter l'anglais comme langue de communication principale lorsqu'ils sortent dans la communauté. Comme Richard (1987:24) le résume : « peu importe le nombre de francophones, la présence d'un seul anglophone suffira à transformer l'ambiance ». Certains ont tendance à conclure que cette réalité témoigne d'un niveau d'assimilation élevé chez les Franco-Ontariens. Pourtant, on ne peut pas dire avec certitude que la volonté de vouloir communiquer en anglais est un véritable danger. Elle représente tout simplement une stratégie de survie qui permettra aux Franco-Ontariens de conserver leur héritage et le français au foyer s'ils le désirent. Voilà donc une raison principale pour vouloir mettre de côté le terme « francophone » pour dénommer le groupe franco-ontarien. Il ignore des composantes clés de n'importe quel groupe, qu'il soit en situation majoritaire ou en situation minoritaire. Lorsqu'on tente de décrire les Franco-Ontariens il faut certainement considérer leur histoire, leur culture, leurs habitudes et leurs attitudes. Bref, il faut aller au-delà du taux d'emploi du français, mais en même temps ne pas l'exclure totalement. Les Franco-Ontariens qui ont tendance à se déclarer comme francophones sont probablement ignorants de la définition traditionnelle de ce terme car, comme le souligne Richard (1987:25), on retrouve très peu de « véritables francophones » en Ontario :

Ce qui nous fait francophones n'est ni la couleur de notre peau, ni la couleur de nos yeux, mais bien **la langue que nous parlons, la langue que nous utilisons, voire la langue que nous chantons**. Certaines personnes se disent francophones ou encore canadiennes-françaises alors qu'elles parlent principalement l'anglais à la maison, ne lisent que les journaux anglais et ne regardent jamais la télévision en français, la qualifiant de « plate » au départ. Pour ce qui est de leurs activités à l'extérieur de leur foyer, tout se passe en anglais, tout simplement. En réalité, ces personnes sont [...] beaucoup plus des anglophones qui parlent le français que des francophones.

Bien que les origines de la communauté franco-ontarienne soient effectivement les mêmes que celles des Québécois, soit les colons qui sont venus s'installer en Nouvelle-France au cours du XVII^e siècle, l'évolution socioculturelle joue un rôle aussi puissant que l'importance de la langue française en tant que symbole premier pour représenter l'appartenance ethnique. Or, il existe une certaine division parmi les locuteurs français en Ontario. Il y en aura qui se rapprochent seulement sur le plan purement linguistique. Pour ces individus la question identitaire est encore plus compliquée car ils manquent des traits adoptés par la communauté franco-ontarienne.

Le fait de parler français n'implique pas automatiquement un sentiment d'appartenance au groupe franco-ontarien. Il se peut fort bien qu'un individu parle français parce qu'il s'agit de la seule langue qu'il connaisse. De nombreuses personnes utilisent le français et n'appartiennent pas au groupe franco-ontarien. L'usage du français n'implique pas nécessairement l'appartenance ethnique (Bernard 1988:76).

Quand on entreprend une étude qui cherche à faire le point sur le comportement et l'état actuel d'un groupe minoritaire comme les Franco-Ontariens, il ne faut pas oublier qu'il est plutôt rare de trouver une minorité qui se croit vivre dans une position avantagée. Les Franco-Ontariens, pour la plupart, sont des individus qui peuvent s'intégrer dans la communauté anglophone sans trop de difficulté. Les Franco-Ontariens

sont entourés d'éléments anglais qui aident dans leur tentative de faire partie de la majorité. Il s'agit d'éléments comme les journaux, la télévision et la radio, les institutions sociales telles que les écoles, les magasins et les services publics et on ne peut certainement pas négliger l'apport des milliers d'anglophones qui les entourent s'ils vivent dans un centre urbain.

Considérons la définition suivante qui va au-delà de la simple analyse numérique pour nous éclairer davantage sur la mentalité qui domine chez les groupes minoritaires :

We may define a minority as a group of people who, because of their physical or cultural characteristics, are singled out from the others in the society in which they live for differential and unequal treatment, and who therefore regard themselves as objects of collective discrimination. The existence of a minority in society implies the existence of a corresponding dominant group with higher social status and greater privileges. Minority status carries with it the exclusion from full participation in the life of the society (Simpson et Yinger 1965; tiré de Coulombe 1985:131).

On verra au Chapitre 4, que Mougeon et Beniak (1991) présentent une définition semblable qui tente d'expliquer la variation linguistique présente dans le français des Franco-Ontariens. Il existe un bon nombre de réalités sociales qui influencent le sort de ce groupe linguistique.

Comme on vient de le constater, la tâche de s'arrêter sur un marqueur identitaire qui réussira à capter l'image des Franco-Ontariens exige qu'on aille au-delà de la question superficielle « quelle langue est-ce que ces gens parlent? » On ne peut pas négliger les traits qui sont propres aux Franco-Ontariens tels que l'histoire collective, l'état de la culture franco-ontarienne et les attitudes sous-jacentes qui servent à former la

pensée et le comportement des Franco-Ontariens. Si on veut tenir compte des réalités sociales qui affectent le fait français en Ontario il est bien de considérer les deux réalités centrales suivantes telles que présentées par Bernard (1988). La première est sans doute assez évidente mais est trop souvent ignorée par les personnes, alors que l'autre exige un peu de réflexion pour pouvoir bien comprendre pourquoi elle est tellement pertinente au sein de la question identitaire chez les Franco-Ontariens : « Vivre en français en Ontario ne recoupe pas la même réalité que vivre en français au Québec » (Bernard 1988:39). « On ne naît pas Franco-Ontarien, on le devient » (ibid 20).

Dans le cas des Franco-Ontariens, l'identité collective qui servira à orienter leur existence demeure plus une construction qu'une chose naturelle qui est automatiquement associée au groupe. Comme le souligne Gérin-Lajoie (2001:62) : « l'identité s'acquiert, [...] elle n'est pas quelque chose d'inné, bref, [...] elle est le résultat d'une construction sociale ». Comme Bernard (1988) a mentionné, le fait d'être Franco-Ontarien demande une certaine adaptation aux réalités sociales qui ont un impact sur la capacité de vivre en français en Ontario. Un Franco-Ontarien connaîtra une évolution assez importante au cours de sa vie qui l'amènera à réfléchir sur ce que cela implique exactement être Franco-Ontarien. Considérons brièvement le principe suivant : « le fait de naître dans une famille francophone en contexte minoritaire ne signifie pas pour autant qu'on soit automatiquement francophone » (Gérin-Lajoie 2001:62). Si on accepte cela comme étant une des grandes réalités qui gère la mentalité franco-ontarienne et on le considère en tenant compte de la définition suivante d'« identité » on voit pourquoi il faut un titre bien précis pour saisir l'essentiel des Franco-Ontariens.

Tout sentiment d'appartenance à un groupe, puisque hautement subjectif, est de nature à comporter une forte charge émotive. L'identité s'exprime par un système de symboles et de représentations, sur lequel le groupe s'entend, qui fournit un sens à son expérience historique et qui inspire son action collective. « Voici ce que nous sommes, résultat de ce que nous avons été, qui orientera ce que nous deviendrons » (Bock 2001:65).

Considérons maintenant d'autres vocables qui ont été proposés pour représenter le groupe franco-ontarien. Lors de notre discussion sur les faiblesses associées avec le mot « francophone » on a vu qu'il est nécessaire d'aller au-delà de la présence de la langue française dans la vie de l'individu. On vient de conclure qu'il faudra aussi tenir compte des grandes réalités sociales et les origines de la communauté.

Selon Juteau-Lee (1980:30), le terme « Canadien-Français » a été accordé à la minorité francophone au Canada comme moyen d'identifier ce groupe à partir de leurs différences par rapport au groupe dominant. Savard (1978:12) affirme que le mot « Canadien-Français » leur a été accordé par les anglophones pour se distinguer. Auparavant, les francophones se contentaient de s'appeler « Canadiens » tout court. Lorsqu'il s'agissait des anglophones, les francophones les appelaient les « Anglais ». Le terme « Canadien-Français » semble remonter jusqu'à l'année 1867 avec la naissance du nom « Canada » pour désigner l'État fédéral. On avait tendance à attribuer aux Canadiens-Français les attributs suivants : la langue française, la religion catholique et un mode de vie rural et autarcique (Juteau-Lee 1980:30). Pourtant, Juteau-Lee nous rappelle que les deux derniers éléments ne sont pas les meilleures caractéristiques distinctives puisqu'on retrouvait suffisamment d'anglophones catholiques et agriculteurs. Donc, comme le mot « francophone », le titre de « Canadien-Français » repose essentiellement sur la langue parlée par l'individu. Bien qu'on ait inclus un élément géographique et

certains traits sociaux qui avaient pour but de fournir un certain sentiment d'appartenance commune.

Les termes « francophone » et « Canadien-Français » ont été employés de manière plus ou moins interchangeables jusqu'aux années 1960 quand une prise de conscience sociale a marqué la société française au Canada. Au Québec ce fut la Révolution tranquille, mais dans les petites communautés francophones le désir d'entreprendre leurs propres révolutions s'est accru. Sur le plan symbolique, la dénomination « Canadien-Français » représentait un genre de refus du titre « Canadien » qui permettait aux francophones de célébrer leurs différences. Cependant, la plus grande concentration de Canadiens-Français se trouvait dans la province du Québec alors qu'on retrouvait toujours des communautés minoritaires dispersées partout à travers le pays. Vu qu'il y avait une communauté canadienne-française en situation majoritaire ainsi que des centaines de communautés canadiennes-françaises en situation minoritaire, l'évolution du fait français au Canada n'a pas progressé de manière uniforme. Voilà le problème principal associé au terme « Canadien-Français ». Plusieurs communautés francophones hors Québec se sentaient abandonnées par le Québec. Par exemple, au moment où le Règlement 17 menaçait la survie du fait français en Ontario le Québec ne semblait pas s'intéresser du tout à cette crise.

On devrait quand même s'attendre à une certaine ignorance de la part des anglophones car il y a toujours une certaine tension qui résulte d'une cohabitation linguistique. De plus, le fait que beaucoup d'anglophones ne parlent pas français et ignorent la culture franco-ontarienne fait en sorte que les Franco-Ontariens doivent

adopter la culture anglophone au profit de la culture franco-ontarienne. Vu que les anglophones se trouvent en position majoritaire en Ontario, ils ne ressentent pas le besoin de sauvegarder la culture franco-ontarienne car ils ne la connaissent pas et elle ne leur appartient pas. Cependant, le fait que le Québec a ignoré ses confrères reste assez surprenant et s'est avéré une immense source de frustration pour tous les autres Canadiens-Français. Une étudiante franco-ontarienne nous fournit un genre d'ultimatum quasi-optimiste qui souligne la nécessité de mettre sur pied une tentative de rassembler toutes les communautés francophones hors Québec dans l'espoir de conserver leur héritage et leur culture :

Actuellement, comme Français, nous sommes seuls, presque abandonnés par le Québec et la plupart du temps, ignorés par les Anglais. Si nous voulons opter pour le Français [sic] nous pouvons, soit plier baggages [sic] et partir pour le Québec, ou rester ici et conserver notre identité et notre culture française en faisant un avec les autres provinces où nous sommes en minorité et ensemble former cette troisième dimension politique autonome. À ce moment seulement, ça vaudra la peine de vivre en français en dehors du Québec (Gravelle 1968; tiré de Bock 2001:41).

Au cours des années 1960, les Franco-Ontariens ont tenté de réaffirmer leur identité collective par le biais d'un nouveau marqueur identitaire. Le terme « Franco-Ontarien » a réussi à être adopté par les associations communautaires ainsi que les institutions gouvernementales. Les autres dénominations ont été mises de côté au profit de cette nouvelle. Grâce au niveau de pénétration de ce terme, dans les années 70, la nouvelle identité franco-ontarienne était très bien établie et pour la première fois depuis très longtemps, la communauté franco-ontarienne avait l'impression d'être reconnue comme une communauté distincte (Juteau-Lee 1980:40). La définition suivante nous

fournit une bonne compréhension de la façon dont les Franco-Ontariens se sont distingués à la fois de la majorité anglophone en Ontario ainsi que des Québécois :

[Le titre de Franco-Ontarien manifeste] à la fois leur attachement à la culture et la langue canadiennes-françaises, leur attachement à l'Ontario, et leur distance à l'endroit d'un Québec engagé dans une aventure politique bien différente de la leur, pour ne pas dire opposée. Soulignons que ce vocable de « Franco-Ontariens » est plus qu'un mot : il révèle sous une lumière crue la condition minoritaire et marginale des francophones de l'Ontario (Savard 1978:12).

Le terme « Franco-Ontarien » est assez logique. Le mot « Canadien-Français » est une dérivation du mot « Canadien » qui réussit à saisir certains symboles de la francophonie canadienne. Le terme reflète le concept d'un territoire partagé entre deux groupes linguistiques. Le vocable « Franco-Ontarien » procède de la même façon. Le préfixe « -franco » est un « élément de noms composés, signifiant « d'ascendance française » » (*Le Petit Robert* p.1085). Or, on réussit à saisir les éléments linguistiques ainsi qu'à perpétuer l'idée d'exister dans une situation d'inégalité linguistique. Cette première partie transmet en effet le même message que le terme « Canadien-Français ». La partie « Ontarien » montre une certaine affirmation de vouloir s'établir une identité qui n'implique pas un lien direct avec le Québec. « Ce concept [le vocable « Franco-Ontarien »] constitue déjà une réduction importante dans l'idéologie nationaliste canadienne-française et se réfère non seulement à une réalité géographique amoindrie mais aussi à un changement dans la formation de la « société canadienne-française » » (Dennie 1978:71).

Suit une série de définitions que divers groupes et individus ont proposées pour promouvoir leur propre compréhension de ce que la notion de « Franco-Ontarien » signifie exactement. Un thème central qui ressort des quatre définitions c'est qu'il semble que les tentatives de promouvoir le caractère unique du groupe franco-ontarien n'ont pas réussi à convaincre tout le monde que les Franco-Ontariens forment un groupe distinct. En lisant ces définitions on a de la difficulté à voir comment le vocable « Franco-Ontarien » diffère des variantes plus anciennes comme « francophone » ou « Canadien-Français ».

Cette première définition fait partie du rapport Saint-Denis présenté en 1969 :

Il importe de préciser ce qu'entend le Comité par « Franco-Ontariens ». S'agit-il seulement des francophones nés en Ontario? Non. Le Comité considère comme « Franco-Ontariens » tous les habitants de l'Ontario dont la langue maternelle est le français. Que ces personnes soient nées ou non dans cette province, qu'elles soient originaires des provinces canadiennes du Québec, du Nouveau Brunswick ou des pays francophones d'Europe ou d'Afrique, ces distinctions interviennent lorsque, par exemple, nous envisageons l'importance de l'immigration francophone à divers plans. Mais quand nous parlons de « Franco-Ontariens », soulignons-le, toutes ces personnes sont comptées (Clavel et al 1984:50).

Celle-ci est effectivement une version condensée de la première définition. Elle se trouve dans le 3^e rapport annuel de C.A.F.O., 1977-78 : « Un Franco-Ontarien est un Canadien dont la langue maternelle est le français et dont la résidence permanente est en Ontario » (ibid 50).

Voici une définition provenant de Bernard (1988:23) qui est basée sur un grand nombre de stéréotypes traditionnels mais qui montre quand même que les Franco-Ontariens ont eu de la difficulté à transmettre leur message quant à leur indépendance :

Les Franco-Ontariens s'imposent à l'observation. Ils sont là: ils parlent français, ils demeurent en Ontario, ils sont de souche québécoise; ils sont presque tous de religion catholique; ils votent en majorité pour le parti libéral du Canada; ils sont presque tous d'origine rurale et modeste, fils et filles de bûcherons, d'agriculteurs, de mineurs et de manœuvres.

La définition suivante, provenant d'une réunion tenue à l'Université York le 30 mai 1997, pourrait être considérée comme étant un petit pas en arrière dans la tentative de forger une identité propre aux Franco-Ontariens. On constate que la définition est extrêmement vague et témoigne un peu d'un certain niveau d'assimilation car ni une maîtrise du français ni le fait d'avoir le français comme langue maternelle sont des critères selon cette définition :

On s'inquiète à propos de la définition de « Franco-Ontariens » [...] et il est suggéré que la note suivante soit ajoutée en bas de la page pour clarification :

« Il a été spécifié durant la discussion de ce document que le mot « Franco-Ontarien » inclut toutes les personnes qui résident en Ontario et qui parlent français et notamment les résidents de longue date, les francophones « de souche », et les nouveaux arrivants, quelle que soit leur citoyenneté ».³

Avant de terminer cette partie sur les marqueurs linguistiques il faut parler d'un marqueur final. On entend parler parfois des « Ontariois ». Il s'agit d'un terme proposé durant les années 80 par Yolande Grisé en réponse au film de Paul Lapointe, *J'ai besoin d'un nom*. On dit que « le terme ontarien posséderait donc le sens juridique et s'appliquerait à toutes les personnes vivant en Ontario. Les Ontariois(es) s'appliqueraient aux personnes s'identifiant à la communauté formée à l'origine par l'établissement des Canadiens français en sol ontarien » (Juteau-Lee 1980:42). Le terme était censé réfuter le statut minoritaire imposé par les termes comme « Franco-Ontarien ». De nouveau on

³ Le procès-verbal de la réunion est disponible sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.yorku.ca/cglendon/Min-30-05-96.97.doc>

voulait questionner la conscience sociale des francophones en Ontario. Selon Grisé (1982:81), il s'agit du point de départ d'une renaissance collective : « le mot *Ontarois* est, en même temps le point de départ d'une *nouvelle conscience de soi et des autres*, sans laquelle aucun avenir honorable ne paraît désormais possible pour la collectivité de l'Ontario français ». Malgré les bonnes intentions de Grisé, le vocable « Ontarois » demeure quasiment absent du lexique franco-ontarien. Un point faible de ce terme c'est qu'il renvoie à l'arrivée des premiers colons en Ontario et ignore donc les nouveaux arrivants (Duncan 2003:17) qui pourraient être des modèles pour la préservation de la langue française. Étant donné le nombre non-négligeable de Canadiens-Français qui viennent s'établir en Ontario chaque année il ne faudra pas les exclure des tentatives de ralliement. Un deuxième critique existe au niveau de la formation de ce terme. Certains disent qu'il s'agit d'un mot composé de la même façon que le mot « Québécois ». On se demande donc si l'emploi du mot « Ontarois » pour représenter le groupe franco-ontarien ne serait pas perçu comme un désir de se rattacher aux Québécois, ce qui était le contraire de ce que le terme « Franco-Ontarien » cherchait à faire. Pour sa défense, Grisé (1982:84) émet la justification suivante :

Ce n'est guère par vil esprit d'imitation que fut créé le mot *Ontarois*, composé, il est vrai, d'une terminaison semblable à la finale du mot *Québécois*. En fait, la trouaille ontarioise a vu le jour en milieu torontois, en pleine Ville-Reine. Qu'on se rassure donc, si besoin est : par sa consonance bien « française », comme on avait l'habitude de dire au Moyen-Âge. [sic] le mot *Ontarois* ne s'apparente pas plus au mot *Québécois* qu'aux mots *Chinois*, *Hongrois*, *Tonkinois*, *Aixois*, *Algérois*, *Bâlois*, *Berlinois*, *Lourdois* ou, si l'on préfère, *Torontois*, *Chelmsfordois*, *Sudburois*, *Timminois*, etc.

3.2 Le bilinguisme au sein de la communauté franco-ontarienne

Quand on demande aux Franco-Ontariens quel marqueur identitaire leur convient le mieux on se rend compte qu'il existe souvent une certaine confusion sémantique aux niveaux de certains termes linguistiques. La plupart du temps les sujets interrogés vont ignorer les marqueurs plus ou moins symboliques présentés dans la section précédente et se déclarer « bilingues ». En Ontario français, le bilinguisme reste donc un phénomène complexe qui mérite un peu de discussion.

Premièrement, on ne peut pas vraiment considérer le mot « bilingue » comme étant un marqueur identitaire car il s'agit plutôt d'un adjectif qui sert à représenter la compétence linguistique d'un individu. Le mot s'emploie aussi lorsqu'on parle d'un groupe comme une « communauté bilingue » ou une « collectivité bilingue ».

Cependant, une « communauté bilingue » veut simplement dire que la majorité des personnes qui la composent parlent deux langues. Cela n'implique pas nécessairement que le bilinguisme sert de pierre angulaire au niveau de leur identité. Par exemple, beaucoup de Montréalais sont bilingues mais ils s'identifient toujours comme étant soit anglophones ou francophones. Or, le bilinguisme à Montréal reste quelque chose qui facilite la communication entre les deux groupes linguistiques sans nécessairement influencer l'identité collective des deux groupes.

Quand un individu choisit le terme « bilingue » comme marqueur identitaire, la plupart du temps il s'agit d'une tentative de faire valoir le prestige de connaître une deuxième langue, surtout dans des régions où il existe une cohabitation linguistique assez

forte. Il y a un avantage bien reconnu à se déclarer bilingue, ce qui semble expliquer pourquoi on retrouve ce terme souvent employé comme marqueur linguistique.

Cependant, un locuteur unilingue ne se déclarera jamais unilingue mais choisira probablement le marqueur linguistique qui représente la langue qu'il connaît. Notre discussion sur l'évolution des marqueurs identitaires en Ontario français nous a révélé que les marqueurs identitaires existent à deux niveaux. Premièrement, il y a ceux qui sont d'ordre linguistique. Dans cette catégorie on retrouve des termes comme « anglophone » ou « francophone ». Il existe également des marqueurs plus spécifiques qui sont d'ordre structurel et culturel. C'est alors qu'on parlera des termes comme « Canadien-Français », « Franco-Ontarien » ou « Canadien » (Boissonneault 1996:173). La langue française est avant tout un outil de communication. Or, on peut appartenir à un groupe au niveau purement linguistique, par exemple se dire « francophone » car c'est sa langue maternelle, sans ressentir l'appartenance collective englobée par les marqueurs sociaux et culturels.

De plus, on constate que les Franco-Ontariens, surtout les jeunes, n'arrivent pas à représenter l'essentiel de la communauté franco-ontarienne sans faire référence à cette idée d'identité bilingue. « Le bilinguisme, devenu identité, englobe à la fois toutes les possibilités de vivre sa francophonie et d'en faire partie tout en se démarquant de ceux qui n'y appartiennent pas d'une façon ou d'une autre » (ibid 167). Ce genre de comportement sert d'indication du degré d'insécurité linguistique présent chez les Franco-Ontariens dû à la nécessité d'appartenir au groupe dominant. D'innombrables facteurs tels que les grandes distances géographiques qui séparent les communautés franco-ontariennes et l'avantage numérique qu'ont les anglophones en Ontario, font en

sorte que les Franco-Ontariens se rendent compte qu'il est beaucoup plus facile de se pencher un peu vers le côté anglais pour répondre aux besoins qui ne sont pas satisfaits par la francophonie ontarienne. Ce n'est pas nécessairement un processus qui a lieu au détriment du français. C'est simplement une réaction naturelle dans le but de satisfaire aux besoins sous-jacents de l'individu. Comme le mentionne Glasser (1990/1998:61), nos actions ne correspondent pas toujours à une réaction consciente et rationnelle :

While our underlying motivation is always an attempt to satisfy one or more of the five basic needs, few of us are actively aware that these needs exist. When we are lonely and miserable, we do not complain that our need for belonging is unsatisfied: We look for a friend. When we are hungry, we do not complain that we are having difficulty surviving: We look for a meal. We look because we know we will feel good when we find what we are looking for, not because we think that we have to satisfy this need or that.

Cazabon (1984:69), en guise d'introduction à la question du bilinguisme chez les Franco-Ontariens, soulève la perception négative que le bilinguisme entraîne une assimilation irréversible. « L'étude du bilinguisme est complexe. Elle fait appel à la notion de contact et on pense immédiatement à une contamination et à une assimilation. Le bilinguisme suppose l'accès à deux codes linguistiques et on s'imagine qu'il s'agit dès lors d'un avantage incontestable ». Si on prend la citation précédente, et on la considère dans le contexte de la théorie motivationnelle de Glasser, on obtient une meilleure idée de pourquoi on peut dire que le bilinguisme représente un bienfait pour les Franco-Ontariens qui ne devrait pas avoir des effets néfastes sur leur capacité de se forger une identité qui leur est propre.

Au lieu de décourager l'intégration des Franco-Ontariens dans la communauté majoritaire il faudra l'encourager car le bilinguisme leur permet de tenter une nouvelle renaissance identitaire. Les Franco-Ontariens pourraient cette fois bénéficier des avantages socio-économiques associés au bilinguisme ainsi que vaincre l'insécurité qui vient avec le fait de vivre dans une situation minoritaire où on est ignoré par le groupe qui se retrouve en situation majoritaire.

Tout comme la décision d'appartenir à un groupe ethnique est une décision individuelle qui dépend largement du contexte social dans lequel l'individu vit, on peut dire la même chose à propos du bilinguisme. Le bilinguisme comprend un côté subjectif où l'individu doit créer et considérer sa propre construction de ce que l'« identité bilingue » signifie. Il s'agit d'une bilingualité qui est un élément variable contenu à l'intérieur de cette nouvelle identité dite bilingue. « Par bilingualité il faut comprendre un état psychologique de l'individu qui a accès à plus d'un code linguistique, le degré d'accès varie selon un certain nombre de dimensions d'ordre psychologique, cognitif, psycholinguistique, sociopsychologique, sociologique, sociolinguistique, socioculturel et linguistique » (Hamers et Blanc 1983; tiré de Cazabon 1984:89).

Des sondages effectués (Boissonneault 1996, Gérin-Lajoie 2001) sur la perception de l'identité bilingue chez les Franco-Ontariens appuient cette notion de bilingualité. Gérin-Lajoie (2001:66) fournit un exemple qui prouve que le titre de bilingue ne donne pas les mêmes résultats partout. Elle a trouvé une adolescente au centre de la province qui se déclarait bilingue. Cette dernière faisait preuve d'un rattachement marqué à la culture et à la langue française tel que démontrés par son discours. Elle mentionne

également un autre élève qui habite dans l'est de la province et qui se déclarait bilingue aussi. Cependant, celui-là faisait preuve d'une forte anglicisation au niveau de la culture et au niveau de la langue. Pourtant, tous les deux maintenaient qu'ils possédaient une identité bilingue.

Malgré les différents degrés d'intégration à la culture anglaise, il semble que l'avantage principal du bilinguisme est sa capacité d'établir un lien direct entre la minorité et la majorité. On voit que l'élève suivant comprend que la cohabitation dépend largement du besoin d'appartenir à une identité quelconque qui n'est pas nécessairement dictée par sa langue maternelle : « Je fais un effort constant de devenir bilingue « réelle » et je m'associe aux anglophones comme aux francophones. Quant à moi, c'est ce qu'on exprime par sa langue qui détermine son appartenance à un pays et non la langue dans laquelle on s'exprime » (Boissonneault 1996:187). Voici un autre élève qui accorde plus de poids au caractère linguistique du bilinguisme. Cependant, on constate que son attachement à l'identité « bilingue » relève du fait qu'il lui était nécessaire de communiquer en anglais pour des raisons de survie. Cet étudiant se dit bilingue « parce que je parle autant français qu'anglais, même plus qu'en français. Même si je ne lis pas le français autant c'est parce que il [sic] faut que je lis [sic] au moins deux fois pour très bien comprendre » (ibid 184).

La grande lacune en ce qui concerne la façon dont le bilinguisme est présenté aux Franco-Ontariens est le fait que les écoles franco-ontariennes ne mettent pas assez d'emphasis sur l'importance de maintenir un bon équilibre entre la culture anglaise et la culture française. Richard (1987:28), lorsqu'il était directeur d'école française à Ottawa,

dit avoir eu à répondre à la question suivante de la part d'un étudiant de 7^e année :

« Monsieur, how do you conjugate the verb *être* in the *subjunctif*? ».

On ne peut pas s'étonner que de telles questions soient posées même dans les écoles de langue française en Ontario. Les écoles franco-ontariennes ne se rendent pas compte que leurs approches pédagogiques ne sont pas très propices au développement d'un bilinguisme équilibré ou un bilinguisme juxtaposé. Ce dernier représente un bilinguisme qui est dicté par les fonctions sociales. Il a lieu « lorsque chacune des langues est associée à un ou plusieurs rôles sociaux distincts; par exemple, un individu ne parle que le français à la maison et que l'anglais au travail. Dans ce cas, on parlera aussi de DIGLOSSIE, phénomène social caractérisé par la répartition fonctionnelle des rôles » (Leclerc 1986:184).

Trop souvent les cours de langue française mettent l'accent sur l'apprentissage des règles grammaticales et ignorent les influences sociales et culturelles qui dictent le sort de la communauté franco-ontarienne. Afin de satisfaire à leurs besoins culturels, les Franco-Ontariens adoptent la culture anglaise comme les journaux, la musique, la télévision et les clubs sociaux anglophones. Pour que le bilinguisme reste un outil qui aide à maintenir le fait français, il faudra aller au-delà des aspects purement linguistiques du bilinguisme, donc une connaissance plus ou moins égale de l'anglais et du français, pour s'assurer que les Franco-Ontariens deviennent non seulement bilingues mais aussi « biculturels ». « Un bilingue peut être *biculturel*, c'est-à-dire qu'il s'identifie positivement avec l'un et l'autre groupe culturel auquel il appartient et est reconnu par les

membres de chacun des groupes comme un des leurs » (Hamers et Blanc 1983; tiré de Cazabon 1984:72).

Actuellement, on n'est pas en position de dire si l'intégration des Franco-Ontariens à l'intérieur de la culture anglaise est le commencement d'une assimilation irréversible qui finira par symboliser la perte de la langue française en Ontario. On peut pourtant dire que l'établissement d'une nouvelle identité dite bilingue représente une étape importante dans le renouvellement de la prise de conscience des Franco-Ontariens. Les Franco-Ontariens semblent être en train de satisfaire à certains besoins qui leur manquaient depuis longtemps tout en reconnaissant l'importance de ne pas d'effacer les traces de la langue française en Ontario. Guérin-Lajoie (2001:68) décrit bien l'impact que ce phénomène de bilinguisation aura sur les Franco-Ontariens en général :

Nous ne sommes pas nécessairement en présence d'un phénomène transitoire conduisant inmanquablement à l'assimilation des jeunes au groupe anglophone majoritaire. Les parcours identitaires [traités dans son article] démontrent plutôt un va-et-vient continu d'une frontière linguistique à l'autre, ce qui nous amène à constater la présence d'un phénomène de mouvance.

3.3 Attitudes et insécurité linguistique

Le présent chapitre a été consacré à une analyse assez détaillée des aspects techniques qui ont contribué à l'évolution de l'identité franco-ontarienne à travers environ 200 ans. Dans cette dernière section, on traitera brièvement des attitudes des Franco-Ontariens et comment elles contribuent à un sentiment d'insécurité linguistique qui a contribué largement à l'évolution de la culture et de l'identité franco-ontariennes.

Jusqu'à présent on a tracé un portrait plus ou moins positif, mais révélateur, de l'identité franco-ontarienne. Elle est toujours en question mais les Franco-Ontariens font preuve d'une certaine volonté de vouloir la réaffirmer. Toutefois, le comportement des jeunes Franco-Ontariens reste une source d'hésitation importante. Pour que le bilinguisme puisse aider la communauté franco-ontarienne, il faut non seulement qu'il y ait un bilinguisme mais aussi un biculturalisme qui complète le premier. Malheureusement, la société franco-ontarienne ne dispose pas actuellement d'une mentalité ou d'un réseau culturel assez fort pour encourager et favoriser le biculturalisme.

Les jeunes Franco-Ontariens reconnaissent sans doute les avantages socio-économiques qui viennent avec l'acquisition d'une deuxième langue. Le problème se pose lorsqu'on considère que la prédominance des éléments culturels anglais crée de mauvaises habitudes chez ces individus qui serviront de porte-parole pour la nouvelle génération de Franco-Ontariens. Il ne s'agit pas nécessairement d'une action consciente de leur part qui témoigne d'un refus de la culture franco-ontarienne et de la langue française sur le plan social. De nouveau, il s'agit plutôt d'une réaction naturelle. Ce qui suit est un bref aperçu des tendances linguistiques et culturelles de jeunes francophones qui montre l'effet que la cohabitation linguistique peut avoir sur le choix de code.

GRAPHIQUE 3.1 – Emploi du français et de l'anglais par les répondants et leurs parents
dans neuf situations de communication

Groupe A : Répondants utilisant « Toujours le français » et « Souvent le français ».

Groupe B : Répondants utilisant « Toujours l'anglais » et « Souvent l'anglais ».

Groupe C : Répondants utilisant « Toujours le français ».

Situations :
a) Répondant → Père
b) Père → Répondant
c) Répondant → Mère
d) Mère → Répondant
e) Père → Mère
f) Répondant → Frères et sœurs
g) Répondant → Frères et sœurs (extérieur)
h) Répondant → Amis
i) Répondant → Amis (extérieur)

(Source : Cazabon 1984:80)

Le graphique 3.1 indique que la conservation de la langue française dépend énormément de la situation de communication. On voit que la majorité du temps le français est employé à la maison et représente la langue de préférence pour la communication entre parents et enfants. Cependant, chez les groupes A et C, les groupes qui prétendent avoir le plus de rattachement au français, le taux de fréquence du français baisse considérablement lorsque les locuteurs sont entre amis ou sont en présence d'un membre de leur famille ayant plus ou moins le même âge qu'eux. Chez le groupe B, qui déclare avoir un taux d'anglicisation assez avancé, on constate un phénomène opposé qui nous éclaire davantage sur le rôle social des langues. Lorsque ces locuteurs sont en compagnie de leurs parents, le pourcentage de français reste en dessous de 25%. Si la présence du français reste au-dessus de 50% lorsqu'ils sont en compagnie de leurs amis ou leurs frères et sœurs, c'est probablement dû à l'environnement. Par exemple, on exige que l'on parle français à l'école. De plus, si nos amis choisissent de parler en français on accepte cela comme étant la « norme » du groupe. Le groupe B n'a pas la chance de parler aussi souvent en français à la maison, ceci peut être attribué à plusieurs facteurs tels que l'exogamie ou le fait que les parents accordent une grande importance à l'anglais à cause de leurs emplois et leur position socio-économique. Ces jeunes ne sont probablement pas aussi hostiles envers le français car il ne domine pas leur vie autant que chez les jeunes qui prétendent soit toujours ou souvent employer le français. Lozon (2001:83) explique que l'anglais est très présent chez ceux qui ont le français comme langue dominante pour des raisons de prestige. « Les élèves dont la langue dominante est le français utilisent souvent l'anglais avec leurs amis, étant donné que cette langue semble avoir plus de prestige auprès des jeunes ».

Selon Cazabon (1984:81), les données présentées dans ce tableau montrent que lorsque les locuteurs sont bilingues ils choisissent la plupart du temps de se servir de la langue dans laquelle ils se sentent le plus à l'aise. Ces sujets n'ont pas été forcés à favoriser une langue au profit de l'autre. Les résultats nous indiquent également que le bilinguisme au sein de la communauté franco-ontarienne peut être décrit comme étant instable à cause de la grande influence qu'exerce la situation de communication sur le choix linguistique. Les résultats de Cazabon (1984) appuient bien ceux de Boissonneault (1996) qui a trouvé que la majorité de la communication des jeunes se passe en anglais. Boissonneault (1996:177) a constaté que le français s'emploie le plus lorsqu'on est avec sa famille. Avec ses parents on note un taux de français de 58% et avec ses frères et ses sœurs le français est favorisé à 50%.

GRAPHIQUE 3.2 – Emploi du français et de l'anglais par le répondant dans cinq situations faisant intervenir les médias

Groupe A : Répondants utilisant « Toujours le français » et « Souvent le français ».

Groupe B : Répondants utilisant « Toujours l'anglais » et « Souvent l'anglais ».

Situations : j) télévision
k) radio
l) livres
m) revues & journaux
n) disques

(Source : Cazabon 1984:82)

Le graphique 3.2 sert de moyen pour voir jusqu'à quel point les médias influencent le comportement linguistique des jeunes. Peu importe la préférence linguistique de l'individu, les deux groupes montrent un refus étonnant envers les médias de langue française. Selon ce graphique, il n'y a aucun sujet dont la langue française est la langue dominante qui avoue écouter la radio française. S'il y a un rapprochement entre

les habitudes des deux groupes en ce qui concerne la lecture des livres, on ne doit pas ignorer l'influence des écoles à cet égard. Les recherches effectuées par Boissonneault (1996) montrent davantage que les jeunes aiment s'attacher à la culture anglophone en ce qui concerne les médias. Ces données se trouvent dans le graphique 3.3. Les données de Boissonneault (1996) ont été recueillies à partir des entrevues avec des sujets entre l'âge de 18 et 24 ans, dont 89% se déclaraient comme étant de langue maternelle française et 5% ayant à la fois l'anglais et le français comme langue maternelle (Boissonneault 1996:174). Une partie de l'étude cherchait à discerner le comportement linguistique au niveau des médias et interrogeait les sujets en fournissant les exemples suivants de situations de communication : les recettes, les journaux, les revues, les livres, la télévision, la radio, la musique, les travaux scolaires et les lettres personnelles. Parmi les situations présentées dans cette liste, seulement deux avaient un taux d'emploi du français uniquement à plus de 10% : les travaux scolaires à 48,3% du temps et les lettres personnelles à 23% du temps (ibid 177). La prédominance du français comme langue dans laquelle on fait la plupart de ses travaux dépend évidemment du type d'école qu'on fréquente. Cependant, comme le souligne Cazabon (1984:83), il ne faut pas être trop prompt à proposer que les écoles de langue française sont la solution idéale au problème de l'assimilation culturelle car, selon l'auteur, la réaction de ces écoles face à ce problème est d'augmenter le temps que l'on passe à enseigner le français, ce qui fait en sorte que les élèves n'ont presque pas de temps pour parler français en salle de classe.

GRAPHIQUE 3.3 – Langue utilisée selon diverses situations de vie

	De toujours à très souvent en anglais		Aussi souvent en anglais qu'en français		De toujours à très souvent en français		Sans réponse sans objet	
	N	%	N	%	N	%	N	%
recettes	90	51,7	45	25,9	16	9,2	23	13,2
journaux *	113	64,9	46	26,4	6	3,4	9	5,2
revues	108	62,1	50	28,7	9	5,2	7	4,0
livres	92	52,9	56	32,2	16	9,2	10	5,7
télévision	137	78,8	32	18,4	2	1,1	3	1,7
radio	140	80,5	25	14,4	5	2,9	4	2,2
musique	118	67,8	34	19,5	10	5,8	12	6,9
travaux scolaires	14	8,0	73	42,0	84	48,3	3	1,7
lettres personnelles	70	40,2	55	31,6	40	23,0	9	5,2
liste d'emplètes	64	36,8	61	35,1	36	20,7	13	7,4
amis	44	25,3	76	43,7	52	29,9	2	1,1
parents	32	18,4	37	21,3	101	58,0	4	2,3
frères et (ou) sœurs	41	23,5	37	21,3	87	50,0	9	5,2
collègues de classe	25	14,4	73	42,0	74	42,5	2	1,1

* Les chiffres arrondis ne totalisent pas 100.

(Source : Boissonneault 1996:177)

La dernière partie de cette section cherche à aller un peu plus loin pour enfin voir quels sentiments les Franco-Ontariens expriment lorsqu'on les interroge sur leur choix de communiquer en anglais plutôt qu'en français. La grande réalité, plus ou moins universelle, qui ressort de l'enquête nous montre de nouveau que le choix de code n'est pas le symbole d'un refus linguistique. Bien que les commentaires paraissent assez hostiles envers le français, il faut comprendre que le désir d'appartenir à un tel groupe, donc une sorte de biculturalisme, est la motivation principale derrière ce choix.

En plus des raisons de prestige, une préférence nette envers l'anglais est souvent signe de respect envers les locuteurs dont la langue maternelle n'est pas le français. Lozon (2001:88) souligne que les jeunes Franco-Ontariens trouvent qu'il faut toujours s'adresser aux anglophones en anglais car c'est plus respectueux. Cependant, l'auteur déclare qu'il s'agit d'un processus unilatéral car on a beaucoup de difficulté à trouver un Franco-Ontarien qui dirait que les anglophones bilingues devraient leur adresser la parole en français.

Le trait le plus étonnant qui ressort des études sur le lien entre le comportement et l'insécurité linguistique est que le choix de code, lorsqu'on est en compagnie des personnes qui ne sont pas de notre famille, peut être un choix conscient qui reflète la honte. Plusieurs Franco-Ontariens considèrent la langue française comme étant un élément différenciateur qui souligne leurs différences en tant que minorité. Étant donné l'omniprésence de l'anglais en Ontario, les Franco-Ontariens perçoivent le bilinguisme comme étant un atout prestigieux car le français est censé être une langue qui s'emploie uniquement lorsqu'on est avec sa famille ou avec ses amis. Les Franco-Ontariens qui

parlent anglais très bien ne se sentiront donc pas exclus des situations de communications où on ne peut pas se servir du français. En général, on trouve que le français est exclu des affaires importantes. Comme le dit Gingras (1993:95) : « les affaires importantes, c'est en anglais que ça se passe ». Au lieu de dépendre de la société ou du gouvernement pour de l'aide, par exemple la Loi 8 sur les services gouvernementaux en français en Ontario, la plupart des Franco-Ontariens disent être satisfaits de leur connaissance de l'anglais. L'apprentissage de l'anglais n'est donc pas seulement un atout pour les Franco-Ontariens car il facilite la communication avec le groupe majoritaire, mais c'est aussi important au sein de la communauté minoritaire car il réduit la tension linguistique. Les Franco-Ontariens accordent une certaine connotation négative à l'unilinguisme français car il montre une méconnaissance de l'anglais. De plus, les jeunes ne pratiquent pas assez le français pour se sentir à l'aise avec leur production linguistique. Considérez les deux commentaires suivants provenant de deux jeunes Franco-Ontariens justifiant leur préférence envers l'anglais : « Quand tu parles français, tes amis te trouvent stupide » et « Quand on parle en anglais, on est comme les autres, mais quand on parle en français, on se fait remarquer, c'est gênant » (Gingras 1993:96). Lorsque les Franco-Ontariens parlent français ils essayent le plus possible de cacher leur accent franco-ontarien car « l'accent n'est pas seulement un indicateur de degré de compétence en langue seconde, mais [...] il s'agit aussi comme révélateur du groupe d'origine » (Thibault et Sankoff 1993:215). Les commentaires abordés dans cette section pourraient bien s'avérer une source d'inquiétude pour ceux qui essaient de préserver le fait français en Ontario. Cependant, on n'y retrouve pas d'indications que le français est en train de disparaître complètement de la vie des Franco-Ontariens. Le français se trouve comme une langue

de communication personnelle mais pas la langue de tous les jours dans la société ontarienne.

Chapitre 4 : La langue française en Ontario

L'analyse du portrait des Franco-Ontariens se poursuit avec une présentation de la langue française en Ontario. Les trois chapitres précédents ont servi d'introduction à la situation dans laquelle les Franco-Ontariens se trouvent. Le reste de cette étude sera consacré à l'examen de la variété de français employée par la communauté franco-ontarienne. Dans ce chapitre la question « quelle variété de français parle-t-on en Ontario » sera abordée.

Celle-ci demeure une question importante car les Franco-Ontariens sont une communauté assez unique. D'une part, ils représentent un groupe dont la population reste quand même assez respectable (selon les derniers recensements canadiens environ 5% de la population ontarienne se considère franco-ontarien.) De plus, la proximité du Québec favorise les contacts avec une communauté francophone importante. C'est lorsqu'on examine leurs contacts quotidiens avec la majorité non-francophone que la question devient intéressante. Le choix entre le bilinguisme ou l'assimilation présenté dans les chapitres précédents s'avère un point d'intérêt sur le plan linguistique puisque les études effectuées sur la langue française en Ontario montrent qu'il existe une certaine variation au niveau de la langue.

Par ailleurs, il est tout à fait naturel que l'on observe une certaine division au sein de ce groupe minoritaire. Pour certains, le français restera toujours une partie intégrale de leur vie malgré l'influence du bilinguisme. Pour d'autres, l'anglais représente la nouvelle réalité linguistique. Au long de cette étude, on verra jusqu'à quel point les

éléments sociaux entrent en jeu en ce qui concerne la variété de français retrouvée en Ontario. La déclaration suivante va nous aider à comprendre les inquiétudes ressenties concernant la place que le français occupe dans la vie des Franco-Ontariens :

Les spécialistes de la linguistique historique et ceux qui étudient le contact des langues et le changement linguistique admettent généralement – bien qu’ils en fassent rarement la démonstration – que le sentiment d’insécurité linguistique au sein d’une communauté minoritaire est un facteur qui accentue le changement linguistique, l’assimilation et finalement la perte de la langue (Poplack 1989: 128).

Avant de commencer notre analyse linguistique, il faut avertir le lecteur que cette étude ne vise pas à situer le français ontarien par rapport aux autres variétés de français qui existent dans le monde. Il s’agit plutôt d’une discussion au sujet de certains éléments linguistiques que l’on retrouve dans le français ontarien. Cette partie de l’étude sera présentée sous forme d’une synthèse des différentes études linguistiques effectuées sur la langue française en Ontario. Évidemment, lorsqu’on tente de soulever les points intéressants du français ontarien, il faut pouvoir situer ce dernier par rapport à une norme quelconque. Dans cette étude on fera parfois recours à deux « normes ». La première c’est la variété qu’on aime dénommer « français standard » ou « français international ». En ce qui concerne la première norme linguistique, il s’agit des règles prescrites par des grammairiens et attestées dans les dictionnaires français. La deuxième norme qui entre en jeu c’est le français québécois car le français standard reflète bien les pratiques linguistiques recommandées mais n’est pas tout à fait représentatif de la « norme courante ». Or, il nous faut une norme avec laquelle on peut comparer les variantes comme *sontaient*. De plus, puisque la grande majorité des Franco-Ontariens ont des

ancêtres qui sont venus du Québec, on peut voir comment la langue importée au Canada il y a plus de 400 ans a évolué dans deux environnements différents.

Comme introduction à la problématique qui sera examinée d'un point de vue linguistique dans cette section il est important de définir exactement ce qui constitue une langue minoritaire. Prenons la définition présentée par Mougeon et Beniak (1991:1) :

We understand the term 'minority language' not only in a prestige or social value sense, i.e. a language whose speakers are socio-economically disadvantaged with respect to those of a 'superordinate' language, but also in a demographic sense, i.e. a language whose speakers are in numerical inferiority in comparison with those of a 'majority' language.

Selon ces derniers, la langue française en Ontario constitue un cas où ces deux critères sont satisfaits. Un autre concept qui reviendra plusieurs fois au cours de cette discussion c'est la différence au niveau de l'usage du français. Mougeon et Beniak (1991:72) ont choisi de faire la distinction entre l'usage restreint du français et l'usage non-restreint. Ces deux termes correspondant à peu près au concept de la dominance linguistique : « French-language-use restriction [is] measured by frequency of use of French in interpersonal communication ». Il ne faut quand même pas associer un usage plus restreint du français à un signe d'un abandon complet du français au profit de l'anglais (ibid 73) mais plutôt à un environnement dans lequel le français n'est pas aussi accessible que l'anglais.

À première vue il peut paraître que les variations linguistiques ne représentent que des exemples de la méconnaissance des règles grammaticales traditionnelles. Cependant, quand on examine la variante en question de façon sociolinguistique on se rend vite compte que les changements linguistiques illustrent certaines réalités sociales. Dans le cas du français ontarien la variation linguistique demeure une question assez compliquée. Il faudra tenir compte des attitudes des locuteurs ainsi que les effets de la situation minoritaire dans laquelle les Franco-Ontariens se trouvent. Au cours de ce chapitre on verra que les changements linguistiques n'ont pas tous les mêmes causes. Mougéon et Beniak (1995:61), résumant les conclusions de Trudgill (1983), soulignent le fait qu'il existe deux types de changements linguistiques :

Les changements naturels qui se produisent en l'absence du contact linguistique (situation de monolinguisme) et sont dictés par la logique interne du système, et les changements non naturels qui se produisent uniquement en situation de contact (les langues minoritaires sont dans ce type de situation) et vont au-delà de ce que dicte l'agencement interne de la langue.

Dans ce chapitre on abordera un grand nombre de sujets divers. Le but est de présenter comment le français ontarien a évolué. De plus, on verra quels sont les principaux facteurs sociolinguistiques qui ont mené à une telle évolution. Notre analyse de la langue franco-ontarienne contient diverses dimensions linguistiques qui peuvent être regroupées de la façon suivante :

- 1) La grammaire
- 2) La phonétique
- 3) Les emprunts / l'alternance de code
- 4) L'immersion française

4.1 Grammaire

Le titre « grammaire » représente la catégorie où on retrouve certains éléments qui ne correspondent pas exactement aux exigences de la grammaire du français standard. Au cours de l'analyse de ces aspects grammaticaux on examinera des concepts tels que la simplification, la morphologie et la réduction sociolectale. L'explication de la réduction sociolectale fournie par Mougeon et Beniak (1991:5) est la suivante :

Minority-language restriction, however, is not just a matter of restriction in frequency of use, it is often also a matter of restriction in the social contexts of language use. In a minority-language situation a speaker may not have access to the social contexts which are conducive to use of a particular style of language or sociolect. In such cases it becomes even clearer that the social use of language shapes linguistic structure.

Beaucoup de Franco-Ontariens ont une exposition réduite aux variétés de français moins formelles. On attribue cela largement au fait que le français ne s'emploie pas régulièrement dans beaucoup de foyers. Par conséquent, le milieu scolaire représente, pour plusieurs Franco-Ontariens, la source de contact principal avec le français. Le français scolaire ne tient pas compte des variantes populaires; alors lorsque les Franco-Ontariens parlent français ils ont tendance à sur-employer le français scolaire car c'est la variante avec laquelle ils sont les plus familiers. Les effets de la réduction sociolectale seront vus lorsqu'on abordera la question de certaines prépositions en franco-ontarien.

4.1.1 Alternance entre les auxiliaires *avoir* et *être*

Une des raisons pour laquelle il ne faut pas fonder toutes nos analyses linguistiques sur le français standard c'est que les variétés courantes font souvent preuve d'innovations ou d'une évolution au niveau des éléments irréguliers. Un bon exemple concerne l'alternance entre les auxiliaires *avoir* et *être*. Si on examine les ouvrages grammaticaux, on constate qu'il est assez difficile de s'entendre sur une règle fixe. Il y a certains grammairiens, comme Grevisse, qui considèrent la distinction entre les deux auxiliaires comme étant au niveau de l'achèvement de l'action : « C'est une règle traditionnelle que certains verbes intransitifs ou pris intransitivement se conjuguent avec *avoir* quand ils expriment l'action – et avec *être* quand ils expriment l'état résultat de l'action accomplie » (Grevisse 2000:152). Pourtant, il y a des grammairiens plus modernes qui soulignent l'élément lexical associé avec l'alternance des auxiliaires :

Pour Benveniste comme pour Guillaume, l'auxiliaire, tout autant que le participe, remplit une double fonction : grammaticale et lexicale. Dans les termes de Benveniste, la conjugaison avec *avoir* indique « l'acquis d'opération » et la conjugaison avec *être*, « l'acquis de situation ». Quant aux verbes, ils se regroupent en deux classes sémantiquement compatibles avec l'un ou l'autre trait (Sankoff et Thibault 1977:83).

Pour bien comprendre les comportements des Franco-Ontariens en ce qui concerne l'emploi des auxiliaires aux temps composés, il faut trouver une autre norme plus représentative des tendances canadiennes que le français standard. Regardons la situation montréalaise telle que présentée par Sankoff et Thibault (1977). Leur étude tente de classer les groupes verbaux sous les catégories [+ complet] (*être*) et [- complet] (*avoir*) selon les indices contenus dans la phrase. La variation dans le choix des

auxiliaires reste assez impressionnante. On note que le taux d'emploi de l'auxiliaire *avoir* où on s'attendrait à voir l'auxiliaire *être* passe de 0,7% (*aller*) jusqu'à 95% (*changer*) (ibid 96). Cet écart est un peu inattendu puisque la tendance dans la langue populaire est de remplacer le verbe *aller* par « *avoir été* ». D'un autre côté, le verbe *changer* n'est pas un des verbes qui est souvent associé avec l'auxiliaire *être*. La remarque que font les chercheurs c'est que leurs données semblent indiquer que ce sont les verbes qui peuvent difficilement représenter un état [- complété] (*aller*, *revenir*, *venir*, *entrer* et *arriver*) qui sont ceux que l'on retrouve le plus souvent conjugués avec l'auxiliaire *être* (ibid 97). Les neuf autres verbes sont soit des verbes d'état (*rester* et *demeurer*) ou des verbes transitifs qui peuvent facilement prendre une forme adjectivale (ibid 99).

Le tableau 4.1 montre le taux de fréquence selon le verbe et le groupe verbal. En dépit de toutes les hypothèses lancées au cours des années au sujet de la présence de l'auxiliaire *avoir* la situation canadienne-française se résume ainsi : « La concurrence entre les deux auxiliaires se manifeste différemment selon les verbes conjugués. Pour tous les verbes étudiés sauf *rester* et *demeurer*, on observe en effet une hiérarchie dans la probabilité d'emploi d'*avoir* qui semble liée à la possibilité plus ou moins grande d'adjectiver le participe » (ibid 103).

TABLEAU 4.1 – Répartition des données en fonction des traits verbaux pour les verbes
qui devraient prendre l’auxiliaire *être*

Verbes	[– compl.]	« ambigu »	[+compl.]				Total
			<i>avoir</i>	<i>être</i>	% <i>avoir</i>	probabilité	
1. aller	—	—	3	401	0,7 %	,002	404
revenir	3*	25*	4	72	6,5	,004	104
venir	—	12*	24	317	7	,01	353
entrer	1	2	1	15	6	,07	19
arriver	11	30	45	381	9	,04	467
2. partir	56	36	54	94	36	,37	240
retourner	—	2	17	20	46	,57	39
descendre	—	2	8	8	50	,66	18
monter	2	3	19	9	68	,71	33
sortir	10	21	70	32	67	,76	133
rentrer	7	10	68	24	74	,81	109
tomber	—	7	48	19	72	,85	74
déménager	1	10	70	32	70	,85	113
passer	17	9	92	10	90	,96	128
3. changer	19	269	40	2	95	,98	330

* Estimation à partir de 40 entrevues

(Source : Sankoff et Thibault 1977:96)

Malheureusement, l’étude ne contient qu’une brève note sur les facteurs individuels qui entrent en jeu. Comme on pourrait s’y attendre, on constate que le taux d’emploi d’*avoir* est plus élevé chez ceux qui n’ont pas besoin d’une maîtrise parfaite de la langue dans leur vie professionnelle. On note également que les locuteurs moins scolarisés ont tendance à employer *avoir* (ibid 104).

La situation québécoise se résume comme ceci : on observe une préférence envers l’auxiliaire *avoir* dans les cas où l’influence du standard n’est pas très forte.

Il est bien connu que les irrégularités linguistiques persistent davantage dans les formes les plus courantes. C'est sans doute ce qui explique en partie le maintien de l'auxiliaire *être* avec des verbes comme *aller*, *venir* et *arriver*. La norme du français standard contribue certainement à la conservation d'*être*. Sans prétendre qu'elle est totalement arbitraire, il nous paraît évident, d'après la distribution sociale de l'usage réel, que la norme agit comme frein à la régularisation des conjugaisons avec *avoir* pour certains verbes (ibid 107).

Pour avoir une idée de ce qui se produit chez les Franco-Ontariens on regardera deux études. La première, effectuée par Canale, Mougeon et Bélanger (1978), examine les élèves dans la communautés de Welland, Sudbury et Rayside/Azilda (une communauté rurale juste à l'extérieur de Sudbury.) Une autre étude, Willis (2000), porte sur la communauté minoritaire/majoritaire de Ottawa-Hull.

La première chose qui nous frappe lorsqu'on regarde les résultats de l'étude de Canale, Mougeon et Bélanger c'est le fait que l'auxiliaire *avoir* domine surtout chez les élèves en 2^e année. On compte trois verbes où le taux d'emploi de l'auxiliaire *avoir* est à 100% - *tomber*, *rester* et *sortir*. Le lecteur est renvoyé au Tableau 4.2 pour voir la répartition des auxiliaires selon le verbe et l'âge du locuteur. On note par la suite que cette tendance diminue avec l'âge de l'élève. On attribue le taux élevé chez les jeunes comme un exemple de la surgénéralisation dont les jeunes font preuve souvent lorsqu'ils apprennent les éléments grammaticaux d'une langue (Canale, Mougeon et Bélanger 1978:46). Un des aspects négatifs de leur étude c'est qu'encore une fois on dispose d'une étude qui n'a pas pu fournir de détails concernant les facteurs sociolinguistiques qui auraient pu avoir un effet sur les données.

TABLEAU 4.2 – Emploi non-standard de l'auxiliaire *avoir* dans le parler des élèves en
2^e, 5^e et 9/10/12^e années

(Source : Canale, Mougeon et Bélanger 1978:48-49)

Contrairement à Sankoff et Thibault (1977), les chercheurs ontariens avouent que l'emploi de l'auxiliaire *avoir* est causé en partie par l'existence d'homophones qui prennent l'auxiliaire *avoir* (Canale, Mougeon et Bélanger 1978:50). Voici les quatre verbes pour lesquels il existe un homophone et les taux d'emploi (2^e/5^e/secondaire) : *rentrer* (92/100/82), *rester* (100/75/86), *sortir* (100/85/53) et *partir* (25/43/50). Cette hypothèse marche mieux dans le cas des Franco-Ontariens car un nombre assez important d'entre eux n'ont pas un niveau de contact très élevé avec le français. Or, il se peut que cette inexpérience linguistique ait causé une certaine confusion pour ces élèves. Il faut se demander si un élève en situation minoritaire saurait que des phrases comme « J'ai rentré la clé dans la serrure » ou « Mon frère a sorti l'auto du garage » (ibid 50) sont des cas où il nous faut l'auxiliaire *avoir*. On a toujours du mal à expliquer pourquoi les verbes *arriver*, *venir* et *tomber* sont conjugués avec *avoir* avec une telle fréquence, et pourquoi on observe des taux aussi bas avec le verbe *partir* (ibid 51).

Le raisonnement proposé par Sankoff et Thibault (1977) ne s'avère pas révélateur non plus. Les verbes *rester*, *venir*, *aller* et les verbes réfléchis ne peuvent pas être utilisés comme adjectifs malgré le fait que leur taux d'emploi avec *avoir* demeure assez bas (Canale, Mougeon et Bélanger 1978:52). Comme conclusion, ces chercheurs avouent :

Our present findings indicate that no single linguistic factor can account for the variable use of avoir and être with the E-verbs we have examined. Rather, factors such as the existence of lexical counterparts to the E-verbs, which are conjugated with avoir, acceptability of the adjectival use of each E-verb with the copula, the relative frequency and the morphological properties of these verbs may all in some way contribute to the spread or restriction of this morphosyntactic change (ibid 56).

Dans une étude antérieure, Mougeon et Carroll (1976a) ont abordé la question de la régularisation du système des auxiliaires. L'étude avait pour but d'examiner les tendances écrites des élèves en 9^e année dans une école de langue française dans une banlieue de Sudbury et les tendances orales des élèves en 9^e et 12^e année recueillies à Sudbury et à Welland. Les données sont assez impressionnantes. Pour ce qui est du choix de l'auxiliaire à l'écrit, les élèves respectent les normes traditionnelles : on note que l'auxiliaire *avoir* est employé 97% (238/243) du temps avec les verbes transitifs et que l'auxiliaire *être* est employé 93% (41/44) du temps avec les verbes pronominaux. La seule variation est au niveau des verbes intransitifs de mouvement ou d'état où l'on retrouve l'auxiliaire *avoir* 75% (47/63) du temps (Mougeon et Carroll 1976a:98).

Lorsqu'on compare les fréquences de l'auxiliaire *avoir* verbe par verbe, on constate que les données se rapprochent plus de celles contenues dans l'étude de Sankoff et Thibault (1977). Il faut se demander pourquoi les résultats de Canale, Mougeon et Bélanger (1978) diffèrent autant de ceux des autres études. Par exemple, Canale, Mougeon et Bélanger (1978) n'ont pas pu expliquer pourquoi le verbe *venir* se présente comme une exception aux hypothèses lancées par les chercheurs. Selon les données de Mougeon et Carroll (1976a), la seule occurrence du verbe *venir* était avec l'auxiliaire *être*. La régularisation suggérée par ces données ne semble pas inquiéter Mougeon et Carroll car ils l'attribuent simplement au fait que ces élèves ne sont pas tout à fait conscients du rôle des auxiliaires dans le français formel (Mougeon et Carroll 1976a:102).

Les résultats du corpus oral nous présentent une situation tout à fait différente. La seule chose qui reste quasiment la même c'est le caractère facultatif de l'auxiliaire *avoir* avec les verbes transitifs. On note une variation importante au niveau des verbes pronominaux. Au total, l'auxiliaire *être* est seulement employé 63% du temps avec les verbes pronominaux. Il faut mentionner que l'âge semble jouer un rôle car en 9^e année seulement 50% des occurrences des verbes pronominaux contenaient l'auxiliaire *être*. Ce nombre passe à 76% quand on regarde les résultats des élèves en 12^e année. Ce qui est très étonnant c'est qu'à l'oral 75% des occurrences de verbes intransitifs de mouvement ou d'état sont conjugués avec l'auxiliaire *être*. Cette fois-ci on ne peut vraiment faire de conclusions en ce qui concerne l'âge des locuteurs. Mougeon et Carroll (1976a:105) prétendent que toute régularisation dans ces corpus est due à leur statut minoritaire.

Un tel transfert indique peut-être que les élèves sont peu conscients du fait que la conjugaison des verbes pronominaux et intransitifs de mouvement et d'état avec *avoir* appartient avant tout aux variétés de français familier. Ce manque de conscience est peut être [sic] dû au fait que les jeunes Franco-ontariens de notre étude (et peut être [sic] dans une grande mesure les Franco-ontariens en général) ont été et sont assez peu en contact (exception faite du domaine scolaire) avec des variétés de français formel.

Pour terminer l'étude de la régularisation des auxiliaires en français ontarien, regardons comment la question se manifeste dans la région d'Ottawa-Hull. La chose la plus frappante qui ressort de l'analyse de la situation à Ottawa-Hull c'est que l'on retrouve un total de 21 verbes qui sont conjugués avec l'auxiliaire *être*. On note aussi que le corpus n'a relevé aucune occurrence du verbe *aller* avec l'auxiliaire *avoir* (Willis 2000:52). Cela n'est pas étonnant puisque dans toutes les communautés que nous avons examinées le comportement du verbe *aller* s'avère toujours le plus standard. De plus, la

tendance en français populaire est de remplacer *aller à* par *être à*. Comme pour le corpus de Sankoff et Thibault (1977), il existe un grand écart entre l'emploi le plus fréquent (commencer – 98%) et le moins fréquent (décéder – 8%) (Willis 2000:55).

Un élément utile de l'étude de Willis (2000) c'est qu'elle tente d'analyser certains facteurs sociolinguistiques. Les facteurs les plus importants sont l'âge et le niveau d'éducation. La probabilité de retrouver l'auxiliaire *avoir* est la plus élevée (.66) pour le groupe 15-24. Il est peu probable de trouver l'auxiliaire *avoir* avec les locuteurs âgés de plus de 65 ans (.27). Les gens moins éduqués (niveau primaire) ont tendance à employer l'auxiliaire *avoir* (.65) et les diplômés d'études post secondaires ont une probabilité de .20 (ibid 72). Le tableau 4.3 présente un résumé des données de Willis (2000) :

TABLEAU 4.3 – Fréquence de l’auxiliaire *avoir* avec les verbes qui prennent l’auxiliaire*être*

Lexical Verb	Total N in O-H	N <i>Avoir</i> in O-H	% <i>Avoir</i> in O-H	Used Adjectivally	Used Transitively	Used Reflexively
--------------	-------------------	--------------------------	--------------------------	----------------------	----------------------	---------------------

High % *Avoir* Verbs

commencer/recommencer	312	306	98	yes	yes	no
rester - ended state	145	136	94	yes	yes	yes
demeurer - ended state	40	37	93	no	yes	no
rester- perduring state	60	56	93	yes	yes	yes
monter	39	36	92	yes	yes	no
passer	99	90	91	yes	yes	yes
demeurer - perduring state	18	16	89	yes	no	no
tomber	57	50	88	yes	no	no
déménager	125	105	84	yes	yes	no
rentrer	94	79	84	yes	yes	no
sortir	99	80	81	yes	yes	yes

Medium % *Avoir* Verbs

partir/repartir	128	84	66	yes	yes	no
retourner	40	24	60	yes	yes	yes
descendre/ redescendre	22	13	59	no	yes	yes
entrer	6	3	50	no	no	no

Low % *Avoir* Verbs

arriver	294	125	43	no	no	yes
apparaître	3	1	33	no	no	no
revenir	74	18	24	yes	no	yes
venir	309	62	20	no	no	yes
devenir	17	2	12	no	yes	no
décéder	13	1	8	yes	no	no

(Source : Willis 2000:55)

En conclusion, la question des auxiliaires demeure une question difficile à traiter. Si on examine la question de manière diachronique, on peut conclure à partir de l'étude de Willis (2000) que la régularisation constitue un procédé qui est plus répandu qu'il ne l'était il y a vingt ans. Une conclusion assez surprenante c'est que les Franco-Ontariens ne diffèrent pas tellement des Québécois en ce qui concerne leurs tendances à la régularisation. Il faut aussi mentionner que le rôle du français standard est assez perceptible puisque les études abordées ici semblent attacher un élément populaire ou familier à la régularisation. Ceux qui sont le plus conscients de l'existence des deux niveaux de langue auront tendance à varier leur parler.

4.1.2 Nivellement de la 3^e personne du pluriel

Une grande tendance en français ontarien c'est de ne plus faire la distinction entre la 3^e personne du singulier et la 3^e personne du pluriel. Pour certains cela pourrait ne pas sembler être un problème puisque ce sont seulement certains verbes du premier groupe qui font preuve d'une distinction entre les deux personnes. Cette distinction s'avère plutôt une caractéristique des verbes du 2^e et 3^e groupes. Étant donné la situation minoritaire et les tendances inquiétantes des jeunes locuteurs dans les communautés francophones, il y a d'autres qui croient qu'une telle simplification est un signe de la disparition du français. Mougeon et Beniak (1995:54) arrivent à la conclusion suivante à propos de l'avenir de la langue française en Ontario basée sur les actions des locuteurs :

Le non-accord en nombre entre sujet et verbe est symptomatique d'une maîtrise imparfaite des formes verbales porteuses d'une marque au pluriel 3, maîtrise imparfaite découlant d'un emploi trop peu fréquent du français au plan communautaire ou individuel. Nous avons qualifié cette tendance de « simplificatrice » car, menée à terme, elle entraînerait une réduction de morphologie verbale et, par la force des choses, la perte concomitante d'un contexte d'application de la règle d'accord entre sujet et verbe.

Pour bien présenter les deux côtés de cette question linguistique, Mougeon et Beniak nous fournissent l'opinion de Thibault (1991) :

La tendance au non-accord que nous avons attestée n'est qu'un réajustement normal de la morphologie verbale du français, réajustement qui découlerait de l'affaiblissement de la pression normative typique d'un milieu francophone minoritaire. En d'autres termes, et en extrapolant, son point de vue équivaldrait à dire que le système des marques verbales pl. 3 est un point faible de la grammaire du français qui peut faire l'objet d'une restructuration sans le concours du facteur externe de l'étiollement de la communication en français (ibid 54).

Quoiqu'il en soit, la morphologie verbale demeure un élément important qu'il est impossible de ne pas apercevoir lorsqu'on examine le parler franco-ontarien. Il s'agit d'un phénomène qui existe partout à travers le français canadien mais on se concentrera uniquement sur la morphologie ou la simplification présentes dans le français ontarien. Pour ce faire, on examinera quelles en sont les principales caractéristiques ainsi que les facteurs sociolinguistiques qui entrent en jeu.

Mougeon et Beniak (1991) ont tenté d'analyser le rôle du nivellement des terminaisons de verbes dans quatre communautés franco-ontariennes. Il s'agit de la ville de Hawkesbury, qui comprenait une majorité francophone (85%) au moment de l'étude,

et des trois villes de Cornwall (35% franophone), North Bay (17% francophone) et Pembroke (8% francophone) (Mougeon et Beniak 1991:72).

La tendance générale des Franco-Ontariens étudiés c'était de faire l'accord du pluriel. Comme cela a été le cas lorsqu'on a examiné ce qui se passait avec l'alternance entre les auxiliaires *avoir* et *être*, on constate ici que la répartition des accords est loin d'être égale de verbe en verbe. Pour obtenir des données révélatrices, Mougeon et Beniak (1991) ont tenu compte des verbes qui sont apparus 15 fois ou plus au présent dans leur corpus. Le tableau 4.4, fourni par Mougeon et Beniak (1991), montre que le taux de nivellement passe de 1% (*être*) jusqu'à 50% (*mettre*).

TABLEAU 4.4 – Analyse des taux de nivellement des verbes à la 3^e personne du pluriel

Factor groups		3sg. (N)	3pl. (N)	Total	3pl. (%)	Factor effects
Verb	3sg./3pl.					
<i>être</i>	<i>est/sont</i>	15	1,254	1,269	99	.976
<i>avoir</i>	<i>a/ont</i>	28	1,067	1,095	97	.945
<i>aller</i>	<i>va/vont</i>	34	475	509	93	.840
<i>future</i>	<i>-ra/-ront</i>	7	39	46	85	.619
<i>faire</i>	<i>fait/sont</i>	32	110	142	77	.518
<i>comprendre</i>	<i>comprend/comprennent</i>	23	68	91	75	.446
<i>savoir</i>	<i>sait/savent</i>	30	57	87	66	.409
<i>apprendre</i>	<i>apprend/apprennent</i>	10	23	33	70	.399
<i>dire</i>	<i>dit/disent</i>	58	122	180	68	.396
<i>connaître</i>	<i>connait/connaissent</i>	7	10	17	59	.388
<i>vouloir</i>	<i>veut/veulent</i>	58	142	200	71	.379
<i>vivre</i>	<i>vit/vivent</i>	13	16	29	55	.361
<i>venir</i>	<i>vient/viennent</i>	41	88	129	68	.344
<i>others</i>		39	89	128	70	.327
<i>prendre</i>	<i>prend/prennent</i>	12	30	42	71	.318
<i>pouvoir</i>	<i>peut/peuvent</i>	64	77	141	55	.248
<i>devoir</i>	<i>doit/doivent</i>	8	12	20	60	.217
<i>mettre</i>	<i>met/mettent</i>	13	13	26	50	.210
Locality of residence						
Hawkesbury		7	533	540	99	.658
Cornwall		82	1,428	1,510	95	.671
North Bay		106	908	1,014	90	.490
Pembroke		297	823	1,120	73	.210
French-language use						
Unrestricted		19	1,194	1,213	98	.844
Semi-restricted		270	1,627	1,897	86	.369
Restricted		203	871	1,074	81	.240
Social class						
Middle		68	662	730	91	.561
Lower-middle		199	1,847	2,046	90	.600
Working		225	1,183	1,408	84	.343
Sex						
Male		309	1,880	2,189	86	.389
Female		183	1,812	1,995	91	.611
Subject position						
Immediately preposed		449	3,301	3,750	88	not
Closely preposed		37	348	385	90	sig.
Distantly preposed		6	43	49	88	

Factor groups	3sg. (N)	3pl. (N)	Total	3pl. (%)	Factor effects
Plural marking in subject					
Deleted subject	5	282	287	98	
Unmarked pronoun	381	2,680	3,061	88	not
Marked noun or pronoun	103	658	761	86	sig.
Quantifier (+ noun)	3	72	75	96	
TOTAL	492	3,692	4,184	88	.873

(Source : Mougeon et Beniak 1991:97-98)

Une première observation que l'on peut faire c'est que la fréquence du verbe est un facteur important puisque les verbes fréquents *être*, *avoir*, *aller*, et *faire* sont sujets à un taux de nivellement assez bas. La règle générale que les linguistes nous rappellent c'est « levelling processes tend to affect infrequent elements more than frequent ones » (ibid 98). Lorsqu'on regarde le tableau on observe qu'on a aussi tenu compte de la fréquence de la régularisation qui a eu lieu dans l'ensemble des verbes au futur. Ils ont fait cela parce que le futur simple demeure le seul autre temps de verbe en français qui fait encore une distinction entre la 3^e personne du pluriel et la 3^e personne du singulier. La tendance vers le standard (85% marque du pluriel) présente dans les verbes au futur est attribuable au fait que le futur simple se distingue du présent de l'indicatif car on y retrouve une sorte de régularisation puisque la terminaison est toujours la même, *-ra* pour la 3^e personne du singulier et *-ront* pour la 3^e personne du pluriel (ibid 99). La plupart des verbes au présent de l'indicatif prennent la terminaison *-ent* mais il y a parfois des consonnes qui s'y ajoutent (ex. *dire*) ou des exceptions comme la terminaison *-ont* (ex. *être*.) Si on examine la liste encore, les 12 derniers verbes se trouvent dans cette dernière

catégorie tandis que les quatre premiers verbes contiennent cette terminaison irrégulière. Il se pourrait très bien que ces quatre premiers verbes fassent preuve d'une régularisation s'il n'était de leur fréquence. Il faut mentionner en passant que le corpus a trouvé une occurrence de la forme *allent* pour le verbe *aller*; (*Même si y'allent à 'a messe, ils pensent pas...*) et l'occurrence de la forme *faisent* pour le verbe *faire*; (*Quand qu'ils se rendent là ben ils le font pas pis... t'sais...*) (ibid 95).

Une analyse sociolinguistique de ces données montre que les facteurs les plus importants sont l'emploi restreint contre l'emploi non-restreint du français ainsi que la classe sociale du locuteur. Simplement dit, l'effet le plus favorable (.844) se trouve chez ceux dont l'usage est non-restreint. Les deux autres groupes, selon le tableau de données, ne sont pas très favorables à l'emploi d'une forme marquée de la 3^e personne du pluriel. Plus l'usage du français est restreint, plus on a tendance à voir que les locuteurs font preuve de tendances non-standard. Cela est peut-être dû au fait qu'un usage restreint ou semi-restreint a une influence sur la reconnaissance des variétés formelles et informelles du français. Évidemment, dans une communauté majoritaire comme Hawkesbury, où tous les sujets sauf un sont dits avoir un usage non-restreint du français (ibid 102), chaque personne fait face à de nombreuses possibilités d'avoir des interactions formelles et informelles en français. La question de l'usage restreint se manifeste le plus souvent dans les questions de la différenciation entre les formes acceptables dans un domaine formel et celles que l'on juge acceptables dans un langage informel. Selon Mougeon et Beniak (1989:299), le nivellement n'est pas simplement un cas de simplification mais un exemple d'une restriction formelle décrite comme ceci :

If simplification is the result of disuse of a minority language, style reduction is the consequence of its *functional* restriction and usually involves the decline of stylistic options which are tied to those societal domains where use of the minority language is excluded. The “classic” case of style reduction is one where formal stylistic options are reduced as minority language gradually becomes confined to informal situations (e.g. the home).

Le deuxième facteur qui est très important à considérer c’est la classe sociale des locuteurs. On peut voir que c’est seulement la classe ouvrière qui a une forte préférence pour la forme neutralisée. Dans l’étude de Mougeon et Beniak (1991), on cite l’hypothèse qui prédit que c’est la classe la plus basse qui fera preuve d’une tendance qui diffère du standard : « The lowest social class, which is most isolated from the influence of the standard language, would be most free to innovate in a direction distinct from the standard » (Labov 1980; tiré de Mougeon et Beniak 1991:103). Pourtant les données sont vraiment frappantes lorsqu’on met les critères *restriction* et *classe sociale* ensemble. Les résultats sont présentés dans le Tableau 4.5.

TABLEAU 4.5 – Nivellement de la 3^e personne du pluriel selon la dominance linguistique et la classe sociale

French-language use	Social class	Use of 3pl. variants (%)
Unrestricted	Middle	0.95
	Lower-middle	1.58
	Working	1.97
Semi-restricted	Middle	13.91
	Lower-middle	11.60
	Working	19.91
Restricted	Middle	17.18
	Lower-middle	16.14
	Working	26.59

(Source : Mougeon et Beniak 1991:104)

La forme plurielle marquée est quasiment inexistante chez les locuteurs non-restreints, peu importe leur classe sociale. Quand on considère les tendances des locuteurs restreints, on voit que la proportion des variantes plurielles est assez importante à travers toutes les classes sociales (17,18% - 26,59%). Bref, cette analyse nous indique que malgré les tendances linguistiques innovatrices de la classe ouvrière c'est plutôt le contact régulier avec des situations françaises qui sert de déclencheur (Mougeon et Beniak 1991:104).

Pour ce qui est des autres facteurs présentés dans les tableaux de données on constate qu'ils ne jouent pas un grand rôle. Le sexe du locuteur est la seule catégorie où l'on retrouve un écart entre les groupes. Cependant, cela semble simplement ajouter foi à

la tendance de préférer la forme standard dont les femmes font preuve. Finalement, on voit aussi que la position du verbe dans la phrase n'a aucun véritable effet sur le nivellement. On note que dans le parler des sujets de Hawkesbury et de Cornwall on a observé que le nivellement s'est seulement produit après le sujet *ils* et le pronom relatif *qui*. Ex : *Y'a beaucoup de choses qui s'produit*. Notez également que dans ces deux localités on ne retrouve aucune forme singulière lorsque le sujet affiche une marque plurielle (ex. *nous-autres*) (ibid 64). Malgré le fait que chez les locuteurs de Hawkesbury on ne trouve que huit cas de non-accord sur 565 cas possibles, le fait que six des cas ont eu lieu sous l'influence du *qui* soulève la question si l'effet régulateur de ce pronom ne constitue pas une sorte de règle peu répandue à Hawkesbury et pas simplement des cas isolés (ibid 58). Selon la logique de Trudgill (cf. le début de ce chapitre), il se peut que la variation connue à Hawkesbury soit une innovation faite à partir de la logique du système français car on peut difficilement l'attribuer à une réduction dans le contact avec le français qui est probablement responsable, en partie, de ces mêmes variantes dans le parler des trois autres communautés francophones.

Pour terminer notre analyse du nivellement des formes verbales, il faut considérer la question soulevée par Mougeon et Beniak (1995:61) :

L'émergence d'un changement non naturel ne se produit pas de façon abrupte et [...] il y en a en fait une étape de transition. Cette étape est illustrée par les locuteurs de Cornwall qui communiquent souvent en français dans les domaines d'emploi privilégiés de cette langue et qui, bien qu'ils ne « pratiquent » le non-accord qu'après *ils* et *qui*, le font plus souvent avec les verbes de moindre fréquence.

Basé sur le fait que les jeunes donnent presque toujours une représentation de la situation linguistique qui se produira, on pourrait croire que la croissance dans le taux d'usage non-restreint chez les jeunes Franco-Ontariens entraînera un niveau de nivellement encore plus élevé. Mougeon et Beniak (1991:108) ajoutent ceci :

It is our contention that in every francophone community successive generations of children learning the 3sg. forms at the expense of the 3pl. ones. The extent to which such overextension is likely to prolong itself beyond the language-acquisition phase *per se* and into adult speech will largely depend on extralinguistic factors such as mother-tongue restriction (in bilingual communities) and social-class background (in monolingual as well as bilingual communities).

Cette idée est certainement fondée sur le fait que lorsque les enfants apprennent une langue, ils ont tendance à faire des généralisations qui sont souvent perçues comme des signes de faiblesse linguistique. Bien que la question du nivellement verbal ne constitue pas un élément réservé aux jeunes il faut tout de même le prendre comme avertissement quant aux dangers associés avec les limitations au niveau du contact avec le français.

4.1.3 Le cas de *sontaient*

Toutes les langues sont en évolution constante et c'est pour cette raison qu'on peut s'attendre à ce qu'il y ait un certain nombre d'innovations qui apparaissent dans une variété de langue. Dans la plupart des cas, ces innovations sont sous forme de régularisations. Mougeon et Beniak (1991) ont fait l'étude de la variante *sontaient*, qui est une forme irrégulière du verbe *être* à la troisième personne du pluriel de l'imparfait.

On note comme exemple : « Pis i' l'ont vendu à d'autres gars qui *sontaient* des spécialistes pour ces autos-là » (Mougeon et Beniak 1991:111). Sur le plan grammatical, *sontaient* représente une variante libre du *étaient*. *Sontaient* peut donc se trouver également comme auxiliaire. Par exemple, en situation informelle on pourrait entendre la phrase suivante : « Ils sontaient sortis hier soir ».

Ce qui est intéressant de noter en ce qui concerne l'analyse de Mougeon et Beniak c'est que les deux linguistes affirment que la variante *sontaient* demeure une innovation pour laquelle les jeunes enfants sont entièrement responsables (ibid 111). Cela ne veut pas dire que les adultes et les adolescents ne l'emploient guère, car on l'observe assez fréquemment dans leur parler. Selon Dagnat (2002), on retrouve *sontaient* dans le parler des personnages de la pièce *Les Belles-Sœurs* de Michel Tremblay. On peut donc conclure que dans le parler québécois *sontaient* demeure une variante qui est acceptée comme faisant partie du vernaculaire des locuteurs de tous les âges. Lors d'une étude du vernaculaire dans deux quartiers de la ville de Québec, Saint-Sauveur et Sainte-Foy, Deshaies, Martin et Noël (1981) ont observé le commentaire suivant d'un jeune locuteur de Saint-Sauveur : « oui, ça arrive souvent que je vire mes phrases à l'envers. i' sontaient au lieu de dire ils étaient. Ça m'arrive souvent de dire ça » (Deshaies, Martin et Noël 1981:417). Ces derniers affirment eux aussi que *sontaient* est une variante commune chez les jeunes mais plus rare chez les adultes. Deshaies, Martin et Noël (1981:416) affirment que la variante *sontaient* est assez répandue dans le quartier de Saint-Sauveur, même chez les adultes, mais n'a pas figuré du tout dans le parler des locuteurs de Sainte-Foy. Cela ne veut pas dire qu'elle n'est pas employée dans ce dernier quartier. À partir

des conclusions de Deshaies, Martin et Noël (1981), on est amené à croire que *sontaient* joue le rôle d'une variante marquée employée principalement par les classes plus basses; Saint-Sauveur étant un quartier plus désavantagé sur le plan socio-économique.

La variante *sontaient* représente une façon de régulariser la formation de l'imparfait avec les verbes irréguliers comme *être*. De nombreuses recherches (Grégoire 1968; Simões et Stoel-Gammon 1979; Mougeon et Beniak 1991) semblent indiquer que c'est la troisième personne du singulier qui est acquise en premier. C'est à partir de cette conclusion que l'on propose l'hypothèse suivante quant à l'invention de la forme *sontaient* : la troisième personne du singulier pour le verbe *être* est construite en prenant la troisième personne du singulier au présent, /e/, et en y ajoutant la terminaison *-tait*. L'enfant croit donc que la règle pour la construction de l'imparfait c'est de prendre le verbe à l'indicatif présent et y ajouter les terminaisons de l'imparfait. Cela marche à toutes les personnes sauf à la 1^{ère} personne du singulier et aux 1^{ère} et 3^e personnes du pluriel. On ne voit jamais une forme comme « *sommestions* » en partie à cause du fait que la 1^{ère} personne du pluriel a presque complètement disparu de l'usage courant au profit du *on*. La forme *suistait* existe. Celle-ci se prononce [ʃytɛ] et non [sqitɛ] comme l'orthographe pourrait nous le faire croire. L'orthographe illustre simplement la règle concernant la formation de l'imparfait avec les verbes réguliers.

Lorsqu'on regarde les résultats de l'étude de Mougeon et Beniak (1991) la première chose qui nous frappe c'est que parmi les quatre communautés qui figurent dans l'étude on retrouve *sontaient* seulement à Cornwall.

TABLEAU 4.6 – Distribution sociale de la variante *sontaient*

Factor groups	<i>sontaient</i> (N)	<i>étaient</i> (N)	Total	<i>sontaient</i> (%)
Locality				
Hawkesbury	0	17	17	0
Cornwall	11	38	49	22
North Bay	0	44	44	0
Pembroke	0	58	58	0
French-language use				
Unrestricted	2	34	36	6
Semi-restricted	9	68	77	12
Restricted	0	55	55	0
Social class				
Middle	1	27	28	4
Lower-middle	3	87	90	3
Working	7	43	50	14
Sex				
Male	7	72	79	9
Female	4	85	89	4
TOTAL	11	157	168	7

(Source : Mougeon et Beniak 1991:113)

TABLEAU 4.7 – Distribution sociale de *sontaient* à Cornwall

Factor groups	<i>sontaient</i> (N)	<i>étaient</i> (N)	Total	<i>sontaient</i> (%)
Locality				
Cornwall	11	38	49	22
French-language use				
Unrestricted	2	12	14	7
Semi-restricted	9	14	23	39
Restricted	0	12	12	0
Social class				
Middle	1	3	4	—†
Lower-middle	3	22	25	12
Working	7	13	20	35
Sex				
Male	7	25	32	22
Female	4	13	17	24
TOTAL	11	38	49	22

† Per cent of *sontaient* not calculated due to paucity of data.

(Source : Mougeon et Beniak 1991:114)

Le pourcentage de *sontaient* à Cornwall est de 22%. Comme Deshaies, Martin et Noël (1981) l'ont noté, *sontaient* figure principalement dans le parler des locuteurs provenant de la classe ouvrière (35%). Lorsqu'on y ajoute les données sur la restriction linguistique, on voit que la variante est distribuée entre les locuteurs restreints et semi-restreints. Elle est complètement absente du parler des locuteurs restreints. On suppose que l'absence est due au fait que les locuteurs restreints sont sous-exposés au français avant de commencer l'école. Ce contact tardif avec l'imparfait leur permet de sauter l'étape du *sontaient* (Chaudenson, Mougeon et Beniak 1993:65). Pour possiblement expliquer le fait que l'on ne retrouve pas cette variante du tout à Hawkesbury, Mougeon et Beniak (1991:115) nous rappellent que les locuteurs non-restreints ne font pas preuve

d'une forte préférence pour *sontaient* non plus. Les linguistes ne fournissent pas d'explication pour son absence dans le parler des locuteurs de Pembroke et North Bay et semblent surpris par son absence dans ces localités. Cette absence pourrait être expliquée par le fait qu'à Pembroke et à North Bay le contact avec le français est le plus réduit. Puisque l'anglais demeure la langue préférée pour la communication dans la majorité des cas, les jeunes n'arrivent pas à maîtriser les variantes fortement populaires comme *sontaient*. Pourtant Mougeon et Beniak (1991:119) attribuent le fait que *sontaient*, une construction enfantine, se trouve dans le parler des adultes à un manque de contact avec la forme standard *étaient*. Étant donné la relation entre les classes et l'importance accordée à « bien parler », il est facile de comprendre comment le contact avec le français standard est affecté. Dans le corpus de Mougeon et Beniak (1991), la plupart des locuteurs de la classe ouvrière démontrent un usage restreint du français (ibid 74). Or, il est plus probable que les enfants des autres classes poursuivent leurs études dans des écoles de langue française où le contact avec le français standard est très élevé.

4.1.4 Le subjonctif dans le français ontarien

Le rôle du subjonctif dans le français actuel n'est pas toujours compris. Pour commencer, regardons très brièvement comment on peut interpréter ce mode de verbe problématique. Afin de comprendre son rôle dans la communication voici une explication fonctionnelle du subjonctif en français :

Le subjonctif se tient entre l'impératif et les autres morphèmes de grammaire. Ses instructions font appel à l'intérêt et l'engagement de l'auditeur. Toutes les formes du subjonctif comportent donc dans leur signification le trait pertinent <ENGAGEMENT>. Nous définissons ici l'engagement comme l'attention portée à une situation susceptible d'être influencée par l'action. Si le locuteur veut attirer l'attention de l'auditeur sur le fait qu'une situation est, selon lui, modifiable par une action, il peut le faire à l'aide de morphèmes du subjonctif. Cela fait partie de sa stratégie communicative. L'auditeur sait alors qu'il est possible et peut-être indiqué d'agir sur ce qui est modifiable dans cette situation (Weinrich 1989:169).

En tant que marque syntaxique, le subjonctif s'adresse à l'intérêt de l'auditeur : par le subjonctif, le locuteur signifie à l'auditeur de porter son attention sur une situation modifiable par une action éventuelle (ibid 176).

À l'aide de cette explication et la suivante de Imbs on peut voir que le subjonctif reste un élément grammatical irrégulier et peu apprécié par les apprenants du français : « L'accord du participe n'est qu'un jeu d'enfants à côté du maniement autrement plus délicat du subjonctif, qu'il n'y a décidément pas moyen de faire entrer dans un réseau cohérent de règles » (Imbs 1953; tiré de Laurier 1989:106).

On peut faire l'argument que le subjonctif est un mode de verbe archaïque qui ne remplit pas un rôle absolument essentiel. À Paris, on a observé la disparition du subjonctif chez certains locuteurs (Laurier 1989:107). De plus, on questionne l'importance du subjonctif lorsqu'on considère ses limitations comme le fait qu'il ne contient pas de marque du futur. Que l'on développe un raisonnement logique derrière les déclencheurs du subjonctif ou non, la réalité reste que ce mode devient de moins en moins populaire car on commence à voir une augmentation dans la présence de l'indicatif ou un effort de la part des locuteurs pour éviter les structures qui exigent le subjonctif.

Laurier (1989) a examiné le cas du subjonctif chez les locuteurs des régions de Hawkesbury, Cornwall, North Bay et Pembroke. Une des questions dont il faut tenir compte lorsqu'il s'agit du subjonctif en situation minoritaire est la suivante : « il semblerait que moins les locuteurs utilisent la langue minoritaire, moins ils en maîtrisent les éléments les plus complexes » (ibid 110). Le corpus de Laurier contient la répartition linguistique suivante: 33 sujets anglo-dominants, 48 sujets bilingues et 36 sujets franco-dominants (ibid 112). Laurier (1989:112) a également considéré quatre possibilités au niveau du subjonctif : 1) le sujet fait recours à une autre structure pour représenter l'idée (ex. *si...*), 2) le « suremploi » du subjonctif (une structure qui ne permet pas le subjonctif comme *espérer que...*), 3) les cas où on a le choix d'employer le subjonctif ou pas (ex. le superlatif) et, 4) les cas où le subjonctif est obligatoire. Lorsqu'on analyse les résultats il faut évidemment considérer qu'il existe des formes marquées (ex. *aller*) et des formes non-marquées (ex. *monter*). Or, pour ce dernier groupe de verbes, il sera impossible de déterminer si le locuteur a reconnu la nature catégorique du déclencheur du subjonctif. En qui concerne les quatre catégories, Laurier a trouvé que les deux premiers cas sont quasiment inexistants. De plus, lorsque le sujet se trouvait devant une structure facultative, il évitait presque toujours le subjonctif au profit d'un autre temps de verbe (145 cas sur 179) (ibid 116).

TABLEAU 4.8 – Taux de réalisations des subjonctifs obligatoires et marqués

Taux de réalisation des subjonctifs obligatoires et marqués			
Groupes de facteurs	Réalisations	%	Probabilité
1. Modalité			
Fréquence 1	138/170	81	0,751
Fréquence 2	62/76	82	0,814
Fréquence 3	37/80	46	0,323
Fréquence 4	30/106	28	0,137
2. Dominance			
Franco-dominants	114/171	67	0,698
« Bilingues »	118/186	63	0,505
Anglo-dominants	35/75	47	0,298
3. Verbe de la subordonnée			
<i>Être</i>	74/102	73	0,689
<i>Avoir</i>	31/54	57	0,529
<i>Faire</i>	22/37	59	0,377
<i>Aller</i>	35/46	76	0,538
Autres verbes	105/193	54	0,363
4. Sexe			
Filles	142/224	63	0,568
Garçons	125/208	60	0,432
5. Localité			
Hawkesbury	53/81	65	] n.s.
Cornwall	87/143	61	
North Bay	69/105	66	
Pembroke	58/103	56	
6. Classe socio-économique			
Favorisée	44/68	65	] n.s.
Moyenne	134/216	62	
Ouvrière	89/148	60	

(Source : Laurier 1989:119)

Les résultats généraux indiquent que le taux d'emploi d'un subjonctif obligatoire et marqué est relativement bas à 61,81% (273 cas sur 432 possibilités). Lorsqu'on divise les résultats en catégories on voit que le facteur qui semble être le plus influent est la fréquence du déclencheur du subjonctif. Laurier avait regroupé les déclencheurs en quatre groupes selon leur fréquence. La fréquence 1 comprend la modalité *il faut que*,

que l'on a observé à plus de 300 occurrences, la fréquence 2 représente les formes *pour que* et *vouloir que* (plus de 60 occurrences), la fréquence 3 comprend les formes *aimer que*, *jusqu'à ce que*, *avant que*, *avoir peur que*, *ça se peut que* et *à moins que* (12 occurrences et plus) et finalement la fréquence 4 regroupe les modalités pour lesquelles on compte moins de 12 occurrences comme *il arrive que* et *avoir hâte que* (Laurier 1989:117). Le tableau de données indique que les fréquences 1 et 2 ont un effet très favorable sur l'emploi du subjonctif tandis que les deux autres fréquences préfèrent une forme autre que le subjonctif. Selon Laurier (1989:118) :

On peut donc penser que la fréquence d'occurrence d'une modalité agit comme un facteur de renforcement puissant dans la réalisation du subjonctif ; de ce fait, ce mode a peu de chances de se réaliser avec les modalités les plus rares, car l'absence de renforcement amène les sujets à choisir la forme plus neutre de l'indicatif.

En fait, la conclusion ci-dessus semble expliquer également les deux autres facteurs les plus importants. Les franco-dominants ont la plus grande probabilité d'employer le subjonctif (0,698) avec les bilingues en deuxième position, mais chez ces derniers le subjonctif n'est pas toujours très favorable. Ce sont ces deux groupes qui ont le plus de contact avec le français et sont donc plus exposés aux formes marquées ainsi qu'aux déclencheurs du subjonctif. Pour ce qui est des anglo-dominants, Laurier (1989:119) propose ceci : « il s'agit donc, dans ce cas, d'une accélération du processus de simplification sous l'effet de l'abandon du français comme langue d'usage ». Le niveau de contact semble bien expliquer le fait que c'est le verbe *être* qui a la plus grande probabilité de se retrouver comme forme marquée au subjonctif (0,689). Étant le verbe le plus fréquent en français, *être* est donc un verbe avec lequel les Franco-Ontariens

viennent en contact régulièrement. Il est assez étonnant que les deux facteurs qui se sont avérés assez importants jusqu'à présent, le lieu de résidence et la classe sociale, ne semblent pas avoir un très grand effet sur le taux d'emploi du subjonctif. On voit que les pourcentages de réalisation des subjonctifs marqués indiquent une faible relation entre la concentration de francophones et le taux d'emploi du subjonctif. Bref, la règle générale se formule ainsi : « plus une modalité exigeant le subjonctif est employée, peu importe que le nombre d'occurrences soit attribuable à des raisons sociologiques ou à des raisons linguistiques, plus le subjonctif se maintient » (ibid 124). Or, il paraît que la question de la simplification du subjonctif en français ontarien a un lien direct avec le contact linguistique. Les déclencheurs les plus fréquents présentent un cas où l'emploi du subjonctif est presque catégorique en français ontarien mais avec les déclencheurs moins fréquents on constate que le subjonctif est en train de subir une sorte d'évolution. Les facteurs sociolinguistiques comme la dominance linguistique signifient souvent une réduction du niveau de contact que les groupes moins favorables envers le maintien du français ont avec les déclencheurs moins fréquents. Puisque la proportion des bilingues et des anglo-dominants augmente en Ontario, la tendance à ne pas employer le subjonctif dans les cas plus rares supplantera la norme standard dont les franco-dominants font preuve.

4.1.5 Marques du *futur*

La question autour de la variation morphologique avec le verbe *aller* pour indiquer le futur proche en est une qui remonte très loin dans l'histoire. Le choix entre *vais* et *vas* a même été abordé par Vaugelas en 1647 lorsqu'il a tenté de rédiger un guide

destiné à présenter le langage de la Cour comme la forme correcte. À ce sujet il remarque ceci :

Tous ceux qui sçavent escrire, & qui ont estudié disent, *je vais*, & disent fort bien selon la Grammaire, qui conjugue ainsi ce verbe, *je vais, tu vas, il va*; car lors que chaque personne est différente de l'autre, en matiere de conjugaison, c'est la richesse & la beauté de la langue, parce qu'il y a moins d'équivoques, dont les langues pauvres abondent. Mais toute la Cour dit, *je vas*, & ne peut souffrir, *je vais*, qui passe pour vn mot Prouincal, ou du peuple de Paris (Vaugelas 1647/1970:27).

Peu après la parution de l'ouvrage de Vaugelas, Ménage nous fait part de son opinion sur ce sujet en affirmant ceci :

M. de Vaugelas veut qu'on dise *je va* et soutient qu'on parle ainsi la Cour. *Je vais, tu vas...* c'est ainsi que ce verbe doit se conjuguer. Et non pas *je va, tu vas, il vat* comme le conjuguent les Bourguignons selon le témoignage de Bèze... Messieurs de Port Royal qui disoient autrefois *je va* trompez par la remarque de M. de Vaugelas s'en depuis corrigez et disent aussi presentement *je vais*. M. de Vaugelas lui-même qui veut qu'on dise *va* a dit le plus souvent *vais*... (Ménage 1675-6/1972; tiré de Fouché 1967:426).

Comme pour la plupart des variantes, la débat centré autour du verbe *aller* est assez fortement influencé par la norme et les attitudes. Cependant, en français canadien ainsi qu'en français ontarien, on retrouve quatre formes pour marquer le futur proche à la 1^{ère} personne du singulier : *je vais* + infinitif, *je vas* + infinitif, *je m'en vais* + infinitif et *m'as* + infinitif.

Une première chose qui nous frappe lorsqu'on voit les quatre variantes possibles c'est que la forme *m'as* paraît assez unique. Les origines de la particule *m'as* ne sont pas connues mais Mougeon et Beniak (1991) ont traité certaines hypothèses. Une première

hypothèse c'est que *m'as* est un produit du créole. On l'observe dans la plupart des créoles à base lexicale française. Cependant, on note son absence dans le français cajun, qui est assez influencé par les créoles louisianais, et son absence dans le français acadien qui est à l'origine du français cajun. Il y a aussi des indices qui indiquent que *m'as* est une forme archaïque qui date de la période pré-coloniale en France. Il est difficile de croire que cette forme soit une innovation canadienne. Pourtant, le fait que les grammairiens de la France pré-coloniale n'en ont pas fait mention dans leurs ouvrages nous force à avouer que *m'as* a dû être une forme uniquement employée par la couche populaire (Mougeon et Beniak 1991:146). L'explication la plus plausible semble être qu'il s'agit d'une variation morpho-phonologique de *m'en vas*. En français populaire, les verbes *aller* et *s'en aller* sont synonymes, ce qui explique pourquoi on pourrait retrouver la forme du futur proche *s'en aller* + infinitif. Ce sont probablement des raisons phonétiques qui sont à l'origine du fait que *m'as* est une forme uniquement employée à la 1^{ère} personne du singulier. On ne voit jamais *t'as* ou *s'a* puisque l'assimilation qui s'est produite avec *m'as* n'affecte pas les consonnes /t/ et /s/. On suppose que le /m/, qui est une consonne nasale, a affecté les deux voyelles /a/ représentées par le *en* et le *as*. L'influence des deux éléments nasaux a poussé le /a/ à s'assimiler à la voyelle nasale qui le précède. On a même noté en français québécois la variante *j'm'a va* qui est un cas où la voyelle s'est dénasalisée (dissimilation) (ibid 147). Finalement, le fait que le *m'as* est presque toujours employé sans le pronom sujet *je* s'explique par le fait que les pronoms sujets ont souvent tendance à tomber dans le parler populaire. Il y a de nombreux cas dans le français populaire où l'on observe une fusion du pronom sujet avec le verbe : *chus* (je suis) et *est* (elle est), par exemple. Selon Juneau, on compte de nombreuses

variantes du *m'as* dans le parler populaire du Québec telles que *j'm'en vas*, *m'en vas* et *j'm'as*, ce qui témoigne du caractère irrégulier de cette particule (Juneau 1976; tiré de Deshaies, Martin et Noël 1981:416).

Les études effectuées au Québec sur le rôle sociolinguistique des variantes du futur proche montrent que l'élément standard, *je vais*, est quasiment inexistant. Dans leur étude du français parlé dans deux quartiers de la ville de Québec, Deshaies, Martin et Noël (1981) ont constaté que *je vas* représentait environ 75% des cas alors que *m'as* se trouvait en deuxième place avec à peu près 20% des occurrences. Cependant, ces linguistes ont constaté que le seul groupe qui employait *m'as* plus souvent que *je vas* était les garçons de 15-16 ans provenant de Saint-Sauveur, quartier plutôt défavorisée. Pour expliquer la présence de la forme standard, *je vais*, on dit qu'elle est probablement réservée aux situations plus formelles (Deshaies, Martin et Noël 1981:416).

Il sera intéressant de voir si les habitudes québécoises ont réussi à pénétrer dans le système linguistique des Franco-Ontariens. Mougéon et Beniak (1991) ont recueilli les données suivantes sur le parler des sujets à Welland : en tant qu'auxiliaire, on observe le même ordre de préférence. Les probabilités d'emploi montrent que c'est seulement le *vas* qui est favorable (.690) et les deux autres variantes sont assez défavorables. Une tendance assez surprenante c'est qu'il y a au moins une localité où chaque variante est favorisée. À Hawkesbury, les probabilités sont réparties presque également entre les formes non-standard; *vas* (.504) et *m'as* (.438). À Cornwall, c'est le *m'as* qui est la variante préférée à 56% et son taux de probabilité est .659. À North Bay, on observe une

forte tendance envers la variante standard *vas*. À Pembroke, les résultats sont divisés entre *vas* (.334) et la probabilité dominante *vais* (.418) (Mougeon et Beniak 1991:152). Encore une fois, il paraît que Cornwall a le rôle de nous donner une indication des tendances simplificatrices. À North Bay et à Pembroke, les francophones constituent une faible minorité, ce qui veut dire qu'ils sont probablement les plus exposés à la forme standard. À Cornwall on retrouve une assez grande population ouvrière, ce qui pourrait expliquer la dominance du *m'as*. À Hawkesbury la population est moins ouvrière. Ce qui n'est pas étonnant c'est que *vais* est pratiquement absent du parler à Hawkesbury (3%). Cela s'explique par le fait que tous les locuteurs, sauf un, à Hawkesbury sont non-restreints. Ils sont donc très familiers avec des variantes qui ne sont pas enseignées dans les écoles.

TABLEAU 4.9 – Distribution de *vais*, *vas* et *m'as* comme auxiliaire

Factor groups	<i>vas</i>		<i>vais</i>		<i>m'as</i>		Total	Factor effects		
	N	%	N	%	N	%		<i>vas</i>	<i>vais</i>	<i>m'as</i>
Social class										
Middle	53	59	11	12	26	29	90	.287	.406	.307
Lower-middle	106	61	19	11	30	29	175	.359	.269	.372
Working	107	60	22	12	50	28	179	.351	.332	.317
Locality of residence										
Hawkesbury	84	78	3	3	21	19	108	.504	.057	.438
Cornwall	49	37	9	7	75	56	133	.143	.198	.659
North Bay	43	57	27	36	5	7	75	.156	.792	.053
Pembroke	90	70	13	10	25	20	128	.334	.418	.247
Sex										
Male	131	56	18	8	85	36	234	.344	.213	.433
Female	135	64	34	16	41	20	210	.295	.476	.229
French-language use										
Unrestricted	119	64	11	6	56	30	186	.278	.405	.317
Semi-restricted	98	56	30	17	48	27	176	.335	.229	.436
Restricted	49	60	11	13	22	27	82	.374	.375	.251
TOTAL	266	60	52	12	126	28	444	.690	.105	.204

(Source : Mougeon et Beniak 1991:152)

Un autre élément important à noter c'est que la classe sociale ne semble pas entrer en jeu lorsqu'on considère la préférence envers *vas*. Il paraît qu'en Ontario, cette variante n'est pas perçue comme appartenant à la classe ouvrière. C'est la même chose avec le facteur *sexe*. D'habitude les femmes sont plus conservatrices et attachent une plus grande importance aux formes non-marquées. En ce qui concerne l'effet de la dominance linguistique, on voit que *vas* domine assez également les trois groupes. Or, le seul effet semble être l'intensité de contact que les locuteurs ont avec le français en milieu scolaire où la variante *vais* serait renforcée. Cependant, les trois groupes semblent être susceptibles des variantes informelles qui commencent à occuper de plus en plus de place dans le parler franco-ontarien courant.

4.1.6 Pronoms démonstratifs

Les pronoms démonstratifs représentent un autre cas où la variation à l'intérieur du système linguistique a rendu toute référence au français standard inutile. En français canadien il existe toute une série de variantes. Mougeon, Beniak et Bélanger (1982) regroupent le système déterminatif selon les cinq catégories suivantes :

- 1) Les formes démonstratives – *celui-cillà, celle-là, ceux-là et celles-là*.
- 2) Les formes nominalisées – *le celui, la celle, les ceux et les celles*.
- 3) La forme féminisée – *celle* pour représenter *celui*
- 4) Les formes à la fois nominalisées et féminisées *le celle (celui) et les celles (ceux)*.

5) La forme *ceusses* (variante phonétique de *ceux*)

(Mougeon, Beniak et Bélanger 1982:3)

Cette liste s'ajoute bien sûr aux quatre formes standard – *celui*, *celle*, *ceux* et *celles*. Il existe également des formes qui ne figurent pas dans l'étude de Mougeon, Beniak et Bélanger (1982) mais qui font partie du système canadien. La première étant une variante phonétique de la variante *ceusses*. Il existe également la forme *ceuses*. Les deux sont attestés dans *Le Glossaire du parler français au Canada*. Également dans ce glossaire (1930/1968:185) on observe les formes suivantes : *cetelle* (celle), *cetelle-ci* (celle-ci), *ceti* (celui), *ceti-là* (celui-là), *cetui* (celui), *cetui-ci* (celui-ci) et *ceule* (celle). Le français cajun, dont les racines remontent au vieux français acadien, fait preuve également d'un système déterminatif assez irrégulier. Parmi les formes on note les formes nominalisées *les ceux* et *les celles* mais aussi les formes suivantes pour marquer l'opposition sémantique *les ceux-icite* et *les ceux-là*. Il y aussi une forme neutre *ceutes* (Ditchy 1932/1997:71). L'opposition entre *-ci* et *-là* pour marquer l'opposition de distance est plutôt rare maintenant car la forme *-là* a supplanté la forme en *-ci*. Fournier (1981:46) note qu'en français québécois on a rétabli cette opposition grâce au suffixe *-ici* ou *-icit*. Voilà le système déterminatif du français canadien. On fera maintenant l'analyse sociolinguistique du système franco-ontarien selon le corpus que Mougeon, Beniak et Bélanger (1982) ont recueilli à Welland.

.

Comme il a déjà été mentionné, le système dont les chercheurs ont traité est moins complexe que celui dont on vient de parler. Contrairement à l'alternance que l'on connaît avec les marques du futur, les sujets à Welland préfèrent de loin les éléments standard.

TABLEAU 4.10 – Pronoms déterminatifs employés par les francophones de Welland

VARIABLES	VARIANTES	N	%
MASC. SING.	celui	34	57%
	le celui	1	2%
	le celle	13	21%
	celui-là	6	10%
	celui-ci	3	5%
	celle	3	5%
FEM. SING.	celle	20	59%
	la celle	10	29%
	celle-là	4	12%
MASC. PLUR.	ceux	123	74%
	les ceux	14	8%
	les celles	13	8%
	ceux-là	11	7%
	ceusses	5	3%
FEM. PLUR.	celles	8	62%
	les celles	4	31%
	celles-là	1	7%

(Source : Mougeon, Beniak et Bélanger 1982:3)

On compte six formes différentes pour représenter le masculin singulier. Pourtant c'est de loin *celui* qui domine avec la forme *le celle* en deuxième place avec 21%. Dans tous les autres cas c'est la forme standard qui est retrouvée dans plus de 50% des cas et elle est toujours suivie d'une forme nominalisée (Mougeon, Beniak et Bélanger 1982:3).

La variante sans classification, *ceusses*, est, selon les chercheurs, une forme archaïque en voie de disparition : « la présence de la forme *ceusses* dans le français parlé de Welland est un archaïsme puisqu'il y a bien longtemps que les *s* finals ne se prononcent plus » (ibid 6). Cela s'explique par le fait que ce sont seulement les groupes d'âge 35-54 et 55+ qui l'emploient.

TABLEAU 4.11 – Fréquence d'occurrence des différentes variantes déterminatives en fonction de l'âge et de l'appartenance socio-professionnelle des locuteurs

VARIABLES	VARIANTES	6-19 ans			20-34 ans			35-54 ans			55 ans et plus		
		MS	PS	CO	MS	PS	CO	MS	PS	CO	MS	PS	CO
MASC. SING.	celui	—	1	3 (19%)	3	2	1	2	7 (100%)	2	7 (100%)	—	6 (75%)
	le celui	—	—	— (0%)	—	—	—	—	— (0%)	1	— (0%)	—	— (0%)
	le celle	2	—	11 (69%)	—	—	—	—	— (0%)	—	— (0%)	—	— (0%)
	celui-ci/là	2	1	1 (6%)	1	—	—	1	— (0%)	—	— (0%)	2	1 (12%)
FEM. SING.	celle	—	—	1 (6%)	—	—	—	1	— (0%)	—	— (0%)	—	1 (13%)
	celle	2 (40%)	—	3 (20%)	4	2	3	1	2	—	—	1	3
	celle-là	2 (40%)	—	7 (70%)	—	—	—	—	—	—	—	—	1
MASC. PLUR.	ceux	1 (20%)	—	1 (10%)	—	1	—	—	1	—	—	—	—
	ceux	10 (83%)	1	21 (55%)	19 (100%)	12 (100%)	8 (100%)	12 (100%)	12 (71%)	6 (75%)	14 (100%)	1 (8%)	7 (58%)
	ceux-là	— (0%)	—	— (0%)	— (0%)	— (0%)	— (0%)	— (0%)	3 (18%)	— (0%)	— (0%)	— (0%)	2 (17%)
	les ceux	— (0%)	—	9 (24%)	— (0%)	— (0%)	— (0%)	— (0%)	2 (11%)	— (0%)	— (0%)	2 (17%)	1 (8%)
FEM. PLUR.	les celles	2 (17%)	—	7 (18%)	— (0%)	— (0%)	— (0%)	— (0%)	— (0%)	2 (25%)	— (0%)	— (0%)	2 (17%)
	ceux-là	— (0%)	1	1 (3%)	— (0%)	— (0%)	— (0%)	— (0%)	— (0%)	— (0%)	— (0%)	9 (75%)	— (0%)
	celles	2	—	—	1	—	—	3	—	—	1	—	1
FEM. PLUR.	les celles	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	celles-là	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Nous n'avons calculé des pourcentages que lorsqu'une variable a été utilisée au moins à cinq reprises par les locuteurs d'un groupe d'âge et d'une catégorie socio-professionnelle donnée.

(Source : Mougeon, Beniak et Bélanger 1982:14)

Pour expliquer l'existence des formes nominalisées, on pense que c'est probablement un cas de simplification puisque le français contient plusieurs formes de pronoms personnels qui comprennent un article (les pronoms possessifs, certains pronoms relatifs et certains pronoms indéfinis) (Mougeon et Beniak 1989:301). Il y en a d'autres qui croient que l'influence de l'anglais joue un rôle aussi car les pronoms déterminatifs en anglais sont des formes nominalisées qui se construisent avec un article. Par exemple, *celui* se traduit par *the one* (Mougeon, Beniak et Bélanger 1982:7).

La répartition des formes standard se fait à travers tous les groupes d'âge et toutes les classes sociales (cf. Tableau 4.11). On observe que c'est surtout chez les jeunes que les formes moins standard se manifestent. Par exemple, c'est chez ce groupe-là que l'on retrouve la plus haute fréquence des formes nominalisées, cette forme étant absente du parler des locuteurs entre les âges de 20 et 34 ans (ibid 15). Les linguistes avouent pourtant que les formes nominalisées sont peut-être en train de disparaître elles aussi car il se peut que ces formes ne soient qu'une invention enfantine acquise lors de l'apprentissage de la langue. Mougeon dit que sa fille de deux ans et demie utilise les formes nominalisées malgré le fait que ses parents ne les emploient jamais (ibid 16). On voit également que c'est la moyenne bourgeoisie qui montre une préférence envers le standard. Cela est attribuable au fait que cette classe sociale est le plus souvent la plus scolarisée et aurait donc une plus grande reconnaissance des formes standard.

Bref, on voit la situation à Welland comme étant en train de connaître une évolution au niveau des pronoms déterminatifs. Les Québécois qui sont venus s'installer à Welland dans les années 1920 et au cours de la Deuxième Guerre mondiale ont apporté le système québécois avec eux. Cependant, la standardisation commence à jouer un rôle de plus en plus important à Welland, ce qui nous fait croire que le corpus étudié représente un système en voie de changement (ibid 19).

4.1.7 Prépositions

La question importante de l'interférence de l'anglais a été soulevée pour la première fois lors de notre analyse des pronoms déterminatifs. Un deuxième élément qui fait preuve d'une influence anglaise peut-être plus forte sont les prépositions. Le système prépositionnel est souvent une matière difficile à maîtriser, même pour ceux qui ont le français comme langue maternelle. Or, on va faire l'analyse d'une préposition en particulier qui pose un certain nombre de problèmes pour les Franco-Ontariens : *sur*.

En français, la préposition *sur* joue un rôle différent qu'en anglais. Lorsque la préposition *sur* est employée dans un sens concret, il doit s'agir d'une surface large et restreinte (Mougeon et al 1977:95). C'est la raison pour laquelle on peut dire une phrase comme *le livre est sur la télévision* mais pas *j'ai vu l'émission sur la télévision*. Cependant, en anglais, la préposition *on* peut s'employer dans un sens moins réel comme dans le cas de la deuxième phrase : *I saw the show on television*. Il n'est pas rare que les francophones fassent l'erreur d'employer la préposition *sur* dans un contexte moins restreint. Dans cette partie on verra comment l'usage de la préposition *sur* se manifeste

dans le français ontarien. On tentera également de voir ce qui influence cette régularisation au niveau des prépositions.

Il semble, selon plusieurs qui étudient la question, que les problèmes de maîtrise des prépositions en français relèvent du fait que le contact avec l'anglais a fait en sorte que les francophones ont cherché à réduire l'écart entre les systèmes prépositionnels des deux langues. Mougeon et Beniak (1991) et Mougeon et al (1977) semblent accorder une grande importance à l'influence anglaise. Ce qui suit est une explication possible du processus de simplification qui a eu lieu en franco-ontarien :

The extension of *sur* in Ontarian French to express location on the broadcasting media certainly gives the appearance of being modelled on the distribution of 'on' in English. This would make it a case of overt interference considering that there has been a qualitative change in the distribution of the preposition *sur*. The impression that *sur* might be modelled on English 'on' is reinforced by the finding that the determiner, which is obligatory in French, was dropped on several occasions, as in [the following] example :

Les choses qu'ils met sur (la) télévision.

(Mougeon et Beniak 1991:186)

Il est assez facile, lorsqu'on traite d'une langue minoritaire, de simplement dire que ce sont les facteurs externes qui causent un tel changement linguistique. La règle générale est la suivante : « Insufficient exposure to and use of a minority language brings about an increase in regularity in that language » (Mougeon et Beniak 1989:298).

Pourtant, la citation implique que plus le contact avec la langue minoritaire est réduit, plus on a tendance à voir des variations au sein de cette langue. Cela n'implique pas

nécessairement que le contact réduit signifie une hausse dans l'adoption des structures anglaises. On peut également faire l'argument que les changements au niveau des prépositions sont causés par analogie avec des phrases semblables acceptables. Par exemple, on peut très bien dire *ce programme va passer sur les ondes de CFBC* ou *diffusé sur le réseau CTV* (Mougeon et Beniak 1991:187). Une explication moins probable provient de formes entendues en France. En français européen, on connaît une tendance semblable quand on utilise la préposition *sur* devant les chaînes de télévision et de radio, *sur Antenne 2*. Cependant, le contact avec ce genre d'information est sans doute assez limité car les Franco-Ontariens ignorent la plupart de ces éléments culturels. Le principal moyen d'avoir ce contact linguistique serait par la voie de la chaîne TV5. Or, les données présentées dans le troisième chapitre disent que les Franco-Ontariens préfèrent la télévision anglaise.

On peut résumer le changement de façon simpliste comme ceci : les Franco-Ontariens ont choisi une préposition réservée à des cas plus spécifiques en lui donnant une fonction plus générale (ibid 187). D'habitude on aurait tendance à voir le contraire. Vu que la préposition *à* a un usage plus répandu en français, on s'attendrait à ce que ce soit celle-là qui subirait une extension sémantique. Cela a été le cas lorsqu'on a étudié la variation des auxiliaires. Pour simplifier le problème des auxiliaires, les Franco-Ontariens ont fini par prendre l'auxiliaire qui est le plus commun pour en faire l'auxiliaire « universel ». Il n'est pas évident que la préposition *sur* remplace la préposition *à* dans le français ontarien. On pourrait donc dire que contrairement à ce que l'on a observé avec les auxiliaires, la question des prépositions *sur* et *à* en français

ontarien représente un exemple de *complexification* du système plutôt qu'une *simplification*. Pourtant il faut se demander pourquoi des locuteurs choisiraient de compliquer le système au lieu de le simplifier ? La réponse s'explique grâce à deux facteurs : l'interférence de l'anglais et l'analogie avec des structures semblables.

On ne peut pas dire avec certitude qu'un facteur est plus dominant que l'autre mais il semble que la situation linguistique minoritaire joue certainement un rôle crucial. La réalité est simple : plus les locuteurs d'une langue minoritaire sont en contact avec une langue majoritaire, peu importe le genre de contact (travail, culture, etc.), plus ils sont influencés par les structures et les tendances linguistiques de la langue majoritaire. L'alternance entre deux systèmes est souvent une chose très compliquée et on cherche donc à régulariser la langue minoritaire soit en transférant des éléments de la langue majoritaire à la langue minoritaire, soit en effectuant des changements à l'intérieur du système de la langue minoritaire. Le cas de *sur* se présente comme une conséquence du fait que la langue française en Ontario se retrouve en situation minoritaire car les études sur la variation au niveau de la préposition *sur* au Québec indiquent que les Québécois ont maîtrisé parfaitement cet élément linguistique. Aucun cas de *sur* dans les situations portant sur la radio et la télévision n'a été observé dans le parler des jeunes à Québec. À Montréal, on a compté 157 occurrences possibles de la variation et la préposition *à* a seulement été relevée 3 fois. De plus, deux des trois *à* venaient d'un locuteur dont le père était Franco-Ontarien (ibid 189). Les Québécois sont sans doute susceptibles des situations qui peuvent causer une généralisation par relation analogique mais cela n'est pas entré dans leur système. Bref, le suremploi de la préposition *sur* semble être une

variante non-standard particulière aux Franco-Ontariens. Il faudra toujours examiner jusqu'à quel point ce phénomène a réussi à pénétrer dans leur système. Il faut avertir les lecteurs que bien que la présence de la préposition *sur* devant les mots *télévision* et *radio* soit mentionnée à maintes reprises au cours de cette étude, ce n'est qu'un exemple « classique » pour illustrer ce concept. La suremplei de la préposition *sur* a lieu dans beaucoup d'autres situations. Les recherches linguistiques abordées ci-dessous tiennent compte de tous les cas possibles d'alternance prépositionnelle comme *Il écrit sur le tableau, Y'avait du monde sur le deuxième étage, Je vas faire ça sur mon temps libre, etc.* (Mougeon et al 1977:122).

Il semble que les changements que l'on est en train de connaître au niveau de certaines prépositions en français ontarien sont peut-être dus à l'influence de l'anglais mais aussi à l'influence des facteurs analogiques dont on vient de parler. Il est donc trop simpliste de dire que la variation au niveau des prépositions est un exemple parfait de l'interférence. Le concept de la *convergence* semble mieux expliquer ce phénomène car elle tient compte non seulement des conséquences de la cohabitation linguistique mais aussi de l'évolution qui se produit à l'intérieur de toutes les langues peu importe leur dominance. Voici une définition de la *convergence* :

Transfer leads to, but is not the single cause of, *convergence*, defined as the achievement of greater structural similarity in a given aspect of the grammar of two or more languages, assumed to be different at the onset of contact. Indeed, convergence may result as well from pre-existing internally motivated changes in one of the languages, most likely *accelerated* by contact, rather than as a consequence of direct interlingual influence (Silva-Corvalán 1994:4).

Les études sur le parler des Franco-Ontariens appuient assez bien l'idée que ce suremploi est un trait réservé à des situations linguistiques minoritaires. Le corpus sur les communautés de Hawkesbury, Cornwall, North Bay et Pembroke (Mougeon et Beniak 1991) est un bon exemple de la relation entre langue minoritaire et langue majoritaire. Parmi ces quatre villes, la seule qui demeure une communauté majoritairement francophone est Hawkesbury. Les résultats des recherches effectuées sur Montréal et Québec nous ont permis de conclure que l'alternance entre *sur* et *à* demeure un trait linguistique réservé presque uniquement aux locuteurs en situation minoritaire. L'étude ontarienne semble valider cette hypothèse car cette alternance n'a pas été notée à Hawkesbury tandis que les trois autres communautés préfèrent substituer la préposition *sur* à *à*.

TABLEAU 4.12 – Distribution des prépositions *sur* et *à*

Factor groups	<i>sur</i> (N)	<i>à</i> (N)	Total	<i>sur</i> (%)	Factor effects
French-language use					
Unrestricted	5	14	19	26	.135
Semi-restricted	41	9	50	82	.665
Restricted	37	5	42	88	.763
Locality of residence†					
Cornwall	23	5	32	72	not sig.
North Bay	22	8	30	73	
Pembroke	38	11	49	78	
Complement noun					
<i>Télévision</i>	41	18	59	69	not
Other	42	10	52	81	sig.
Social class					
Middle	11	10	21	52	not sig.
Lower-middle	50	11	61	82	
Working	22	7	29	76	
Sex					
Male	52	21	73	71	not
Female	31	7	38	82	sig.
TOTAL	83	28	111	75	.696

† Hawkesbury was a knockout factor (zero *sur* out of sixteen) and so had to be excluded from the variable-rule analysis (see Rousseau and Sankoff 1978: 66 for more information on the problem of knockout factors).

(Source : Mougeon et Beniak 1991:192)

Le facteur le plus important semble être celui de la domination linguistique. Ce sont seulement les locuteurs non-restreints qui ont tendance à employer la bonne préposition. Mougeon et Beniak (1991) utilisent ce résultat pour renforcer leur explication de l'importance de l'interférence dans cette question. Selon les linguistes :

This is precisely the relationship one would *not* expect to hold between the frequency of an innovation which complicates the grammar, and the level of French-language-use restriction. [...] in order for the examination of *sur*'s distribution according to language-use restriction to substantiate the internal

complication scenario, use of *sur* would have had to be primarily concentrated in the spoken French of the unrestricted users of the minority language. That it is not constitutes further confirmatory evidence of the intersystemic origin of *sur* (Mougeon et Beniak 1991:193).

Dans une étude portant sur la variation de *sur* dans les communautés de Welland, Sudbury et Rayside/Azilda, Mougeon et al (1977) ont fourni un portrait intéressant.

TABLEAU 4.13 – Fréquences des variantes standard/non standard pour neuf types de structures (Les résultats des trois localités ontariennes combinés)

Type d'alternance standard/non standard	N	Standard	Non-standard
dans/sur + la rue	75	16 21%	59 79%
sauter par-dessus/sauter Ø	10	3 30%	7 70%
grimper sur, escalader/grimper Ø	39	14 36%	25 64%
dans/sur + train, autobus, avion, etc.	45	27 60%	18 40%
à/sur + télévision, radio, poste, etc.	37	22 60%	15 40%
en/sur + voyage, excursion, etc.	26	17 65%	9 35%
en/sur + chemin, route	7	5 71%	2 29%
pendant, Ø/sur + la fin de semaine	13	10 77%	3 23%
sur/dessus	246	235 96%	11 4%

(Source : Mougeon et al 1977:120)

Les résultats semblent contredire en partie cette vue un peu simpliste de Mougeon et Beniak (1991) car le tableau montre assez clairement que les élèves ont maîtrisé certains emplois de *sur* mieux que d'autres. Par exemple, le cas où l'on retrouve la plus grande concentration de *sur* est la forme *sur la rue* au lieu de *dans la rue* (79% non-standard). Une autre erreur attribuable à l'anglais *sur la fin de semaine*, a une forte tendance à être dominée par la variante standard (23% non-standard). Même l'exemple « classique » *sur la télévision* préfère la préposition *à* (40% non-standard) (Mougeon et al 1977:120). Malheureusement il est impossible d'essayer d'expliquer cette variation avec une assez grande certitude puisque les données de Mougeon et Beniak (1991) ont regroupé les résultats des quatre communautés ensemble. Si le contact avec l'anglais joue un rôle crucial, comme le prétendent Mougeon et Beniak (1991), il faut se demander comment les données qui mettent Hawkesbury (85% francophone) et Pembroke (8% francophone) dans un seul groupe peuvent entraîner des conclusions fiables. À l'époque de l'étude de Mougeon et al (1977), la ville de Sudbury comptait une concentration francophone de 27% alors que les francophones représentaient 17% de la population à Welland (ibid 99). Ce dernier corpus représente une étude plus équilibrée mais on a préféré utiliser celle de Mougeon et Beniak (1991) car elle fournit des informations telles que la domination linguistique et la classe sociale, qui ne sont pas abordées dans Mougeon et al (1977).

Il est intéressant de noter que Mougeon et al (1977:104) ont conclu que c'étaient les jeunes de Rayside (communauté cantonale juste à l'extérieur de Sudbury) et de Sudbury qui employaient la forme *sur la télévision* le plus souvent (57%). En contraste,

les jeunes de Welland ont seulement eu recours à cette forme dans 19% des cas. Cela est assez étonnant vu que Welland a une plus grande concentration anglophone. De plus, son caractère rural fait en sorte que les locuteurs de Rayside restent assez loin de la vie urbaine dominée par le bilinguisme imposé.

Un dernier argument qui nous amène à questionner la notion de l'interférence comme déclencheur des formes non-standard (qui ont l'air d'être à l'anglaise) vient du fait que certaines alternances prépositionnelles sont créées à partir de concepts non maîtrisés. Par exemple, dans le cas de la variation entre *dans la rue* et *sur la rue*, le locuteur ne se rend pas compte du fait que *la rue* est généralement perçue comme ayant trois dimensions (si l'on considère les bâtiments) (ibid 107). On croit donc que la rue est une sorte d'espace à deux dimensions qui pourrait prendre la préposition *sur*. De plus, le français standard permet des dérivations analogiques comme *sur l'autoroute* (ibid 107). C'est en effet la même chose qui explique pourquoi on ne retrouve pas tellement de formes comme *sur la fin de semaine*. Dans ce cas *sur* représente un élément temporel qui est rare en français standard et est uniquement réservé à des périodes courtes (ibid 108). Encore une fois on voit que l'équivalent anglais de cet exemple contient ce *on* qui est très général en anglais. Dans le parler des élèves de Welland la forme avec *sur* ne représente que 23% des occurrences. Étant la communauté la plus minoritaire, on devrait s'attendre à y trouver une fréquence plus élevée de l'interférence avec de tels exemples. Pourtant, l'exposition au français permet à l'élève de reconnaître les limitations de la préposition *sur* dans des contextes temporels.

En guise de conclusion, soulignons encore l'idée que les changements au niveau des prépositions s'avèrent une conséquence naturelle du bilinguisme. Les Franco-Ontariens font preuve d'une reconnaissance de la grammaire anglaise mais leur contact avec le français est tellement réduit qu'ils n'ont pas la chance de maîtriser complètement les règles du français. Mougeon et Carroll (1976b:93) ont conclu ceci lors d'une étude des problèmes avec la préposition *pour* (chercher pour..., etc.) : « On peut y voir une indication que ces structures ne sont pas toutes perçues par les élèves comme provenant de l'anglais. En effet si les élèves les percevaient comme des interférences de l'anglais, ils les auraient sans doute évitées dans le registre formel de la langue écrite ».

Un des principaux résultats qui ressort de l'étude de Mougeon et Carroll (1976b), c'est que dans leur échantillon on n'a pas pu relever un seul cas où la préposition *pour* a été employée de façon non-standard attribuable purement à l'interférence de l'anglais (ibid 91). Cela semble avancer l'argument que le problème passe plus ou moins inaperçu et pourrait être réglé avec une plus grande connaissance et exposition aux variétés de français formelles et informelles. Mougeon et Carroll (1976b:93) résument la question comme ceci :

Certaines des erreurs d'interférence relevées dans l'anglais parlé des mêmes élèves persistent jusqu'à la fin de leur scolarité. Ceci est peut être [sic] dû au fait que certaines des structures attribuables à l'interférence rentrent dans le langage des bilingues de façon assez subtile et tendent à y rester si les bilingues ne sont pas suffisamment exposés aux variétés formelles du français et de l'anglais. On peut tenir un raisonnement semblable en ce qui concerne les structures qui ne sont pas attribuables à l'anglais [...]. En effet leur présence dans l'écrit des élèves peut laisser supposer que ces derniers ne sont pas totalement conscients du caractère anormal (non conforme à la norme standard) de telles structures.

Enfin, on ne peut nier que l'interférence joue un rôle dans les emplois prépositionnels non-standard. Un des buts de cette dernière section était de simplement montrer que toutes les langues subissent une évolution causée en partie par la volonté de communiquer de façon très efficace et simple. En rédigeant ceci, un bon exemple a été entendu à la télévision québécoise. Il s'agit de l'expression *comment riches qu'y sont* (how rich they are). La traduction, en tenant compte de la norme française, serait *jusqu'à quel point ils sont riches*. On pourrait faire l'argument que la phrase originale a été construite en employant la conjonction populaire fautive (selon *Le Petit Robert* p.464) *comment que* avec laquelle on peut trouver un lien avec la forme exclamative anglaise *how*. Toutefois, la forme *jusqu'à quel point* est assez lourde et ne fonctionne pas bien à l'intérieur d'un dialogue informel. Or, le *comment que* est simplement une façon de simplifier ce problème. Bref, les Franco-Ontariens cherchent eux aussi à rendre la communication plus simple. Ils le font par le biais de créations analogiques et de régularisations.

4.2 Phonétique

La section 4.1 témoigne non seulement de la richesse de la langue franco-ontarienne mais aussi de l'intérêt énorme que les linguistes accordent à cette langue. Les recherches sur la variation grammaticale sont innombrables. Pourtant il existe également un côté phonétique qui mérite d'être examiné.

Une analyse grammaticale est assez simple, on peut chercher des explications intrasystémiques ou regarder les conditions sociales et géographiques pour expliquer la plupart des variations. Cependant, la tâche d'expliquer la variation phonétique n'est pas aussi simple car il faut non seulement tenir compte de ces mêmes facteurs mais aussi des attitudes et des stéréotypes. Toutefois, on peut se référer aux travaux du principal chercheur en phonétique franco-ontarien, Alain Thomas, pour voir quelles sont les questions phonétiques les plus intéressantes en Ontario français. Pour nous situer dans le contexte phonétique franco-ontarien voici une tentative de Thomas (1996:42) de résumer de façon générale les résultats de certaines recherches sur ce sujet :

Les travaux consacrés à l'aspect phonématique de la prononciation franco-ontarienne ne révèlent rien qui n'ait déjà été entendu en Acadie ou surtout au Québec. Mais il arrive que les traits phonétiques du français québécois soient combinés autrement ici ou qu'ils se présentent avec une fréquence différente. L'impression générale est qu'il n'y a pas véritablement d'anglicisation de la prononciation ou qu'elle n'est que très faible, contrairement à ce qu'on peut noter dans le domaine lexical.

La question de la de la phonétique franco-ontarienne demeure en grande partie une question d'attitudes et de stéréotypes. Se référant à des sondages cherchant à recueillir les attitudes linguistiques des élèves francophones de Toronto, Léon et Cichoki (1989:40) nous fournissent deux détails intéressants qui montrent le rôle de la variation phonétique. La première observation : « On constate [...] que le français de l'Ontario, qui occupait l'avant-dernière place de prestige en 1974, arrive en seconde place, immédiatement après le français de France et avant celui de Montréal et celui de Québec en 1980 ». On pourrait s'attendre à ce que les variétés québécoises soient perçues comme les meilleures car ce sont elles qui témoignent de la situation linguistique parfaite.

Puisque le français ontarien n'est qu'une langue minoritaire et a donc été influencée, jusqu'à un certain point, par la prédominance anglaise et le bilinguisme, même les locuteurs torontois ne peuvent pas considérer le français ontarien comme étant une variante aussi naturelle ou pure que son équivalent québécois. Pourtant, la deuxième observation concerne l'impression que ces mêmes élèves ont envers le français de France, qui selon certains, constitue le français idéal. Leur étude montre une évolution au niveau du prestige du français de France. La question qui leur a été posée était « Quand un Canadien parle avec l'accent de France, cela vous semble-t-il prétentieux ? » En 1974, 64% des répondants ont répondu par « oui » et ce chiffre baissera jusqu'à 44% en 1980 (ibid 40).

La section suivante sera consacrée à l'étude de trois éléments phonétiques présents dans le parler des élèves de Sudbury et du canton de Rayside-Balfour. Pour Thomas, cette situation linguistique était parfaite car la combinaison de Sudbury, avec environ un tiers de sa population francophone, et le canton de Rayside-Balfour, dont les deux tiers étaient francophones, lui permettait de contraster les tendances phonétiques dans un milieu urbain minoritaire (Sudbury) avec celles d'un milieu rural majoritaire (Rayside-Balfour). Ce sont deux milieux importants car ils constituent les deux environnements linguistiques principaux en Ontario français (Thomas 1989:54).

L'étude de Thomas (1986) consistait à analyser des entrevues déjà effectuées. Les entrevues comprenaient deux parties : la parole spontanée qui nous permettait de voir les traits phonétiques naturels dont les élèves faisaient preuve. La deuxième partie

consistait à lire un texte. Cela servait de moyen de voir jusqu'à quel point les élèves étaient conscients de la norme et faisaient preuve d'une sorte d'auto-correction.

4.2.1 Affrication

L'affrication est un trait articulatoire qu'on aime souvent classer comme une innovation canadienne-française. Elle n'est pas inconnue en France car l'on compte quelques régions de la France, ainsi qu'en Louisiane et aux Antilles, comme lieux où on peut observer ce phénomène (Thomas 1986:74). Ce qui ajoute à l'idée que l'affrication est particulière aux Canadiens-Français c'est qu'elle est quasiment catégorique dans leur langue.

L'affrication se fait pour les consonnes [t] et [d] devant les voyelles fermées [y] et [i] et aussi devant les semi-voyelles [ɥ] et [j]. L'affrication est un phénomène combinatoire par lequel « une consonne occlusive devient en même temps fricative » (Leclerc 1989:439).

Puisque l'affrication représente un des principaux marqueurs du français canadien, il est donc important de voir si elle est représentée dans le français ontarien. Puisque la plupart des Franco-Ontariens ont des origines québécoises, on pourrait supposer que l'affrication ait maintenu sa présence des décennies après leur immigration en Ontario. Deuxièmement, en ce qui concerne les Franco-Ontariens qui n'ont pas eu de contact direct avec le français québécois, on peut se demander s'ils ont pu reconnaître le trait de l'affrication et l'intégrer dans leur langue.

En français québécois, l'affrication est presque catégorique mais en français ontarien cela ne s'est pas exactement avéré le cas. En parole spontanée, on a trouvé 700 cas possibles mais seulement 450 cas d'affrication, ce qui donne un taux de 64,3% (Thomas 1986:75). À première vue, on dirait que les Franco-Ontariens sont en train de connaître un processus de standardisation. Cependant, il faut avouer que les chiffres ont peut-être été affectés par les occurrences car plusieurs fois les mots « dit » et « du » ne contenaient pas d'affrication à cause du fait qu'ils se trouvaient en position non-accentuée. De plus, le pronom « tu » était assez rare et celui-ci représente un des meilleurs exemples d'affrication (ibid 76). En ce qui concerne la lecture, on observe que l'affrication était beaucoup plus fréquente lorsque les élèves lisaient un texte. Sur 811 occurrences possibles, l'affrication a eu lieu dans 634 des cas, ce qui fait un taux d'affrication de 78,2% (ibid 78). L'analyse de la parole spontanée a révélé une certaine standardisation, mais la lecture nous permet de voir que ces locuteurs sont assez susceptibles de la norme canadienne-française. Par exemple, en position très accentuée (inversion du sujet), le pronom « tu » a connu un taux d'affrication de 100% (*Vois-tu la hache?*). On peut comparer cette phrase à une autre où le pronom est moins accentué, *Tu as acheté un char?*. Dans ce dernier cas, le pronom a seulement été affriqué 71% du temps. La position joue un rôle également dans le cas du mot « crédit ». Si on compare les phrases *Tu sais, le crédit, moi...* et *...acheter des affaires à crédit puis...* on voit que le mot « crédit » est plus accentué dans la première. Les résultats confirment cela puisque dans la première phrase on a connu un taux d'affrication de 94% mais seulement 70% dans la deuxième phrase (ibid 79). Bref, comme en français québécois, le français ontarien respecte les « règles » phonétiques du français québécois et ne fait pas preuve

d'un suremploi de l'affrication. La phrase *deux gros pneus d'hiver, Good Year...*, par exemple, n'a seulement contenu l'affrication [d^zi] dans 3% des cas (ibid 79). Cette dernière phrase contient une situation moins propice à l'affrication car le *d'hiver* se trouve en position non accentuée. De plus, vu qu'à l'écrit il y a une sorte de séparation entre le *d'* et le mot *hiver*, le locuteur n'a probablement pas perçu ces deux mots comme faisant partie d'une seule unité phonétique : [d^zivɛr].

FIGURE 4.1 – Répartition sociophonétique de l'affrication chez les élèves du secondaire en lecture et en parole spontanée

(Source : Thomas 1986:80)

Passons maintenant à une petite discussion des facteurs sociolinguistiques qui semblent avoir affecté l'affrication. La figure 4.1 nous permet de mieux visualiser certaines des données mentionnées ci-dessous. En ce qui concerne la hausse dans le taux d'affrication, Thomas soulève l'idée que l'affrication représente une certaine « valeur de prestige » (ibid 78). L'affrication semble symboliser une prise de distance par rapport au standard. On ne veut pas trop parler comme on parle à l'école mais de façon représentative de la communauté franco-canadienne. Les données sur la classe sociale indiquent cela par le fait que c'est encore les ouvriers (III) qui ont plus tendance à être le plus loin du standard. Toutefois, l'affrication ne paraît pas être un trait défavorisé qui est vu comme mal parler. La moyenne-bourgeoisie (I) fait preuve d'affrication assez souvent. Le fait que ces derniers ont un taux d'affrication plus élevé lorsqu'ils lisent un texte indique qu'ils n'y accordent pas une valeur négative. Le tableau nous montre que l'affrication demeure un trait plus commun en situation majoritaire (Rayside) et qui se manifeste le plus souvent chez les franco-dominants. La seule exception se présente en parole spontanée où les anglo-dominants montrent l'affrication autant que les franco-dominants. La meilleure explication pour cela c'est que le corpus spontané est assez limité en ce qui concerne la répartition égale des cas (cf. le paragraphe ci-dessus). Thomas attribue également les limitations du corpus spontané au fait que ce sont les élèves les plus âgés qui semblent préférer les prononciations standard. La standardisation est d'habitude réservée aux jeunes. Il faut également questionner la notion de la standardisation car si elle entre en jeu ici il s'agit d'un processus lent. L'affrication est moins présente lors de la parole spontanée, ce qui semble représenter une sorte de standardisation à première vue. Le fait que l'affrication est assez répandue

dans le corpus lu indique que les locuteurs acceptent le phonème comme faisant partie de leur système phonétique et n'accordent pas une très grande importance à la correction de cette variante.

4.2.2 Ouverture des voyelles fermées

Après l'affrication, le phénomène le plus marqué dans le français canadien est l'ouverture des voyelles fermées. Tout comme l'affrication, il ne s'agit pas d'une innovation canadienne-française mais simplement d'un trait phonétique quasiment catégorique. Lorsqu'on parle d'ouverture des voyelles fermées on parle du processus par lequel les voyelles [i], [u] et [y] s'ouvrent légèrement pour donner les variantes [I], [U] et [Y]. Cette ouverture a lieu en syllabe fermée sauf devant les consonnes allogeantes [z], [r], [v] et [ʒ]. Elle peut également se produire par harmonie vocalique en syllabe non fermée, non finale.

Il est intéressant de noter que malgré le fait que l'ouverture des voyelles fermées est plus ou moins catégorique en français québécois cela est loin d'être le cas dans les communautés de Sudbury et Rayside-Balfour. Sur 661 occurrences possibles en parole spontanée on n'a compté que 242 ouvertures, ce qui fait un taux de relâchement de seulement 36,6% (ibid 92). On prétend que cette hésitation quant à l'ouverture des voyelles fermées constitue une indication de la standardisation. Par exemple, le taux de relâchement varie selon la voyelle. Les taux se présentent comme ceci : /I/ = 37,6, /U/ = 43% et /Y/ = 19,5% (ibid 92). Thomas considère le faible taux de relâchement comme

une étape importante dans l'évolution linguistique franco-ontarienne : « Si cette différence n'est pas due au hasard, elle pourrait fort bien illustrer le principe général de linguistique évolutive selon lequel les formes non-standard les plus rarement employées sont celles qui se standardisent le plus vite et vice-versa » (ibid 92). En ce qui concerne les résultats de la partie lecture, le taux de relâchement est encore plus faible qu'en parole spontanée (27%) (ibid 96). Une autre indication que les Franco-Ontariens sont en train de connaître une certaine standardisation au niveau de l'ouverture des voyelles fermées provient du fait que la lecture mène à la standardisation. Lorsqu'on a regardé la question de l'affrication on a vu que la lecture donnait la chance aux locuteurs de s'éloigner à un certain degré du standard. Cependant, la lecture sert à standardiser les voyelles fermées.

FIGURE 4.2 – Distribution sociophonétique du relâchement des voyelles hautes chez les élèves du secondaire en lecture et en parole spontanée

(Source : Thomas 1986:97)

Lorsqu'on regarde la comparaison des résultats on constate que certaines catégories révèlent des choses auxquelles on s'attendait tandis que d'autres demeurent plus difficiles à expliquer. On trouve un écart important entre les sexes mais cela s'explique par la tendance que les garçons ont de préférer les variantes non-standard. De

plus, les classes sociales agissent plus ou moins comme elles devraient puisqu'en parole spontanée c'est la classe ouvrière qui fait recours le plus aux variantes non-standard. Cependant, en lecture, c'est le groupe II qui connaît le plus d'ouverture et la classe ouvrière se retrouve en troisième place. Les locuteurs perçoivent la lecture comme étant un environnement plus formel. C'est pour cette raison que l'on assiste à ce que Thomas considère une hypercorrection (ibid 96) par cette classe. Étant une variante qui est censée être en train de disparaître du parler de ces Franco-Ontariens, la variante sera donc limitée à des situations informelles. Thomas souligne que l'ouverture des voyelles fermées n'est pas toujours perçue comme « bien parler » mais que ce n'est pas encore rendu au point où elle est considérée comme un fort marqueur sociolinguistique (ibid 97). En ce qui concerne la variation au niveau de l'âge, on peut l'expliquer à l'aide de l'hypothèse que l'ouverture constitue un trait phonétique moins prestigieux. Les élèves plus âgés sont plus conscients de l'importance de « bien parler » pour obtenir un bon emploi, etc. Or, ces élèves auront plus tendance à tenir compte de leurs tendances langagières. Thomas mentionne aussi le fait que les jeunes élèves qui emploient des variantes non-standard quitteront l'école plus tôt (ibid 94) et appartiendront à la classe ouvrière. Finalement il y a deux explications possibles pour le fait que l'on retrouve la plus grande concentration des variantes non-standard chez les anglo-dominants ainsi que chez les locuteurs de Sudbury. Premièrement, puisque Sudbury constitue un milieu majoritairement anglophone on ne peut pas exclure l'influence de l'anglais. Les voyelles ouvertes font partie du système phonologique anglais. Il se peut que les anglo-dominants et les locuteurs de Sudbury soient plus sensibles à ces voyelles ouvertes à cause d'un niveau de contact élevé. Deuxièmement, puisque ces deux groupes sont moins en contact

avec le français de façon régulière, il se peut très bien qu'ils ne soient pas aussi conscients de l'existence des deux niveaux de langue.

4.2.3 Fermeture du /a/

Historiquement le système français faisait la distinction entre la voyelle antérieure /a/ et sa variante postérieure /ɑ/. Selon Dumas l'existence des deux voyelles représente un processus d'adaptation du latin en moyen français (entre 1300 et 1600). La simplification du double *ss* latin en un simple *s* en français a entraîné l'allongement de la voyelle qui le précédait (Dumas 1987/1994:143). De plus, dans l'évolution du français, les mots en *as* sont devenus simplement *a*. Par exemple, le mot *pâte* s'écrivait *paste* en moyen français. Les dictionnaires, comme *Le Petit Robert*, font toujours la distinction entre les mots *pâte* [pat] et *patte* [pat]. Cependant, en français européen, on ne fait presque plus la distinction entre les deux voyelles ouvertes. Le français canadien, par contre, fait toujours la distinction entre les deux voyelles. On aime aussi prononcer un /ɑ/ dans des situations où le français standard demande un /a/. Selon Santerre, « on peut trouver /ɑ/ dans des syllabes fermées par n'importe quelle consonne sauf /d/, /g/ et /f/ » (Santerre 1976; tiré de Thomas 1986:107). En syllabe ouverte, on connaît une grande variation dans la réalisation de la voyelle /a/. Elle varie le plus souvent entre /a/ et /ɑ/ mais elle peut même être prononcée /ɔ/ ou /o/. Il reste à voir jusqu'à quel point cette variation s'est transmise en français ontarien.

Thomas (1986) a tenté de répondre à cette question. Il a tenu compte de cette variation dans les syllabes ouvertes dans le parler des locuteurs de Sudbury et Rayside-Balfour. Il a regroupé les variantes sous deux catégories : la désignation (a-0) représente la variation moins forte (les voyelles /a/ et /ɑ/) et (a-1) comprend la variation plus marquée (les voyelles /ɔ/ et /o/).

En parole spontanée, Thomas a observé une très forte préférence pour la catégorie (a-1). Sur 808 occurrences, on compte 231 cas du (a-0) (28,5%) et 577 cas du (a-1) (71,4%). Le regroupement de deux voyelles dans une seule catégorie sert peut-être à masquer la réalité car les cas extrêmes du /a/ et /o/ sont plutôt rares (30 et 44 occurrences respectivement) (Thomas 1986:109). On voit donc que la question est centrée autour du degré de l'ouverture du /ɑ/, qui se réalise parfois comme la voyelle mi-ouverte /ɔ/. La liste de mots réalisés en /a/ et /o/ demeure assez courte. On compte cinq mots en /a/ et onze mots en /o/. Thomas fournit une explication qui renvoie en partie à l'effet de l'idée de la simplification que l'on a déjà rencontrée plusieurs fois. Les deux mots prononcés en /a/ les plus fréquents sont *ça* et *là* (17 cas et 10 cas respectivement). La simplification entre en jeu avec le mot *là* car on pourrait dire que ceux qui prononcent ce mot /la/ l'ont rapproché du pronom ou de l'article *la*. En français canadien on fait la distinction entre *ça* (objet) et *ça* (sujet). Lorsque les *ça* sont prononcés /sa/ on dit qu'il s'agit d'une généralisation où la distinction entre objet et sujet ne se fait plus (ibid 110). Les trois derniers mots en /a/ (*déjà*, *Canada*, *maffia*) ne figurent qu'une fois chacun et sont

probablement des cas isolés. Les onze mots en /o/¹ sont tous des cas où on devrait trouver un /a/ ou possiblement un /ɔ/. Il semble que cette liste représente des cas où l'accentuation force le locuteur à fermer la voyelle davantage. Il faut noter aussi que la plupart des mots n'apparaissent qu'une fois et sont peut-être simplement de mauvaises prononciations isolées.

Ce qui est très frappant c'est que lorsque les locuteurs lisaient un texte ils évitaient fortement les variantes (a-1). Ces dernières ne représentent que 17,8% des occurrences totales. De plus, vu qu'il s'agit d'une préférence envers les prononciations standard la présence de la variante extrême /o/ est douteuse. En fait, on ne l'a retrouvée que deux fois à Rayside. (*Comment ça va?* et *...pour Ottawa*) (ibid 113).

Malheureusement Thomas ne nous donne pas les chiffres exacts mais il prétend que le /a/ représente une proportion plus importante des cas en (a-0). En se référant à notre étude de l'ouverture des voyelles fermées, il faut se demander si la forte présence des /a/ dans le corpus lu représente une tentative de « bien parler ». Les observations semblent indiquer que les locuteurs respectent les « règles » phonétiques en lisant les textes. On sait très bien que le français fait recours assez souvent à une différenciation au niveau des phonèmes pour distinguer entre deux éléments semblables (ex. la distinction au niveau de la fonction du *ça*). Ces différences relèvent de la position de l'élément dans une phrase.

¹ Les mots en /o/ sont : *pas* (11 cas), *là* (11 cas), *bas* (6 cas), *ça* (6 cas), *gars* (1), *cas* (1), *Tania* (1), *Alberta* (1), *Ottawa* (1), *Azilda* (1) et *Canada* (1). (Thomas 1986:110)

Dans le cas du *ça* on retrouve la voyelle postérieure /ɔ/ pour le pronom objet car il se retrouve en position accentuée. La voyelle antérieure /a/ est réservé au pronom sujet qui n'est pas aussi accentué. Si on regarde les trois cas où la variante (a-1) est fréquente dans la lecture, on constate que c'est dû au fait que la voyelle se trouve en position accentuée : *Comment ça va?* (39,4%), ...*pour Ottawa* (39,4%) et *C'est tout anglais là-bas* (36,4%). Si l'on compare ces exemples à des cas où la variante (a-1) est moins présente (*J'aime pas la bière* (3,0%)) on voit que l'hypothèse de Thomas tient assez bien (ibid 112). Selon Thomas « le degré de fermeture augmente en fonction de l'accentuation de la syllabe considérée » (ibid 115). Or, une différence majeure entre les deux corpus semble être que le corpus qui examinait la parole spontanée peut être considéré comme témoignant d'une sorte d'instabilité phonétique qui relève en partie du caractère informel d'une telle entrevue. Le corpus portant sur le texte écrit nous fait rappeler que la grande majorité du groupe de Franco-Ontariens accordent une assez grande importance à leurs prononciations et cherchent à se corriger lorsqu'ils sentent que la situation exige un langage plus formel. Il semble qu'on est loin de connaître une situation semblable à celle de la France où le /a/ a presque disparu complètement du système phonologique au profit du /ɑ/. On fait toujours la différence entre les deux phonèmes mais c'est principalement en lisant que les Franco-Ontariens se rapprochent le plus des tendances standard.

FIGURE 4.3 – Distribution sociophonétique de (a-1) chez les élèves du secondaire, en lecture et en parole spontanée

(Source : Thomas 1989:63)

Sur le plan sociolinguistique, on constate que la question de la fermeture de la voyelle /a/ donne des résultats presque identiques à ceux que l'on a observé lors de l'étude de l'ouverture des voyelles fermées (cf. figure 4.3). La principale différence concerne le grand écart entre le taux de fermeture en parole spontanée comparé à la lecture. Le facteur sexe appuie encore le fait que les garçons sont plus accommodants en

ce qui concerne les variantes non-standard. Ils ont moins tendance à se corriger en lisant. Il paraît que « bien parler » pour eux n'est pas une aussi grande priorité que ce l'est pour les femmes. Il est intéressant de noter que c'est à Rayside que l'on retrouve la plus grande variation phonétique. Seulement deux occurrences de la fermeture en /o/ ont été notées à Sudbury, ce qui amène Thomas à conclure que « la réalisation du [o] en syllabe ouverte accentuée apparaît comme indicateur géographique du canton de Rayside » (ibid 111). Cependant, la figure 4.3 nous montre que les locuteurs de Rayside font preuve d'une standardisation plus forte que ceux de Sudbury. Cela semble appuyer la conclusion faite dans l'analyse de l'ouverture des voyelles fermées où on a dit que le contact réduit avec le français de façon régulière fait en sorte que les locuteurs de Sudbury sont moins conscients des divers niveaux de langue. La lecture montre aussi un exemple d'hypercorrection de la part des locuteurs de la classe ouvrière. En parole spontanée ce sont eux qui préfèrent les variantes non-standard mais ils accordent une certaine valeur de prestige (ibid 116) à la variante (a-0) et font donc un effort pour se corriger en lisant. Enfin, la règle concernant la fermeture de la voyelle /a/ selon l'étude de Thomas se lit comme ceci : « /a/ tend à se fermer en position finale post-consonantique, d'autant plus que la syllabe est plus accentuée et que les sujets sont jeunes, ruraux, de condition ouvrière et s'expriment en parole spontanée » (ibid 116).

4.3 Emprunts et alternance de code

Jusqu'à présent on a vu comment les conditions sociolinguistiques ont eu un effet sur la langue franco-ontarienne. Cependant, un des éléments linguistiques les plus frappants demeure l'intégration de l'anglais dans le parler franco-ontarien. Cette intégration de l'anglais s'avère souvent une source d'inquiétude car on a tendance à l'interpréter comme étant causée par l'assimilation linguistique. Lorsque deux langues sont en contact il est quasiment impossible qu'une langue n'influence pas l'autre. C'est pour cette raison que l'on va examiner l'influence directe de l'anglais en parlant des emprunts et de l'alternance de code.

4.3.1 Emprunts

Commençons d'abord par la définition de l'emprunt :

Colpron (1982:xx) divise les emprunts en trois catégories. Il est important de faire de telles divisions car les attitudes varient souvent selon le type d'emprunt. Certains sont plus acceptés que d'autres. On verra plus tard comment les différentes formes ont pénétré dans le système franco-ontarien.

Emprunt intact : Les termes anglais adoptés tels quels, sans transformation phonétique, comme par exemple le mot *kick* ou le mot *switchboard*.

Emprunt muni d'uffixes français : Les mots anglais auxquels on donne une terminaison française (qui peut s'ajouter au mot entier ou se greffer sur son seul radical) et parfois aussi un préfixe français, comme par exemple les mots *checker*, *settler*, *déclutcher*.

Emprunt phonétiquement assimilé : Les termes anglais auxquels on fait subir des transformations phonétiques qui en font des mots d'appartenance française, qui font de tous les sons et suites de sons qu'ils comportent des sons et suites de sons français, ou plus exactement « québéco-français ». C'est le cas par exemple, de *blagne* (en anglais *blind*), de *conistache* (en anglais *corn starch*) et de *mofleur* (en anglais *muffler*). Les emprunts assimilés, en plus des transformations au niveau des phonèmes constitutifs, peuvent avoir subi en même temps une adjonction d'affixe français.

Selon Leclerc (1979:131) :

L'intégration d'un mot d'une langue étrangère (langue-source) dans une autre langue (langue-cible) constitue le mécanisme propre à l'emprunt. Il s'agit là d'un phénomène universel résultant du contact des langues et ayant des conséquences à la fois linguistiques (apport des mots nouveaux) et socio-culturelles (les emprunts sont liés au prestige dont jouit une langue-source).

Il est facile de voir comment les emprunts peuvent être perçus soit comme une conséquence naturelle des langues en contact ou comme une étape importante dans la disparition de la langue qui se trouve en position minoritaire. Voici quelques citations qui montrent bien les deux extrêmes. Les deux premières citations traitent les emprunts d'innovations qui permettent de créer un lien entre des communautés linguistiques qui seraient autrement isolées. Bref, ce n'est qu'une réalité associée au bilinguisme qui implique une sorte de valeur de prestige mais pas nécessairement la mort d'une des deux langues. Les autres citations parlent de la situation québécoise. On voit la même situation en Ontario où l'anglais représente la langue du travail et de la commercialisation.

The first uses of a borrowing, possibly but not necessarily by a bilingual, to specify some culturally or technologically novel concept, or to refer to some established notion in a new way, is but a special case of the emergence of a new word-meaning relationship. It is comparable with the introduction of acronyms and other neologisms, and with monolingual processes such as semantic extension

of the reference of some existing lexical item, the formation of a new compound, the nominalization of a verb or adjective, or analogical use of derivational morphology (Poplack, Sankoff et Miller 1988:47).

If one language is endowed with prestige, the bilingual is likely to use what are identifiable loanwords from it as a means of displaying the social status which its knowledge symbolizes. This can be observed ... in the intimate, 'unnecessary' borrowing of everyday designations for things which have excellent names in the language which is being spoken... Those American immigrants who borrow as heavily as possible to show their advanced state of acculturation, act upon a similar motive (Weinreich 1953/1968; tiré de Mougeon et Beniak 1991:200).

Il faut noter qu'il ne s'agit pas de mots isolés, mais de vocabulaires entiers. Par exemple, la totalité du vocabulaire du textile (y compris les couleurs), la totalité du vocabulaire métallurgique, la totalité du vocabulaire de la construction des appareils électro-ménagers et des compteurs d'électricité. Dans l'usine les mots anglais sont partout, sur les plans de fabrication et sur les cartes de travail, dans les modes d'emploi ou d'entretien des machines-outils, dans les catalogues de pièces, sur les tableaux de contrôle (Corbeil 1975b; tiré de Leclerc 1979:148).

« La notion d'emprunt ne peut plus désigner ce phénomène » (Corbeil 1975b; tiré de Leclerc 1979:148). Il s'agit d'une anglicisation totale de secteurs entiers de l'activité humaine (Leclerc 1979:148). En situation industrielle « beaucoup d'ouvriers, de techniciens québécois sont incapables de dire en français ce qu'ils font, de nommer en français les outils, les pièces, les gestes, les machine. Ce sont des univers entiers qui échappent à la langue française » (Corbeil 1975a; tiré de Leclerc 1979:148).

La partie ci-dessus avait pour but de présenter brièvement les deux côtés du débat centré autour de l'adoption des éléments anglais pour exprimer des notions françaises. On peut se référer à deux études qui portent sur les emprunts en français ontarien. Dans un premier temps, on regardera un corpus recueilli par Shana Poplack qui porte sur le français parlé dans la région urbaine d'Ottawa-Hull. On examinera ensuite les résultats de Mougeon et Beniak (1991) recueillis à Hawkesbury, Cornwall, North Bay et Pembroke.

Le corpus qui examine les comportements linguistiques dans la région d'Ottawa-Hull est particulièrement intéressant à cause de son emplacement géographique. La rivière qui sépare les deux communautés sert à la fois de frontière géographique et de frontière linguistique. Cela nous donne la chance d'observer les tendances d'une communauté et de voir comment les comportements linguistiques varient par rapport à la dominance linguistique. Cinq quartiers ont été examinés par Poplack. Du côté ontarien on a étudié le West-End (55% anglophone), la Basse-Ville (24% anglophone) et Vanier (21% anglophone). À Hull, on compte le quartier du Vieux-Hull (5% anglophone) et Mont-Bleu (11% anglophone). Poplack (1989) constate que malgré la différence au niveau de la concentration de francophones dans les deux villes, on ne retrouve pas d'hésitation de la part des francophones à se déclarer bilingue. De plus, il n'y a aucun signe que l'anglais menace l'existence du français (Poplack 1989:130). Quand des éléments d'une langue majoritaire viennent s'installer dans le système d'une langue minoritaire on a souvent l'impression que cela représente une indication que la langue majoritaire est en train de supplanter la langue minoritaire. Cependant, dans la région d'Ottawa-Hull, une communauté où le bilinguisme est très répandu, on constate que les emprunts ne forment pas une partie importante de la langue française. L'étude a révélé que les emprunts ne constituent que 0,83% du vocabulaire total des locuteurs d'Ottawa-Hull. Il faut quand même mentionner que la définition d'*emprunt* que ces chercheurs ont employée est un peu problématique :

Lexical borrowing involves the incorporation of individual L₂ words (or compounds functioning as single words) into discourse of L₁, the host or recipient language, usually phonologically and morphologically adapted to conform with the patterns of that language, and occupying a sentence slot dictated by its syntax.

The status of 'loanword', however, is traditionally conferred only on words which, in addition, recur relatively frequently, are widely used in the speech community, and have achieved a certain level of recognition or acceptance, if not normative approval (Poplack, Sankoff et Miller 1988:52).

Le problème avec une telle définition c'est qu'elle tient compte de tout mot provenant de l'anglais. Le fait que les emprunts sont courants et acceptés par la majorité de la communauté ne révèle pas grand-chose au niveau de l'influence du contact avec l'anglais puisque l'anglais est en contact avec le français ontarien depuis plus de 300 ans. Or, des mots comme *chum*, *fun* et *gang* (ce sont des *vrais* emprunts selon Poplack, Sankoff et Miller (1988)) ne peuvent plus vraiment être considérés comme signe de l'influence de l'anglais puisqu'ils font partie du vocabulaire de base des francophones et ne relèvent pas nécessairement du contact avec l'anglais. Ces trois mots figurent dans le *Glossaire du parler français au Canada* et les deux derniers sont notés dans *Le Petit Robert*. On note en fait que seulement 18% des emprunts employés plus de dix fois dans le corpus ne se trouvent ni dans les glossaires du français canadien ni dans les glossaires du français européen. Ce nombre passe jusqu'à 80% pour les emprunts figurant une seule fois dans le corpus (ibid 58).

Ce genre d'emprunt s'avère le plus intéressant car on peut parfois faire ressortir des traits intéressants. Par exemple, lorsqu'on prend un verbe anglais, on pourra le rendre français en ajoutant le suffixe verbal *-er* du français (tous les néologismes verbaux en français tombent sous le premier groupe peu importe leur origine.) Dans le corpus d'Ottawa-Hull, on retrouve des cas où un mot anglais est employé en français sans subir les changements morphologiques auxquels on pourrait s'attendre. Les deux phrases

suivantes illustrent ce phénomène : *Parce que toute s'en vient **computer** astheure et Quelqu'un m'a dit que j'ai été **reincarnation** quatre fois* (ibid 54). Une deuxième variation concerne la syntaxe. Dans quelques rares cas le locuteur ignore les règles syntaxiques du français et omet l'article devant le nom. Par exemple, *Là pour le moment ça va être **word processing**, là je fais des études de psychologie le soir* (ibid 69). Selon Poplack, Sankoff et Miller (1988), ces cas relèvent de la connaissance réduite ou l'ignorance des règles du français causées par une connaissance élevée de l'anglais :

Not only are syntactic anomalies exceedingly rare, but they are restricted to the Ottawa neighborhoods and to a few individuals within them, half having been uttered by three speakers. Not surprisingly, individuals who deviate from the French syntactic patterns turn out to be highly proficient in English, while those using forms which do not correspond to English grammatical categories are less so (ibid 70).

Les emprunts peu répandus sont plus concentrés dans la ville d'Ottawa où le contact avec l'anglais est élevé. Cependant, les locuteurs de Hull emploient le plus d'emprunts répandus (ibid 80), ce qui semble indiquer que les locuteurs de Hull accordent une valeur plutôt négative aux emprunts spontanés mais sont quand même prêts à admettre que les emprunts acceptés font partie du lexique canadien-français. Un dernier facteur sociolinguistique important qui concerne les emprunts est la compétence linguistique. On a déjà mentionné que lorsqu'on tente d'analyser les emprunts il faut tout d'abord distinguer entre les emprunts qui existent depuis des décennies et ceux qui sont assez spontanés. Il y a un certain lien entre la connaissance de l'anglais et la connaissance des quels emprunts font partie du code canadien-français. Les taux d'emploi des emprunts attestés avant 1930 varient de 49% pour ceux qui ont une faible

maîtrise de l'anglais et va jusqu'à 27% pour les locuteurs qui ont bien maîtrisé l'anglais. C'est le contraire pour les emprunts non-attestés. Dans cette catégorie on peut inclure les emprunts spontanés qui relèvent des besoins particuliers de chaque individu. Ce genre d'emprunt est presque inexistant chez ceux qui ont une faible maîtrise de l'anglais (9%). De l'autre côté, 58% de ces emprunts viennent de ceux qui ont une maîtrise de l'anglais élevé (ibid 85). Il faut mentionner que ces deux facteurs sont liés car la maîtrise de l'anglais demeure un facteur qui dépend fortement de la concentration des francophones. Si on regarde le lien entre la maîtrise de l'anglais et le type d'emprunt préféré on voit que les emprunts de longue date sont préférés par les locuteurs de Mont Bleu où l'on retrouve la plus grande concentration de francophones. Ce sont les locuteurs du West-End qui préfèrent les emprunts non-attestés (51%) (ibid 86). Bref, ce n'est pas exactement le taux de bilinguisme qui cause les taux d'emprunts élevés mais plutôt le degré de prédominance anglaise ainsi que le lieu de résidence. On peut résumer les tendances à Ottawa-Hull comme ceci :

Contrary to what is predicted by some theories, bilingual proficiency is not an important influence on overall rate of borrowing. Thus, regardless of a speaker's linguistic capacity to access other-language lexical items, he conforms to the tendencies prevalent in his speech community. If he resides in an area in which borrowing is common, we may predict that borrowings will constitute a larger proportion of his total vocabulary than if he lives elsewhere, providing, of course, his social circumstances do not mitigate against such usage (ibid 97).

Une autre étude portant sur les emprunts présents dans le français ontarien a été effectuée par Mougeon et Beniak (1991). Ces derniers ont étudié la question des emprunts à partir de l'alternance entre les conjonctions *so*, *ça fait que*, *alors* et *donc*. Bien que le *donc* constitue un équivalent de ces conjonctions il n'a pas figuré assez

fréquemment dans le corpus pour être considéré comme un équivalent possible. Cela amène les linguistes à conclure que *donc* représente une forme réservée à la langue écrite formelle (Mougeon et Beniak 1991:202). Les trois variantes sont assez intéressantes car *alors* représente une forme « standard », *ça fait que* représente une forme populaire courante et *so* est un emprunt à l'anglais. Il reste à voir jusqu'à quel point les locuteurs de Hawkesbury, Cornwall, North Bay et Pembroke illustreront cette relation.

TABLEAU 4.14 – Répartition des variantes *so*, *ça fait que* et *alors*

Factor groups	<i>so</i> (N)	<i>ça fait que</i> and <i>alors</i> (N)	Total	<i>so</i> (%)	Factor effects
French-language use					
Unrestricted	22	237	259	8	.285
Semi-restricted	217	197	414	52	.763
Restricted	30	130	160	19	.437
Locality of residence					
Hawkesbury	4	135	139	3	.160
Cornwall	120	75	195	62	.856
North Bay	66	170	236	28	.449
Pembroke	79	184	263	30	.521
Social class					
Middle	21	128	149	14	.243
Lower-middle	125	302	427	29	.441
Working	123	134	257	48	.798
Sex					
Male	155	255	410	38	.591
Female	114	309	423	27	.409
TOTAL	269	564	833	32	.155

(Source : Mougeon et Beniak 1991:203)

La variante *so* semble être la forme préférée par le groupe semi-restreint. Cela pourrait nous amener à croire que le bilinguisme est en effet un facteur important malgré le fait que les résultats de Poplack, Sankoff et Miller (1988) semblent indiquer le contraire. Cependant, lorsque Mougeon et Beniak (1991) ont regardé la question du point de vue du bilinguisme ils ont trouvé que c'était les bilingues équilibrés qui faisaient recours le plus au *so*. Le taux d'emploi du *so* par ce groupe (43%) reste quand même trop bas pour dire que c'est en effet le bilinguisme qui mène à la préférence du *so*. Ces résultats semblent appuyer le fait que c'est la prédominance linguistique qui est le facteur le plus important. Par exemple, à Hawkesbury on n'a trouvé que quatre occurrences du *so*, ce qui signifie un taux d'emploi des deux autres formes de 97% (Mougeon et Beniak 1991:203). Les locuteurs de Hawkesbury ont une très bonne maîtrise de la forme *ça fait que* (ibid 208). Ce résultat n'est pas surprenant du tout vu que tous les locuteurs de la région sont considérés comme non-restreints et sont presque toujours en contact avec les variantes informelles du français. Une autre catégorie sociolinguistique dont on pourrait prédire les résultats c'est la classe sociale. C'est principalement la classe ouvrière qui a tendance à employer le *so* (0,798) et c'est la classe moyenne qui préfère l'éviter (0,243). La classe ouvrière aurait tendance à préférer cette variante pour deux raisons : en ce qui concerne les attitudes linguistiques de ce groupe, on sait que la classe ouvrière ne voit pas la préservation de la langue française comme étant importante (ibid 207). Ils travaillent dans des lieux où l'anglais représente la langue employée couramment. Pour avoir un bon emploi dans ce secteur l'anglais demeure un attribut essentiel. Bref, la classe ouvrière a plus tendance à ignorer la valeur parfois négative associée aux emprunts à l'anglais, ce qui augmente à la fois leur contact avec l'anglais ainsi que leur taux

d'emploi des éléments anglais. Le deuxième facteur concerne leur exposition à l'anglais. La majorité des emprunts proviennent du besoin d'exprimer un concept dont l'équivalent français leur échappe. Pour les ouvriers il s'agit des produits, des outils, des instructions, des compagnies, etc. Ce groupe est tellement en contact avec du jargon anglais qu'il doit souvent avoir recours à des termes anglais pour s'exprimer. Puisque le travail se déroule en anglais les ouvriers ne voient pas pourquoi cela vaudrait la peine d'apprendre les termes plutôt techniques en français. Or, on peut facilement voir que la maîtrise de l'anglais entre en jeu pour les ouvriers et leur tendance à préférer des emprunts comme *so*.

Pour résumer la question des emprunts on peut dire que l'anglais joue évidemment un rôle central dans la promotion des emprunts. Cependant, ce n'est pas une connaissance équilibrée des deux langues qui déclenche l'emploi des emprunts. Plus la connaissance de l'anglais est élevée, plus le locuteur aura tendance à les employer. Les attitudes entrent en jeu également puisque dépendant de la situation linguistique les emprunts peuvent être soit perçus comme une menace linguistique ou une façon d'appartenir à une société qui peut mener à une condition supérieure sur le plan socio-économique. Comme le mentionne Mougeon (2000:38), les bilingues équilibrés se trouvent à mi-chemin entre le groupe qui veut préserver le français et celui qui est prêt à reconnaître les avantages associés à une bonne maîtrise de l'anglais : « les bilingues équilibrés n'ignorent pas le vocabulaire de base du français, et donc, on peut supposer que c'est peut-être en partie pour des raisons sociosymboliques d'auto-identification qu'ils empruntent des mots du vocabulaire de base de l'anglais ».

On verra maintenant comment il existe une certaine logique derrière l'alternance de code dans le parler des locuteurs de la région d'Ottawa-Hull.

4.3.2 Alternance de code

L'alternance de code est un autre élément linguistique qui est principalement attribuable au contact avec l'anglais. L'alternance de code consiste à incorporer des éléments d'une langue dans le discours d'une autre. On verra un peu plus tard que l'alternance de code peut servir plusieurs fonctions selon le locuteur et la situation sociolinguistique.

L'alternance de code existe dans tous les milieux où l'on retrouve des langues en contact. Cependant, le rôle que cette alternance joue n'est pas toujours le même. Par exemple, lorsque Poplack a examiné la question de l'alternance de code chez un groupe de Portoricains à New York elle a trouvé que ce groupe fait preuve de ce qu'elle dénomme un « skilled or fluent code-switching » (Poplack 1988:218). Ce que cela veut dire c'est que pour les Portoricains à New York l'alternance de code demeure un phénomène dont ils sont conscients mais ne représente pas un élément dont il faut avoir honte. Pour eux, l'alternance entre l'anglais et l'espagnol est une conséquence naturelle de leur bilinguisme et les aide à promouvoir leur « double identité » (ibid 223). La situation à New York diffère de celle en Ontario par le fait que l'intégration de la deuxième langue se fait de façon plus explicite en Ontario :

Where the Puerto Ricans code-switched in a way which minimized the salience of the switch points, and where the switches formed part of an overall discourse strategy to use both languages, rather than to achieve any specific local discourse effects, the Ottawa-Hull speakers do the contrary. They draw attention to their code-switches by repetition, hesitation, intonational highlighting, explicit metalinguistic commentary, etc. and use the contrast between the two codes to underline the rhetorical appropriateness of their speech. [...] This is an overt strategy in the Quebec communities, covert in Ontario (ibid 230).

Dans la région d'Ottawa-Hull on retrouve deux opinions différentes à l'égard de l'alternance de code. Les locuteurs d'Ottawa (situation minoritaire) la perçoivent comme une conséquence naturelle du bilinguisme tandis qu'à Hull (situation majoritaire) on essaye de résister à l'influence de l'alternance de code car elle signifie une menace au style de vie que les habitants connaissent (Poplack 1989:132). Poplack note que les locuteurs de Hull font preuve d'une sorte de « sécurité linguistique » qui relève du fait qu'ils se trouvent essentiellement dans une société majoritairement francophone. On pourrait donc dire que les locuteurs d'Ottawa sont beaucoup plus ouverts à l'inclusion de certains éléments de l'anglais dans leur parler parce que l'anglais est une réalité quotidienne pour les francophones d'Ottawa.

Il n'est pas toujours facile de percevoir la différence entre une alternance de code et un emprunt. Pour être une « vraie » alternance de code il faut que les éléments de l'anglais soient employés pour remplir une certaine fonction communicative. Par exemple, dans la phrase suivante *Il y avait une **band** [orchestre] là qui jouait de la musique **steady** [continuellement], pis il y avait des **games** [jeu] de **ball** [balle], pis... ils vendaient de l'**ice cream** [la glace], pis il y avait une grosse **beach** [plage], le monde se baignait* (ibid 133). Le problème avec une telle phrase, présente dans le corpus de

Poplack, c'est qu'on peut difficilement déterminer s'il s'agit d'un cas d'alternance de code ou des emprunts intégrés au sein d'un discours français. Une définition assez simpliste de l'alternance de code provient de Poplack et Sankoff (1984:102) : « Code-switching is simply the alternate use of two languages in discourse, and even in a sentence, without any necessary influence of one language on those stretches of discourse realized in the other ». Cette définition ne clarifie pas tellement la question de la distinction entre un emprunt et une alternance de code. Il faut aussi considérer le niveau d'intégration et d'acceptabilité des éléments anglais pour bien distinguer entre les emprunts et l'alternance de code. Poplack (1989:134) finira par dire que l'alternance de code constitue les « énoncés composés de plusieurs mots qui ne sont pas intégrés au lexique, à la syntaxe et à la morphologie du français ». Là on peut bien voir que les emprunts font partie du lexique ou de la grammaire canadienne-française (une grammaire informelle bien sûr). Les éléments qui tombent sous la catégorie de l'alternance de code sont moins intégrés et ne peuvent pas être intégrés aussi subtilement que les emprunts. Heller (1989:154) mentionne que l'alternance de code représente un moyen d'intégrer un interlocuteur au sein d'un groupe social. L'alternance de code permet donc aux autres de participer aux fonctions d'un autre groupe linguistique mais elle peut également aider le locuteur à s'intégrer s'il se trouve en situation minoritaire. Les langues constituent souvent des frontières qui peuvent s'avérer des obstacles qui sont difficiles à surmonter. Si le locuteur est prêt à adopter certains traits de l'autre langue il sera plus facile pour lui de ressentir une certaine appartenance sociale. Il faut juste penser à la situation dans les quartiers d'Ottawa où l'anglais est de loin la langue de préférence. L'alternance de code demeure un moyen par lequel un francophone peut se rapprocher de la communauté

majoritaire sans avoir à abandonner complètement son héritage francophone. Bien que l'alternance de code puisse paraître comme une forme d'assimilation linguistique elle demeure en effet une alternative à l'assimilation complète dont plusieurs francophones se sont accommodés.

Malgré toutes les tentatives de définir les emprunts et les alternances de code, il reste que certains cas sont toujours ambigus. Par exemple, la phrase qui figure au dernier paragraphe ne peut pas être classée de façon certaine comme une alternance de code. Pour ne pas mal interpréter les effets de l'alternance de code on va seulement considérer les phrases qui tombent clairement sous quatre principaux types d'alternance de code. Selon Poplack (1989) les quatre types d'alternance de code sont : 1) celles qui ont pour but de fournir le mot juste, 2) des commentaires métalinguistiques, 3) celles encadrées ou précédées par des expressions indiquant sa provenance linguistique, et 4) celles qui servent à préciser, expliquer ou traduire. Pour mieux voir la distinction entre les différents types d'alternance de code voici un exemple de chaque type :

- 1) Ça aurait été probablement le pays communiste idéal là. **Quote unquote** là.
- 2) Je m'adresse en français, pis s'il dit "I'm **sorry**", ben là je recommence en anglais.
- 3) Mais je te gage par exemple que ... excuse mon anglais, mais les **odds** sont là.
- 4) J'ai acheté une roulotte, un **mobile home** là, une maison mobile.

(Poplack 1988:226)

On considère ces quatre fonctions comme étant les fonctions universelles de l'alternance de code car on les retrouve à maintes reprises à travers les deux communautés linguistiques examinées. Il existe une autre série de fonctions qui varient de locuteur en locuteur et qui servent principalement à répondre aux besoins individuels du locuteur. Bien que ces alternances de code soient plutôt rares et ne figurent pas vraiment dans l'analyse de Poplack il est quand même important de les mentionner car il faut comprendre les raisons derrière les alternances de code. Pour commencer, considérons *le discours indirect* où le locuteur nous raconte un échange qui a eu lieu en anglais sans la traduire. *Pis il nous a appelé des grenouilles, hein? Bon des frogs. Ben j'ai dit, j'ai dit, "maybe we're a frog, but we're not dumb." Pis il dit, "what do you mean?" J'ai dit, "we learn to swim."* (ibid 227). Un autre cas concerne les noms propres. On a trouvé que parfois le locuteur ne traduit pas les noms propres (ex. *Air Force*) ou prononce des noms propres à l'anglaise (ex. *Montréal*) (ibid 227). Poplack (1988) reconnaît également un groupe d'alternances de code qu'elle traite de faux départs. Il s'agit des cas où le locuteur se corrige en employant une expression anglaise au lieu d'essayer de continuer en français. *C'est- c'est pas distor – tu sais, it's not distorted* (ibid 227).

Ce dernier groupe paraît assez bizarre car on peut difficilement le considérer comme une vraie alternance de code. Dans quelques rares cas le locuteur s'est adressé en anglais à un individu autre que celui qui menait l'entrevue. Vu qu'il s'agit en effet de deux situations de communication différentes où le locuteur a dû s'ajuster aux besoins linguistiques de l'interlocuteur ce n'est pas vraiment *une* seule situation de

communication. Or, ce dernier exemple est plutôt un cas où le locuteur fait preuve de son bilinguisme. On verra plus tard que les attitudes quant à l'introduction des éléments de l'anglais dans un discours français varient beaucoup lorsqu'on passe d'un milieu majoritaire à un milieu minoritaire. Or, puisqu'on retrouve neuf des quarante-huit cas (ibid 225) d'alternances de code dues à un changement de locuteurs dans les deux quartiers de Hull, il faut se demander s'il s'agit vraiment d'alternances de code. Les locuteurs de Hull tendent à ne pas voir l'inclusion des éléments de l'anglais de façon très positive. Il serait donc peu probable que ces locuteurs emploient des alternances de code si marquées. Ce genre de changement nous fait penser à une situation très répandue chez les jeunes dans la ville d'Ottawa. On entend souvent deux francophones commencer une discussion en français et ensuite changer complètement à l'anglais. Un tel changement linguistique peut se produire plusieurs fois au cours de la conversation. Cependant, on n'a pas tendance à admettre que cela constitue une alternance de code. Il s'agit plutôt d'une démonstration de la compétence bilingue dont ces francophones disposent. Lorsqu'un francophone parle avec un anglophone bilingue c'est uniquement l'anglais qui est présent. Or, la situation entre les francophones représente soit une chance de démontrer leur bilinguisme qui a une certaine valeur de prestige à Ottawa ou l'habitude que ces francophones ont de tenir des conversations en anglais. Tout comme les « vraies » alternances de code, les changements de code peuvent servir de moyen d'appartenir à deux groupes linguistiques en même temps.

Les trois derniers types d'alternance de code constituent des cas assez rares. On peut observer des cas où le locuteur, lorsque le tour de parole lui revient, dit sa phrase en anglais de façon spontanée. L'exemple que fournit Poplack (1989:135) c'est lorsque l'enquêteur explique comment attacher le micro; le sujet répond *I'm a star!*. Il y a également des alternances de code où les éléments constituent des propositions indépendantes ou des phrases complètes. Finalement, les alternances de code dites intraphrastiques sont celles où l'on retrouve des éléments de l'anglais insérés au milieu d'une phrase française. Prenons comme exemple la phrase suivante : *À moins qu'ils diraient que le **brain** est **completely finished*** (ibid 135). Cette dernière série constitue des alternances de code spontanées. Le fait qu'elles ne reviennent pas souvent dans le corpus de Poplack témoigne de la préférence à éviter les aspects spontanés. Dans le cas des emprunts on a trouvé que les francophones de Hull préféraient les emprunts attestés depuis longtemps. Il semble que ces trois derniers types d'alternance de code sont vus de façon plutôt négative, surtout dans les deux quartiers de Hull, comme une invasion de l'anglais qui devrait être évitée.

Le lieu de résidence joue un rôle important dans la manifestation des alternances de code. On peut attribuer cette différence linguistique aux attitudes des locuteurs ainsi qu'à la concentration de locuteurs francophones ayant une connaissance élevée de l'anglais ainsi qu'une volonté de l'employer sans en avoir honte. Bref, les conclusions sociolinguistiques derrière les emprunts et l'alternance de code sont quand même semblables. La fonction des alternances de code varie de façon assez importante d'un côté de la rivière à l'autre. Lorsqu'on considère seulement les quatre types d'alternance

de code qui représentent la majorité des cas que l'on retrouve régulièrement à travers les deux communautés linguistiques, on peut voir que les alternances de code, tout comme les emprunts, sont gérées par les attitudes sociolinguistiques. La règle générale en ce qui concerne la répartition des alternances de code dans les deux communautés est la suivante :

In the three Ottawa neighborhoods code-switching to English tends to be done to provide what is perceived to be the best way of saying a thing, or the *mot juste*, a finding which is consistent with Ottawa speakers' description of their reasons for switching: to designate items for which the French equivalent has already been displaced. This use generally far outweighs the others. In Quebec, on the other hand, switches are largely restricted to metalinguistic commentary, a device having the effect of showing full awareness on the part of the speaker of using English. [...] The Hull speakers' linguistic behaviour is also consistent with their own favorable attitudes towards proper speech, their belief that interventions from English are due to momentary lapses, as well as their attitude that good French must of necessity exclude anglicisms (Poplack 1988:229).

La figure 4.4 illustre cette tendance générale. Lorsqu'on considère quels sont les quatre types d'alternance de code « universels » dans la région d'Ottawa-Hull, il est impossible de ne pas apercevoir que ces alternances de code sont des éléments linguistiques assez frappants. Une transition marquée n'est pas toujours nécessaire car Poplack (1988) a constaté que dans le cas des Portoricains à New York 97% des alternances de code peuvent être considérés comme ayant une transition régulière. Cela revient au fait que l'espagnol demeure une langue qui n'a pas une très grande valeur pour ces immigrants à New York. Cependant, les francophones dans la région d'Ottawa-Hull sont conscients du fait que le bilinguisme demeure un atout important. C'est pour cette raison que ces locuteurs n'ont pas aussi honte de démontrer une connaissance de l'anglais.

FIGURE 4.4 – Distribution des alternances de code les plus fréquents par type et par quartier

(Source : Poplack 1989:136)

Les locuteurs d'Ottawa préfèrent de loin le type *mot juste* et n'emploient les trois autres types que sporadiquement. La situation à Hull est complètement différente car les locuteurs des deux quartiers examinés préfèrent les alternances de code qui fournissent des commentaires métalinguistiques. On note également que la plupart des alternances de code ont lieu à Ottawa, donc en situation minoritaire (Poplack 1989:138). Comme on a vu avec les emprunts, la compétence en anglais a une influence importante sur le taux

de réalisation. Selon les données de Poplack, les alternances de code sont cinq fois plus communes chez les locuteurs très bilingues (ibid 137). Les locuteurs très bilingues sont plus nombreux dans les quartiers d'Ottawa et cela pourrait servir de raison derrière leur préférence des alternances de code du type *mot juste*. Il se peut que ces derniers aient perdu un peu de leur vocabulaire français au profit des termes et expressions anglais. Puisque le bilinguisme est un outil essentiel au développement socio-économique, les locuteurs les plus bilingues cherchent à pouvoir s'exprimer de la façon la plus efficace en anglais et cela pourrait signifier une ignorance du lexique français. En ce qui concerne les habitudes des locuteurs de Hull, l'anglais est perçu comme une menace réelle à la survie de la culture francophone. Or, les locuteurs de Hull sont plus conservateurs que leurs voisins d'Ottawa. Les commentaires métalinguistiques les aident à quand même faire preuve d'un certain degré de bilinguisme. On a tendance à dire que le type *le mot juste* implique une méconnaissance des termes français. Les locuteurs de Hull seraient donc plus conservateurs à cet égard. On peut avancer cette idée que le type *le mot juste* n'est pas vu de manière positive par le fait que les habitudes des locuteurs dans le quartier du Vieux-Hull font preuve de tendances plus semblables à celles d'Ottawa. Les alternances du type *le mot juste* sont souvent perçus comme un moyen de compenser son manque de richesse au niveau du vocabulaire français. Ce quartier est beaucoup plus du type ouvrier que Mont-Bleu. Ce sont toujours les classes les plus basses qui ont les attitudes les plus négatives envers la langue. Or, leur vocabulaire ne devrait pas être aussi riche et leurs attitudes face à l'idée de « bien parler » serait donc plus basse que celle des habitants des autres quartiers de Hull plus avantagés sur le plan socio-économique. Le maintien du français est moins important pour eux et ils seraient donc

plus ouverts à l'innovation représentée par l'intégration des mots anglais au lexique français.

Cette dernière section portant sur les deux formes directes de la pénétration de l'anglais dans le code français nous révèle l'importance des attitudes (créées à partir de la situation linguistique) et de la compétence en anglais. Voici ce qu'en conclut Poplack (1989:149) :

Les francophones de notre échantillon, qu'ils vivent en situation minoritaire ou majoritaire, montrent des signes d'insécurité linguistique conformes à la vision pancanadienne du rôle du français. Toutefois, les locuteurs de Hull montrent des signes indirects de sécurité linguistique, à la différence des locuteurs minoritaires, qui s'adaptent plus volontiers à la situation de contact. Ces différences d'attitudes se reflètent dans le comportement linguistique des francophones de la région : les locuteurs d'Ottawa utilisent l'anglais de façon innovatrice dans leur français par leur recours aux alternances de code et aux emprunts spontanés. Parmi les locuteurs majoritaires dont le comportement est le plus conservateur, les recours à l'anglais tendent à se limiter aux commentaires métalinguistiques ou, s'il s'agit d'emprunts, aux mots anglais établis depuis longtemps en français, lesquels sont à toutes fins utiles indifférenciables des éléments lexicaux natifs.

En situation minoritaire, l'anglais demeure une réalité qui ne cessera d'exister comme composante dans la vie des francophones. De plus, étant donné la puissance de l'anglais dans ces communautés les locuteurs sont beaucoup plus conscients des avantages associés au bilinguisme.

4.4 L'immersion française

Étant donné la popularité de l'immersion, on peut difficilement aborder la question du français ontarien sans jeter un coup d'œil sur la variété acquise dans les écoles d'immersion. On aurait probablement tendance à croire qu'il existe une différence assez perceptible entre le français des élèves en immersion et celui des francophones en Ontario. Cependant, lorsqu'on lit ce commentaire de Harley et Swain (1978:35) il semble que le cas de l'immersion mérite d'être examiné :

The Early French immersion classroom provides a setting for second language acquisition that resembles a natural language acquisition setting in some important respects. Not only do the pupils receive several hours of exposure to French each day, but they have the opportunity to use the second language for real communication about a wide variety of topics. Indeed it may be hypothesized that, as in a natural setting, it is their communicative needs that largely determine what French is acquired. What is different about the French immersion setting is that the children are for the most part exposed, in any one year, to only one native French-speaking model; namely, the teacher. Otherwise, the spoken French language input that they receive is largely that of their non-native French-speaking classmates in interaction with the teacher or with each other. The lack of interaction with native French-speaking peers suggests that there may be insufficient opportunity and social stimulus for the immersion children to develop completely native-like speech patterns.

Cet aperçu de l'expérience qu'était le programme de l'immersion française montre à quel point il s'est avéré un outil pour tout élève anglophone qui souhaitait développer une certaine compétence en français. Malgré tous les efforts de la part des professeurs et du ministère de l'Éducation, les élèves en immersion ne réussissent pas à développer tous les traits linguistiques retrouvés chez les francophones. Le but de cette dernière partie du profil linguistique des Franco-Ontariens sera de voir jusqu'à quel point

les élèves en immersion française ressemblent aux francophones ontariens ou diffèrent d'eux. Il est assez difficile de dire exactement ce en quoi constitue un Franco-Ontarien (cf. le chapitre 3 pour une discussion au sujet de la variation au niveau des étiquettes linguistiques et sociales.) Il faut avouer que dans le cadre de cette étude les élèves en immersion ne constituent pas des vrais Franco-Ontariens. Cependant, la situation d'apprentissage dans laquelle ces élèves se trouvent mérite d'être étudiée car il faut voir jusqu'à quel point on peut apprendre un français courant dans une salle de classe. On étudiera un élément linguistique en particulier : le choix de l'auxiliaire avec les verbes qui devraient prendre l'auxiliaire *être*. La section 4.1.1 de cette étude nous a montré qu'il existe une certaine variation dans le choix des auxiliaires à travers les communautés franco-ontariennes. Il reste à voir comment les élèves en immersion française réagissent face à cette question linguistique.

Une étude en particulier, Knaus et Nadasdi (2001), a tenté de voir si 41 élèves de Toronto (9^e et 12^e années) réussissent à maîtriser les règles standard concernant la présence de l'auxiliaire *être*. Malgré les tentatives d'exposer les élèves à la langue canadienne-française, on a tendance à dire que ces élèves ne réussiront pas à acquérir les traits essentiels qui élimineront la grande distinction entre les locuteurs natifs et les anglophones qui ont appris la langue à l'école. L'observation qui ressort le plus souvent des études portant sur la performance linguistique des élèves en immersion est la suivante; elle est devenue une sorte de stéréotype du programme d'immersion quant à son niveau de succès : « Immersion students use variants that are typical of the informal

registers less often than speakers to the right of them on the continuum » (Knaus et Nadasdi 2001:293).

En ce qui concerne le taux d'emploi de l'auxiliaire *avoir* dans des cas où les grammaires normatives auront tendance à exiger l'auxiliaire *être*, les élèves sondés ont fait preuve d'une préférence envers la norme prescrite. L'auxiliaire *avoir* ne figure que dans 22% des cas (ibid 294). À première vue, il semble que ces élèves ont une préférence assez importante pour les règles du français standard. Cependant, on note que les causes de leur emploi de l'auxiliaire *avoir* ressemblent un peu à celles de leurs confrères francophones. Par exemple, on a trouvé que les francophones ont tendance à employer l'auxiliaire *être* plus souvent avec les verbes de haute fréquence. Knaus et Nadasdi (2001) ont divisé les occurrences de l'auxiliaire *avoir* selon la fréquence du verbe pour enfin trouver que l'auxiliaire *avoir* est beaucoup plus fréquent pour les verbes moins communs. Dans cette catégorie on note que l'auxiliaire *avoir* représente 37% des occurrences et donne une probabilité de .728. Les verbes plus communs ont été conjugués avec l'auxiliaire *avoir* seulement 12% du temps (ibid 295). Le tableau 4.15 nous transmet une autre conclusion observée lorsqu'on a considéré les habitudes des francophones. Le taux d'emploi de l'auxiliaire *avoir* varie énormément de verbe en verbe. Le corpus de Knaus et Nadasdi indique que les taux varient de 0% jusqu'à 100%. Il faut faire attention car la plupart des verbes sont assez rares et peuvent fournir des conclusion exagérés. Par exemple, selon ce tableau, le verbe *monter* est toujours conjugué avec l'auxiliaire *avoir*. Cependant, on ne retrouve qu'un seul cas de ce verbe dans le corpus. Or, les données de Knaus et Nadasdi sont un peu décevantes parfois.

Elles sont quand même révélatrices quant à la variation substantielle dans le taux d'emploi de l'auxiliaire *avoir*. Lorsqu'on a examiné la variation dans le choix des auxiliaires chez les francophones on s'est trouvé devant l'hypothèse que la variation sémantique entraine en jeu. Il est intéressant de noter que Knaus et Nadasdi prétendent que le lien sémantique n'est pas du tout un facteur dans le cas des élèves en immersion (ibid 296). C'est peut-être à cause du fait que les élèves en immersion ne disposent pas d'un vocabulaire assez répandu pour reconnaître les variations sémantiques avec certains verbes comme *sortir* ou *descendre*.

TABLEAU 4.15 – Fréquence de l'auxiliaire *avoir* selon le verbe

Verb	Tokens	%
<i>Aller</i>	27/231	12
<i>Arriver</i>	0/6	0
<i>Déménager*</i>	1/10	10
<i>Descendre</i>	0/2	0
<i>Devenir</i>	1/5	20
<i>Entrer</i>	NA	NA
<i>Monter</i>	1/1	100
<i>Mourir</i>	4/17	24
<i>Naître</i>	0/8	0
<i>Passer</i>	4/4	100
<i>Partir</i>	2/6	33
<i>Rentrer</i>	NA	NA
<i>Rester</i>	10/15	67
<i>Retourner</i>	3/13	23
<i>Sortir</i>	1/2	50
<i>Tomber</i>	8/13	62
<i>(Re)venir</i>	7/14	50
<i>Pronominals</i>	0/15	0
Totals	69/352	20

* While this verb is not normally considered to conjugate with *être* in Standard French, we have included it since it occurs with both variants in other varieties of Canadian French (cf. Sankoff & Thibault, 1980).

(Source : Knaus et Nadasdi 2001:296)

Le côté sociolinguistique de l'étude nous montre que les facteurs les plus importants sont l'âge de l'élève et la classe sociale. Les élèves en 12^e année sont moins enclins à employer l'auxiliaire *avoir* (.435) alors que c'est le contraire chez les élèves en 9^e année (.648) (ibid 299). On peut attribuer cela au fait que les élèves en 12^e année sont exposés aux règles du français standard depuis plus longtemps. Les deux classes sociales qui sont présentes dans le corpus sont la petite bourgeoisie et la moyenne bourgeoisie. Les chiffres de probabilité sont les mêmes que pour l'âge de l'élève avec la moyenne bourgeoisie ayant plus tendance à employer la variante standard. Pour expliquer cela, les linguistes nous renvoient à une conclusion antérieure sur la relation entre la classe sociale et la variation linguistique. La situation change un peu puisque avec les francophones on pouvait dire que la préférence envers les variantes non-standard de la part de la classe ouvrière relève du fait qu'ils étaient conscients des niveaux de langue mais n'accordent pas une grande importance à « bien parler ». Le fait que les anglophones de la petite bourgeoisie font preuve d'un comportement linguistique qui témoigne de leur position inférieure sur l'échelle sociale peut difficilement être expliqué de la même façon. L'explication que proposent Knaus et Nadasdi est que ces élèves observent que l'auxiliaire *être* est employé le plus souvent par le professeur et se trouve dans les manuels scolaires. L'élève se rend donc compte qu'il s'agit de la forme standard. Leur position socioéconomique désigne la fréquence des variantes standard et ces élèves choisissent donc d'employer de telles variantes moins souvent (ibid 299).

Knaus et Nadasdi reconnaissent le fait que les élèves en immersion sont capables d'acquérir des traits linguistiques non-standard malgré l'exposition limitée aux variétés de français moins formelles. Les linguistes ne sont pas prêts à dire que l'emploi non-standard de l'auxiliaire *avoir* est causé par les mêmes facteurs. Cette variation, comme on a vu dans la section 4.1.1, constitue une forme vernaculaire acquise en fonction du niveau d'exposition aux formes non-standard du français. Les élèves en immersion n'ont pourtant pas la chance d'être assez exposés à ces formes. Le fait que les élèves en immersion font preuve de ces tendances relève du besoin de simplifier (régularisation) les éléments grammaticaux afin de limiter les éléments difficiles à maîtriser (ibid 300). Il se peut très bien aussi que l'alternance des auxiliaires demeure une sorte de faute dont les élèves n'ont pas conscience. Puisque les élèves ont recours à l'auxiliaire *avoir* le plus avec les verbes moins fréquents, on pourrait dire que ces élèves ne sont pas exposés assez à certains verbes qui exigent l'auxiliaire *être* pour pouvoir bien distinguer entre les deux groupes de verbes. Si on prend la phrase suivante ...*quand je sorti* (ibid 302), on voit que certains élèves ont de la difficulté à comprendre les différences entre les temps composés et les temps simples. Cet exemple relève du fait que la traduction anglaise *when I went out* ne contient pas d'auxiliaire. Il est important de souligner que les erreurs d'acquisition ne sont pas toutes des cas de simplification ou de régularisation. Par exemple, une des erreurs les plus difficiles à corriger chez les anglophones tentant d'apprendre le français concerne la position des adjectifs. Ces élèves aiment bien placer tous les adjectifs devant le nom comme on fait en anglais. Le but n'est pas de simplifier la grammaire française mais témoigne surtout de l'ignorance des règles syntaxiques du français en faveur d'une interférence des règles de l'anglais.

On aime penser qu'un certain contact avec la culture francophone joue un rôle primordial dans l'acquisition d'un français qui imite le français canadien. Cependant, tout comme on a vu que dans le cas des Franco-Ontariens, la prédominance linguistique servait de source principale de l'acquisition ou de la préservation des traits vernaculaires, les élèves en immersion française ont besoin d'un contact « non-restreint » pour bien développer des traits canadiens-français. Par exemple, au Québec, le pronom sujet *nous* est presque complètement non-existant dans le parler des Québécois au profit du pronom *on*. Laberge a trouvé qu'à Montréal le *nous* n'a été employé que 1,6% du temps (Rehner, Mougeon et Nadasdi 2003:140). Dans le cas des élèves en immersion à Toronto, ils se trouvent dans une situation intéressante car le *nous* représente 83% des occurrences dans leur manuel scolaire et 52% du temps dans leur manuel constituant des dialogues. Dans une salle de classe les manuels scolaires s'avèrent un point de contact important avec la langue française. Un autre point de contact important c'est leur professeur. Dans le cas des élèves torontois, leurs professeurs montraient une forte préférence envers le pronom *on* (83%) (ibid 146). C'est une situation pédagogique intéressante car les élèves se trouvent devant deux « normes » et pourraient très bien monter une préférence envers soit l'une ou l'autre. En fait, ces élèves ont employé le pronom *on* 56% du temps (ibid 146). Or, on ne peut nier que le contact avec des personnes qui font preuve de traits vernaculaires peut avoir un effet positif sur les élèves. Cependant, l'influence du français scolaire provenant des manuels demeure plus intense et régulier que le contact avec des individus, comme le professeur ou des parents, qui parlent un français moins standard. Par conséquent, ces élèves n'arrivent pas à absorber les traits du vernaculaire, ce qui aide à distinguer leur français de celui de leurs confrères franco-ontariens.

Un autre trait vernaculaire qui échappe aux élèves en immersion est la particule *m'as* pour marquer le futur à la 1^{ère} personne du singulier. Les études sur les marques du futur chez les élèves torontois indiquent qu'ils sont divisés entre les formes *je vais* et *je vas*. Bien que la forme standard représente 90% des occurrences (Nadasdi, Mougeon et Rehner 2003:213), il faut quand même considérer la présence du *je vas*. Les linguistes fournissent deux hypothèses concernant l'acquisition de la forme vernaculaire : 1) il s'agit d'un élément vernaculaire acquis par le contact avec des locuteurs francophones natifs; ou 2) le fait que le verbe *aller* demeure difficile à maîtriser car à l'écrit il a une forme différente pour chaque personne. Bref, il s'agit d'une erreur développementale causée par la régularisation du système verbal en question. La première hypothèse paraît assez difficile à croire puisque le niveau de contact avec des francophones à Toronto demeure assez réduit. Le cas des pronoms sujets nous montre que le contact avec le français doit être régulier et intensif pour pouvoir surmonter l'influence du français scolaire. De toute façon, l'étude du cas des formes du futur périphrastique nous fournit une information étonnante. Les élèves qui ont séjourné en milieu francophone n'ont pas vu une hausse dans le taux d'emploi de la forme *je vas*. Selon Nadasdi, Mougeon et Rehner (2003:213), le contact élevé avec le français a eu pour effet d'éliminer complètement la forme *je vas* du parler des élèves qui ont séjourné le plus longtemps dans un environnement francophone. De plus, même un tel contact ne favorise pas la forme *m'as* à devenir partie de leur système. Bref, les étudiants passent tant de temps à apprendre les formes formelles ou standard que la pratique du français signifie pour eux plutôt une pratique de ces formes au lieu d'un exercice d'acquisition des autres formes qui font partie du code canadien-français.

Bien que cette dernière section ait été courte pour ne pas trop dissiper notre attention des questions linguistiques, elle a renforcé le concept du contact avec le français vernaculaire. Plus quelqu'un est en contact avec les formes standard plus il aura de la difficulté à maîtriser les formes informelles. Dans le cas des Franco-Ontariens qui font partie des groupes linguistiques semi-restreints ou restreints, leur contact réduit avec de telles formes a favorisé une préférence pour la simplification, le recours aux éléments anglais, ou d'autres techniques linguistiques qui ajoutent au stéréotype que les Franco-Ontariens n'ont pas une bonne connaissance du français ou sont en train d'abandonner le français au profit de l'anglais. Un des problèmes majeurs avec l'enseignement immersif c'est que l'on porte trop d'attention au côté purement grammatical. Cette approche dépassée a comme résultat de former des élèves qui ne réussissent pas à s'intégrer à la communauté francophone locale. La question de l'acceptabilité du discours appris à l'école entre en jeu. Selon Harley (1984:62) : « les cours immersifs semblent excellents pour former des élèves aptes à communiquer en français, mais on pourrait s'appliquer, en classe et à l'extérieur, à pousser davantage les côtés grammatical et sociolinguistique de cette compétence ».

4.5 Discussion

Cette partie sur la langue française parlée en Ontario s'est avérée une composante intégrale dans la compréhension de la situation sociale dans laquelle les Franco-Ontariens se trouvent. On a abordé de nombreux traits linguistiques. Au cours de la présentation des grands marqueurs linguistiques on s'est trouvé devant certains thèmes qui se sont

présentés à maintes reprises. Les deux plus grands sont peut-être le bilinguisme et la dominance linguistique.

Tout au long de ce chapitre on a rencontré les concepts du bilinguisme et la dominance linguistique. Dans la majorité des cas, ces concepts se sont avérés les variables les plus importantes sur le plan sociolinguistique. Cependant, bien que ces deux concepts soient assez semblables, on ne peut pas nécessairement dire que le bilinguisme se traduit en dominance anglaise ou en une préférence envers l'anglais. Les variantes traitées dans ce chapitre sont toutes des traits communs qui ne font pas partie de la grammaire traditionnelle du français. Elles peuvent toutes être classées sous deux catégories : les variantes qui sont causées par une influence explicite de l'anglais et les variantes qui représentent des changements morphologiques ou syntaxiques. Ce dernier groupe comprend principalement les éléments du vernaculaire qui doivent être compris par chaque individu pour qu'il puisse ressembler à un « vrai » Canadien-Français. Cette dernière phrase pourrait paraître très frappante à première vue car il est difficile, voire impossible de dire résolument ce qui constitue un Canadien-Français. La question de la diversité francophone au Canada sera abordée sous peu.

Le bilinguisme est souvent le déclencheur principal du premier groupe tandis que la dominance anglaise exerce son influence sur le deuxième groupe. Lorsqu'on parle de bilinguisme on parle d'une compétence en français et en anglais. Ceux que l'on classe comme étant « bilingues » savent qu'ils incorporent certains éléments de la langue majoritaire dans leurs communications. Le bilinguisme ne signifie pas une perte de la

langue française. La dominance linguistique, par contre, dresse un portrait sociolinguistique moins flatteur. C'est dans le cas de la dominance linguistique que l'on se trouve devant l'idée du refus linguistique. Si un locuteur fait preuve d'un usage restreint du français cela veut dire que le français n'occupe presque pas de place dans sa vie. Si l'école demeure le seul point de contact pour celui-ci cela pourrait être un problème. Comme on a vu dans le cas des élèves en immersion française, la salle de classe est un milieu artificiel qui fait la promotion des règles du français standard. Une telle exposition ne produit pas des locuteurs qui ont une connaissance acceptable des traits régionaux. On a vu que lorsqu'il s'agit de l'incorporation des éléments de l'anglais les attitudes sont principalement centrées autour des idées de prestige et de survie. Le bilinguisme donne la chance aux Franco-Ontariens de démontrer une connaissance de l'anglais et crée des liens importants entre les deux communautés linguistiques. Ce qui est essentiel en ce qui concerne le bilinguisme c'est qu'il s'agit d'une connaissance de l'anglais qui ne se fait pas nécessairement au détriment du français.

Un deuxième élément important c'est le concept de la variation causée par les niveaux de langue. En traitant de la variation dans les relatives dans le français de Montréal, Lefebvre et Fournier (1978:275) nous rappellent un élément essentiel qu'il faut garder en tête lorsqu'on parle de la variation linguistique :

Notre description considère les phrases [...] comme faisant partie d'un même système et non comme appartenant à deux systèmes différents. Les règles sont donc formulées de manière générale à rendre compte de ces deux types de phrase par un seul ensemble de règles. Notre justification pour l'adoption d'un tel point de vue vient du fait que dans la communauté il y a des gens qui utilisent les deux formes à l'intérieur d'un même style/contexte.

La variation dont il a été question dans la citation ci-dessus concerne la régularisation au niveau des relatives. L'étude de Lefebvre et Fournier considère la variation comme étant plus une évolution linguistique qu'un trait stylistique. L'important c'est de savoir que l'on peut retrouver des phrases comme ...avec l'ère *dans laquelle* on vit et j'ai une de mes amies *que* je suis amie avec elle depuis l'âge de onze ans (Lefebvre et Fournier 1978:276) chez un seul locuteur. Il se peut très bien que certains considèrent la deuxième phrase comme étant du français pauvre. On aurait tendance également à émettre l'hypothèse que ce locuteur est victime des conditions extérieures qui l'ont amené à ne plus comprendre le fonctionnement des pronoms relatifs en français. Il est bien sûr possible de créer le lien entre cette « faute » et le système anglais car en anglais on peut dire *the girl who(m) I've been friends with since*²... En fait, cette variation témoigne probablement du fait qu'en français, comme dans toutes les langues dans le monde, il existe des variantes formelles et informelles. Les grammaires ne tiennent presque jamais compte des traits informels. L'entrevue où sont apparues ces deux phrases pourrait être considérée soit comme une situation formelle ou informelle selon le locuteur. Or, la différence entre les deux phrases représente peut-être la perception de ce locuteur quant à la formalité de la situation. Dans le cas des Franco-Ontariens, on voit que l'habileté de bien distinguer entre les registres formels et informels signifie la plus forte appartenance à la communauté franco-ontarienne. Dans la majorité des cas

² La phrase anglaise fait partie d'un discours informel. Tout comme en français, les prépositions ne peuvent pas figurer à la fin de la phrase. Cependant, en anglais on a tendance à ignorer cette règle lorsqu'on se trouve en situation informelle. Une autre variation au niveau de l'anglais concerne l'alternance au niveau du pronom personnel. En anglais on emploie le pronom personnel *who* pour désigner un sujet alors que le pronom personnel *whom* se réfère à un objet. Il n'est pas rare de trouver des locuteurs qui n'emploient jamais le pronom *whom*. Actuellement, la forme *whom* s'emploie surtout à l'écrit; bien que beaucoup de personnes ne comprennent pas la distinction entre les deux formes et emploient le pronom *who* incorrectement à l'écrit aussi. Or, à l'écrit la phrase anglaise devrait se lire « the girl with whom I have been friends since... »

examinés, ce n'était pas l'influence directe de l'anglais qui a causé la variation linguistique mais plutôt une réduction significative dans le taux d'emploi du français dans des activités quotidiennes.

Il faut se rappeler que n'importe quelle étude linguistique des variétés du français doit faire attention à ne pas s'appuyer uniquement sur le concept de la norme fournie par le français standard. Bien que le français standard demeure un point de référence à partir duquel on peut facilement reconnaître les domaines qui ont subi une évolution linguistique. Cependant, comme on vient de voir, c'est plutôt la norme sociale qui sert du meilleur point de référence à partir duquel on aboutit à nos conclusions. Les facteurs sociolinguistiques ne jouent pas sur le français standard. Ils affectent principalement les variantes régionales qui montrent parfois la norme qui devrait être respectée par les locuteurs. Tout au long de ce portrait linguistique, on a trouvé plusieurs cas où on observait de la variation mais cela ne témoigne que de la richesse linguistique présente en Ontario. Par exemple, lorsqu'on a examiné le traitement de la voyelle /a/ en franco-ontarien (cf. section 4.2.3), on a vu que pour une seule voyelle on peut trouver pas moins de quatre variantes. Cet exemple est assez révélateur car selon Thomas (1986:112) un seul sujet peut passer de /a/ jusqu'à /o/. Le « français standard » n'est pas toujours le type de français auquel on devrait avoir recours. Lorsqu'il étudiait la situation phonétique à Sudbury, Thomas (1986:113) a observé que seulement un locuteur employait les variantes fermées plus souvent que les variantes ouvertes. De plus, on compte onze locuteurs qui n'ont pas articulé les voyelles fermées du tout.

Le cas des Franco-Ontariens s'avère une question qui porte non seulement sur les conditions sociolinguistiques présentes en situation minoritaire mais aussi sur certaines illusions linguistiques. Bien que l'anglais soit la langue dominante en Ontario, il faut faire très attention à ne pas exagérer la pénétration de l'anglais dans la culture franco-ontarienne. L'anglais est sans aucun doute la langue de préférence dans les domaines du divertissement, des affaires, etc., en Ontario. Toutefois, on a vu qu'il existe une différence importante entre celui qui se déclare bilingue et celui qui tombe sous la catégorie restreint en ce qui concerne son emploi du français. Un Canadien-Français n'est pas nécessairement un Québécois. Au chapitre 3 on a vu que les étiquettes linguistiques sont une source d'hésitation ainsi que de variation. Au Québec, on a tendance à associer le terme « Québécois » à un individu qui fait preuve non seulement d'une connaissance avancée du français mais aussi d'un intérêt pour la culture québécoise. Bref, la situation minoritaire en Ontario empêche une promotion importante de la culture francophone. À part certains événements comme le festival franco-ontarien d'Ottawa, les Franco-Ontariens doivent se contenter de vivre au sein d'une province dominée par la culture anglophone. Il ne faut certainement pas dire que cette domination culturelle affecte la langue de façon extrême. Beaucoup de cas de « l'interférence de l'anglais » ne sont que des cas d'évolution linguistique avec des effets tels que la simplification du système français. Comme on l'a vu lors de notre étude de la préposition *sur* chez les Franco-Ontariens, on pourrait attribuer la majorité des représentations non-standard du *sur* à l'anglais. Toutefois, c'est probablement une conclusion trop simpliste, comme notre étude l'a démontré.

La communauté franco-ontarienne est extrêmement difficile à définir sur le plan linguistique. Il s'agit d'un groupe qui fait preuve d'une forte diversité au niveau de ses comportements linguistiques. La distinction va plus loin que les classements comme emploi restreint contre emploi non-restreint. Il faut également considérer les attitudes qui règnent au sein de la communauté franco-ontarienne. Par exemple, on a rencontré de nombreux cas où les attitudes des locuteurs a entraîné une variation linguistique. Il y a ceux qui sont moins enclins à employer des éléments du vernaculaire (par exemple, la moyenne bourgeoisie) à cause de son statut parfois défavorable. D'autres sont en train de connaître une sorte de standardisation. Il faut juste regarder les éléments phonétiques qu'on a discutés pour voir que le français standard commence à avoir une influence plus importante. Il faut se demander si cette standardisation est causée par le fait que le français commence à devenir une langue qui est de plus en plus réservée aux salles de classe. Les élèves en immersion française à Toronto nous ont montré que la standardisation demeure un phénomène contre lequel il est assez difficile de lutter et qui constitue également une conséquence de l'environnement artificiel qui existe dans les classes de français.

La « pureté » du français en Ontario devient de plus en plus en question lorsqu'on considère l'augmentation des locuteurs restreints. Il y en a beaucoup qui ont abandonné le français presque complètement en faveur de l'anglais, une langue plus prestigieuse sur le plan socio-économique. Cependant, on ne peut pas dire avec une grande certitude qu'il existe une crise linguistique sévère. Il est vrai qu'il existe un refus de la langue française de la part de certains Franco-Ontariens. Pourtant, notre synthèse des études sur la langue

française en Ontario montre qu'il ne s'agit pas d'un refus total. Les locuteurs non-restreints sont la pierre angulaire du maintien du français en Ontario. Pour répondre à la question de la pauvreté linguistique en Ontario, on ne peut certes dire qu'il s'agit d'une langue pauvre dans le même sens que la langue française populaire retrouvée au Québec. Au Québec on dit que le « joual » constitue un langage pauvre à cause de sa syntaxe, sa morphologie et sa phonétique non-standard ainsi que la présence de l'anglais dans son lexique. Évidemment la question de la pauvreté linguistique dans n'importe quel milieu est une question sans réponse car elle se fonde uniquement sur des opinions et non pas sur des faits. Cependant, cette idée de pauvreté s'applique à la langue québécoise car certains puristes croient qu'elle devrait ressembler davantage au français de France car elle se trouve en situation majoritaire et serait donc en position de pouvoir se défendre contre les menaces venant de l'extérieur. En Ontario, on s'attend à ce qu'il y ait une variation causée par son statut minoritaire. L'influence de l'anglais est certainement exagérée la plupart du temps et on retrouve à un certain degré les traits qui servent à marquer le français québécois. Lorsqu'on attache le qualificatif « pauvre » à la langue française en Ontario c'est plutôt dans le sens de la reconnaissance des niveaux de langue par les Franco-Ontariens. Le franco-ontarien est pauvre dans le sens qu'il n'est pas employé de façon systématique dans toutes les situations. Pour enrichir le français ontarien il faut que les Franco-Ontariens commencent à maximiser leur contact avec toutes les facettes de leur langue. Il leur faut la même variation linguistique que l'on retrouve dans les milieux où le français est symbole de fierté et source de ralliement.

Chapitre 5 – Langue et littérature

Le dernier des franco-ontariens
a débuté l'écriture d'un livre
il ne sait pas où il s'en va encore
et il ne sait toujours pas quelle tangente
prendra son écriture...
il explore, expérimente, tente de
définir une ligne directrice...

(Albert 1992:18).

Pour les peuples minoritaires, on peut créer une littérature pour se créer une identité. La littérature représente donc un moyen par lequel une société minoritaire peut faire transmettre cette identité pour enfin la faire reconnaître comme leur étant propre. Le chapitre précédent nous a montré que le regroupement de toutes les communautés francophones à l'intérieur d'un seul groupe, que l'on a dénommé Franco-Ontarien, représente en effet un processus qui ignore en grande partie les variations régionales du français. Il est impossible d'avoir une langue qui ne subit aucune variation. Ces variations peuvent être le résultat de différences géographiques, socio-économiques, d'âge, ou le simple fait que la compétence linguistique varie selon le locuteur. Cependant, la littérature demeure un outil indispensable lors de la création ou de la défense d'une identité communautaire distincte.

La littérature représente une voie de communication. Les auteurs ont la chance de servir de porte-parole pour une société en danger. Tout comme chaque auteur a un style qui lui est propre, les moyens par lesquels un auteur choisit de véhiculer ses messages demeure un talent qui repose largement sur les préférences individuelles. Dit de manière

plutôt simpliste, il existe deux formes principales pour accomplir cette tâche : on peut la faire à partir des thèmes et des symboles contenus dans le texte, ou on peut essayer de dresser le portrait de la société en présentant sa langue et sa culture de manière explicite. Cette dernière stratégie est généralement moins commune car elle doit faire face au débat qui fait rage dans l'acceptabilité des éléments « non-standard ». C'est donc dans les pièces et dans les contes qu'on a tendance à voir un langage qui reflète le mieux les réalités linguistiques de la société en question.

La littérature reste une des formes de communication les plus anciennes. Elle permet à l'auteur de véhiculer son message à des milliers de lecteurs. Par exemple, un auteur franco-ontarien peut présenter le bilinguisme comme une composante clé de la langue franco-ontarienne. Au chapitre 3, on a vu que le bilinguisme demeure une question très controversée car, selon certains, il témoigne de l'assimilation volontaire et on pourrait même aller jusqu'à dire qu'il est la cause principale de l'insécurité linguistique qui affecte sévèrement la quantité de français parlée par les jeunes franco-ontariens. Cependant, un auteur a la chance de présenter soigneusement l'apport du bilinguisme au sein de ses œuvres. Il a la chance de le représenter en fonction des réalités sous-jacentes liées à l'identité franco-ontarienne. Par conséquent, lorsque le bilinguisme est présenté, l'auteur a la chance de rappeler aux Franco-Ontariens l'importance de ne pas oublier leur héritage et leur culture. L'œuvre pourrait bien montrer que l'anglais peut pénétrer dans le monde franco-ontarien à un certain degré, mais cela ne devrait pas se faire au profit du français. La littérature est toujours ouverte à l'interprétation de la part de l'auteur ainsi que de la part du lecteur. On ne peut donc pas oublier que les lecteurs

créent eux aussi leurs propres compréhensions à travers la langue et les symboles présentés dans les œuvres littéraires.

World making through language is a narrative of power, durability, and inspiration. It is the story of how we make the world known to ourselves, and how we make ourselves known to the world. It is different from other narratives because it is about nouns and verbs, about grammar and inferences, about metaphors and definitions, but is a story of creation, nonetheless. Even further, it is a story that plays a role in all other narratives. For whatever we believe in, is to a considerable extent a function of how our language addresses the world (Postman 1995:175).

Même si ce dernier chapitre cherche à faire ressortir les principaux traits linguistiques franco-ontariens tels que présentés dans les pièces et les contes, on ne peut certes ignorer l'apport des œuvres qui suivent la voie « standard » pour promouvoir leurs messages. L'exemple classique canadien-français d'une tentative de rallier le peuple contre les menaces venant de l'extérieur est le roman *Maria Chapdelaine* de Louis Hémon. À travers l'intrigue, les Québécois ont compris l'importance de résister aux tentations venant de l'extérieur afin de sauvegarder leur identité et d'assurer la survie de la communauté francophone rurale au Québec. Cependant, un autre moyen par lequel une communauté peut documenter son existence et ses réalités c'est en employant un langage qui est représentatif des conditions sociolinguistiques dans lesquelles cette communauté se trouve. Ce n'est plus une question de « bien parler » ou de « mal parler » mais plutôt de faire parler ses personnages de manière assez réaliste afin de permettre au lecteur d'en tirer ses propres analyses et conclusions quant à la vie dans une telle communauté.

Ce cinquième chapitre est, en effet, une sorte de supplément au dernier. Le chapitre 4 a servi de base à ce portrait linguistique. On a essayé d'illustrer un certain nombre d'éléments linguistiques en les soulignant et les mettant ensuite dans un cadre sociolinguistique pour enfin comprendre le raisonnement et les causes derrière les changements linguistiques qui font partie de la variété de français que l'on a dénommé le « franco-ontarien ». On a accompli cette tâche en s'appuyant sur des études effectuées par les principaux chercheurs en linguistique en Ontario. On va maintenant essayer de compléter le dernier chapitre en traitant des traits linguistiques que l'on retrouve dans certaines œuvres littéraires franco-ontariennes. Le présent chapitre ne cherche pas à documenter de manière exhaustive tous les phénomènes linguistiques, mais cherche plutôt à faire ressortir un bon nombre de traits linguistiques associés au parler populaire canadien-français. Il suffit de rappeler au lecteur que le code écrit est loin d'être parfait. Il est difficile de représenter fidèlement la façon dont on parle. Or, les œuvres examinées ne réussiront pas à capter toutes les variations et n'auront pas l'habileté de bien refléter chaque variante.

L'étude linguistique débutera par l'analyse des trois dramaturges franco-ontariens peut-être les plus connus. Chaque auteur a écrit de nombreuses pièces de théâtre. Dans le cadre de cette étude, on regardera les façons dont les auteurs ont choisi de codifier le parler franco-ontarien. Suit une liste des pièces qui constitueront notre corpus. De manière générale, une large part de l'analyse linguistique portera sur une pièce en particulier et les autres œuvres serviront à compléter la première ou à présenter des éléments absents de la pièce principale. On examinera trois pièces de Jean-Marc Dalpé :

Le Chien (1987), *Eddy* (1994) et *Lucky Lady* (1995). La discussion portera ensuite sur quatre œuvres d'André Paiement : *Lavalléville* (1983), *La Vie et les temps de Médéric Boileau* (1978), *A mes fils bien-aimés* (1978) et *Moé j'veins du nord, 'stie* (1978). Finalement, on regardera deux pièces de Michel Ouellette : *French Town* (1994) et *Le Bateleur* (1995).

5.1 Diverses facettes du joual canadien-français

L'idée d'inclure un chapitre portant sur les traits linguistiques reflétés dans la littérature franco-ontarienne dans notre portrait des Franco-Ontariens vient en grande partie de la citation ci-dessous, retrouvée dans les notes pour la pièce *Lavalléville*, d'André Paiement : « Cette pièce fut créée et jouée dans le nord de l'Ontario. Le langage utilisé dans la mise en scène était celui de la région: le joual franco-ontarien. Il est très important que le texte de la pièce soit adapté à l'accent de la langue (quel qu'il soit) de la région où cette pièce est jouée » (Paiement 1983:4).

La présence du néologisme « joual franco-ontarien » mérite une certaine discussion car il soulève plusieurs questions. Premièrement, le terme « joual franco-ontarien » paraît très intéressant car on a tendance à dire que le « joual » est une expression réservée aux Québécois. Pour les Québécois, le joual représentait une façon de réaffirmer leur indépendance face à la majorité anglophone au Canada et démontrait, une fois pour toutes, qu'ils ne se souciaient guère d'avoir coupé tout lien officiel avec la France. Malgré les protestations de la part de Georges Dor ou de Jean-Paul Desbiens

(alias le frère Untel), le joual est une innovation linguistique qui ne cherche pas à embarrasser la société québécoise mais qui vise plutôt à rendre la communication plus facile et plus efficace. Bien qu'il n'y ait pas de grammaire officielle qui aidera à éclairer les sceptiques, les locuteurs qui ont embrassé le joual savent qu'il existe bien des règles grammaticales qui tentent de promouvoir une communication claire et efficace. Grâce à ces règles, dont l'existence n'est jamais reconnue dans une salle de classe, le joual reste structuré et logique, ce qui lui permet de résister aux commentaires négatifs qui le traitent d'une langue qui ne peut même pas être considérée comme étant une descendante du français parisien du XVI^e siècle. Enfin, étant donné la tension qui existe entre le joual et le « français standard », il reste à voir comment le « joual franco-ontarien », proposé par André Paiement, réussira à présenter fidèlement la variété de français choisie par les Franco-Ontariens. Tout au long du chapitre précédent, on a vu que la standardisation exerce une influence non-négligeable sur le français ontarien. La question se pose donc à savoir quels éléments du joual québécois sont censés constituer la variété locale qui peut mériter le titre de « joual franco-ontarien »?

Voici une introduction au joual qui cherche non seulement à le définir, mais à faire ressortir les attitudes qui pourraient nous aider à comprendre comment il s'avère un outil tellement puissant sur le plan littéraire. Le mot « joual » est souvent associé à un langage pauvre qui est réservé presque uniquement aux classes basses ainsi qu'aux gens peu instruits. La gamme de facteurs sociaux qui ont mené à une réduction substantielle dans la conservation du français chez les Franco-Ontariens, en tant que langue de communication, soulève un dilemme intéressant. Vu que le joual ne jouit pas d'une

perception très flatteuse de la part de plusieurs institutions importantes, on doit s'attendre à ce qu'il y ait un dilemme pour les Franco-Ontariens sur le plan linguistique.

Premièrement, l'étude du joual est complètement absente du curriculum franco-ontarien, ce qui fait que les élèves apprennent à parler le français standard. De plus, puisqu'une connaissance du vernaculaire n'avance pas grand-chose sur le plan socio-économique, les Franco-Ontariens ne sont pas très motivés à apprendre les variétés populaires. On pourrait même dire que le joual n'est pas requis sur le plan social non plus car les Franco-Ontariens qui choisissent de parler anglais ne sont pas stigmatisés par leurs pairs.

Finalement, une connaissance active du français est perçue comme étant un avantage sur le plan professionnel. Cependant, les employeurs cherchent plutôt à ce que les employés soient familiers avec le français standard et n'embaucheront pas quelqu'un qui ne parle que le joual. Étant donné le fait que le joual constitue une variante du « français standard », il est aussi souvent perçu comme un signe d'une perte de la langue car on croit que les locuteurs ont recours au joual pour compenser leur méconnaissance des règles grammaticales du standard.

Partout dans le monde, le débat fera rage continuellement quant à l'acceptabilité du vernaculaire. Cette section ne cherche pas à faire avancer cette question. Cependant, ce qu'on fera, ce sera de dresser une liste de définitions et de commentaires provenant de chercheurs et d'individus bien connus dans la francophonie canadienne dans le but de faire un survol de cette question linguistique.

Dans le *Petit Robert* on retrouve la définition suivante de *joual* : « Mot utilisé au Québec pour désigner globalement les écarts (phonétiques, lexicaux, syntaxiques ; anglicismes) du français populaire canadien, soit pour les stigmatiser, soit pour en faire un symbole d'identité » (p.1379).

La prochaine définition complémente la première. La grande différence concerne la perception sociale du joual. La définition du *Petit Robert* était assez neutre et cherchait à définir le concept et le débat sans prendre partie. Cependant, chez Dulong (1989/1999:290), on note une certaine emphase sur le côté négatif du joual :

Mot devenu très populaire dans les années 60 pour désigner le langage populaire des ouvriers francophones du Québec, soit pour stigmatiser leur façon de parler, soit pour rendre les Québécois conscients de leur état d'infériorité économique. Certains Québécois, même instruits, semblent incapables de raconter une histoire drôle autrement qu'en *joual*.

Voici une dernière définition qui regroupe les éléments historiques et sociolinguistiques qui permettent à ce langage de définir un peuple et un mouvement :

Déformation du mot « cheval ». Parce qu'il s'éloigne de la belle langue française conventionnelle, le parler « joual » a pour plusieurs une connotation péjorative, honteuse. Il dénote la tendance de certaines personnes à mal articuler, à manquer de précision et de variété dans le choix de leurs mots, à utiliser avec excès les jurons et à abuser de termes et de tournures de langue anglaise. En 1960, *Les insolences du frère Untel*, un livre de Jean-Paul Desbiens qui dénonçait avec vigueur cette tendance à s'exprimer mollement en « joual », a créé beaucoup de remous. Un important mouvement d'amélioration linguistique a alors été amorcé. Cependant, durant la même période et jusqu'à aujourd'hui, de nombreux artistes, humoristes ont décidé d'utiliser le joual pour décrire la vie telle qu'elle s'affirme autour d'eux dans les milieux populaires. Le parler « joual » est alors devenu une source d'inspiration et de vitalité, une manière de s'identifier. Le joual : honte ou fierté ? Le débat fait toujours rage (Bélanger 1997:109).

La question centrale qui motive le débat chargé centré sur le joual demeure la suivante : cela signifie quoi « bien parler »? Est-ce que cela veut dire bien articuler? Cela pourrait tout aussi bien vouloir dire respecter les règles traditionnelles de syntaxe. Dans un de ses pamphlets, Georges Dor admoneste un Québécois qu'il entend émettre la phrase suivante : « c'est un théâtre que je pense que vous êtes sûrement allé déjà ». À ce propos, Dor lance le commentaire suivant : « même les personnages du théâtre de Tremblay ne parlent pas ainsi. L'auteur, s'il décrit les gens des quartiers populaires et les laisse dire leur être intime, corrige généralement leur syntaxe » (Dor 1998:138). Cette phrase représente la manière de parler pour la majorité des Canadiens-Français dans des situations informelles. Malgré les deux erreurs syntaxiques, le message reste compréhensible. Or, il faut se demander pourquoi cette variante est tellement stigmatisée. Ceux qui refusent de reconnaître l'existence de telles variantes ignorent également l'évolution linguistique que subissent toutes les langues et l'innovation au niveau de la grammaire. Les puristes ne doivent pas oublier que même le français standard est un exemple d'évolution car il est le produit du latin de la rue. Ce latin a évolué en fonction des certains facteurs sociaux tels que le contact avec le gaulois pour enfin donner une nouvelle langue. Le cas du joual n'est guère exceptionnel. Lorsqu'on arrive à la conclusion à savoir si un parler quelconque représente une langue propre ou non, il ne faut pas mettre l'accent sur le point de référence, dans ce cas il s'agit du français standard, mais plutôt sur le rôle que jouera cette langue au sein de la communauté. Hazael-Massieux (1993:11) propose le critère suivant pour ce qui constitue une langue : « un moyen de communication entre les membres d'une communauté linguistique, que l'on peut apprendre, que l'on peut décrire (dont on peut dégager les

règles de fonctionnement, et donc dont on peut écrire la grammaire, compiler le lexique, etc.) ».

Le devoir d'un auteur est de représenter aussi fidèlement que possible l'environnement dans lequel l'histoire se déroule. On peut donc comprendre pourquoi le joual occupe une place aussi prédominante dans l'expression littéraire canadienne-française. L'introduction d'une autre pièce de André Païement déclare que sa pièce constitue « une pièce d'expression purement franco-ontarienne » (Païement 1978:6). On doit donc s'attendre à ce que la langue, que Païement a dénommé le « joual franco-ontarien », occupe une place symbolique et identitaire importante au sein de ses œuvres.

Robert Claing (1994:191), lors d'une analyse de la pièce *Eddy* de Jean-Marc Dalpé propose la relation suivante entre le choix du langage dans une pièce et l'atmosphère générale de la présentation :

Selon Dalpé, les personnages d'*Eddy* s'aveuglent, s'illusionnent et préfèrent de beaucoup leur rêve de gloire et de réussite à leur triste et médiocre réalité. La pièce est dure, violente parfois. On y donne des coups, et pas toujours avec des gants, pour terrasser l'autre, le plus faible. On reçoit des coups, on s'endurcit pour mériter une place – sa place – dans la vie. Enfin, Jean-Marc Dalpé devait insister au cours de l'entretien sur la langue utilisée dans sa pièce, une langue bâtarde, aussi dure que les poings du pugiliste, une langue qui donne des coups. Mais elle est d'abord une musique, un rythme et un son, l'expression de ce qu'est un acte d'écriture : elle est poésie.

Même Jacques Godbout, un auteur québécois qui s'inquiète passablement du sort des Québécois face à la dégénération sociale qui semble avoir paralysé le mouvement des années 60, ressent une certaine obligation de faire parler ses personnages en tenant compte des subtilités orales afin de donner une valeur à son œuvre :

Quand, entre la langue écrite et la langue parlée, le décalage est trop grand, la littérature devient alors artificielle, emprunte ses thèmes ailleurs et ses solutions aux manuels de philosophie. Or une littérature en dentelle, tout empesée, assise sur le bout de son fauteuil, fesses serrées, peut certes plaire à la grande bourgeoisie, ou encore aux étrangers qui ne sont pas à même de distinguer le faux du vrai, le portrait idéal de la réalité écorchée ; mais elle n'en demeure pas moins, si bienséante qu'elle soit, tellement éloignée de la réalité et des mythes tout à la fois qu'elle n'est valable que pour cette infime minorité (Godbout 1975:47).

Les écrivains québécois le sentent bien : dans l'idéal il nous faudra un jour écrire en un français que pourront comprendre dans le monde le plus de francophones possible, *mais sans jamais sacrifier la description exacte de notre société* ; c'est pourquoi un certain nombre d'années passées à transcrire soigneusement la réalité québécoise (en joual) nous vaudrait peut-être une réconciliation entre l'écriture littéraire et la réalité sociale vivante, c'est-à-dire une raison d'écrire (ibid 87).

L'exemple classique de la promotion du joual à travers la littérature populaire est l'apport du dramaturge québécois Michel Tremblay. Pour celui-ci, le joual représentait non seulement un langage qui est une déformation de la norme. En effet, le joual représente un outil littéraire qui joue de nombreux rôles indispensables lors de la création des œuvres littéraires visant à documenter les réalités sociales. Gauvin (2000:125-126) a tenté de résumer l'apport du joual en se référant à des commentaires que Tremblay a faits dans les journaux québécois. Elle a fini par diviser le joual en cinq catégories selon sa fonction. Ces divisions nous permettent de voir jusqu'à quel point la langue devient un outil qui réussit à définir les habitudes et les préoccupations d'un peuple. Les auteurs comme Tremblay, qui prennent le joual au sérieux, savent que l'art de représenter le joual

à l'écrit n'est pas une tentative d'exagérer les stéréotypes linguistiques. Les commentaires suivants de Tremblay nous éclairent davantage quant à la possibilité qu'a le joual pour dresser le portrait de l'évolution et des préoccupations sociales qui règnent chez les Canadiens-Français.

Le joual-reflet : Je ferai parler mes personnages avec les expressions qu'ils utilisent dans leur vie de tous les jours (*La Presse*, 17 décembre 1966). Le joual que j'emploie n'est absolument pas exagéré, même que c'est un joual très sage. [...] C'est aussi le reflet d'une grosse partie, très grosse partie de la société (*La Presse*, 15 août 1969).

Le joual politique : Le joual, c'est une arme politique, une arme linguistique que le peuple comprend d'autant plus qu'il l'utilise tous les jours [...]. C'est un devoir que d'écrire en joual tant qu'il restera un Québécois pour s'exprimer ainsi (*La Presse*, 16 juin 1973).

Le joual universel : Quand on fait du théâtre, il faut toujours transposer [...] Dans tous les pays du monde, il y a des gens qui écrivent en joual (*La Presse*, 16 août 1969). Tennessee Williams écrit en joual, l'original d'*Amarcor* de Fellini est écrit et parlé en joual lombard. À l'extérieur du Québec, tous m'ont dit que la langue de mes personnages est une langue superbe (*Le Soleil*, 21 octobre 1978).

Le joual exportable : Ce qui me permet d'aller ailleurs c'est mon côté local ou régional (*Le Devoir*, 26 février 1977).

Le joual : ni écran ni refuge : Pourquoi certaines personnes continuent-elles à m'achaler et à me persécuter parce que j'écris en joual? C'est du fascisme! si j'écris en joual, c'est pas pour me rendre intéressant ni pour scandaliser. C'est pour décrire un peuple. Et le monde parle de même icite ! (*Le Jour*, 2 juillet 1976). Dans mon écriture, tu verras toujours la *patte*, mais c'est évident que j'écris un français différent, plus clair, moins *garroché* et si notre langue est moins rude, elle sera toujours truffée de *québécismes* (*Le Devoir*, 15 septembre 1990).

Voilà un aperçu de l'autre côté du débat. Au lieu d'être une langue garrochée, le joual s'avère un outil de promotion. Le joual est un langage exporté à travers le monde afin de décrire les Canadiens-Français. Les défenseurs du joual ne prétendent pas qu'il s'agit d'une variante qui devrait supplanter le français standard comme langue de communication formelle. Pourtant les auteurs et les comédiens qui ont recours au joual doivent constamment défendre leur motivation derrière leurs façons de parler. Pour sa défense, Tremblay rappelle à tous les critiques que son art ne devrait pas être perçu comme étant un signe de la méconnaissance des règles du français et ni comme appuyant l'insécurité linguistique. Suivent deux commentaires provenant de Tremblay qui soulignent le fait que le joual est un langage plutôt symbolique et descriptif. Or, il s'agit d'un langage qui reste facultatif, même si la grande majorité des Canadiens-Français y ont recours à un moment donné : « Si on joue aujourd'hui *Les Belles-Sœurs* à Stratford et à Buenos Aires, c'est, je l'espère, parce que c'est une bonne pièce et non parce que c'est en joual » (Arseneault 1991:22).

Il faut faire la différence entre la littérature et l'enseignement. Un écrivain a tous les droits. D'employer tous les mots, de toutes les façons. Si un enseignant utilise *C't'à ton tour*, *Laura Cadieux* pour dire aux élèves que c'est comme ça qu'il faut parler, je vais m'insurger et dire que c'est un imbécile. S'il l'utilise pour faire une étude de langage, je vais dire d'accord. Le « bon parler français » est un concept bourgeois, mais quand on veut s'exprimer, c'est absolument évident qu'il faut apprendre la grammaire (ibid 21).

5.2 Théâtre franco-ontarien

On entend souvent dire que la communauté franco-ontarienne est une communauté partagée. Elle est partagée entre deux langues et entre deux cultures. Il est difficile pour les Franco-Ontariens d'affirmer exactement qui ils sont. L'identité n'est pas une chose qui s'acquiert facilement. Le théâtre franco-ontarien tient compte des luttes entraînées par la cohabitation et est en train de se créer une identité qui lui est propre.

Isabelle Bélisle, artiste-pigiste, metteuse en scène et comédienne, lors d'un colloque portant sur la problématique identitaire en Ontario¹, a comparé le théâtre franco-ontarien à un être humain qui grandit. Elle dit que le théâtre franco-ontarien est actuellement « entre l'âge de l'adolescent et jeune adulte ». En fait, il existe une ressemblance parfaite entre un être humain et le théâtre franco-ontarien. Lorsqu'on est adolescent, on commence à ressentir le besoin de découvrir exactement qui on est. Pour les adolescents franco-ontariens, tout comme pour le théâtre franco-ontarien, la question « qu'est-ce que c'est être Franco-Ontarien » est à l'honneur. Les pièces de théâtre tentent de répondre à cette question en présentant un portrait de la vie qui définit les Franco-Ontariens. Les pièces traitent de sujets tels que la difficulté de vivre dans le nord et de travailler dans les mines. On atteint le stade « jeune adulte » lorsqu'on commence à sortir petit à petit de notre isolement pour enfin s'intéresser à l'universalité de l'être humain. Il faut toutefois faire attention lorsqu'on écrit une pièce de théâtre, car la langue elle-même n'est pas assez forte pour créer ou transmettre une identité propre aux Franco-

¹ Les informations présentées dans ce paragraphe viennent des notes personnelles de cet auteur. Le discours prononcé par Isabelle Bélisle n'a pas été publié.

Ontariens. Le devoir du dramaturge franco-ontarien est de s'assurer que son œuvre fait avancer le débat centré autour de l'établissement d'une nouvelle identité franco-ontarienne. Bélisle, associant le théâtre franco-ontarien aux stades de développement d'un être humain, a aussi dit que Michel Tremblay demeurait toujours dans le stade de l'enfance. Elle a dit que les pièces de Tremblay sont stigmatisées par les marques typiques du joual comme « moé » et « toé ». Bélisle affirme que cela s'avère un problème pour Tremblay car c'est beaucoup trop superficiel. Tremblay réussira à se faire prendre au sérieux par les Montréalais car c'est leur langue que Tremblay tente de représenter dans ses pièces. Cependant, les éléments de découverte, qui caractérisent les stades du jeune adulte et de l'adolescent, sont absents. Bref, lorsqu'on tente de dire ce qui constitue un bon dramaturge, il faut dire que l'essentiel c'est non seulement savoir comment s'exprimer, voilà l'élément purement linguistique, mais savoir comment utiliser cette habileté pour exprimer quelque chose d'important.

Au Québec, durant les années 1960, on se retrouvait en pleine Révolution tranquille. En Ontario, on semble avoir reconnu l'importance de questionner le statu quo qui s'était installé tant sur le plan social que sur le plan culturel. Donc, vers le début des années 1970, la communauté franco-ontarienne a connu une petite révolution tranquille. Ce qui différenciait cette révolution de celle au Québec est que les Franco-Ontariens ne cherchaient pas à reprendre le pouvoir. En fait, cette révolution consistait à élaborer un plan d'action qui aiderait les Franco-Ontariens à mieux supporter une existence en situation minoritaire. On remettait en question les anciennes institutions comme l'ACFO et on cherchait à mettre sur pied de nouvelles structures sociales qui seraient à la

disposition des Franco-Ontariens. Au cours de la décennie, on verra que les artistes ont assumé un rôle beaucoup plus actif. Au centre des tentatives de promouvoir la culture franco-ontarienne était la Coopérative des artistes du Nouvel-Ontario (CANO), mise sur pied par un groupe de jeunes artistes dans le nord qui ont été particulièrement inspirés par cette nouvelle prise de conscience culturelle. Par la suite, naîtront un bon nombre de maisons d'édition telles que *Prise de parole* en 1973 et les *Éditions du Nordir* en 1988 (Dionne 1993:377).

Les trois auteurs choisis comme objets d'étude dans ce chapitre sont ceux qui sont généralement perçus comme étant les personnages clés dans la promotion des arts dramatiques franco-ontariens. Leurs œuvres ont toutes gagné de nombreux prix et sont reconnues comme étant des documents importants pour la francophonie canadienne-française en général. Suivent de courtes biographies des trois dramaturges.

Jean-Marc Dalpé, comédien, romancier et dramaturge, est un des auteurs franco-ontariens les plus couronnés de succès. Il a gagné le prix du Gouverneur général trois fois, la première fois en 1988, pour la pièce *Le Chien*. Dalpé est responsable de la création du Théâtre de la Vieille 17 à Rockland. Né à Ottawa en 1957, d'une mère anglophone, Dalpé s'est vite rendu compte de l'importance de ne pas ignorer l'apport des arts français. Par la suite, il est devenu un auteur universel. Ses œuvres ont été adaptées par des troupes française, belge, québécoise et canadienne-anglaise. L'adaptation anglaise de la pièce *Eddy* a été présentée pour la première fois au prestigieux festival de théâtre de Stratford en 1994. Actuellement, Dalpé se concentre sur le côté romancier.

Son premier roman, *Un vent se lève qui éparpille*, paru en 2000, lui a déjà remporté son troisième prix du Gouverneur général.²

Au cours des années 1970, la culture franco-ontarienne a connu une évolution importante. On dit qu'à cette époque on a passé d'une culture d'emprunt à une culture originale. En Ontario français, c'était le théâtre qui a joué un rôle central dans ce passage culturelle (O'Neill-Karch 1992:17). Avant les années 1960 on faisait jouer des pièces de théâtre en français, mais il s'agissait de pièces venues d'ailleurs. Ce ne serait pas avant le début des années 1970 que les Franco-Ontariens connaîtraient une scène qui leur serait propre. À la tête du mouvement théâtral en Ontario il y avait André Paiement. Fondateur du Théâtre du Nouvel-Ontario (TNO) et la Coopérative des Artistes du Nouvel-Ontario (CANO), Paiement est connu comme « le père de la francophonie ontarienne » (Courchesne 1987:146). Paiement s'est suicidé le 23 janvier 1978, à Sudbury, à l'âge de 28 ans. Il est responsable de cinq pièces originales, de nombreuses chansons et enregistrements sonores ainsi que des adaptations telles que le *Malade imaginaire* de Molière et les célèbres contes de Ti-Jean. Son apport à la culture franco-ontarienne est donc assez respectable.

Paiement voyait son œuvre comme étant une solution à la crise identitaire dont souffraient les Franco-Ontariens. Son œuvre était censée documenter avec précision l'essentiel de la vie en tant que Franco-Ontarien; leurs communautés, leurs familles, leurs luttes et leur langue. Selon Paiement, son travail consistait non seulement à écrire mais à

² Cette biographie est une version abrégée de celle qui se trouve dans la réédition de la pièce *Le Chien* (2003).

motiver et à rallier son peuple : « Le Franco-Ontarien, c'est le bonhomme qui est né ici à Sturgeon Falls, à Hearst, à Sudbury, au Moulin à fleur, à North Bay. C'est surtout le travailleur. Le Franco-Ontarien, c'est un bonhomme qui est un peu complexé, qui est un peu assimilé, qui n'a pas d'identité, puis nous autres, on essaie de lui en donner une » (Beddows 2004:17).

Comme supplément à la pièce *La vie et les temps de Médéric Boileau* on retrouve un court extrait de son adaptation du *Malade imaginaire*. Même s'il reste très court, cet extrait illustre très bien la mentalité qui régnait chez les militants franco-ontariens au cours des années 1970. Voici un bref aperçu de cette adaptation. La dernière partie représente un dicton qui existe de nos jours au sein de la communauté franco-ontarienne.

“You beautiful” docteurs
 “Medical” professeurs
 “And all you beautiful people” aussi:
 Ecoutez “here” et
 “Lend us your rears”
 “For a” lavement
 “We come forth to” donner

Schizophrénie! Schizophrénie!
 “You will” bien vouloir excuser
 “Our” manière de parler
 Mais nous comprenons “what we say”.

Schizophrénie! Schizophrénie!
 “Is what we be”.

(Païement 1978:56)

Ses pièces ont enfin été publiées après sa mort car il ne voulait pas qu'elles soient publiées de son vivant. Paiement considérait ses pièces comme faisant partie d'une révolution contre-culturelle. En 1970, le manifeste *Molière Go Home* annonçait l'arrivée du nouveau théâtre franco-ontarien. La décision de Paiement de ne pas publier ses œuvres témoignait de sa position anti-institutionnelle. Le but premier de Paiement était de donner une voix à la couche populaire, c'est-à-dire le Franco-Ontarien typique dans le nord. Paiement refusait le bilinguisme institutionnalisé imposé principalement dans les secteurs de l'éducation et la santé. Ces institutions étaient gérées par la majorité anglophone. Les Franco-Ontariens se trouvaient donc sans voix et sans pouvoir. Le défi pour ce dramaturge était de cibler une classe qui ignorait le théâtre et les autres arts. De plus, la littérature ne leur intéressait que très peu. La publication de ses œuvres atteindrait donc les Canadiens-Français et non le « Franco-Ontarien typique » auquel Paiement s'intéressait.

À l'époque, les pièces franco-ontariennes étaient très rares. Lorsqu'elles furent publiées c'était par des maisons d'édition québécoises ou françaises qui finissaient par classer ces pièces sous la catégorie de littérature canadienne-française. La publication irait contre le but premier de Paiement. On avait peur que si les pièces étaient publiées, elles seraient fixées dans une certaine époque et ne pourraient donc plus donner une voix aux générations qui suivront. N'oublions pas que les pièces, en tant que œuvres orales, peuvent être adaptées pour refléter les préoccupations actuelles. Voici un résumé de l'apport de Paiement. Il nous aide à voir jusqu'à quel point Paiement considérait ses pièces comme étant le véhicule de la libération et l'expression du Nouvel-Ontario :

Le théâtre est, en effet, pour André Paiement un phénomène d'émancipation collective; il est par essence transparence de l'oralité constitutive de toute communalité, écriture du non-écrit. Il faudrait que l'œuvre théâtrale, produit pur de la communalité, ne soit plus structurée, uniformisée, décidée d'avance par un quelconque scribe. S'il advenait que cette oeuvre s'éprenne de son écriture, s'il arrivait qu'elle consente à sa singularité, elle témoignerait alors, non plus de la voix communautaire, mais de l'action d'un seul individu sur la parole, l'intrusion d'une singularité toujours oppressive dans la voix libératrice laissée à elle-même (Paré 1994:70).

Malgré le fait que les versions publiées demeurent des reconstructions faites à partir des notes car les textes originaux n'existaient pas, les observateurs ont quand même reconnu son génie. Paiement a réussi à dresser un portrait fidèle des réalités franco-ontariennes. À ce sujet, on dit qu'il est « le premier à dire la francophonie ontarienne telle qu'il la percevait et à l'avoir exprimé sans ambages » (Courchesne 1987:145).³

Ce qui rend Michel Ouellette assez particulier comme dramaturge c'est que ses pièces sont publiées mais ne sont pas jouées de façon régulière. Comme Michel Tremblay, Ouellette est un écrivain plutôt qu'un comédien, comme l'étaient Paiement et Dalpé. Il a souvent été finaliste pour le prix Trillium, la plus haute distinction littéraire pour les Franco-Ontariens. En 2003, il finira par remporter ce prix prestigieux pour la pièce *Le Testament du couturier*. Il a également été récipiendaire du prix du Gouverneur général pour sa pièce *French Town* (1994). Malgré le fait que ses pièces ne sont pas jouées régulièrement, elles ont quand même été acceptées par un grand nombre de sociétés à l'extérieur de l'Ontario français.⁴

³ Cette courte biographie d'André Paiement est principalement une version abrégée de celle que l'on retrouve à la fin de la pièce *Lavalléeville*.

⁴ Cette biographie constitue une version abrégée de celle qui se trouve dans la réédition de la pièce *French Town* (2000).

5.3 Analyse linguistique de l'œuvre de Jean-Marc Dalpé

Tout comme André Paiement, Jean-Marc Dalpé reconnaissait la nécessité d'élaborer un code en place pour représenter à l'écrit, le joual franco-ontarien. Au lieu de l'appeler le « joual franco-ontarien », Nadeau (1995:183) fournit une définition de la langue que présentait Dalpé, ainsi qu'un aperçu de la complexité associé à la représentation, ou la codification, de ce parler ainsi que l'effort que les comédiens ont dû exercer pour satisfaire aux exigences de ce langage populaire :

Cette langue, [...] ce qui en fait aussi son charme, c'en est la pauvreté. Dans *Lucky Lady*, on parle un franglais désarticulé, un ontarien de rue, une langue au vocabulaire très limité, si bien que les personnages n'ont jamais « les mots pour le dire ». Ils se débattent dans les mots; le message passe, mais à travers une multitude de béquilles syntaxiques. Ce sont les scories du langage, les silences, les jurons, les répétitions, les expressions du visage et de tout le corps qui arrivent à transmettre ce que chacun veut dire. Il faut déployer énormément de précision et de rigueur pour arriver à rendre la vérité de cette langue, et lorsqu'on y arrive, on a vraiment l'impression d'entendre une langue parlée avec toutes les imperfections et les ratés que cela suppose.

Ce qui est intéressant dans la création des pièces de Dalpé c'est que sur les trois pièces qui seront examinées dans le cadre de cette étude, seulement une pièce, *Le Chien*, se déroule en Ontario. Les pièces *Eddy* et *Lucky Lady* se déroulent au Québec, non loin de Montréal. Cependant, Dalpé utilise un langage dit « purement franco-ontarien » pour faire parler les personnages québécois. Nadeau (1995:185) dit que les spectateurs à Ottawa n'ont jamais eu de difficulté à digérer ce langage. Cependant, on dit qu'il fallait un bon quinze minutes pour que les Québécois arrivent à déchiffrer le code. Est-ce donc une preuve que le « joual franco-ontarien » est beaucoup plus qu'un néologisme lancé au

cours des années 1970 dans une tentative de motiver les Franco-Ontariens à prendre conscience du problème identitaire ?

5.3.1 Pronoms sujets (formes)

Dans le français canadien parlé, on observe très fréquemment que la pratique standard de l'élision de la voyelle avec le pronom sujet *je* devant voyelle peut s'étendre pour inclure l'élision devant consonne également. Par exemple :

J'rêvais qu'y'allait être un grand peintre... (Le Chien, p.8)

J'joue mieux maintenant... (Le Chien, p.14)

Dans la pièce *Le Chien*, cette élision du /ə/ reste quasiment catégorique. La majorité des cas où l'on retrouve la présence du /ə/ sont lorsque le personnage lit une lettre. Lorsqu'il s'agit d'un discours, on retrouve seulement le /ə/ lorsqu'il y a eu une élision du /ə/ directement après la consonne qui le suit. Or, on retrouve le /ə/ avec le pronom *je* seulement lorsqu'il : 1) précède directement les pronoms objets *le* ou *la* directement devant un verbe commençant par une voyelle ou, 2) se trouve devant une courte liste de verbes commençant par /r/ où l'on observe l'élision du /ə/ dans la première syllabe.

Voici quelques phrases qui illustrent bien cette règle :

Mais on dirait que **je** l'hais comme y faut. (Le Chien, p.19)

Comme peut-être **je** l'ai pas aimé comme y'aurait fallu. (Le Chien, p.19)

Je r'gardais Dallas, lui disait de quoi sur le bill de l'huile à chauffage. (Le Chien, p.17)

Pourquoi **je** r'tourne là, câlice ? (Le Chien, p.47)

Je l'sais-tu ça, moé? (Eddy, p.57)

Je l'entends parler pis y m'rend malade. (Eddy, p.93)

Notez qu'avec le verbe *rouler* on retrouve une élision du /ə/ avec le pronom sujet *je* car il n'y a pas eu d'élision à l'intérieur du verbe. La voyelle /u/ n'a pas tendance à tomber car elle est une voyelle plus forte et plus marquée que le /ə/. À l'intérieur de cette même phrase, on constate que l'élision du /ə/ peut avoir lieu également lorsqu'il est suivi de deux consonnes, comme avec le verbe *flotter*.

J'roulais pas, **j'**flottais. (Le Chien, p.46)

Même si l'élision de la voyelle /ə/ entraînerait une suite de la même consonne, comme dans la phrase suivante, elle a lieu. Dans ce cas, la consonne /ʒ/ n'est pas redoublée pour faire une consonne longue.

J'joue mieux maintenant parce que c'est mon âme qui a remplacé mes doigts!

(Le Chien p.14)

Pour ce qui est du pronom sujet *tu*, sa forme dépend aussi de l'environnement phonétique. Si le pronom se trouve devant une voyelle, le /y/ va tomber. Dans les pièces de Dalpé, on retrouve de nombreux exemples de cette règle. En voici quelques-uns :

Tu l'crois-tu ça toé? (Le Chien, p.26)

Tu vas juste me l'donner, O.K.? (Lucky Lady, p.100)

T'es encore vivant toé ! (Le Chien, p.7)

T'oublies d'où **tu** viens, **t'**oublies qui **t'es**. (Eddy, p.36)

T'es un gars ben busy, ben busy, hein Eddy? (Eddy, p.84)

T'as rien, **t'es** rien : première leçon! (Eddy, p.76)

C'est simple : **tu** ramasses, **tu** r'viens, **tu** laves, **tu** rinces, **t'essuies**, **tu** r'places.

(Eddy, p.63)

Bien que la grande majorité des cas où l'on retrouve le pronom sujet *tu* confirment cette règle, il existe quand même des cas où elle ne s'applique pas. Premièrement, lorsqu'il s'agit de l'expression « tu sais », qui demeure une sorte de ponctuation orale employée d'habitude à la fin d'une phrase, le /y/ tombe catégoriquement. Cette élision n'est pas étonnante car l'expression se trouve toujours en position inaccentuée.

Je l'aimais ben, t'sais. (Le Chien, p.14)

Ouain mais, t'sais, comme si je pouvais avoir une idée... (Eddy, p.71)

Voici un autre exemple d'une élision qui ne se fait pas. Cette fois elle ne se produit pas à cause de son contexte dans la pièce. Cette fois, c'est la mère qui est en train de lire une lettre à haute voix. La présence du /y/ est donc due au fait que c'est écrit « tu es » dans la lettre et non « t'es ».

Pas comme quand tu es venu en juillet. (Le Chien, p.8)

Une dernière exception concerne l'influence des pronoms objets et les pronoms personnels sur le pronom sujet. En français canadien, on a souvent tendance à voir l'élision de la consonne /l/ chez les pronoms objet *la* et *les* lorsqu'elle se trouve entre deux voyelles. Des exemples de ce phénomène seront présentés sous peu. Chez Dalpé, la règle est la suivante : lorsqu'il y a une élision du /l/ chez les pronoms objets *la* et *les*, l'élision du /y/ se fait également chez le pronom sujet *tu* pour éviter une suite de deux voyelles. Cependant, avec le pronom personnel *lui*, l'élision du /l/ peut aussi se produire entre deux voyelles. La grande différence dans cette situation est que l'élision de la voyelle du pronom sujet ne se fait pas. Or, il y a une suite de deux voyelles. Les trois premières phrases montrent cette non-élision entraînée par le pronom personnel. Notez que dans le cas de la première et la troisième phrases il ne s'agit pas d'un pronom personnel *lui* mais plutôt du pronom *y* exprimant un complément de lieu. Les trois dernières phrases fournissent toutes un aperçu de la situation opposée qui se produit avec

les pronoms objets. Premièrement, l'élision se fait avec le pronom *la* (notez aussi que le mot « argent » figure souvent au féminin en français canadien). Ensuite, on observe le même processus avec le pronom *les*. La dernière phrase est censée illustrer la règle qui dit que le /l/ ne peut pas disparaître avec le pronom *le* puisque le /ə/ n'est pas une voyelle assez forte pour exister toute seule. C'est bien sur le /ə/ qui chute et non pas le /l/. On n'aura donc pas tendance à voir la tournure suivante : [tyəse].

Tu y r'tournes quand? (Le Chien, p.26)

Tu y donnes l'enveloppe... (Lucky Lady, p.43)

Si jamais tu y retournes, tu y diras à Bugs Bunny... (Le Chien, p.25)

T'a verras pas l'argent. T'a verras pas. (Lucky Lady, p.108)

T'és vois, pis t'sais ça t'met à t'parler... (Lucky Lady, p.53)

Tu l'sais que j'ai raison. (Lucky Lady, p.105)

Un dernier pronom sujet qui connaît une variété de formes en français canadien est le pronom *elle*. Les phrases ci-dessous montrent que ce pronom peut prendre six différentes formes. Ce pronom a tendance à varier à deux niveaux : premièrement, la voyelle [ɛ] peut s'ouvrir jusqu'en [a]. Deuxièmement, l'élision du /l/ peut se produire lorsqu'il précède une consonne. Les deux phrases suivantes montrent une préférence envers la prononciation standard, soit [ɛl]. Selon Dumas (1987/1994:51), cette prononciation n'est pas représentative du parler populaire courant. Cette prononciation est censée être réservée seulement pour des cas où le pronom ne représente ni un sujet, ni

un complément direct ou ni un complément indirect. Le premier exemple dans la deuxième phrase est assez intéressant lorsqu'on considère la règle proposée par Dumas. Dans ce cas on voit ce qui semble être un /l/ plus long grâce à la présence du l apostrophe qui ne représente pas un pronom objet. Or, il semble que ce pronom objet sera prononcé [ɛl:], ce qui ne représente même pas une prononciation standard.

Elle a sa part dans tout c'qui est au d'sus du sept mille... (Lucky Lady, p.120)

Sauf qu'au bout' de dix-sept ans elle l'a toujours pas son disque fait qu'elle a rien de tout l'reste non plus, tout c'qu'elle a c'est... (Lucky Lady, p.97)

Les prochaines phrases sont des exemples de variantes populaires. Les deux premiers exemples suivent la règle de Dumas en ce qui à trait aux formes faibles. D'habitude, le pronom sujet *elle* se prononce [al]. Lorsqu'il se trouve devant une consonne, la chute du /l/ est catégorique. La première phrase illustre bien cela. Lorsqu'il se trouve devant une voyelle, cette élision est facultative. La deuxième phrase représente un cas où l'élision du /l/ ne se produit pas, tandis que la quatrième phrase montre ce qui arrive lorsque cette élision se produit : [kal ɛ] → [kaɛ] → [kɛ:]. Finalement, la troisième phrase représente une élision du /l/ et aussi la dénasalisation de la voyelle /ã/ contenue dans le pronom objet *en*. La métamorphose se produit comme ceci : [al ãn a] → [a ãn a] → [an:a]

A va rentrer à du dix pour un celle-là. (Lucky Lady, p.123)

Seize ans, a l'a seize ans pis un disque! (Lucky Lady, p.32)

Parc' la fille, a n'a plein son casque. A n'a pris pis a n'a pris pis là a n'a prend p'us. (Lucky Lady, p.92)

Eh qu'est belle à soère! (Eddy, p.48)

5.3.2 Redoublement (renforcement) des pronoms sujets

La réduction et la simplification des éléments linguistiques ont atteint un tel point où il a fallu inventer un nouveau système pronominal car les anciennes formes étaient quasiment imperceptibles à l'oral. Par exemple, le pronom *je* a passé de [ʒə] à simplement [ʃ] et le pronom *elle* a disparu complètement dans certains cas (par exemple, la dernière phrase de la section précédente.) Or, le système pronominal du français canadien a évolué pour enfin devenir un système où on observe un redoublement des pronoms pour rétablir la présence distincte des pronoms sujets. Le nouveau système de pronoms sujets se présente comme ceci : *moi je, toi tu, lui il, elle elle, nous-autres on, vous-autres vous*, et *eux-autres ils*. Notez que le pronom *nous* a disparu comme forme de la 1^{ère} personne du pluriel car le pronom *on* l'a supplanté dans le parler populaire. Dans les trois pièces de Dalpé, on constate une préférence pour les pronoms traditionnels. Cependant, on peut toujours trouver un bon nombre d'exemples illustrant les pronoms populaires. À l'intérieur des trois pièces, on retrouve des exemples à toutes les personnes sauf à la 2^e personne du pluriel. Cette personne est très rare dans les pièces et ne

représente donc pas une méconnaissance de la forme *vous-autres, vous*. Voici une liste d'exemples du système pronominal populaire tel que présenté par Dalpé :

Mado allait continuer à chanter, **moé** j'allais... (Eddy, p.133)

Moé j'suis le middleman. (Lucky Lady, p.74)

Toé, t'es trop jeune. (Le Chien, p.19)

J'me demande si l'**grand-père y** est toujours aussi aguissable ? (Le Chien, p.10)

Parce que là, **lui y** essaye astheure de tirer sur le bouchon avec la paire de pinces. (Le Chien, p.24)

Lui, tout c'qu'y dit c'est... (Le Chien, p.23)

Maman pis Céline y ont l'air d'aller. (Le Chien, p.10)

Elle, a'l'a besoin... (Le Chien, p.42)

Ma mère, a'te mangerait toé! (Le Chien, p.25)

Nous-autres, on en peut pu, on a les deux mains sur la bouche pour se cacher.
(Le Chien, p.24)

T'as passé ta vie à l'haïr mais **eux autres**, y l'savent-tu ça? (Eddy, p.36)

La liste présentée ci-dessus montre des cas où les deux éléments pronominaux se suivent. Il n'est pas nécessaire que cela soit le cas. Souvent, on constate que la partie qui renforce le pronom original suit le verbe au lieu d'introduire le pronom sujet.

J'le mangerais **moé**, Bugs Bunny. (Le Chien, p. 25)

J'veux rien **moé** ! (Le Chien, p.15)

T'aurais jamais voulu **toé** de toute façon. (Le Chien, p.36)

Le prochain exemple donne une forme rare pour le pronom sujet *il*.

Pis lui va me dire... (Le Chien, p.49)

En français canadien cette situation demanderait d'habitude le pronom renforcé *lui il*. Comme c'est le cas avec le pronom sujet *elle*, la consonne /l/ est très susceptible de l'élision. Ici il y a eu une élision du /l/ qui a entraîné par la suite un redoublement de la voyelle /i/. [lqi il] → [lqi i] → [lqi]

5.3.3 Morphologie verbale

Au chapitre 4, on a vu que les locuteurs francophones sont toujours en train de rendre le français le plus logique possible. La régularisation du système verbal témoigne très bien de cela. Elle représente également une composante du vernaculaire très marquée surtout puisqu'elle est souvent perçue comme une méconnaissance des règles grammaticales. Dans les œuvres de Dalpé, on ne retrouve qu'un seul exemple de la régularisation du système verbal. Il s'agit d'une forme du verbe « jouer » au présent de l'indicatif.

Parc' y'en a qui jouzent mais y'en a t'sais y veulent rien savoir... (Lucky Lady, p.73)

La forme « jouzent » est une dérivation analogique. Certains verbes comme « conduire », font une distinction orale entre la 3^e personne du singulier et la 3^e personne du pluriel; [kɔ̃dʒi] et [kɔ̃dʒiz]. Un autre verbe qui a une dérivation semblable est le verbe « rire », pour lequel existe la variante « risent » dans certains parlers populaires. Afin de rendre le message plus clair, en faisant une différence marquée entre le singulier et le pluriel, certains emploient la forme « jouzent ». Le /z/ s'ajoute par analogie avec de tels verbes que « conduire » où c'est un /z/, qui représente la différence entre le singulier et le pluriel.

5.3.4 Les pronoms démonstratifs

Le lecteur est renvoyé à la section 4.1.6 pour une explication du système des pronoms démonstratifs du français canadien. Dans les pièces de Dalpé, on ne retrouve pas une grande variété au niveau des pronoms démonstratifs. Les données présentées dans la section 4.1.6 indiquent que les Franco-Ontariens n'ont pas souvent recours aux formes non-standard. Il n'y a que le deuxième exemple qui montre une forme assez marquée. Dans cet exemple, on utilise la forme « ceusses-là » pour représenter le féminin pluriel (dans cet exemple on fait référence à « les options ».) Il est quand même intéressant de retrouver cette variante dans un texte franco-ontarien car, selon les linguistes consultés au chapitre 4, cette forme est extrêmement rare et est dite être un archaïsme en voie de disparition. Chez Dalpé, la seule remarque que l'on peut faire est la conscience de l'opposition entre la proximité et l'éloignement établie grâce aux suffixes *-là* et *-citte* respectivement. Voici quelques exemples qui illustrent cette opposition :

C'gars-là, c'pas un bum. (Eddy, p.139)

En faisant le tri parmi **ceuzes-là**⁵ qui pour lesquelles... (Lucky Lady, p.85)

C'est ben cher l'Hydro c'mois-citte... (Le Chien, p.17)

On a vendu lot par lot, jusqu'à **celui-citte**... (Le Chien, p.36)

J'passe mon temps comme **ceux-là d'icitte** à parler de partir... (Le Chien, p.42)

Cette dernière forme mérite d'être soulignée car il s'agit d'une forme sur-marquée. On constate que le *-là* est redondant car le *d'icitte* donne suffisamment d'information à l'interlocuteur quant à l'objet auquel on fait référence.

5.3.5 Chute du /l/ dans les articles

Il est assez commun de voir l'élision de la consonne /l/ dans les articles définis. Voici un certain nombre d'exemples qui illustrent ce phénomène :

J'suis **su'a** route. (Le Chien, p.12)

J'dis pas un mot **su'a** game. (Eddy, p.99)

J'suis **su'es** shifts. (Le Chien, p.12)

Ça l'a pas d'tête **su'es** épaules, ostie! (Le Chien, p.12)

Je l'ai amené pour montrer aux gars à taverne. (Le Chien, p.21)

⁵ La présence de la forme « ceuzes-là » mérite une courte discussion. Dans le cadre de notre discussion portant sur les éléments grammaticaux présents dans le parler des Franco-Ontariens on a constaté que les chercheurs considèrent la forme « ceusses » comme étant en voie de disparition car elle est réservée uniquement aux locuteurs âgés (cf. section 4.1.6.) Dans la pièce *Lucky Lady*, c'est le personnage de Zach qui emploie cette variante. Il a 27 ans. Selon le tableau 4.11, la forme « ceusses » est absent du parler des locuteurs ayant moins de 35 ans. Il est donc intéressant que Dalpé ait choisi de l'employer avec un personnage plutôt jeune.

J'**fais** du bruit **dans** cuisine. (Le Chien, p.19)

Tou'es deux semaines mettons. (Lucky Lady, p.73)

La règle en français canadien concernant l'élision du l avec les articles, selon Dumas (1987/1994:73), est la suivante : « Les articles et les pronoms perdent parfois leur *l*, à condition que ce *l* se trouve entre deux voyelles et que la deuxième soit bien la voyelle du pronom ou de l'article (et non pas celle du mot suivant s'ils ont perdu la leur), sauf pour une petite classe d'exceptions comprenant des noms fréquents commençant par *é* ou *è* ». Lorsque la chute du l cause une suite de la même voyelle, elle a tendance à se redoubler. Les cinquième et sixième phrases sont des exemples de ce redoublement. Notez que l'orthographe ne reflète pas ce redoublement. Dans le cas de la cinquième phrase, par exemple, on voit la transformation suivante : [a la taveɾn] → [a a taveɾn] → [a:taveɾn].

Bien que cette élision constitue la tendance générale avec les pièces de Dalpé, elle constitue toujours un phénomène facultatif. On peut donc relever l'exemple suivant où l'élision ne se produit pas :

Nous-autres, on en peut pu, on a les deux mains **sur la** bouche pour se cacher.
(Le Chien, p.24)

On dit qu'on ne retrouvera jamais la chute du /l/ avec le pronom *le* car la voyelle /ə/ est trop faible pour exister toute seule. Dalpé respecte cette règle car on retrouve toujours un l avec le pronom/article *le*. Ci-dessous on observe deux exemples qui témoignent du fait que l'article *le* doit toujours demeurer intact :

C'est-tu vrai qu'y'ont mis de nos vieilles photos **sur le** mur du bureau de poste?

(Le Chien, p.21)

Ça apparaît **su'l** big board. (Lucky Lady, p.136)

Bien que des individus comme Dumas (1987/1994:70) soient certains que la dernière règle soit catégorique, il semble que comme toutes les règles grammaticales, celle-ci est tout aussi susceptible de l'évolution. Tennant (1996:121) a trouvé que l'effacement du /l/ peut bien se produire avec l'article *le* ainsi qu'avec l'article *l'*. En effet, au niveau phonétique il n'y a pas une grande différence entre ces deux articles car le /ə/ ne se prononce presque jamais. Tennant (1996) a trouvé qu'à North Bay le taux d'élision du /l/ avec l'article *le* est de 10,7% et le taux d'élision avec l'article *l'* est de 7,2%. Pour compléter ses données, l'auteur se réfère à une étude antérieure (Poplack et Walker 1986) portant sur le même phénomène chez les locuteurs d'Ottawa-Hull. Dans cette région, le taux d'effacement avec l'article *le* est de 7% et avec l'article *l'* c'est de 18%.

5.3.6 Palatalisation

Il y a la palatalisation lorsque le point d'articulation de certaines consonnes non palatales se déplace vers la région palatale et lorsque la langue s'élève vers le palais mou ; ainsi, les dentales se trouvent à reculer et les vélaires à avancer. Ce type d'occlusion peut être considéré comme un signe de renforcement articulaire. [...] On peut affirmer que la palatalisation constitue certainement l'un des phénomènes les plus importants de l'évolution phonétique du français. En effet, la palatalisation a touché toutes les consonnes susceptibles d'être palatalisées : les vélaires et les dentales ; seules les bilabiales et les labiodentales se sont révélées impalatalisables (Leclerc 1989:275).

Comme la définition ci-dessus l'indique, la palatalisation demeure un trait phonétique très répandu. Lorsqu'on trace l'évolution de certains mots à travers les siècles, on se rend compte que la palatalisation représente un phénomène qui a abouti dans les formes actuelles de plusieurs mots. Voici trois exemples de cette évolution :

Gamba : [gamba] → [gjamba] → [djamba] → [dzambə] → [dzãmbə] → [zãb] : *jambe*

Carru : [karru] → [kjaru] → [tjarru] → [tʃar] → [ʃar] : *char*

Rege : [rege] → [regje] → [reje] → [rei(e)] → [rei] → [roi] → [rɔj] → [rwe] ou [rwa] : *roi*

(Leclerc 1989:276)

Les pièces étudiées ne fournissent pas un grand nombre d'exemples de palatalisations, mais avec Jean-Marc Dalpé ce phénomène reste assez catégorique avec certains mots tels que présentés dans les exemples. Parfois les locuteurs ont tendance à

varier leur prononciation selon la situation. Par exemple, une prononciation indiquant une palatalisation est souvent employée en tant qu'euphémisme avec des mots comme « Dieu » et « diable ». Après les quatre exemples tirés des pièces de Dalpé on retrouve deux exemples tirés de la pièce *Le Bateleur* de Michel Ouellette qui montrent que la palatalisation n'est pas catégorique. Dans les deux derniers exemples c'est le même personnage qui parle. Cependant, on observe qu'on n'a pas eu recours à l'euphémisme « yable », comme on l'a fait dans l'exemple de Dalpé. Dans le cas du mot « yeule », il s'agit d'une palatalisation tellement commune qu'elle a réussi à devenir un mot couramment employé en variation libre avec le mot « gueule ».

Comme le **Bonyeu** dans l'Hostie. (Le Chien, p.11)

Ta **yeule**, tabarnac ! (Le Chien, p.11)

Pis astheure, ben que le **Yable** l'emporte... (Le Chien, p.18)

J'fais **yenque** t'expliquer, Eddy, que tu peux pas dire aux gars des impôts...

(Eddy, p.45)

Un jour tu vas exploser comme un ptit **diable** à ressort! (Le Bateleur, p.14)

Si tu veux sortir du film, tu vas devoir me casser la **yeule**... (Le Bateleur, p.14)

5.3.7 Anglicismes

Bien que ce chapitre cherchait à mettre l'accent sur la représentation des changements phonétiques à l'écrit et les particularités grammaticales qui caractérisent le français canadien, on peut faire quelques petites remarques sur le rôle que joue l'anglais au niveau du lexique dans le français ontarien.

Parfois on voit que les personnages ont tendance à employer de manière interchangeable les mots anglais et français correspondant au même signifié. Suit un exemple de cette variation plus ou moins libre.

C'était pas un twist-top! C'était une bonne bouteille de vin français avec un bon vieux **bouchon de liège** français! Le maudit **cork** à marde! (Le Chien, p.23)

Avec cette phrase, on parle d'un bouchon. La mère commence avec un bon terme français mais change à l'anglais dans la phrase suivante. Cela constitue un exemple qui se rapproche de la catégorie d'alternance de code *le mot juste* (cf. section 4.3.2).

Lorsqu'un autre membre de la famille fait preuve d'une connaissance du mot « bouchon », la mère n'a jamais recours au mot « cork ».

Voici un autre exemple d'une alternance du type *le mot juste*.

Fait que c'était comme si les deux, on était décidé. **Do or die!** Envoye-z-y ça! (Le Chien, p.44)

Avec cet exemple, il s'agit d'un terme anglais qui est employé pour que le locuteur comprenne bien la signification de ce terme.

Généralement parlant, une bonne partie des emprunts à l'anglais qui ne figurent pas dans la catégorie des anglicismes de longue date (par exemple des mots comme *canne, lunch, toast, boss* et *job*), sont des termes particuliers à la région qui sont intégrés dans le lexique des Franco-Ontariens car l'usage de l'anglais est prédominant, ou même exclusif, dans certaines situations sociales (Mougeon et al 1982:73). Quoique les emprunts qui figurent dans cette catégorie soient moins nombreux que les emprunts qui existent couramment dans le parler québécois ou ceux qui servent à soit illustrer le caractère bilingue de l'individu ou à fournir le mot juste, on ne peut pas ignorer le fait que le lexique franco-ontarien a évolué sur le plan régional grâce à une certaine influence interne.

On peut remarquer que beaucoup des emprunts qui sont apparemment motivés sont concentrés dans certains champs sémantiques. Ces champs sémantiques correspondent à des domaines sociétaux où l'influence de la culture anglophone est particulièrement évidente. Toutefois, le nombre des emprunts qui sont motivés est négligeable en comparaison de celui des emprunts non motivés. [...] En fait, [...] la plupart des emprunts fréquents et dispersés [...] ne peuvent être expliqués par le besoin (Poplack, Sankoff et Miller 1988; tiré de Mougeon 2000:30).

Au chapitre 4, Poplack, Sankoff et Miller (1988:47) ont expliqué de façon assez positive, la notion des emprunts à l'anglais. Cette justification appuie les commentaires de Mougeon et al (1982) qui prétendaient qu'un bon nombre des emprunts à l'anglais que l'on retrouve dans le parler des Franco-Ontariens sont attribuables au fait qu'ils se trouvaient devant de nouveaux signifiés pour lesquels ils ne possédaient pas un signifiant français. Les locuteurs ont fini par inclure le terme anglais dans leur vocabulaire car c'était la langue qu'ils entendaient le plus souvent. Or, ce processus ne représente pas un refus du français mais simplement une adaptation aux réalités linguistiques qui entourent les Franco-Ontariens.

Lorsqu'on fait l'inventaire des emprunts à l'anglais contenus dans les pièces de Dalpé, on constate que beaucoup de ces emprunts sont dus au fait que les personnages habitent dans un milieu rural dont la majorité des habitants sont anglophones. Or, les Franco-Ontariens de la région ont recours à un bon nombre de termes anglais qui reflètent leurs activités quotidiennes (par exemple, leur emploi → *loan shark, shifts, la journée off, bolt, pipeline*) ainsi que des endroits (*stand de patates, gym*) ou des produits (*rhum and coke*). Ces mots représentent des termes qu'ils ont absorbés grâce à un contact régulier. Il se peut très bien que ces personnages ne soient pas conscients des équivalents français.

Suit une liste d'emprunts qui représentent les éléments sociaux qui entourent les personnages :

J'arrive des **tracks**. (Le Chien, p.10)

J'suis su'es **shifts**. (Le Chien, p.12)

Y devait de l'argent à un **loan shark**... (Le Chien, p.14)

Je r'gardais Dallas, lui disait de quoi sur le **bill** de l'huile à chauffage. (Le Chien, p.17)

Y'aurait pu te donner la journée **off**... (Le Chien, p.19)

L'ai gagné d'un noir dans une partie de cartes en Alabama où je travaillais sur une **pipeline**. (Le Chien, p.45)

Y restait à côté, dans un **shack**. (Le Chien, p.45)

J'ai nettoyé chaque piston, chaque valve, chaque **bolt**, chaque p'tite guédolle. (Le Chien, p.46)

On s'achètera des frites au **stand de patates** à Joe... (Le Chien, p.49)

Y a fallu j't'écrive une note pour l'école pour pas que tu sois obligé d'aller en **gym** à cause des bleus sur tes cuisses. (Le Chien, p.51)

Ce n'était pas juste à cause du « **rum and coke** ». (Le Chien, p.56)

5.4 Analyse linguistique de l'œuvre de André Païement

5.4.1 Neutralisation des voyelles /a/ et /ɑ/

En français canadien on a tendance à voir une certaine neutralisation des voyelles /a/ et /ɑ/ lorsqu'elles se trouvent en syllabe ouverte. Cette neutralisation se produit au profit du /a/. De plus, il n'est pas rare de voir une postériorisation vers le /ɔ/. Dans la pièce *La vie et les temps de Médéric Boileau*, on retrouve une grande liste de villes dont l'orthographe témoigne de cette neutralisation.

Ottawâ, Mattawâ, Oshawâ, Espanolâ, Sarniâ, Azildâ, Oriliâ et Niagarâ (p.41)

Dans le cas de ces huit villes on retrouve un /a/ ou un /ɔ/ marqué en syllabe finale ouverte. En plus, il y a deux autres villes dans cette même série qui subissent une morphologie encore plus marquée.

Petewawâ (p.41)

Torontâ (p.41)

La première est une tentative de refléter la prononciation courante de la ville de Petawawa. En plus de son /a/ final, on note que le /ə/ qui suit le /t/ dans la prononciation courante est reflété à l'écrit. Selon l'orthographe, on devrait prononcer le nom de la ville

comme ceci [pɛtawawa]. Cette prononciation sera perçue comme étant assez forcée et ne représente certainement pas le parler populaire en Ontario. Le cas de la ville de Toronto est encore plus intéressant. Encore une fois, on retrouve la voyelle /a/ en position finale. Cependant, les neuf autres villes qui figurent dans cette liste servent d'exemples de la neutralisation entre les voyelles ouvertes. Ce dernier exemple reste plus complexe sur le plan phonétique. La prononciation standard de « Toronto » est [torɔ̃to]⁶. Or, la voyelle finale s'ouvre pour enfin devenir un /a/ ou un /ɔ/. Il est plus probable que la voyelle finale sera prononcée plutôt comme /ɔ/ dû au fait que les deux voyelles qui la précèdent sont plus fermées. À cause de l'assimilation qui aura lieu, la prononciation [torɔ̃ta] sera assez difficile. Ce ne sont pas seulement les consonnes qui affectent le point d'articulation. La consonne /t/, étant alvéo-dentale, a un point d'articulation antérieure tandis que les voyelles dont il est question ont un point d'articulation postérieure. Cela veut dire que le passage du /t/ au /a/ demandera un voyage assez long.

5.4.2 Désonorisation

La désonorisation est un processus où une consonne sourde remplace une consonne sonore. Le point d'articulation reste toutefois le même. Voici un exemple d'un mot qui illustre une désonorisation retrouvée dans la pièce *Moé j'veiens du Nord*, 'stie. En somme, les désonorisations sont assez rares en littérature mais constituent un trait linguistique assez marqué sur le plan social.

⁶ Il semble que la graphie employée par Paiement est peut-être une tentative de représenter une prononciation qui se rapproche plus ou moins d'une prononciation anglaise.

Au moins on a une job pis on chienne pas comme la bande de grands **ch'feux**...

(p.14)

Pis en passant, tu te feras couper les **ch'feux**. (p.21)

Qu'est-ce que mes **ch'feux** ont à faire avec ça. (p.21)

Vu que la tâche de représenter le parler populaire de la région à l'écrit exige que l'auteur ait recours aux variantes dont il est le plus conscient, on pourrait donc conclure que Paiement a bien remarqué cette variante dans son parler régional. En ce qui concerne les autres désonorisations qui sont possibles, peut-être que Paiement ne les a jamais remarquées.

En général, la désonorisation est causée soit par l'assimilation ou par la dissimilation. Ces deux termes se réfèrent au processus par lequel un phonème va soit adopter ou se différencier d'un autre au niveau des traits phonétiques. Dans ce cas, la consonne /v/, qui est alvéo-dentale et sonore, se désonorise pour enfin donner le phonème /f/, qui est aussi alvéo-dental, mais sourd. Ce changement a eu lieu principalement à cause de la consonne /ʃ/, qui est aussi sourde.

5.4.3 Liaison

La liaison se réfère à une tendance phonétique plus ou moins catégorique même en français standard. La règle générale nous dit que « lorsqu'un mot se termine par une consonne écrite mais normalement non prononcée, celle-ci peut se lier à la voyelle

initiale du mot suivant pour former une syllabe » (Germain-Rutherford 1998:11).

D'habitude ce sont les phonèmes /n/, /t/ et /z/ qui servent à lier deux mots ensemble. Vu qu'il s'agit d'un phénomène linguistique catégorique, on n'a pas tendance à le représenter à l'écrit car les locuteurs sont déjà conscients du mécanisme. De plus, il n'y a pas de jugements négatifs qui se font à l'égard de ceux qui font des liaisons car ça ne constitue pas une particularité du français populaire. En fin de compte, ce sont ceux qui ne font pas de liaisons qui sont stigmatisés car on l'attribue à une connaissance réduite des règles d'expression orale. Cependant, il est intéressant de noter que certains dramaturges représentent des liaisons dans leurs pièces. Tremblay en a représenté dans sa pièce *Belles-Sœurs* et Paiement en inclut deux rares exemples dans la pièce *Moé j'veiens du Nord*, 'stie.

Fais toé z'en des sandwichs si t'en veux. (p.17)

Fais-toé z'en pas, personne va te payer pour y aller. (p.20)

Voici trois exemples, tirés au hasard, qui montrent que la liaison demeure un trait linguistique que les dramaturges préfèrent éviter, probablement dû au fait que c'est un phénomène naturel. C'est comme la liaison qui doit se faire entre les pronoms sujets à la 3^e personne du pluriel devant un verbe qui commence par une voyelle (par exemple, *ils étaient*). On apprend à faire cela dès les premiers moments de l'acquisition.

Amènes-en d'autres. (Moé j'viens du Nord, 'stie, p.44) → [amɛnzā]

J'ai aussi **d'excellents amis** qui me sont très chers. (Moé j'viens du Nord, 'stie, p.45) → [dɛksɛlāzami]

Donnes-y un bec ma cocotte. (La vie et les temps de Médéric Boileau, p.50) → [dɔnzi]

5.4.4 Morphologie avec le verbe « être » à l'indicatif présent

À la première personne du singulier, le verbe « être » peut prendre diverses formes. Puisque la grande majorité des traits qui caractérisent les variétés populaires ont pour but de rendre la communication plus simple, on constate que les mots ont tendance à se simplifier sur le plan phonétique. En ce qui concerne la forme « suis », elle est assez lourde à cet égard. Il s'agit de seulement une syllabe, mais elle contient une consonne, une semi-voyelle et une voyelle → [sqi]. En français canadien, les anciens pronoms sujets ont tendance à disparaître, ce qui rend les verbes encore plus économiques. Voici l'évolution de la forme traditionnelle *je suis*, pour enfin produire la variante populaire *chus* : [ʒə sqi] → [ʒsqi] → [ʃqi] → [ʃy]. Dans les situations les plus informelles, on peut même aller jusqu'à dire simplement [ʃ]. Bien que le mot se prononce [ʃy], cela ne se reflète pas toujours à l'écrit. Les dramaturges varient la façon dont ils représentent cette variation. Certains auteurs l'écrivent *chus*, mais d'autres aiment avoir recours à une forme non-standard qui est probablement un peu plus facile à comprendre lorsqu'on lit. Dans le cas de Paiement, on retrouve trois différentes formes, employées de manière

interchangeable. Les trois formes sont *j'suis*, *j'sus* et *j't*. Cette dernière forme est de loin la plus rare. Vu qu'il y a un *t* de liaison analogique, on peut seulement la trouver devant une voyelle. Pour ce qui est des deux autres formes, elles pourraient être assez décevantes car il n'est pas naturel de dire [ʒsqi]. Si quelqu'un dit cela, c'est généralement perçu comme si cette personne se forçait de parler le « joual ». Voici un petit échantillon de la variété de représentations qu'emploie Paiement. Une analyse de ces formes nous indique qu'il ne semble pas avoir de logique derrière le choix de la forme écrite. Par exemple, la quatrième et la dernière phrases contiennent le verbe *je suis allé* qui se retrouve sous deux formes différentes.

J'suis certain que c'est ça que le père pensait. (A mes fils bien-aimés, p.74)

J'suis cassé... (Moé j'viens du Nord, 'stie, p.28)

J'suis cool! (Moé j'viens du Nord, 'stie, p.29)

J'suis allé pis ç'te torvisse de machine... (La vie et les temps de Médéric Boileau, p.52)

Watch-toé, **j'suis** arrivé! (La vie et les temps de Médéric Boileau, p.41)

J'sus enceinte. (Moé j'viens du Nord, 'stie, p.36)

Oui, **j'sus** en retard de deux semaines, pis... (Moé j'viens du Nord, 'stie, p.36)

Ray, **j'sus** dans le trouble pas dessus à tête. (Moé j'viens du Nord, 'stie, p.38)

Comme tu vois, **j't'encore** icitte. (A mes fils bien-aimés, p.71)

Au gouvernement **j'tallé** brailleur. (Lavalléville, p.23)

5.4.5 Particule *-ti*

Une analyse de la pièce *La vie et les temps de Médéric Boileau* nous donne la chance de rencontrer une particule intéressante. Les particules *-ti* ou *-tu*, s'emploient assez couramment comme particule interrogative. Selon Léard (1995:220) la forme interrogative avec la particule *-tu* remonte au XVII^e siècle. La particule est le résultat de la combinaison du *t* de liaison et le pronom sujet *il*. Avec le temps, la consonne /l/ est tombé. Or, une question comme « ton fils vient-il » est graduellement devenue « ton fils vient-ti ». Par la suite, le pronom interrogatif *ti* a réussi à remplacer toutes les autres pronoms sujets à l'interrogatif. Léard (1995:221) prétend qu'au XIX^e siècle cette forme interrogative était quasiment exclusive au Québec mais sa fréquence est réduite actuellement. Pour expliquer comment la particule *-ti* a presque complètement disparu au profit de la particule *-tu* on a recours à deux hypothèses. Il pourrait s'agir d'un simple relâchement phonétique ou il pourrait s'agir d'une analogie avec le pronom personnel *tu* employé à l'interrogatif (« Viens-tu ce soir »?). Selon Boulanger (1992:1211), l'emploi de la particule *-ti* est plus commun chez les personnes âgées. On pourrait donc croire qu'elle est en voie de disparition. Jean-Marc Dalpé et Michel Ouellette emploient la particule interrogative *-tu* dans leurs œuvres, ce qui témoigne de son existence dans le parler populaire des Franco-Ontariens, mais elle est complètement absente des quatre œuvres de André Paiement. Cependant, André Paiement emploie la particule *-ti* comme particule exclamative. Il n'est pas étonnant que les particules *-ti/-tu* s'emploient aussi comme élément marquant l'exclamation ou l'insistance dans les phrases affirmatives. L'interrogation et l'exclamation ont des formes très semblables. La distinction se fait

souvent à partir de l'intonation. Considérons les deux phrases suivantes : « Quelle ville! » et « Quelle ville? ».

Étant donné son caractère rare dans les pièces étudiées, il faut se demander si cette variante est bien reconnue par les Franco-Ontariens. Il est plus probable qu'il s'agit plutôt d'une variante régionale que Paiement a pu observer. Voici les exemples de cette variante tirés de la pièce :

J'm'en souviens **t'y**! On a **t'y** sacré quand on jouait à ça. (p.51)

On avait **t'y** du fun ensemble, au nord, à Hearst. (p.51)

Y joue **t'y** fort à ça lui! (p.51)

J'ai **t'y** ri de lui torvisse! (p.52)

On y en jouait **t'y** des tours à c'te Tit-Pit là! (p.52)

5.4.6 Alternance entre /e/ et /ɛ/

On prétend que le français canadien fait preuve d'une forte distinction entre les voyelles antérieures /e/ et /ɛ/. Cette distinction est censée être une des principales différences entre le français de France et le français canadien. Cependant, dans les pièces de André Paiement, on retrouve un certain nombre d'exemples qui témoignent d'une neutralisation entre les deux voyelles.

Té pas trop gros pour que j'te mette sur mes genoux. (Moé j'viens du nord, 'stie, p.19)

Ben dit **quéquechose**. (Moé j'viens du nord, 'stie, p.20)

Que cé que ton gros problème? (Moé j'viens du nord, 'stie, p.34)

Ses parents sauraient que **cé** moé... (Moé j'viens du nord, 'stie, p.39)

Y'a des maisons des filles-mères, **t'sé**. (Moé j'viens du nord, 'stie, p.39)

Dans chaque cas, la voyelle dont il est question se trouve en syllabe ouverte.

Cette situation représente celle dans laquelle on retrouve la neutralisation des ces deux voyelles en France. Dans le contexte franco-ontarien, il se peut que cette neutralisation témoigne d'une certaine standardisation. Lorsque les anglophones apprennent le français, ils ont assez de misère à distinguer entre ces deux phonèmes. Vu qu'une bonne partie de la formation linguistique des Franco-Ontariens se passe en salle de classe, il ne faut donc pas négliger l'influence que l'instruction peut avoir sur la production orale des élèves.

5.5 Analyse linguistique de l'œuvre de Michel Ouellette

5.5.1 Mots grammaticaux propres aux français canadien

Le français canadien contient des mots grammaticaux (prépositions, conjonctions, adverbes) qui connaissent un changement de sens par rapport à leur emploi dans le français standard. Cette première partie présentera quelques exemples de ces changements.

En français canadien l'expression « en arrière de » peut s'employer comme préposition dans le sens de « derrière ». On retrouve également la forme « en avant de » pour signifier « devant ». Cependant, seule la première forme est présente dans les pièces de Michel Ouellette.

Passe en arrière d'elle, a m'entend pas. (French Town, p.39)

La conjonction « ça fait que » reste un élément omniprésent dans le discours canadien français. Elle s'emploie dans le sens de « alors » ou « donc ». Au chapitre 4, on a vu que les Franco-Ontariens montrent une forte préférence pour cette forme (cf. section 4.3.1). Étant donné la présence élevée de la forme « ça fait que » dans le parler des francophones de toutes les classes sociales, on a fini par conclure que cette forme n'est plus un indicateur du statut social du locuteur, mais plutôt un indicateur stylistique (Mougeon et Beniak 1991:209). Or, tout Franco-Ontarien qui a maintenu un contact avec le français populaire connaît l'existence de cette conjonction et elle devrait donc faire partie de son vocabulaire. Dans les pièces de Ouellette, on observe que les personnages montrent une forte préférence envers cette forme. D'ailleurs, les personnages ont recours à sa variante encore plus populaire « fa que ». Cette variante présente de nouveau un exemple de l'ouverture de la voyelle /ɛ/.

Fa que accroche-toé pas la tête sur le manche de ton balai... (Le Bateleur, p.17)

Fa que t'as eu pitié de lui pis t'es restée fidèle à ses côtés. (Le Bateleur, p.72)

Fa qu'arrêtez d'essayer de leur enlever ça. (French Town, p.103)

Suivent des exemples que l'on retrouve dans l'œuvre de Michel Ouellette qui illustrent trois formes adverbiales qui se présentent fréquemment dans un discours populaire. Premièrement, il s'agit de l'adverbe « de même ». Celui-ci est synonyme de « pareil » ou « comme ça ». Bien que cet adverbe figure dans *Le Glossaire du parler français au Canada* et dans le *Dictionnaire des canadianismes*, il ne s'agit pas d'un néologisme canadien. Il figure dans *Le Petit Robert*, qui prétend qu'il est une dérivation de l'adverbe « tout de même ». Voici trois exemples de cet adverbe tirés des deux pièces :

Y avait du monde dans le village qui l'appelait **de même**. (French Town, p.17)

Dis-moé pas des affaires **de même**. (Le Bateleur, p.58)

Ben c'est pas arrivé **de même**. (Le Bateleur, p.87)

L'adverbe « rien que » est l'équivalent populaire de « seulement ». Cette forme remonte à l'ancien français et a été apportée au Canada par les premiers colons. Elle constitue une composante principale du français canadien. Selon Mougeon et Rehner (2001:406), cet adverbe s'acquiert seulement lorsque l'individu dispose d'un contact régulier avec le vernaculaire. Leur étude a montré que cette forme est absente (on a seulement relevé un cas où elle était présente) du français des élèves en immersion en Ontario. À cela on peut ajouter le fait que cette variante se trouve juste derrière la forme « juste » au niveau de sa fréquence dans le français des Montréalais. Dans les deux pièces, on la voit employée catégoriquement. En voici quelques exemples de son emploi :

C'était rien, **rien qu'**une rangée de taudis. (French Town, p.42)

Rien que des taudis, ces cabines-là. **Rien que** des taudis sales... (French Town, p.99)

Rien qu'en fumant une cigarette, tu les fait bander ben raide... (Le Bateleur, p.45)

Finalement, on retrouve la forme adverbiale « itou » comme équivalent de « aussi ». Encore une fois, elle se trouve dans *Le Glossaire du parler français au Canada* et le *Dictionnaire des canadianismes*, mais sa présence dans *Le Petit Robert* confirme qu'il s'agit d'une forme ancienne qui remonte à des dialectes français. Il existe de nombreuses formes de cet adverbe, telles qu'illustrées par les exemples tirés des pièces. Les deux derniers exemples sont des équivalents de « moi aussi ».

J'ai les mains cassées. Le cœur **itou**. (Le Bateleur, p.14)

Chus morte **itou**. (French Town, p.95)

Veux être heureuse, **moé tou**. (French Town, p.97)

Je suis dans le feu, **moé itou**. (French Town, p.107)

5.5.2 Formes périphrastiques des verbes

En français canadien il existe un certain nombre de formes périphrastiques pour les verbes. Ces formes sont assez rares dans les œuvres des trois dramaturges étudiés dans le cadre de ce chapitre. Un des seuls cas où l'on retrouve une forme périphrastique se trouve dans la pièce *Le Bateleur*. La particule verbale « était pour » est l'équivalent de « allait ».

J'étais pour demander à Dempsey de me dire quoi faire... (*Le Bateleur*, p.64)

5.5.3 Élision du pronom sujet

Tout le long de la pièce *French Town*, on retrouve de nombreux exemples de verbes qui existent sans sujet. Cette tendance à omettre les pronoms sujets atones remonte à l'ancien français. On dit qu'au XVI^e siècle ce phénomène n'était pas rare. Puisque ces pronoms sujets se trouvent en position non-accentuée, on a tendance à ne pas les prononcer. Au XVII^e siècle, on a fini par rendre leur prononciation obligatoire (La Follette 1969:82). La majorité des exemples de cet effacement du pronom sujet sont fournis par le personnage de Cindy, qui est une jeune fille un peu rebelle. De tous les personnages dans la pièce, elle fait le plus preuve d'une connaissance active des traits du vernaculaire. Selon La Follette (1969:81), cette omission du pronom sujet peut avoir lieu à la 1^{ère} personne du singulier, à la 2^e personne du singulier, à la 3^e personne du singulier et à la 3^e personne du pluriel. Les exemples présentés ci-dessous fournissent des cas où cela se produit à toutes les personnes possibles. Il s'agit d'un trait très marqué et est

plutôt réservé à la classe basse. Les trois derniers exemples concernent le verbe « falloir ». On pourrait s'attendre à voir une telle élision avec ce verbe car il s'emploie uniquement à la 3^e personne du singulier. Le pronom *il* est donc sous-entendu. En ce qui concerne son emploi avec d'autres verbes, il pourrait donner lieu à des problèmes de compréhension. Dans le cas des trois premiers exemples il n'y a pas de problème car il y a des éléments qui indiquent qu'il s'agit de la 1^{ère} personne du singulier. Cependant, dans le cas des trois exemples suivants, on ne peut pas dire avec certitude de quelle personne il s'agit. Le message est surtout compliqué à l'oral où on ne dispose pas de la terminaison du verbe pour limiter les choix davantage. Le quatrième exemple est à la 1^{ère} personne du singulier, mais il pourrait tout aussi bien être à la 2^e personne du singulier, ou à la 3^e personne du singulier si on considère l'oral.

Veux être heureuse, moé tou. (French Town, p.97)

M'imaginai dans une cabane dans les arbres comme Tarzan. (French Town, p.34)

M'appelais encore Sophie dans c'temps-là. (French Town, p.35)

Tais toute contente. (French Town, p.37)

Pensais qu'y allait se jeter en bas du pick-up une fois qu'on serait partis. (French Town, p.37)

Vont t'élire maire de la place aux prochaines élections, sûre de ça... (French Town, p.88)

Faut toujours que ça marche à ta façon. (French Town, p.97)

Faut patienter encore un peu. (Le Bateleur, p.57)

Stie, quand la mère était là, **fallait** ben jouer aux singes... (French Town, p.25)

5.5.4 Prothèse

Une prothèse est un trait phonétique où un phonème, d'habitude le /ə/ ou le /a/, s'ajoute à l'initiale d'un mot. Cette addition d'un phonème se fait pour des raisons de commodité articulatoire et a lieu surtout devant la consonne /r/. Tout comme l'élision du pronom sujet, ce trait phonétique a tendance à porter des jugements assez négatifs. Dans la pièce *French Town*, le seul personnage qui incorpore des exemples de prothèse dans son discours est Cindy, celle qui fait preuve d'un langage très coloré.

Première fois qu'y **armettait** les pieds icitte depuis douze ans... (French Town, p.45)

J'**argardais** dehors. (French Town, p.34)

Je la voué qui **argarde** par la fenêtre avant de se coucher... (French Town, p.91)

L'**arvois**⁷ **armonter** les marches de l'escalier tout énervé. (French Town, p.41)

N'importe quoi pour que ça **arcommence**... (French Town, p.84)

Je voudrais des fois **ardevenir** Sophie. (French Town, p.91)

Mieux d'**arpartir**, toé. (French Town, p.96)

Arprends ta pancarte FOR SALE pis sacre ton camp d'icitte. (French Town, p.96)

Ma mère m'**artenait**. (French Town, p.105)

⁷ Il semble que la forme « l'arvois » signifie « je la revois ». Dans ce cas il y a eu une élision du pronom sujet « je ». De plus, puisque la voyelle /a/ s'ajoute aux verbes qui commencent par un /r/ dans le parler de Cindy, la lettre a du pronom personnel « la » (sa mère) n'est pas représentée à l'écrit.

5.5.5 Ouverture de la voyelle /ɛ/ devant /r/

En français canadien on a tendance à voir l'ouverture de la voyelle /ɛ/ jusqu'en /a/ lorsqu'elle est fermée par la consonne /r/.

Après un boute, me **far**me la yeule. (French Town, p.39)

Fa que je me suis **farmé** la yeule. (French Townn, p.85)

Pas de temps à **pardre** avec toé, stie. (French Town, p.57)

Toé qui t'es battu pour c't'école-là, maudite **marde**. (French Town, p.45)

5.5.6 Diphtongaison

La diphtongaison demeure peut-être le phénomène que l'on associe le plus au français canadien. Elle peut se produire avec toutes les voyelles qui se trouvent en syllabe fermée, sauf la voyelle /ɔ/. La diphtongaison est facultative. Plus une voyelle est ouverte, plus elle a tendance à se diphtonguer. De plus, si cette voyelle est fermée par une consonne allongeante, d'habitude il s'agit des consonnes /v/, /r/, /z/ et /ʒ/, elle a plus tendance à se diphtonguer. Il est assez difficile de représenter la diphtongaison à l'écrit, mais les exemples présentés ci-dessous pourraient bien être des cas où l'auteur a tenté de le faire. Si on regarde la liste de mots qui subissent un changement phonétique, on constate que le changement a lieu au niveau de la voyelle /ɛ/. Selon l'orthographe, il

semble que le /ɛ/ se ferme jusqu'en /e/. Cependant, cette tendance n'est pas typique du français canadien, où on fait une distinction nette entre la voyelle /e/ et la voyelle /ɛ/.

Le Glossaire du parler français au Canada reconnaît l'existence des quatre mots suivants : *père, mère, bière* et *première*. On dit que dans le cas des deux premiers mots, la prononciation en /e/ a disparu en France au XVIII^e siècle, ce qui veut dire que cette prononciation a été apportée en Nouvelle-France par les premiers colons. Par la suite, elle a été importée en Ontario par les Québécois pour enfin être conservée en Ontario français. Puisque la voyelle /ɛ/ est mi-ouverte et se trouve devant la consonne allongante /r/, il se peut qu'elle se diphtonguerait. Sur le plan phonétique, la diphtongue /ɛⁱ/ se rapproche passablement à la voyelle /e/. Il se peut très bien que la prononciation soit aussi /eⁱ/ car on retrouve une telle prononciation chez certains locuteurs canadiens-français⁸. Or, pour représenter cette diphtongue à l'écrit on a eu recours à la lettre é. L'inclusion de la deuxième phrase, où l'on trouve l'orthographe standard (tourtière), montre que comme tout changement phonétique, la diphtongaison varie selon le locuteur. Dans ce cas, c'est Martin qui ne fait pas de diphtongaison alors que Cindy en fait. En général, le discours de Martin ne contient pas trop de marques du français populaire.

Pas besoin de manger de la tourtière. (French Town, p.25)

Je pensais faire des tourtières, pis faire cuire une dinde. (French Town, p.25)

⁸ Lorsqu'on tente de représenter un parler populaire à l'écrit on se rend compte qu'une des limitations de l'alphabet traditionnel c'est que certaines prononciations restent ambiguës. Cependant, lorsqu'on présente une pièce, on veut que la prononciation reflète la prononciation courante de la région. C'est donc le comédien ou le metteur en scène qui décidera comment un tel mot sera prononcé.

Mon **père**... (French Town, p.13)

Ton **père** t'attend. (French Town, p.36)

Comme ça, tu penseras à ton **père**. (French Town, p.95)

Mon **père** crache à terre. (French Town, p.106)

Stie, quand la **mère** était là... (French Town, p.25)

Première fois qu'y armettait les pieds icitte depuis douze ans, l'ostie. (French Town, p.45)

Pus assez bonne pour ton p'tit **frère**, astheure? (French Town, p.45)

C'est mon **frère** Urbain qui a tué l'homme. (French Town, p.94)

Prenais une **bière** à l'hôtel. (French Town, p.83)

5.5.7 Élision du /l/ avec les articles devant la préposition « dans »

Dans la section portant sur les traits linguistiques présents dans l'œuvre de Jean-Marc Daplé, on a traité de l'élision de la consonne /l/ avec les articles définis lorsqu'elle se trouve entre deux voyelles. Dans les pièces de Michel Ouellette, cette élision est très évidente après la préposition « dans ». Avec Ouellette, l'élision du /l/ a seulement lieu avec les articles *la* et *les*. De telles élisions sont illustrées par les exemples 1, 2, 4 et 5. Les autres phrases nous montrent que l'élision du /l/ est facultative et varie selon le locuteur. Lorsqu'il s'agit de l'élision du /l/ avec l'article *les*, on voit que la préposition « dans » subit un changement au niveau de l'orthographe car l'élision entraîne une combinaison des voyelles. Ce processus d'élision s'illustre comme ceci : [dã le] → [dãe]

→ [dɛ̃]. Étant à mi-chemin entre les voyelles /ã/ et /e/, la voyelle /ɛ̃/ représente la combinaison de ces deux voyelles.

Pis tu finiras **dins** craques. (Le Bateleur, p.14)

Y a juste **dins** *movies* que l'amour est possible. (Le Bateleur, p.85)

Donne des coups de pieds **dans les** portes du garde robe. (French Town, p.38)

A me prend dans ses bras pis a m'emmène **dans maison**. (French Town, p.38)

La langue **dans la** poche pis le cœur **dins** culottes. (Le Bateleur, p.17)

On est là, ensemble, **dans la même** place. (Le Bateleur, p.87)

5.6 Étude linguistique d'un conte franco-ontarien

Dans la plupart des communautés minoritaires, l'oralité représente la voie par laquelle les personnes peuvent s'exprimer de façon collective. Cela ne veut pas dire que la culture n'est pas aussi présent dans la littérature. La langue permet de garder une culture. Un des premiers buts des arts franco-ontariens c'est de faire parler les gens. Comme on a vu lors de notre analyse de l'apport d'André Paiement, il est important de donner une voix au peuple minoritaire. Un élément central de l'identité reste la langue. Les contes folkloriques sont une composante importante de la culture franco-ontarienne. Ils aident à s'assurer que la langue française sera transmise aux jeunes. Les jeunes qui prennent plaisir à écouter les contes sont exposés aux variétés de français non standard et comprennent que le français peut servir de langue de communication, sans avoir à changer à l'anglais. Tout comme les pièces de théâtre, les contes cherchent à représenter

les réalités auxquelles les Franco-Ontariens font face quotidiennement. Les thèmes dominants ont trait souvent au refus de la société anglophone et tente de rassurer les Franco-Ontariens que la libération est toujours possible.

Les contes tiennent compte de la lutte des classes, rassurant le peuple en lui disant qu'il est supérieur, au roi qui représente la classe dirigeante qui le domine et l'exploite, l'incitent [sic] à la révolte et même à la révolution en multipliant les exemples de rois détrônés, exécutés, remplacés par des va-nu-pieds qui saisissent le pouvoir, et permettent aux petites gens d'exprimer leurs frustrations, leurs désirs et leurs rêves le temps que dure le récit (Karch 1986; tiré de Voldeng 1994:52).

La dernière section de ce chapitre complémentera l'analyse linguistique des pièces de théâtre. En 1973, Germain Lemieux a lancé le premier tome de la collection *Les Vieux m'ont conté*. Cette collection, qui consiste en 34 tomes, est une tentative de la part de Lemieux de promouvoir l'art de conter. La plupart des contes contenus dans cette collection lui ont été contés par des Franco-Ontariens. De plus, chaque conte figure deux fois. La première version est écrite de façon à représenter les variantes phonétiques, syntaxiques et lexicales du locuteur. Cette version non-éditée est destinée principalement aux conteurs qui veulent pouvoir conter de la même façon que le conteur original. On retrouve par la suite, une version standard pour ceux qui ont de la difficulté à lire et à comprendre la version originale. Vu que ces contes sont en effet des transcriptions phonétiques d'un locuteur réel, ils représentent beaucoup mieux la langue franco-ontarienne que les pièces. Au cours de cette section, on verra certains éléments qui sont absents des pièces ainsi que la façon dont Lemieux a réussi à mieux représenter un bon nombre de particularités du français canadien que les dramaturges ont abordées dans

leurs pièces. On a fait l'analyse du conte *Le Prince Charles et le teigneux* qui figure dans le quatrième tome de la collection *Les Vieux m'ont conté* (1975).

5.6.1 Distinction entre les voyelles /a/ et /ɔ/ pour représenter la graphie -oi

En français canadien, il existe une certaine variation concernant les mots écrits avec la graphie -oi. Lorsque cette graphie, dont la prononciation standard est [wɔ], se trouve en syllabe ouverte, elle a tendance à se prononcer [wa]. Cependant, l'ancienne prononciation [wɔ] existe en français canadien et il y a également la prononciation [we] qui est largement considérée comme étant une variante stylistique. La liste de mots qui conservent l'ancienne prononciation demeure assez courte. Il s'agit d'homophones et cette prononciation sert à les distinguer à l'oral. D'habitude ce sont seulement les mots suivants qui tombent sous cette catégorie : *bois, pois, poids, trois, mois* et *noix*. Le seul mot de cette liste qui figure dans le conte est le mot « trois ». L'exemple suivant illustre l'orthographe que Lemieux associe à une prononciation postérieure et mi-ouverte.

P'i' i' aparçoè lés t'oâs homme... (p.19)

Pour ce qui est de la prononciation limitée en [we], il s'agit d'une variation libre entre [we] et [wa]. Selon Dumas (1987/1994:24), ce sont exclusivement les pronoms et les verbes qui sont sujets à une prononciation en [we] en syllabe ouverte⁹. Étant donné la fréquence relativement haute de ces deux éléments grammaticaux, elles servent de

⁹ En syllabe fermée, une prononciation en [we] est possible et n'est pas limitée aux verbes et aux pronoms. Voici deux exemples de noms communs qui peuvent être prononcés en [we] car la voyelle dont il est question est fermée par une consonne : boîte [bwet] et foire [fwer].

marqueurs stylistiques associés à un parler populaire. Lorsqu'on a examiné le code écrit des trois dramaturges franco-ontariens, on a rencontré de nombreuses phrases qui contenaient surtout les formes pronominales « moé » et « toé ». Ces deux mots sont toujours associés à la langue populaire et représentent les stéréotypes les plus répandus. Cependant, dans les pièces on n'a pas tendance à retrouver un bon nombre de verbes prononcés en [we], car ils ne sont pas aussi marqués que les pronoms « moé » et « toé ». Dans la pièce *French Town* de Michel Ouellette, on peut retrouver des cas où les verbes « croire » et « voir » sont prononcés en [we]. À cette liste, Dumas (1987/1994:24) ajoute les verbes « devoir », « boire » et « recevoir ». Vu que le conte est une transcription d'un vrai discours, on y retrouve un échantillon de verbes en [we] plus grand. Aux listes de Ouellette et de Dumas on peut maintenant ajouter les verbes « se croire » et « envoyer ». Voici un bref aperçu de la représentation de ce groupe de mots à l'écrit :

I' faut qu'tu faize in affère avec moé ! (p.17)

I' di', i' s'cré pas mal smatt' pàs mal puissan ! (p.18)

Dis-moé don, i' di', où ç' c'est qu'tu t'en vâ', i' dit prinç' Charle' ? (p.18)

Ouè ! in grand succès pour toé. (p.19)

C'est moé qu'est l'Teigneu' ! (p.19)

Ah! b'en , i'dit, lâ, voés-tu... (p.19)

Tu m'âs désarté, moé 'tou, j'te désart' ! (p.21)

Vir' sa flèche, i' gu'i envoieille enn' flèche... (p.21)

I' m'â en-'oeillé écitt, moé ! (p.22)

Sur tous les mots en *-oi* contenus dans le conte, il y a seulement un cas où l'on retrouve que le mot a conservé son orthographe standard. Vers le début du conte, on trouve la phrase suivante :

l' arriv'nt chu' le roi. (p.17)

En plus d'être le seul mot qui ait conservé l'orthographe standard, il est aussi le seul exemple d'un mot qui devrait se prononcer en [wa], ce qui est la prononciation courante en français canadien. Or, il semble que Lemieux suppose que lorsque les lecteurs voient l'orthographe standard, ils vont immédiatement l'associer à la prononciation canadienne-française [rwa] plutôt qu'à une variante comme [rwe].

Finalement, en ce qui concerne le traitement de la graphie *-oi* en syllabe ouverte, on retrouve deux exceptions aux règles présentées au cours de notre discussion. Les exceptions concernent les mots « royaume » et « oiseau » tels qu'illustrés par les phrases suivantes :

J'a'rai la mo'quié d'vot' richness', c'st-à-dir' la mo'quié d'son roéyaume'. (p.20)

l' y a pâ' in oéseau dans l'mond' qui m'bitt' [beat] pour courir. (p.19)

En se basant sur l'orthographe, on doit supposer que le premier mot se prononce [rwejom]. Bien que tous les mots, sauf les six qui prennent la forme [wɔ] puissent se prononcer en [we], en théorie, le fait que le mot royaume se prononce de cette façon reste

assez surprenant. En général, la prononciation en [we] est réservée aux verbes et aux pronoms. Plus un mot est long et moins il figure dans une liste de mots employés fréquemment, le moins ce mot a tendance à se prononcer en [we]. De plus, le mot « roi », qui figure au début du conte, ne semble pas suivre la même tendance phonétique. C'est effectivement la même chose pour le mot oiseau, prononcé [wezo]. Il s'agit d'un nom plutôt qu'un verbe ou un pronom. Bref, ce que ces deux exemples nous montrent c'est que la prononciation demeure quelque chose qui est plus ou moins instable et à laquelle il est difficile d'accorder des règles précises. Les pièces ne reflètent généralement pas cette variation qui peut avoir lieu chez un seul locuteur. La plupart du temps la distinction se fait entre les personnages seulement et utilise les stéréotypes linguistiques les plus connus comme base.

Tous les exemples ci-dessus ont porté sur la prononciation de la graphie *-oi* en syllabe ouverte. Lorsqu'elle se trouve en syllabe fermée, la graphie se prononce généralement en [wɛ] ou en [ɛ]. Devant une consonne allongante, comme le /r/, la première forme est la plus courante. Devant des consonnes non-allongantes, comme le /t/, c'est plutôt la dernière forme qui domine. Dans le compte on retrouve quelques exemples de ces deux formes. Le changement en [wɛ] ou en [ɛ] sont présents dans tous les cas où l'on retrouve la graphie *-oi* en syllabe fermée. Notez qu'avec les verbes « avoir » et « voir » la consonne /v/ disparaît au profit de la semi-voyelle /w/ qui fait partie de la graphie *-oi*. En français canadien, cette chute du /v/ fait redoubler la semi-voyelle /w/. Or, le deuxième exemple aurait la transcription phonétique suivante : [tyvaw:ɛr].

l'dit, continue tout **drett'**, p'i', i'dit... (p.18)

Tu vâ' **'oèr** in homme a'ec dés gross's meule'... (p.19)

Tu vâ' **oèr** que c'tu vâ **vouloèr a'oèr**, i'dit, tu vâs l'**a'oèr** lâ. (p.19)

J'm'en viens vou' **'oèr**,... (p.20)

l' vâ prend' comment d'forç' qu'i peu' **a'oèr**... (p.21)

5.6.2 Palatalisation

Dans la section portant sur certains traits linguistiques illustrés dans les textes de Jean-Marc Dalpé, on a discuté brièvement de la palatalisation. Les exemples de la palatalisation présentés jusqu'à présent sont des cas où les formes phonétiques sont acceptées comme faisant partie du lexique populaire. Par exemple, le mot « yable » est un euphémisme pour le mot « diable ». Cependant, on peut retrouver certains exemples dans le conte qui illustrent des palatalisations naturelles qui ne font pas partie du lexique canadien français. Par exemple, le premier exemple montre la consonne /t/ qui passe par le palais dur pour enfin arriver au point d'articulation de la consonne /k/.

J'a'rai la **mo'quié** d'vot' richness', c'st-à-dir' la **mo'quié** d'son roéyaume'. (p.20)

C'est **r'guien** pour moé courir a'ec le pigeon blanc ! (p.20)

C'est correck', l'homme dés meul's **gu'i** di' ! (p.21)

Vir' sa flèche, i' **gu'i** envoieille enn' flèche... (p.21)

Lâ, i' a **marguié** 'a princesse... (p.22)

5.6.3 Morphologie verbale

Afin de rendre le système verbal du français plus logique, le français populaire contient souvent des formes de verbes non standard. Jusqu'à présent, on a discuté de la forme « jouzent », qui a pour but d'établir une distinction entre la 3^e personne du singulier et la 3^e personne du pluriel à l'indicatif présent. Dans ce conte, on retrouve quatre autres formes analogiques. Dans le premier cas, le verbe « s'asseoir » prend la forme « s'assir » à cause de son participe passé. Le verbe « s'asseoir » a un participe passé qui ressemble à celui d'autres verbes du 3^e groupe comme « conduire ». On a donc donné au verbe « s'asseoir » la terminaison *-ir* pour le rapprocher aux verbes comme « conduire » sur le plan phonétique : [asir] et [kõdʒir]. Il s'agit d'un cas où on tente de régulariser le système verbal afin de le rendre plus logique.

Les trois autres exemples sont des formes irrégulières du subjonctif présent. Examinons le cas du dernier verbe « a'll' » (*alle*), qui est une simplification au niveau du verbe « aller ». À toutes les personnes sauf la 1^{ère} et la 2^e personnes du pluriel¹⁰, les verbes réguliers du 1^{er} groupe se conjuguent au subjonctif présent en simplement laissant tomber la terminaison de l'infinitif à l'oral. Par exemple, le verbe « manger » se prononce [mãʒ] à la 1^{ère} personne du singulier. En ce qui concerne le verbe « aller », on a simplement suivi cette même formation : [ale] → [al]. Le troisième verbe est une régularisation avec le verbe « être ». Dans ce cas, il s'agit d'une forme analogique qui se

¹⁰ Dans le parler populaire, la 1^{ère} personne du pluriel a presque complètement disparu au profit du pronom « on ». La 2^e personne du pluriel demeure également un pronom plutôt rare. On a tendance à préférer le pronom « tu » dans les situations qui n'exigent pas un langage formel. On note aussi que l'emploi du pronom « vous » pour représenter deux ou plus individus n'est pas aussi fréquent dans le discours des individus que les autres pronoms comme « je » et « il ».

base sur les formes des verbes du 3^e groupe comme « voir ». Par exemple, à la 3^e personne du singulier du verbe « voir » est « voie. »

On vâ **s'assir** in p'tit brin, p'i', 'a di' on vâ jâser ! (p.21)

Mecque l'gros giant **seill'** p'us capab' de l'vé 'a roche, i' vâ mourir. (p.21)

l' faut qu'tu **faize'** in affère avec moé ! (p.17)

Mé' si faut que j'y **a'll'**, m'âs gu'y aller ! (p.18)

5.6.4 Neutralisation des articles *un* et *une*

En français canadien, on a tendance à neutraliser les articles *un* [œ̃] et *une* [yn]. D'habitude cela se produit seulement lorsque l'article se trouve devant une voyelle. Cette tendance est absente des pièces de théâtre, mais demeure assez catégorique dans les contes. De plus, cette neutralisation se produit dans le conte étudié même si l'article précède une consonne. Le premier exemple illustre un tel cas. Lorsque cette neutralisation a lieu, elle se prononce [ɛn]. En ce qui concerne sa représentation à l'écrit, lorsqu'il s'agit d'un nom masculin ou d'un nom féminin qui commence par une voyelle (à l'oral), on retrouve la graphie « in » et lorsqu'il s'agit d'un nom féminin qui commence par une consonne (à l'oral), on a tendance à retrouver la graphie « enn ».

La vieill' reine avè' eu **enn'** marqu' de naissanc' su' son épaul' gauch'... (p.18)

J' m'âs vous enseigné' **in** affaire. (p.18)

l' y a pâ' **in** oéseau dans l'mond' qui m'bitt' [beat] pour courir. (p.19)

I' y â **enn'** belle princesse, i' dit, p'i' i' y â **in** gros giant... (p.20)

I' arriv' su' **in** île. (p.21)

C'st **enn'** gross' montagne en or ! (p.21)

Conclusion

Une étude portant sur les variétés de français au Canada ne peut s'empêcher de se baser sur la norme qu'est le français québécois. En général, le joual représente assez bien le langage employé par la majorité des Canadiens-Français lorsqu'ils se trouvent dans des situations informelles. Vu que les Québécois jouissent d'une situation beaucoup plus stable sur le plan linguistique, on doit s'attendre à ce que les communautés francophones hors Québec diffèrent de cette norme un peu. Le chapitre 4 a bien montré que les Franco-Ontariens utilisent une variété du français canadien. Le problème se pose lorsqu'on considère quels locuteurs sont les plus susceptibles à la standardisation. Par exemple, au niveau de la régularisation des verbes à la 3^e personne du pluriel (cf. section 4.1.2), les locuteurs non-restreints la manifestent plus ou moins catégoriquement. Les locuteurs restreints ont plus tendance à ne pas montrer de nivellement avec des verbes à la 3^e personne du pluriel.

Ce n'est pas seulement une connaissance des éléments qui marquent le français canadien qui souffrent si le locuteur tombe sous la catégorie des locuteurs restreints. Par exemple, notre étude a examiné les conditions dans lesquelles on trouve le subjonctif (cf. section 4.1.4). On a vu que le taux de réalisations du subjonctif varie énormément selon la modalité. Par exemple, le subjonctif était quasiment catégorique avec la modalité *il faut que* tandis que la modalité *avoir hâte que* connaît passablement moins de subjonctifs. Cette variation est assez représentative de ce qui devrait se passer car l'adhésion aux règles grammaticales dépend largement de la fréquence de la règle. Bref, plus une modalité est commune, plus elle est connue, et plus le subjonctif devrait se réaliser. Au

total, les locuteurs restreints faisaient preuve d'une méconnaissance des déclencheurs du subjonctif. Peu importe leur classe sociale ou leur localité, les locuteurs restreints employaient un subjonctif, lorsqu'il était obligatoire, dans seulement 47% des cas. Lorsque les locuteurs se déclarent au moins bilingues, ce chiffre augmente drastiquement. Les locuteurs bilingues ont un taux de réalisation du subjonctif de 63%, ce qui est très proche de celui des locuteurs non-restreints (67%). Chez les locuteurs restreints, on note quasiment la même chose en ce qui concerne la distinction entre les prépositions *sur* et *à*. Vu que les locuteurs restreints ont plus de misère à parler comme les locuteurs non-restreints et n'arrivent même pas à maîtriser les règles du français standard, on peut voir comment la langue française peut s'avérer une grande source de frustration pour les jeunes Franco-Ontariens. Au chapitre 3, on a vu que les jeunes ont parfois honte de leur performance orale en français. Ils ne se sentent pas assez compétents pour maintenir une conversation en français. De plus, étant en situation minoritaire, il est assez rare de voir le français perçu comme ayant beaucoup de prestige. Un bon nombre de Franco-Ontariens, surtout les jeunes, s'intéressent plus à améliorer leur performance en anglais dans le but de s'avancer sur le plan socio-économique. Bien que cette étude n'ait pas examiné la qualité de l'anglais des Franco-Ontariens, une simple observation informelle dans la rue indique que les Franco-Ontariens arrivent à imiter assez bien l'anglais des anglophones en Ontario.

L'avenir de la société franco-ontarienne reste entre les mains des jeunes Franco-Ontariens. Ce sont eux qui vont avoir à assumer la responsabilité de rassembler les Franco-Ontariens dans une tentative de réaffirmer leur existence. L'étude des attitudes et

les facteurs qui influencent l'identité nous a montré que le bilinguisme sera toujours une composante clé de l'identité franco-ontarienne. Cela ne constitue pas nécessairement une menace car une connaissance active de l'anglais est essentiel pour la survie en Ontario. Au Québec, le bilinguisme n'est pas un préalable dans la majorité des régions. Parfois lorsqu'on entreprend des études qui cherchent à documenter l'effet que la pénétration de l'anglais a sur le français on base toutes nos conclusions sur les données quantitatives. Le problème avec une telle approche est que cela rejette complètement la fonction de l'anglais. Lorsqu'on a regardé brièvement les types d'emprunts à l'anglais qui se trouvent dans les pièces de Jean-Marc Dalpé, on a vu que certains sont en effet des néologismes qui servent à représenter des choses qui ne faisaient pas partie de la vie du Franco-Ontarien auparavant. En somme, notre analyse linguistique des pièces et du conte donnaient l'impression de vraiment vouloir définir (ou créer) un langage qui mérite le titre de « joual franco-ontarien ». Bref, le message de ces quatre auteurs est que les Franco-Ontariens devraient parler et être fiers de la langue telle que présentée dans leurs œuvres car c'est leur langue. Ce n'est ni l'anglais, ni le franglais, ni le québécois, ni le joual, ni du Tremblay et certainement pas le français standard. C'est une langue réservée uniquement aux Franco-Ontariens et à leurs luttes et à leur histoire.

Il est assez difficile de cerner exactement quelles sont les caractéristiques de cette langue. Il semble qu'il s'agit d'une forme du français québécois qui a subi une certaine évolution. Un contact réduit avec le français populaire a fait en sorte que plusieurs Franco-Ontariens ne réussissent pas à maîtriser certaines variantes du français populaire comme *sontaient*. On note aussi un niveau de régularisation assez importante comme

dans le cas du nivellement de la 3^e personne du pluriel ou le fait que les Franco-Ontariens font preuve d'un sur-emploi de l'auxiliaire « avoir » avec les verbes qui devraient prendre l'auxiliaire « être ». Ce dernier processus a lieu au Québec également mais seulement chez les verbes moins fréquents comme « tomber » et « rentrer ». Finalement, il s'avère que le français des Franco-Ontariens reflète, à un certain degré, cette « identité bilingue » dont on a discuté au Chapitre 3. Le fait que le français que parlent les Franco-Ontariens a été plus influencé par l'anglais que le français québécois n'est certainement pas un signe que les Franco-Ontariens sont en train de connaître une assimilation irréversible. Cette influence anglaise témoigne du désir qu'ont les Franco-Ontariens de se déclarer bilingue. Les pièces qu'on a étudiées sont pleines d'emprunts et d'alternances de code. Comme le disait Paiement, la littérature est censée refléter le Franco-Ontarien.

En guise de conclusion, bien que cette étude ait examiné de nombreuses composantes du groupe franco-ontarien, telles que l'identité, l'histoire, la fragmentation des communautés, la langue, le bilinguisme et les arts, la composante du portrait des Franco-Ontariens qui reste toujours la plus problématique est l'incapacité de dire qui ils sont. Pour que les Franco-Ontariens puissent créer une nouvelle identité il va falloir aller au-delà des éléments culturels. Il ne faut pas oublier que n'importe quelle identité sera toujours en évolution constante. Cette nouvelle identité franco-ontarienne doit être une qui comprend une inclusion totale. Lorsqu'on a considéré la variété de titres qui servent à accorder un nom à ce peuple on a vu qu'ils se reposaient largement sur l'histoire et le fait d'être des descendants des Québécois. De tels titres excluent les francophones et les autres groupes minoritaires venant de l'extérieur. Rien n'empêche aux Franco-Ontariens

de jouer des pièces africaines afin d'inclure les francophones de l'Afrique dans leur communauté, par exemple.

Il est clair que les Franco-Ontariens n'acceptent plus cette idée que l'identité soit imposée. La nouvelle identité franco-ontarienne résultera de la transformation de l'histoire. On ne demande pas aux Franco-Ontariens d'oublier le Règlement 17 et les autres luttes qui ont menacé leur existence. On leur demande plutôt de reconnaître qu'il y a une histoire franco-ontarienne plus récente. Celle-ci est largement caractérisée par l'acceptation que l'anglais fait partie de la vie quotidienne des Franco-Ontariens.

Bibliographie

- Albert, P. (1992). *Le dernier des Franco-Ontariens*. Sudbury: Prise de parole.
- Arseneault, M. (1991, 1^{er} septembre). Mort le joual? Pantoute!. *L'Actualité*, 21-22.
- Beddows, J. (2004). À l'origine du monument, une école de théâtre. Dans Paiement, A. *Les partitions d'une époque – Volume I* (pp. 12-24). Sudbury: Prise de parole.
- Begley, M. (1979). *Le Règlement XVII: Étude d'une crise*. Ottawa: AEFO.
- Bélanger, M. (1997). *Petit guide du parler québécois*. Montréal: Stanké.
- Bernard, R. (1988). *De Québécois à Ontariens*. Hearst: Le Nordir.
- Bock, M. (2001). *Comment un peuple oublie son nom : La crise identitaire franco-ontarienne et la presse française de Sudbury*. Sudbury: Éditions Prise de parole.
- Bock, M., & Gervais, G. (2004). *L'Ontario français: des Pays-d'en Haut à nos jours*. Ottawa: CFORP.
- Boissonneault, J. (1996). Bilingue / francophone, Franco-Ontarien / Canadien français : choix des marques d'identification chez les étudiants francophones. *Revue du Nouvel-Ontario*, 20, 173-192.
- Boissonneault, J. (2004). Se dire... Mais comment et pourquoi ? Réflexions sur les marqueurs d'identité en Ontario français. *Francophonies d'Amérique*, 18, 163-169.
- Boudreault, H., & Tremblay, L. (1981). *Ottawa*. Ottawa: Association des Enseignants franco-ontariens.
- Boulanger, J-C. (Dir.). (1992). *Dictionnaire québécois d'aujourd'hui*. Montréal: Dictionnaires Le Robert.

- Canale, M., Mougeon, R., & Bélanger, M. (1978). Analogical leveling of the auxiliary *être* in Ontarian French. Dans Suñer, M. *Contemporary studies in romance linguistics* (pp. 41-61). Washington: Georgetown University Press.
- Cardinal, L. (1995). L'émergence d'un champ d'étude : les conditions de la recherche sur la francophonie en milieu minoritaire. Dans Grisé, Y. *États généraux de la recherche sur la francophonie à l'extérieur du Québec : Actes du colloque tenu à Ottawa les 24, 25 et 26 mars 1994* (pp. 51-57). Ottawa: Les Presses de l'Université d'Ottawa.
- Cazabon, B. (1984). Pour une description linguistique du fait français en Ontario. *Revue du Nouvel-Ontario*, 6, 69-93.
- Chaudenson, R., Mougeon, R., & Beniak, É. (1993). *Vers une approche panlectale de la variation du français*. Paris: Didier Érudition.
- Choquette, R. (1977). *Langue et religion : histoire des conflits anglo-français en Ontario*. Ottawa: Éditions de l'Université d'Ottawa.
- Choquette, R. (1980). *L'Ontario français, historique*. Montréal: Éditions Études Vivantes.
- Choquette, R. (1987). *La Foi: Gardienne de la langue en Ontario 1900-1950*. Montréal: Bellarmin.
- Claing, R. (1994). *Eddy*, ou l'écriture en coup de poing. Dans Dalpé, J-M. *Eddy* (pp.191-203). Montréal: Boréal.
- Clavel, B., Grenier, M., L'Ecuyer, M., & Samson, G. (1980). *À la recherche d'une identité franco-ontarienne – La Culture*. Toronto: Éditions Champlain.
- Colpron, G. (1982). *Dictionnaire des anglicismes*. Laval: Beauchemin.
- Corbeil, J-C. (1975a). *L'aménagement linguistique du Québec*. Québec: Éditeur officiel du Québec.

- Corbeil, J-C. (1975b). *Essai sur l'origine historique de la situation linguistique du Québec*. Québec: Éditeur officiel du Québec.
- Coulombe, D. (1985). Doublement ou triplement minoritaire. *Revue de l'Université d'Ottawa*, 55(2), 131-136.
- Courchesne, M. (1987). André Paiment : Père de la francophonie ontarienne. *Revue du Nouvel-Ontario*, 9, 145-146.
- Dalpé, J-M. (1987). *Le Chien*. Sudbury: Prise de parole.
- Dalpé, J-M. (1994). *Eddy*. Montréal: Boréal.
- Dalpé, J-M. (1995). *Lucky Lady*. Montréal: Boréal.
- Dalpé, J-M. (2003). *Le Chien*. Sudbury: Prise de parole (réédition de l'édition originale de 1987).
- Dargnat, M. (2002). *Michel Tremblay: Le « joual » dans Les Belles-Sœurs*. Paris: L'Harmattan.
- Dennie, D. (1978). De la difficulté d'être idéologue franco-ontarien. *Revue du Nouvel-Ontario*, 1, 69-90.
- Deshaies, D., Martin, C., & Noël, D. (1981). Régularisation et analogie dans le système verbal en français parlé dans la ville de Québec. Dans Sankoff, D., & Cedergren, H. (Eds.). *Variation Omnibus* (pp. 411-418). Edmonton: Linguistic Research, Inc.
- Dionne, R. (1993). La littérature franco-ontarienne : esquisse historique (1610-1987). Dans Jaenen, C.J. (Dir.). *Les Franco-Ontariens* (pp. 341-417). Ottawa: Les Presses de l'Université d'Ottawa.
- Ditchy, J. K. (1997). *Les Acadiens louisianais et leur parler*. Montréal: Comeau & Nadeau (réédition de l'édition originale de 1932).

- Dor, G. (1998). *Les qui qui et les que que ou le français torturé à la télé*. Outremont: Lanctôt.
- Dulong, G. (1999). *Le dictionnaire des canadianismes*. Sillery: Les éditions du Septentrion (réédition de l'édition originale de 1989).
- Dumas, D. (1994). *Nos façons de parler: Les prononciations en français québécois*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec (réimpression de l'édition originale de 1987).
- Duncan, R. (2003). *La situation identitaire des franco-Ontariens: Une étude de la crise identitaire et la langue franco-ontarienne face à l'assimilation volontaire*. Travail de recherche non publié, Université Carleton.
- Fouché, P. (1967). *Le verbe français: Étude morphologique*. Paris: Éditions Klincksieck.
- Fournier, R. (1981). Les démonstratifs... et ça continue. *Recherches linguistiques à Montréal*, 17, 43-55.
- Gauvin, L. (2000). *Langagement*. Montréal: Boréal.
- Gérin-Lajoie, D. (2001). Identité bilingue et jeunes en milieu francophone minoritaire : Un phénomène complexe. *Francophonies d'Amérique*, 12, 61-69.
- Germain-Rutherford, A. (1998). *Petit manuel d'introduction à la transcription phonétique (Deuxième édition corrigée)*. Toronto: Canadian Scholars Press.
- Gilbert, A. (1999). *Espaces franco-ontariens*. Hearst: Le Nordir.
- Gingras, F-P. (1993). Identité : Jeune, francophone minoritaire en Ontario. *Francophonies d'Amérique*, 3, 91-103.
- Glasser, W. *The quality school: Managing students without coercion (revised edition)*. New York: HarperCollins. (réédition de l'édition originale de 1990).

- Godbout, J. (1975). *Le réformiste : Textes tranquilles*. Montréal : Quinze/Stanké.
- Gravelle, J. (1968, 11 octobre). Le Canadien-Français hors Québec : troisième dimension politique ?. *Le Lambda*, 2.
- Grégoire, A. (1968). *L'apprentissage du langage* (Vol. ii). Paris: Droz.
- Grevisse, M. (2000). *Précis de grammaire française* (30^e édition). Bruxelles: Duculot.
- Grisé, Y. (1982). Ontarois: une prise de parole. *Revue du Nouvel-Ontario*, 4, 81-88.
- Hamers, J. F., & Blanc, M. (1983). *Bilingualité et bilinguisme*. Bruxelles: Pierre Mardaga, éditeur.
- Harley, B. (1984). Mais apprennent-ils vraiment le français ?. *Langue et société*, 12, 57-63.
- Harley, B., & Swain, M. (1978). An analysis of the verb system used by young learners of French. *Interlanguage Studies Bulletin*, 3, 355-79.
- Hazael-Massieux, M-C. (1993). *Écrire en créole : Oralité et écriture aux Antilles*. Paris: L'Harmattan.
- Heller, M. (1989). Variation dans l'emploi du français et de l'anglais par les élèves des écoles de langue française de Toronto. Dans Mougeon, R., & Beniak, E. (Eds.). *Le français canadien parlé hors Québec : Aperçu sociolinguistique* (pp. 153-168). Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Imbs, P. (1953). *Le subjonctif en français moderne : essai de grammaire descriptive*. Strasbourg: Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg.
- Juneau, M. (1976). *La jument qui crotte l'argent*. Québec: Presses de l'Université Laval.

- Juteau-Lee, D. (1980). Français d'Amérique, Canadiens, Canadiens-Français, Franco-Ontariens, Ontariois : Qui sommes-nous?. *Pluriel*, 24, 21-42.
- Karch, P. (1986). Une lecture rassurante : les vieux m'ont conté. *Revue d'histoire littéraire du Québec et du Canada français*, 12, 141-150.
- Knaus, V., & Nadasdi, T. (2001). Être ou ne pas être in Immersion French. *La Revue canadienne des langues vivantes*, 58(2), 287-306.
- La Follette, J. E. (1969). *Étude linguistique de quatre contes folkloriques du Canada français : Morphologie et syntaxe*. Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Labov, W. (1980). The social origins of sound change. Dans Labov, W. (Ed.). *Locating language in time and space* (pp. 251-265). New York: Academic Press.
- Laurier, M. (1989). Le subjonctif dans le parler franco-ontarien : un mode en voie de disparition ?. Dans Mougeon, R., & Beniak, E. (Eds.). *Le français canadien parlé hors Québec : Aperçu sociolinguistique* (pp. 105-126). Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Léard, J-M. (1995). *Grammaire québécoise d'aujourd'hui : Comprendre les québécismes*. Montréal: Guérin universitaire.
- Leclerc, J. (1979). *Qu'est-ce que la langue*. Laval: Mondia.
- Leclerc, J. (1986). *Langue et société*. Laval: Mondia Éditeurs.
- Leclerc, J. (1989). *Qu'est-ce que la langue ?* (deuxième édition). Laval: Mondia.
- Lefebvre, C., & Fournier, R. (1978). Les relatives en français de Montréal. *Cahier de linguistique*, 8, 273-294.
- Lemieux, G. (1975). *Les Vieux m'ont conté : Tome 4*. Montréal: Bellarmin.

- Léon, P., & Cichocki, W. (1989). Bilan et problématique des études sociophonétiques franco-ontariennes. Dans Mougeon, R., & Beniak, E. (Eds.). *Le français canadien parlé hors Québec : Aperçu sociolinguistique* (pp. 37-51). Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Lozon, R. (2001). Les jeunes du sud-ouest ontarien : Représentations et sentiments linguistiques. *Francophonies d'Amérique*, 12, 83-92.
- Ménage, G. (1972). *Observations sur la langue française*. Geneva: Slatkine Reprints. (réédition de l'édition originale de 1675-6).
- Mougeon, R. (2000). Les emprunts au vocabulaire de base de l'anglais en français ontarien. Dans Latin, D., & Poirier, C. (Eds.). *Contacts de langues et identités culturelles : Perspectives lexicographiques. Actes des quatrième Journées scientifiques du réseau « Études du français en francophonie »* (pp. 29-43). Saint-Nicolas: Les Presses de l'Université Laval.
- Mougeon, R., Bélanger, M., Canale, C., & Ituen, S. (1977). L'usage de la préposition "sur" en franco-ontarien. *Revue canadienne de linguistique*, 22(2), 95-124.
- Mougeon, R., & Beniak, E. (1989). Language contraction and linguistic change: The case of Welland French. Dans Dorian, N. C. (Ed). *Investigating obsolescence: Studies in language contraction and death* (pp. 287-312). Cambridge: Cambridge University Press.
- Mougeon, R., & Beniak, E. (1991). *Linguistic consequences of language contact and restriction: The case of French in Ontario, Canada*. New York: Oxford.
- Mougeon, R., & Beniak, E. (1995). Le non-accord en nombre entre sujet et verbe en français ontarien : un cas de simplification?. *Présence Francophone*, 46, 53-65.
- Mougeon, R., Beniak, E., & Bélanger, M. (1982). Morphologie et évolution des pronoms déterminatifs dans le français parlé à Welland (Ontario). *Revue canadienne de linguistique*, 27(1), 1-22.

- Mougeon, R., Brent-Palmer, C., Bélanger, M., & Cichocki, W. (1982). *Le français parlé en situation minoritaire (Volume 1)*. Québec: Centre international de recherche sur le bilinguisme.
- Mougeon, M., & Carroll, S. (1976a). Certains problèmes linguistiques des Franco-ontariens (Première partie). *Working papers on bilingualism*, 9, 91-111.
- Mougeon, M., & Carroll, S. (1976b). Certains problèmes linguistiques des jeunes Franco-Ontariens (deuxième partie). *Working papers on bilingualism*, 10, 74-99.
- Mougeon, R., & Rehner, K. (2001). Acquisition of sociolinguistic variants by French Immersion students: The case of restrictive expressions, and more. *The Modern Language Journal*, 85(3), 398-415.
- Nadasdi, T., Mougeon, R., & Rehner, K. (2003). Emploi du 'futur' dans le français parlé des élèves d'immersion française. *Journal international de langue et linguistique françaises*, 13(2), 195-219.
- Nadeau, M. (1995). Blazing bee to win. Dans Dalpé, J-M. *Lucky Lady* (pp.173-185). Montréal: Boréal.
- Office des affaires francophones. (1999). Profil statistique : Les francophones en Ontario.
- O'Neill-Karch, M. (1992). *Théâtre franco-ontarien. Espaces ludiques*. Vanier: Les Éditions L'Interligne.
- Ouellette, M. (1995). *Le Bateleur*. Hearst: Le Nordir.
- Ouellette, M. (2000). *French town*. Hearst: Le Nordir.
- Paiement, A. (1978). A mes fils bien-aimés. Dans Paiement, A. (1978). *Moé j'viens du Nord, 'stie* (pp. 67-122). Sudbury: Prise de parole.
- Paiement, A. (1978). *Moé j'viens du Nord, 'stie*. Sudbury: Prise de parole.

- Païement, A. (1978). *La vie et les temps de Médéric Boileau*. Sudbury: Prise de parole.
- Païement, A. (1983). *Lavalléeville*. Sudbury: Prise de parole.
- Paré, F. (1994). *Théories de la fragilité*. Ottawa: Le Nordir.
- Plourde, M. (1985). V^e rencontre francophone de Québec. Dans Plourde, M. *La langue française au Québec – conférences et allocutions* (pp. 271-274). Québec: Éditeur officiel du Québec.
- Poplack, S. (1988). Contrasting patterns of code-switching in two communities. Dans Heller, M. (Ed.). *Codeswitching: Anthropological and sociolinguistic perspectives* (pp. 215-244). Berlin: Mouton de Gruyter.
- Poplack, S. (1989). Statut de langue et accommodation langagière le long d'une frontière linguistique. Dans Mougeon, R., & Beniak, E. (Eds.). *Le français canadien parlé hors Québec : Aperçu sociolinguistique* (pp. 127-151). Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Poplack, S., & Sankoff, D. (1984). Borrowing: the synchrony of integration. *Linguistics*, 22, 99-135.
- Poplack, S., Sankoff, D., & Miller, C. (1988). The Social correlates and linguistic processes of lexical borrowing and assimilation. *Linguistics*, 26, 47-104.
- Poplack, S., & Walker, D. (1986). Going through (L) in Canadian French. Dans Sankoff, D. (Dir.). *Diversity and diachrony* (pp. 173-198). Amsterdam: John Benjamins.
- Postman, N. (1995). *The end of education: Redefining the value of school*. New York: Random House.
- Rehner, K., Mougeon, R., & Nadasdi, T. (2003). The learning of sociolinguistic variation by advanced FSL learners: The case of nous versus on in Immersion French. *Studies in Second Language Acquisition*, 25(1), 127-156.

- Renaud, N. (2002). *De face et de billet. Une chronique d'humeur franco-ontarienne*. Sudbury: Prise de parole.
- Richard, A. (1987). *Les insolences du bilinguisme*. Hull: Les éditions Asticou.
- Sankoff, G., & Thibault, P. (1977). L'alternance entre les auxiliaires *avoir* et *être* en français parlé à Montréal. *Langue française*, 34, 81-108.
- Santerre, L. (1976). Voyelles et consonnes du français québécois populaire. Dans Valdman, A. (Dir.). *Identité culturelle et francophonie dans les Amériques (I)* (pp. 21-36). Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Savard, P. (1978). De la difficulté d'être Franco-Ontarien. *Revue du Nouvel-Ontario*, 1, 11-22.
- Silva-Corvalán, C. (1994). *Language contact and change: Spanish in Los Angeles*. Oxford: Oxford University Press.
- Simões, M. C. P., & Stoel-Gammon, C. (1979). The acquisition of inflections in Portuguese: A study of the development of person markers on verbs. *Journal of Child Language*, 6, 53-67.
- Simpson, G. E., & Yinger, J. M. (1965). *Racial and cultural minorities, an analysis of prejudice and discrimination*. New York: Harper & Row.
- Société du parler français au Canada. (1968). *Glossaire du parler français au Canada*. Québec: Les Presses de l'Université Laval (réimpression de l'édition originale de 1930).
- Tennant, J. (1996). Variation morphophonologique dans une langue en situation minoritaire : le français à North Bay. *Revue du Nouvel-Ontario*, 20, 113-136.
- Thibault, P. (1991). La langue en mouvement : simplification, regularisation, restructuration. *LINX*, 25, 79-92.

- Thibault, P., & Sankoff, G. (1993). Diverses facettes de l'insécurité linguistique : Vers une analyse comparative des attitudes et du français parlé par des Franco- et les Anglo-Montréalais. *Cahiers de l'institut de linguistique de Louvain*, 19. 3-4, 209-218.
- Thomas, A. (1986). *La variation phonétique: cas du franco-ontarien*. Ville Lasalle: Didier.
- Thomas, A. (1989). La prononciation du /a/ final en franco-ontarien. Dans Mougeon, R., & Beniak, E. (Eds.). *Le français canadien parlé hors Québec : Aperçu sociolinguistique* (pp. 53-67). Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Thomas, A. (1996). Où en sont les recherches sur la prononciation franco-ontarienne?. *Revue du Nouvel-Ontario*, 20, 41-50.
- Tremblay, L., et Boudreault, H. (1990). *Le Règlement XVII: Point culminant d'une époque*. Ottawa: CFORP.
- Trudgill, P. (1983). *On dialect : social and geographical perspectives*. Oxford: Basil Blackwell.
- Varrod, P. (Dir.). (1993). *Le Petit Robert*. Paris: Dictionnaires Le Robert (réédition de l'édition originale de 1967).
- Vaugelas, C. F. (1970). *Remarques sur la langue françoise*. Genève: Slatkine Reprints. (réédition de l'édition originale de 1647).
- Voldeng, E. (1994). *Les Mémoires de Ti-Jean*. Vanier: Les Éditions l'Interligne.
- Weinreich, U. (1968). *Languages in contact*. The Hague: Mouton. (réédition de l'édition originale de 1953).
- Weinrich, H. (1989). *Grammaire textuelle du français*. Paris: Didier/Hatier.

Willis, L. (2000). *Être ou ne plus être; Auxiliary alternation in Ottawa-Hull French*.
Thèse de maîtrise non publiée, Université d'Ottawa.

ANNEXE

Carte de la représentation et distribution régionale des Franco-Ontariens :

(Source : Office des affaires francophones 1999:3)